هكذا من الأصل

NTE-QUATRIÈME ANNÉE — N° 10 206 — 48 PAGES — MARDI 22 NOVEMBRE 1977

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : Jacques Fauvet

1,60 F

Algérie, 1,30 DA; Maroc, 1,60 dir.; Tunisie, 1,30 m.; Allemagne, 1 DM; Autriche, 11 sch.; Belgique, 13 fr.; Canada, $ 0,75; Danemark, 3,50 kr.; Espagne, 35 pes.; Grande-Bretagne, 20 p.; Grèce, 20 dr.; Iran, 45 ris; Italie, 350 L; Liban, 175 p.; Luxembourg, 13 fr.; Norvège, 3 kr.; Pays-Bas, 1,25 fl.; Portugal, 17 esc.; Suède, 2,80 kr.; Suisse, 1 fr.; U.S.A., 65 cts; Yougoslavie, 10 n. din.

Tarif des abonnements page 43

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 Paris
Télex Paris n° 650572
Tél. : 246-72-23

MOINS DE 48 HEURES

e vingtaine d'attentats commis en France

LIRE PAGE 16

A « MISSION DE PAIX » DU PRÉSIDENT ÉGYPTIEN A JÉRUSALEM

• *M. Sadate adjure Israël de prendre des « décisions radicales » pour éviter une nouvelle guerre*

• *M. Begin annonce un accord sur la représentation palestinienne à la conférence de Genève*

M. Menahem Begin, premier ministre israélien, qui donnait ce lundi matin une conférence de presse commune avec M. Sadate, a annoncé qu'il s'était mis d'accord avec le président égyptien pour que les Palestiniens « soient dûment représentés à Genève ». « Quant à la poursuite du dialogue entre Israël et l'Egypte, *a-t-il ajouté*, c'est une question de lieu géographique. » *M. Begin a également annoncé que, sur la demande de M. Sadate, il avait remis à plus tard le voyage qu'il envisageait de faire au Caire.*

Le président Anouar el Sadate, à qui Le Caire a préparé un accueil triomphal, devait quitter Israël ce lundi, dans l'après-midi, au terme d'une visite historique de deux jours.

Cette visite, malgré les espoirs qu'elle a suscités tant en Israël que dans de nombreuses capitales, n'a guère apporté d'éléments nouveaux quant au fond du dossier. M. Sadate lui-même l'a reconnu indirectement ce lundi matin. Prenant une deuxième fois la parole devant la Knesset (le Parlement israélien), il a déclaré, en effet : « C'est à Israël, maintenant, de prendre des décisions radicales, fondées sur deux points : la sécurité et plus jamais de guerre. La plupart de ces décisions, *a poursuivi le président égyptien*, seront dures pour vous, mais vous devez les prendre. Que Dieu vous guide ! »

M. Menahem Begin, de son côté, à la suite de son entretien de lundi matin avec le président égyptien, a fait preuve d'optimisme. Il a affirmé devant les journalistes : « Je ne prétendrai pas que nous avons résolu tous nos problèmes, mais je peux réellement dire qu'il y a un progrès. Le président Sadate retournera en Egypte en homme satisfait et, nous, nous sommes assurément satisfaits. » *M. Begin a qualifié de* « très bon » *le communiqué qui a été publié à la fin des entretiens.*

Ces déclarations de M. Begin ont contribué à un certain regain d'optimisme en Israël, après la déception relative qui avait suivi le discours jugé intransigeant du premier ministre, qui répondait au président égyptien. Dans les pays arabes, en revanche, la déception, voire la colère, l'emporte largement ce lundi.

A Paris, M. Raymond Barre a confirmé, dimanche, que la France s'était opposé à une démarche commune des « Neuf », qui saluait « l'initiative courageuse et constructive du président Sadate ». *A Moscou, en revanche, la presse et la télévision ont largement fait écho, depuis samedi, aux manifestations hostiles à M. Sadate, qui se sont déroulées dans de nombreux pays arabes.*

Ce lundi matin, avant de se rendre à la Knesset, le président Sadate a accordé une audience à *trois personnalités de Cisjordanie*, M. Elias Frelj, maire de Beth eem ; M. Anouar Al-Khatib, ancien gouverneur de Jérusalem, et M. Hismet Al-Masri, ancien président de la Chambre jordanienne et notable important de Naplouse. Les trois hommes ont exprimé leur « profonde satisfaction » au terme de leur entrevue.

En fin de matinée, le chef de l'Etat *égyptien s'est* à nouveau rendu à la Knesset, où deux heures d'entretien avec les parlementaires israéliens étaient prévues.

Dans les discours prononcés dimanche après-midi devant la Knesset, et dont on trouvera les textes dans les pages 4 à 6, le président Sadate avait notamment déclaré : *« J'ai décidé de venir vers vous pour que nous puission établir une paix permanente fondée sur la justice. »* Il avait rappelé les cinq conditions mises à cette paix : la fin de l'occupation des territoires arabes, la satisfaction des droits fondamentaux du peuple palestinien, le droit pour tous les pays de la région de vivre dans des frontières sûres et garanties, l'établissement entre eux de relations conformes à la Charte des Nations unies et la fin de l'état de belligérance. Dans sa réponse, le chef du gouvernement israélien avait rappelé que « *le peuple juif a toujours voulu la paix* » et proposé à tous les voisins d'Israël de négocier et de signer au plus tôt une « *paix véritable ouvrant une nouvelle ère de prospérité, de croissance, de développement et de grandeur* ».

Un dialogue pathétique

De notre envoyé spécial

Jérusalem. — Sadate a perdu son pari, il rentre au Caire bredouille. Tel est, en substance, le commentaire que l'on recueillait lundi matin dans l'entourage du raïs. « *Le rêve se transforme en cauchemar*, y entendait-on. *Begin n'a pas modifié d'un iota ses positions.* »

Le discours prononcé dimanche soir par le premier ministre israélien a profondément déçu, provoquant l'amertume, et souvent l'indignation, des Egyptiens. L'un d'eux nous disait : « *Nous aurions mieux fait de rester chez nous, car la situation est sans doute aujourd'hui beaucoup plus grave qu'elle ne l'était avant notre arrivée en Israël.* »

Le *président égyptien avait pourtant* fait trois concessions de taille : la reconnaissance préalable de l'Etat juif et de sa capitale, concrétisée par son séjour en Israël, l'offre qu'il fit dans sa propre allocution de conclure une paix totale et l'attitude qu'il adopta à l'égard de l'O.L.P., dont il s'abstint de prononcer le nom.

ÉRIC ROULEAU.

(Lire la suite page 3.)

Une semaine avec la région PROVENCE — ALPES — COTE D'AZUR

« Le Monde » passe cette semaine avec la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Chaque jour, sur plusieurs pages, paraîtront les reportages et les enquêtes de nos envoyés spéciaux et de nos correspondants sur les six départements qui la composent.

Et pour conclure, nous poserons la question : comment ces six départements si divers, si opposés parfois, sentent-ils et organisent-ils leur solidarité ? Comment s'y efforce le conseil régional *présidé par une personnalité nationale, M. Gaston Defferre ?*

(Lire pages 21 à 28.)

es deux clés lu royaume

la fantastique tribune unille que lui offraient, au- des murs de la Knesset, les lites mondiaux de télécomications, le président Sadate ressé à ses adversaires un urs d'une rare hauteur de où les accents de ferveur ieuse venaient renforcer la ur de l'argumentation et la esse de l'inspiration. Il a reu avec éclat l'existence de t d'Israël, accepté à l'avance s les garanties qu'il pourrait aiter, balayé d'un souffle par its prophétique les haines s rancœurs d'une guerre de te ans en prenant de tels tes personnels que le voici, me l'écrit par boutade un idien britannique, à la fois lidat à la balle d'un terro- et au prix Nobel de la paix.

ans sa réplique, le premier istre israélien, tout en pret acte d'un courage hors du mun, n'a pas voulu traiter au l le problème posé par l'inyable démarche de son hôte. vieux survivant du massacre son peuple, marqué par trop haines et d'épreuves et animé une inébranlable certitude de bon droit, a lui aussi parlé paix. Il l'a fait en termes ants, mais sans rien dire ux conditions que le monde e met à un règlement : acuation des territoires conquis 1967 et la prise en considéra- des droits du peuple palesn.

s deux hommes ne semnt même pas ébaucher un rochement sur la procédure règlement. M. Begin s'est doute référé, comme le prént égyptien, aux résolutions ONU et à la conférence de ève. Mais il a tant insisté les vertus des accords bilaté- avec ses voisins qu'il a né l'impression de souhaiter « paix séparées » avec les gérants et de vouloir exploides contradictions exacerbées l'initiative du principal d'eneux. En outre, s'il a dit que ut est négociable » — conforment à la position officielle on pays, — cette concession ût bien formelle dès lors que, l'essentiel : renonciation à isjordanie où il ne veut voir la Judée et la Samarie israéne par définition, et reconsance des droits palestiniens, n'est venu indiquer que le du Likoud soit prêt au comis qu'il a toujours frappé athème.

 fait, ce n'est ni de la même ni de la même justice que a parlé dimanche sous la ole de la Knesset. Pour les es, dont M. Sadate était — ilipendée que soit ici et là sa arche — le fidèle et éloquent e-parole, la « juste paix » e par la reconnaissance des alités » qu'a sanctionnées la munauté internationale. Pour Begin, justice ne sera rendue raël que s'il conserve, face à voisins, l'intégralité d'un imoine biblique reconquis de e lutte. A ses yeux, il n'existe tte lutte.

ır une ironie de l'histoire, c'est tous les dirigeants israéliens nme le moins porté à la comdre qui a reçu l'offre du prént égyptien. Habile à l'éluder, y a pas répondu. Son inébran- fermeté, précieuse en des ps de querelle et de colère, ait pas la vertu qu'exigent les ds moments de conciliation clés du royaume de la paix le la coopération heureuse où ut mener son peuple n'étaient celles que proposait son hôte.

ıx yeux de l'opinion mondiale, Israéliens eux-mêmes et de la pora, le président Sadate a is, au soir de son discours à Knesset, plus de stature et de it. Son voyage ne peut, quoi n disent ses adversaires araêtre réduit à l'équipée d'un Quichotte oriental pourfent des moulins.

AU JOUR LE JOUR

RHÉTORIQUE

Quoi qu'on en dise, M. Begin a, par deux fois, nommé les Palestiniens dans son discours : une fois par périphrase, en parlant des anciens habitants de l'Eretz Israël, puis une autre fois par prétérition, lorsqu'il a dit qu'il était prêt à négocier « non seulement » avec les Etats arabes qu'il a énumérés et a laissé le « mais encore.. » en suspens.

Il ne faut pas mépriser les figures de la rhétorique. Elles permettent de tourner les intransigeances doctrinales, de transformer en échange de vues un apparent dialogue de sourds et de négocier même sur ce qui n'est pas négociable.

Si la recherche de la paix au Proche-Orient laissait au président Sadate et à M. Begin le loisir de s'occuper d'autres affaires, je suggérerais bien à certaines personnes de les inviter en France avant les prochaines élections.

Serait-ce pour cette raison que notre gouvernement n'a pas cru devoir souhaiter bon voyage au président égyptien ?

ROBERT ESCARPIT.

LES GRILLES DU TEMPS

Entretien avec Jean Elleinstein

Universitaire, professeur agrégé d'histoire, Jean Elleinstein, que « le Monde » la Résistance au P.C.F., occupe une position *à la fois originale et controversée* parmi les intellectuels communistes. Directeur adjoint du Centre d'études et de recherches marxistes, candidat de son parti dans plusieurs élections, et notamment, en 1978 comme en 1973 d'ailleurs, au quartier Latin, à Paris, il a consacré de nombreux ouvrages et études à l'analyse et à la condamnation du stalinisme, du culte de la personnalité et à la critique de certains aspects du régime soviétique.

Ces prises de position, et notamment son « Histoire de l'U.R.S.S. » et son « Sur Staline », lui ont valu de rudes attaques à l'intérieur même du mouvement et du parti communiste. Sa récente « Lettre ouverte aux Français sur la République du Programme commun » (Albin Michel) suscite également de vifs commentaires en sens divers.

Après Jacques Delors, praticien et théoricien socialiste du changement social, qui traitait, ici même, il y a une semaine de « la chape de plomb dont l'Etat couvre la société » et prônait pour la détruire « la démocratie directe », c'est à un écrivain et historien communiste, Jean Elleinstein, que « le Monde » a demandé ses « grilles du temps » sur la crise de la société et de l'Etat, ses remèdes et ses prévisions.

I. — Inventer une nouvelle société socialiste

« C'est peu dire qu'il existe une crise de la civilisation occidentale. Comment vous apparaît aujourd'hui cette crise ?

— D'abord, elle n'est pas nouvelle : la crise est une véritable constante de notre siècle et la conséquence du grand cataclysme qui a commencé en 1914, avec la première guerre mondiale. Les conflits entre les grands pays européens ont amené la ruine d'une partie de l'Europe, qui a précipité le déclin, voire la décadence, de l'Occident, dont parlait déjà Spengler. Economiquement, l'Europe occidentale, qui dominait le monde jusqu'à la guerre de 1914 perd de son influence dans le commerce, dans l'économie, dans les techniques, et c'est l'époque où les Etats-Unis deviennent les premiers dans le monde. Ensuite il y a eu la crise de 1929, qui touche très profondément les Etats-Unis, puis tous les pays européens.

» Dès le début des années 70, les signes avant-coureurs d'une nouvelle crise économique se sont fait jour. En 1974, la crise a frappé très fortement un certain nombre de pays occidentaux. C'est une crise de type nouveau qu'il est beaucoup plus difficile de combattre que ce ne fut le cas pour la crise de 1929. La maladie semble moins grave, mais, à mon sens, elle est plus profonde, même si les manifestations extérieures n'en sont pas aussi impressionnantes.

— Je vous dis « crise de civilisation », vous me répondez « crise économique ».

— Vous avez tout à fait raison. Mais la crise économique est une composante décisive de la crise de civilisation. Une société qui, économiquement et socialement, ne se sent pas sûre d'elle-même et a les problèmes que nous connaissons, en particulier celui du chômage, est évidemment une société dont la crise est grave. De plus, à la crise économique s'ajoute naturellement la crise sociale.

Propos recueillis par
PIERRE VIANSSON-PONTÉ.

(Lire la suite page 2.)

STRAVINSKI VU PAR LOUIS ERLO

Bas les masques !

« Je commence par la technique et achève par l'inspiration » : *cette curieuse déclaration faite par Igor Stravinski lors de la création du* Rake's Progress *en 1951 à Venise est l'exact résumé d'une œuvre paradoxale qui n'a pas fini d'étonner et d'agacer, venant d'un homme de si puissant génie que le compositeur du Sacre du* printemps. *Cet opéra suscité par une suite de huit gravures de Hogarth retraçant la « carrière d'un libertin », fabriqué dans le moule du dix-huitième siècle avec arias, duos, trios, chœurs, etc., sur un livret de Wystan Auden* « aussi bon sinon meilleur » *que celui de Da Ponte pour* Don Giovanni, *Stravinski affecte de le considérer comme son triomphe « poétique »*, « une création dans la domination totale et absolue de la technique sur la matière ».

Aussi vivant que les statues de cire du musée Grévin, aussi proche du Mozart que les Faux-Monnayeurs *de Gide le sont de Balzac, cet opéra pourtant ne cesse de fasciner les metteurs en scène* (le Monde *du 6 février 1977), et Louis Erlo en donne actuellement, avec les jeunes de l'Opéra-Studio, un spectacle admirable et émouvant, attestant qu'en définitive, au bout de tant de faux* a priori, *il y a bien l'inspiration...*

La merveille de ce spectacle (chanté en français) est que la musique, avec ses décalques d'une habileté diabolique, ses « plagiats » de toutes les époques (Mozart, mais aussi Monteverdi, Haendel, Glück, Rossini, Bellini, Tchaïkovski, etc.) qui restent obstinément stravinskistes, n'empêche pas les personnages de nous toucher et parfois même les y oblige. Car Louis Erlo, ignorant superbement les travestissements de cette musique sans âge enracine au contraire l'action dans son époque (celle de Hogarth) et dans son sujet (cette « moralité » à la manière de Faust et de Don Giovanni).

JACQUES LONCHAMPT.

(Lire la suite page 31.)

idées

Les grilles du temps

Entretien avec Jean Elleinstein

(Suite de la première page.)

— *Comment la décrivez-vous ?*

— Celle-ci est une crise d'instabilité, donc d'indéquation entre les possibilités que la société offre aux gens dans leur travail et celle qu'elle pourrait leur donner du point de vue technique et technologique. *Plus la technologie* s'accroît et s'améliore, moins on donne la possibilité d'en profiter à la plupart de ceux qui composent notre société, en particulier aux catégories les plus défavorisées de la population.

» En France, le chômage est plus important qu'il ne l'a jamais été dans notre histoire, même proportionnellement à la population active, et rien ne dit qu'il va se ralentir. Près du quart de la classe d'âge des jeunes est en chômage, ce qui est quand même énorme, et la crise touche aussi ceux qui ne sont pas chômeurs et qui pourraient l'être, qui ont la hantise de l'être. C'est une *sorte de chape de plomb par rapport* à l'avenir qui s'abat ; et, sans dramatiser, sans faire de misérabilisme, il faut comprendre le sentiment profond d'insécurité et de mécontentement qui naît ainsi.

» Or nous sommes dans des temps, et je m'en réjouis naturellement, où il n'y a pas de guerre, où il y a pas de colonies, mais aussi où il y a peu de travail et peu de perspectives de débouchés pour les jeunes. Je pense que cela explique dans une large mesure ce qui s'est passé en Italie et, dans une certaine mesure, ce qui se passe en France.

» L'espoir d'une vie meilleure, d'une amélioration de la situation de chacun, tend à diminuer et rien ne sert de transfert. D'où le fait que l'on assiste dans nos pays à des transferts d'un type nouveau, par exemple le développement de la drogue et de la permissivité

Une société malade

— *Cette évolution-là, Marx ne l'avait pas prévue ?*

— Mais si ! Je ne peux m'empêcher de me rappeler les phrases du *Manifeste communiste* : « *La bourgeoisie a dépouillé de leur sainte auréole toutes les activités jusqu'alors vénérables, considérées avec le pur respect. Elle a changé en salariés à ses gages le médecin, le juriste, le prêtre, le poète, l'homme de science. Aux relations familiales, elle a arraché leur voile de touchante sentimentalité et les a réduites à un simple rapport d'argent. Partout où elle est parvenue à dominer, elle a détruit toutes les conditions féodales, patriarcales, idylliques. Impitoyable, elle a déchiré tous les liens multicolores qui attachaient l'homme à son supérieur naturel pour ne laisser subsister d'autre lien entre l'homme et l'homme que l'intérêt tout nu, le froid « paiement comptant ». Frissons sacrés et pieuses ferveurs, enthousiasme chevaleresque, mélancolie béotienne, elle a noyé tout cela dans les eaux glaciales du calcul égoïste. Elle a dissous la personne humaine dans la valeur d'échange. A d'innombrables franchises garanties et bien acquises, elle a substitué une liberté unique et sans vergogne... le libre-échange. En un mot, à la place de l'exploitation voilée par des illusions religieuses et politiques, elle a mis une exploitation ouverte, éhontée, directe dans toute sa sécheresse.* »

» Voilà la base de notre crise de civilisation. Pendant deux siècles, l'idéologie bourgeoise a réussi à déguiser la réalité de la société bourgeoise grâce à la guerre, au nationalisme et au colonialisme. Aujourd'hui, elle se trouve « à nu ».

» La France s'est plus transformée, c'est une banalité, dans les trente dernières années que dans le siècle et demi précédent. Nous sommes maintenant un pays de villes moyennes, alors que nous étions un pays de ruraux et de petites villes. Dans le travail, *dans la vie quotidienne*, autour de nos villes, et parfois même jusqu'à leur cœur, il n'y a plus de relations de chaleur humaine. Dans le cadre familial, en particulier du fait du développement de la télévision, on ne parle, on ne discute plus, c'est le silence. Les relations de l'homme avec la nature s'effacent aussi puisque la nature tend à disparaître ou est polluée, phénomène qui n'est d'ailleurs pas propre à la France.

» *Malgré* les progrès techniques, les hommes sont de moins en moins bien dans leur peau. C'est déjà ce que disait le père Hugo. « *Progrès*, disait-il dans les *Contemplations, dont on se demande où va-t-il ? Que veut-ils ?, qui brise la jeunesse en fleur, qui donne en somme une âme à la machine et la retire à l'homme.* »

» On ne voit pas toujours cette crise parce que l'on vit dans le quotidien. On ne s'aperçoit pas, par exemple, que nos villes sont beaucoup moins belles qu'elles ne l'étaient au Moyen Age. Le sens du beau se perd. Notre société a gâché le legs du passé et, à bien des égards, nous ne sommes pas capables de construire les monuments que les anciens ont construits avec des moyens très inférieurs aux nôtres. »

— *Mais comment conciliez-vous votre nostalgie des villes anciennes avec le fait que des millions de gens ont trouvé dans les villes nouvelles un logement décent, peut-être pas esthétiquement parfait, mais quand même beaucoup plus confortable que celui qu'ils habitaient auparavant ?*

— Il ne faut pas opposer le passé et le présent de ce point de vue. Je ne regrette pas que l'on construise des villes nouvelles, je constate simplement que l'on n'édifie pas des villes qui soient belles. Le choix, pour moi, n'est pas entre une ville belle que l'on construit et des taudis pour les « pauvres ». Il est entre une ville laide et une ville belle que notre civilisation et nos technologies sont capables de bâtir, mais ne font pas.

» *Le capitalisme* a permis le développement technologique de l'humanité depuis trois siècles, il a apporté des progrès sensibles dans la vie matérielle dans toutes sortes de domaines. Ce progrès est dans une large mesure le résultat de la lutte des ouvriers, des travailleurs, contre les conditions de vie que leur faisait le capitalisme. Mais, comme le disait fort justement M. Valéry Giscard d'Estaing, dans *Démocratie française* : « *Le marxisme a aidé les sociétés industrielles de l'ouest de l'Europe à mieux s'analyser elles-mêmes, et la classe ouvrière de ces sociétés à conquérir ses droits légitimes et longtemps méconnus.* » La question qui se pose, aujourd'hui, n'est plus seulement une question quantitative, c'est une question qualitative : « *Est-ce que le* le capitalisme est encore capable d'assurer des conditions de vie décente et qui s'améliorent à la majorité des membres de notre société ? » Je n'en suis pas sûr, étant donnée, notamment, la crise économique. Il est certain qu'il provoque des difficultés nouvelles dans des domaines importants tels que les relations des hommes entre eux ou avec la nature, avec l'Etat ; c'est en cela qu'il y a une crise de civilisation. Elle est à la fois externe — et je reconnais volontiers que nous ne pouvons faire grand chose contre l'augmentation du prix des matières premières et du pétrole — et interne, et ce qui est en cause, ici, c'est l'adaptation de notre genre de vie à nos possibilités techniques.

— *Comme historien, vous êtes tenu à la rigueur scientifique et vous redoutez, sans doute, la prospective, la futurologie. Comme homme engagé en politique, vous ne pouvez pas prédire autre chose qu'une société capitaliste, évoluant, à long terme, vers une société communiste. Comment voyez-vous l'évolution générale de notre société ?*

— Oui, comme historien, je m'en tiens aux faits, et, comme militant engagé, j'ai des espoirs pour l'avenir, un programme pour l'avenir. Je pense que, confrontés aux problèmes que nous avons sommairement décrits, les hommes de notre temps et de notre société ne peuvent pas ne pas remettre en cause le *modèle* de développement que nous avons connu jusqu'à présent et les solutions que nous y avons apportées.

» Je poserai d'abord une première question : est-ce le capitalisme ou le socialisme qui est responsable dans nos sociétés de la situation actuelle ? Nous n'avons pas *connu le socialisme*, et *le* capitalisme domine chez nous depuis près de deux siècles. Il se caractérise par l'anarchie de la production et *de la consommation* et par le profit, qui en est la cause. Tout cela empêche de résoudre les problèmes qui se posent lorsqu'ils se posent. On avance sans s'occuper des relations humaines, des relations avec la nature en prenant ce qui est le plus rentable pour le développement.

» *Si, par exemple, on* veut lutter contre la pollution, on soutiendra que cette lutte profitera aux firmes dépolluantes. J'entends bien. Mais comme les firmes dépolluantes sont toujours beaucoup moins importantes que les firmes polluantes et que la dépollution coûte très cher, il est clair que *nous ne pouvons* pas résoudre le problème de cette façon.

Une nouvelle croisade

— *Alors l'écologie est socialiste ?*

» Je constate que, contre ce modèle de développement, contre cette incapacité du capitalisme à résoudre *les problèmes qui se posent* aux sociétés humaines contemporaines, un grand mouvement de protestation se développe, multiforme, qui n'est pas forcément conscient de lutter contre le capitalisme. Ainsi le mouvement écologiste n'a pas — ou peu — conscience de lutter *contre le capitalisme, mais c'est*, quant au fond, un mouvement anticapitaliste, il ne peut être que cela puisqu'il ne peut que s'opposer aux conséquences du capitalisme, à l'anarchie de la production et de la consommation, au profit. D'un certain point de vue, c'est une nouvelle croisade *contre l'injustice, une nouvelle* forme de lutte dont les jeunes ont besoin pour répondre à leurs aspirations profondes de vérité, de justice, pour lutter contre quelque chose et pour espérer quelque chose.

» C'est vrai dans les domaines les plus divers, les plus éloignés *de l'économie. On le trouve dans* la sexualité, avec la lutte contre les ségrégations dont certaines catégories sont victimes pour des raisons sexuelles, par exemple les homosexuels. Il s'agit-là, au fond, d'une forme de lutte contre le racisme, une ségrégation ressentie comme telle par de nombreuses personnes qui *ne sont* pas homosexuelles. De même, la lutte contre les accidents du travail. J'ai lu récemment qu'il y avait, en chiffre rond, 5 200 000 accidents du travail par an, dont près de 12 000 accidents mortels. A cela, s'ajoutent les accidents de voitures, dont la plupart sont des *faits de civilisation, c'est-à-dire* qu'il suffirait de peu de chose pour faire en sorte que le nombre d'accidents et de morts soit bien moindre. Et ainsi de suite. Une fois les guerres — du moins pouvons-nous l'espérer — disparues de notre horizon quotidien, c'est sur ces terrains-là que vont se produire, dans les années à venir, les grands affrontements.

— *Quelle peut être, dans ces grands affrontements, la réponse socialiste ?*

» Force est de constater que, contrairement à ce qu'affirment un certain nombre de commentateurs, par exemple M. Raymond Aron dans son *Plaidoyer pour l'Europe décadente*, la crise de l'Occident, la décadence de l'Occident, n'est pas due au socialisme marxiste mais au fait que le socialisme ne s'y est pas implanté. En Europe orientale, en U.R.S.S. ou en Chine, il a fallu résoudre des problèmes de sous-développement et non des problèmes de pays sur-développés économiquement. Ce n'est évidemment pas une preuve de la capacité du socialisme à résoudre les problèmes de l'Occident, je le reconnais volontiers, et, même pour un observateur superficiel, ce pourrait être une preuve du contraire. A mon sens, ce *n'est ni positif ni négatif*. C'est d'autre chose qu'il s'agit. Nous *sommes dans une situation radicalement* différente et nous devons élaborer un type de socialisme radicalement *différent*, même si l'on emploie le même terme. On ne peut pas comparer nos problèmes à ceux qui se posent aux sociétés socialistes actuelles et qui sont des *problèmes de développement*, de bureaucratie, d'approfondissement, ou d'apparition de la démocratie socialiste. Les assimiler, les mettre en parallèle et conclure que ce qui ne va pas *toujours bien* à l'Est n'ira pas davantage chez nous, ne tient pas debout, c'est un sophisme contraire à la réalité du développement historique de nos sociétés. D'un certain point de vue, *le* mouvement communiste a accrédité cette idée, puisque pendant longtemps les partis communistes *se sont référés* au modèle soviétique, le citant en exemple. Depuis peu de temps, ils rejettent en quelque sorte le modèle soviétique, et posent avec beaucoup de force le problème d'un occidentalo-socialisme, avec tout ce que cela comporte.

— *Vous voulez dire d'un eurocommunisme ?*

— D'un eurocommunisme, si vous voulez, mais c'est une expression discutable et limitée géographiquement. Elle ne veut pas dire grand-chose. Il y a des problèmes communs aux sociétés occidentales développées. Forcément, ces problèmes communs, à travers les diversités nationales, qui sont évidemment très grandes, appellent un certain nombre de recettes qui s'inspirent d'un esprit commun. Encore une fois, je ne nie pas les difficultés des sociétés socialistes pour les avoir suffisamment explicitées dans mes ouvrages et mes articles, je reconnais volontiers qu'elles ne sont pas une preuve de la capacité de développement du socialisme en Occident, mais je prétends *tout autant qu'elles ne sont* pas non plus une preuve de son incapacité à s'y développer. Il y a quelque chose d'autre à inventer. Je l'ai écrit souvent : le passage de la féodalité au capitalisme s'est fait d'une façon très différente selon les époques et selon les pays et a demandé plusieurs siècles. *Je ne vois pas* pourquoi il n'en serait pas de même pour le passage au socialisme. Les voies sont différentes, les formes que le socialisme prend sont radicalement différentes. Quand bien même l'écheveau de l'Histoire, selon la belle phrase de Trotski, s'est déroulé jusqu'à présent à l'envers. »

Propos recueillis par
PIERRE VIANSSON-PONTÉ.

Prochain article :

LA RÉVOLUTION NE PEUT ÊTRE QUE DÉMOCRATIQUE, LÉGALE, PACIFIQUE ET GRADUELLE

Géographie

Océanisation du monde

par MAURICE LE LANNOU

NOS civilisations sont terriennes. Que furent nos conquêtes de l'océan, sinon de hardies projections de négociants ou de pêcheurs, marginaux au service de la *terre, pour qui les traversées sont des temps* morts ? Sur les bancs les plus lointains, le poisson lui-même est un terrien, qui vit ou fraie sous de minces eaux. Quant aux gens du commerce, « *descendus en mer sur des navires* », et qui « *faisaient négoce parmi les grandes eaux* », leur expérience est hors du commun : « *Ceux-là*, dit le psalmiste, *ont vu les œuvres de Yahvé, ses merveilles parmi les abîmes.* » Mais ils les ont vues avec effroi et, si l'on ose dire, de haut.

La planète mer

Il a fallu que notre condition terrienne fût brusquement menacée pour que nous nous tournions vraiment vers des océans qui recouvrent près des trois quarts de la planète Terre. L'humanité s'inquiète de disposer d'aliments qui se multiplient moins vite qu'elle, de matières premières que ses inventions rendent d'année en année plus incertaines. Elle prend conscience que ses technologies, loin de ménager les ressources, accentuent, en les gaspillant, la menace de leur épuisement. Aussi commence-t-elle à considérer la mer dans toutes ses dimensions, créant le long des littoraux des élevages marins et des maricultures, confiant à de hardis architectes des projets d'îles artificielles et de villes marines, râclant les nodules polymétalliques des grands fonds, mais surtout braquant ses savants vers ces masses aquatiques trop longtemps restées en marge des sciences fondamentales et appliquées.

C'est que cet océan qui a nourri nos terreurs peut être considéré, si l'on en croit l'abondante *littérature américaine qu'exploite* avec art... la fille cadette de Thomas Mann (1), comme plus essentiel aux sociétés humaines que les plaines les plus fécondes des continents. Peut-être même ces *sociétés sont-elles issues de lui*, comme en témoigneraient les sirènes, restées à mi-chemin, et ces traditions mythologiques que confirment si souvent les découvertes de l'*océanographie*.

La surprenante continuité du mythe à la science suggère bien que la vie est sortie des mers pour conquérir la planète. Les masses océaniques que nous pénétrons chaque année davantage donnent en tout cas aux hommes de prodigieux enseignements. Les êtres marins possèdent des techniques que nous n'avons *qu'incomplètement retrouvées. Le cachalot* dispose d'un sonar à longue portée. La connaissance des courants et la lecture des astres orientent, autant que l'odorat, les immenses *migrations des saumons vers les rassemblements* du Groenland Et ces tortues vertes du Brésil, qui font route sur plus de 2 000 kilomètres, vers l'île minuscule de l'Ascension ! Elles doivent remonter les courants, mais sans doute aussi, pour diriger leur course, utiliser le soleil et les étoiles. Nous le vérifierons bientôt par le moyen... des satellites de la NASA, lesquels *permettront de suivre sur d'assez* longues distances les signaux d'émetteurs radio installés sur le dos de tortues-échantillons. Etonnante confrontation de deux savoirs jusqu'à présent très séparés !

Une image d'éternité

L'océan apparaît aux chercheurs d'aujourd'hui comme un inépuisable réservoir où une nature vivante *singulièrement organisée dans son foisonnement* et dans ses équilibres se recycle sans cesse. Ce pouvoir de conservation des virtualités de la vie ne va pas sans d'énormes consommations internes (il n'y a pas un animal marin sur dix millions à finir ailleurs que dans l'estomac d'un autre...), et « *mourir signifie plutôt ici laisser place à un autre dans la chaîne alimentaire* ». Mais l'abondance est telle, pour ne prendre qu'un exemple, que, si tous les œufs pondus par les morues de l'Atlantique aboutissaient au poisson adulte, l'océan deviendrait en sept ans un bloc compact de ce gadidé si durement recherché, depuis des siècles, par les marins d'Europe. Sait-on que les nodules polymétalliques eux-mêmes, qui sont sans doute d'abord concentrés par le plancton à partir de l'eau de mer, avant de sédimenter, et qui ainsi naîtraient « *du patient travail de créatures vivantes* », sont une ressource renouvelable ? Certes, le rythme est ici plus lent que celui des morues, mais on a pu calculer qu'il se formerait par an quelque 16 millions de tonnes de ce minerai si convoité

Un *tel pouvoir de surabondance entretenue* oppose le milieu océanique aux milieux terrestres compartimentés, indigents, fragiles. L'océan, qui nourrit une profusion d'espèces vivantes « *sans date de naissance et de disparition assignable* », si bien que « *la vie terrestre ne semble en comparaison qu'un éphémère épisode* », est plus près du Créateur. Ne serait-ce que par l'échelle des temps : les rythmes précipités de la vie à terre contrastent avec la longue trame des perpétuels renouvellements de la mer. Elisabeth Mann Borgese évoque à ce propos l'étonnante histoire de ces récifs coralliens qui forment « *le plus ancien écosystème de la planète puisqu'ils sont apparus voici plus de deux milliards d'années* » : on les voit, au travers des centaines de millénaires, céder devant quelque ennemi pour finalement en triompher et redevenir de fécondes communautés bâtisseuses qui rassemblent d'innombrables espèces, de l'algue au poisson

Le danger des monocultures

Les coraux meurent aujourd'hui. L'eutrophisation (l'excès de nourriture) les tue aux Hawaï, le pétrole dans les Caraïbes. Cette fois, ce n'est *plus un concurrent* bivalve, comme le Rudiste du Crétacé, qui est en cause, mais l'homme lui-même, par ses besoins pressants et ses techniques immédiates qui rendent dramatique son affrontement avec les éternelles tranquillités de l'océan.

Nous n'abordons pas bien ces masses liquides que nous commençons à mieux connaître et à exploiter dans leurs profondeurs. Nous y prolongeons dans toutes les *dimensions nos œuvres* de déprédation. Les pêcheurs, qui avaient multiplié par dix leurs prises de 1850 à 1950, les ont doublées dans la seule décennie suivante, et les ressources vivantes de l'océan ne survivront peut-être point au passage de la pêche artisanale à la pêche industrielle. Le pétrole empoisonne la vie marine, mais aussi, par des mécanismes subtils que nous ne faisons que deviner, il trouble le langage chimique qui codifie migrations et accouplements, « *ce qui condamne à l'extinction des espèces entières* ». Des installations énergétiques profondément enfoncées dans le sol sous-marin pourraient réchauffer le Gulf Stream et altérer le climat de l'Europe. La construction de digues énormes pour capter l'énergie des marées risquerait de modifier le phénomène et... de ralentir la rotation de la Terre. En attendant que nous osions envoyer nos déchets radioactifs sur la Lune, il est envisagé d'en remplir des fûts qu'on enchâsserait dans le basalte, sous 6 000 mètres d'eau et 300 mètres de boue, au fond du Pacifique septentrional, cependant que des architectes italiens veulent poser sur le détroit de Messine une ville-pont en forme d'anneau qui abriterait quatre cent mille habitants.

Le danger de ces efforts d'appropriation d'un milieu près de quatre fois plus vaste et considérablement plus épais que notre domaine continental vient de ce que nous les conduisons en ordre dispersé. Et d'abord dans l'ordre dispersé des usages : pêcheurs, navigateurs, pétroliers, mineurs, architectes et autres ne se préoccupent que de leur affaire — ce qui est bien une attitude de terrien conquérant — alors que l'océan, « *cet ensemble écologique où chacun des multiples usagers de l'espace et des ressources entre en interaction avec tous les autres* », propose une vision nouvelle, globale et organique des problèmes Mais comment concilier les usagers quand ceux-ci, encadrés dans *les* Etats inégaux, sont en plein désaccord ? La loi de l'océan n'est point encore établie, quelque progrès qu'accomplissent, de session en session, les conférences sur le droit de la mer.

Sagesse des océans

Il reste qu'une leçon est prise et qu'un élan est donné, dont les premiers effets vont loin. Certes, les réalisations matérielles « intégrées » *à la manière du système océanique sont encore* rares, et beaucoup de projets sont du domaine de l'anticipation : maricultures et élevages marins s'étendent, mais les îles artificielles *susceptibles d'associer le traitement des déchets*, la fabrication d'énergie et la production d'eau douce ne sont point encore nombreuses, la « Venise de l'océan » (une ville insulaire qui assurera sa subsistance grâce à un élevage de poissons de mer en réservoir à température contrôlée...) n'est pas née, et nous n'avons pas commencé à remorquer les icebergs de l'Arctique aux tropiques.

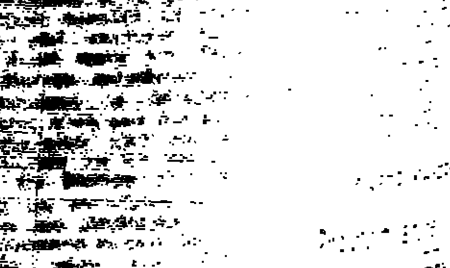
Ce qui compte bien davantage, c'est la promesse. Quand nous aurons des villes océaniques flottantes, il s'ensuivra, sinon le dépérissement de l'Etat, du moins son adaptation à la loi de l'universel. Mme Mann Borgese pense que nous pourrions aboutir à « *un réseau mondial de communautés fonctionnelles se chevauchant* ». Ce *sera en tout cas la fin d'une* civilisation qui avait pris toutes ses inspirations des sols et des ciels, et qui tenait la mer pour un théâtre d'aventures. De la sorte, l'océan révélé nous *arracherait à nos sagesses locales pour nous* conduire, d'un minutieux ordre « éternel » des champs, aujourd'hui révolu, à l'harmonie planétaire de demain.

(1) Elisabeth Mann Borgese, *la Planète mer* (traduit par J.-B. Grasset de l'édition originale américaine, 1975, intitulée *The drama of the oceans* ; conseiller de l'édition française : Guy P. de Saint-Maur, du Centre national pour l'exploitation des océans), éditions du Seuil, 1977, 1 vol. illustré 20 × 28, 159 p.

هكذا من الأصل

Elleinstein

Une nouvelle croisade



LA VISITE A JÉRUSALEM DU PRÉSIDENT SADATE

Un discours pathétique

(Suite de la première page.)

M. Begin demeura inébranlable tant sur le tracé des frontières que sur celui de l'avenir des Palestiniens, deux questions qui préoccupent au plus haut point M. Sadate.

Il y avait quelque chose de pathétique dans la séance extraordinaire qu'a tenu dimanche la Knesset pour écouter le chef de l'Etat égyptien. Debout à la tribune sous un portrait de Théodore Herzl, le fondateur du mouvement sioniste, le président égyptien, transpirant abondamment, le visage grave et tendu malgré un tranquillisant que l'on venait de lui administrer, plaida durant cinquante-cinq minutes en faveur d'une « *paix dans la justice* ».

Il tenta d'ébranler son auditoire en se référant aux prophètes d'Israël, en citant les psaumes de David, en se référant au sang inutilement répandu au cours de quatre guerres, ainsi qu'aux « *veuves éplorées* » et aux « *orphelins innocents* ». Il alla jusqu'à se livrer à une autocritique en règle proclamant en conclusion qu'il avait décidé de mettre un terme à l'ostracisme exercé par les Arabes trente ans durant à l'encontre d'Israël. Sa présence à Jérusalem constituait en soi la preuve qu'il voulait désormais négocier directement, sans intermédiaires, un règlement définitif.

Pas de paix séparée

Il évoqua à ce propos les risques de son initiative : « *Personne n'avait jamais imaginé que le chef du plus grand Etat arabe, sur les épaules de qui reposent la plus grande partie du fardeau et la responsabilité principale dans le problème de la guerre et de la paix au Proche-Orient, pourrait se déclarer disposé à aller sur la terre de l'adversaire alors que nous étions encore en état de guerre* ».

A cela, M. Begin lui répondit brièvement que les juifs savaient apprécier son « *courage* » car eux-mêmes « *s'étaient levés et vivaient avec courage* ».

M. Sadate s'est beaucoup étendu sur la nature et les fondements de la paix qu'il offrait au peuple israélien.

S'adressant sans doute aussi à l'opinion dans le monde arabe, il a déclaré d'une manière tranchante qu'il n'était pas venu négocier une paix séparée ou un accord partiel. Il ne s'agit pas, a-t-il dit avec force, d'ajourner l'explosion, mais d'extirper à la racine le mal qui ronge la région. Il a ajouté : « *Nous sommes d'accord pour vivre avec vous dans une paix permanente et juste. Nous ne voulons pas vous assiéger ni être assiégés (...). J'ai déclaré plus d'une fois qu'Israël est devenu un fait que le monde a reconnu, et dont la sécurité et l'existence ont été garanties par les deux super-puissances.* »

En échange d'une telle paix, a dit M. Sadate, Israël devrait « *abandonner ses rêves de conquête* » et d'expansion. Il a exclu tout marchandage sur la restitution des territoires occupés en 1967, assurant que la question n'était « *pas négociable* », mais se disant prêt à accepter toutes les garanties internationales obtenues par Israël.

Le premier ministre israélien s'est abstenu, pour sa part, d'évoquer la question des garanties, se contentant d'affirmer que les tragédies vécues par le peuple juif dans le passé lui avaient appris à ne pas compter sur autrui pour défendre son existence. « *Sur la question des frontières,* a-t-il précisé, *nous avons d'autres conceptions que celles du président Sadate* » ; ajoutant néanmoins que « *tout est négociable* » entre Israël et ses voisins.

Discret à souhait sur la question territoriale, M. Begin a été prolixe au sujet de la qualité de la paix. Israël, a-t-il indiqué, souhaite une « *normalisation* » qui comporterait la coopération dans tous les domaines, en particulier économique, et des relations *diplomatiques au* niveau des ambassadeurs.

A en juger par le regard profondément attristé du président Sadate, celui-ci a été particulièrement affecté par les propos de M. Begin concernant les Palestiniens et l'avenir de la Cisjordanie. La tirade du premier ministre israélien comportait une fervente défense de l'idéologie sioniste, des droits du peuple juif à réintégrer sa patrie ancestrale, fondés tout à la fois sur l'histoire biblique, la déclaration Balfour et le génocide nazi. « *Non, monsieur !* s'est exclamé *M. Begin en s'adressant au chef de* l'Etat égyptien, *nous n'avons pris aucune terre étrangère. Nous sommes revenus dans notre patrie.* »

Au cours de son allocution, M. Begin prononça une seule et unique fois le nom de la Palestine, mais seulement pour dire avec force que celle-ci constituait « *la terre d'Israël* ». Certes, il s'est déclaré disposé à engager des pourparlers avec les « *représentants authentiques des Arabes d'Heretz Israël* » (en d'autres termes avec les Palestiniens de *Cisjordanie et de Gaza*) mais seulement au sujet de « *notre avenir commun* » et de questions relevant des « *libertés humaines, de justice sociale, de paix et de respect réciproque* ».

Faisant allusion à l'appel de M. Sadate en faveur du retrait d'Israël *de la zone arabe de Jérusalem*, M. Begin n'a laissé planer aucun doute sur sa détermination de résister à une telle exigence. Le chef de *l'Etat égyptien avait fait valoir que* les Lieux saints musulmans et chrétiens témoignaient de « *notre présence ininterrompue, politiquement, spirituellement et intellectuellement* » dans la ville.

C'est avec énergie et passion que le Raïs a défendu le droit des Palestiniens *à rentrer* chez eux et à établir leur propre Etat.

« *Si vous avez trouvé la justification légale et morale de l'établissement d'une patrie nationale sur un territoire qui n'était pas le vôtre* », a-t-il poursuivi, *mieux vaut que vous compreniez la détermination du peuple palestinien de rétablir son Etat dans sa patrie.* » Tout en affirmant solennellement qu'il n'y aurait « *jamais de paix sans les Palestiniens* », à aucun moment le président égyptien n'a nommé ou fait allusion à l'O.L.P.

La déception qu'il éprouva devant l'attitude de M. Begin a dû atteindre son comble quand il a constaté que ce dernier n'avait pas fait le geste de relâcher un certain nombre, même symbolique, des quelque trois *mille cinq* cents détenus et prisonniers et politiques dans les territoires occupés. Le matin même, l'imam de la mosquée d'El-Aqsa *avait lancé, dans un sermon* radiotélévisé en direct sur toutes les chaînes, *un appel angoissé au président* Sadate l'invitant, au nom des *mères des prisonniers,* à intercéder auprès des autorités d'occupation en *faveur de leur libération*.

Au total, M. Begin est le grand *vainqueur de l'extraordinaire partie* d'échecs engagée depuis trois jours à Jérusalem. Le discours de M. Sadate a peut-être ébranlé une partie de l'opinion israélienne, mais celle-ci fait confiance par-dessus tout au *leader du Likoud, qui, en* ravivant les traumatismes du passé, peut justifier aisément son intransigeance du présent.

Le président Sadate, *pour sa part,* a sans doute amélioré son image de *marque en Occident, en particulier* auprès des dirigeants américains, qui *lui sont reconnaissants d'avoir tenté* de mettre un terme à l'impasse au *Proche-Orient. Mais, en rentrant au* Caire les mains vides, ou presque, son isolement au *sein du monde* arabe ne manquera pas de s'aggraver. *A-t-il déjà imaginé, comme* l'affirment certains de ses collaborateurs, des « *solutions de rechange* » ? Ou va-t-il se lancer dans de nouvelles *fuites en avant* ?

ERIC ROULEAU.

(Dessin de CHENEZ.)

LE CAIRE : si cela peut permettre d'éviter une nouvelle guerre...

De notre correspondant

Le Caire. — *Jamais depuis* l'allocution au cours de laquelle Nasser annonça son intention de se démettre de ses fonctions, après la déroute de juin 1967, un programme de télévision n'avait été suivi avec autant d'émotion et de tension par des millions d'Egyptiens que la retransmission de l'arrivée et du séjour du président Sadate en Israël.

Samedi soir, devant les téléviseurs en couleurs des classes aisées, comme devant l'écran petit format en noir et blanc du café de village ou de quartier, l'Egypte *entière était rassemblée, yeux* écarquillés et bouches silencieuses. Lorsque à la place d'un feuilleton intitulé *Voyage sans fin* la télévision a montré le Raïs foulant le sol israélien, dans un restaurant populaire de Guizeh, ville *jumelle* du Caire, *un homme* de trente ans, en manches de chemise, debout, les bras croisés, a soudain crevé le silence, parlant seul : « *C'est plus extraordinaire que lorsque j'ai vu le premier homme marcher sur la Lune.* » Un père de famille a enchaîné : « *En tout cas, ce sera sûrement plus important pour le sort de l'Egypte et même pour celui du monde.* »

Au même moment, dans la salle à manger d'un percepteur, envahie par des voisins sans télévision, le fils de l'hôte, un jeune, chargé de cours à l'université d'Ainchams, lançait, blanc de colère, après avoir reçu le choc de l'image du Raïs face à M. Dayan et à Mme Golda Meir : « *Non, il n'avait pas le droit d'aller là-bas, à cause de nos morts de quatre guerres.* » Sa sœur s'est alors vivement retournée vers lui : « *Tais-toi, tu n'as rien compris, s'il est là-bas c'est pour éviter d'autres morts inutiles. Avant de partir il a dit : « Si mon déplacement peut sauver la vie d'un seul soldat il ne sera pas vain.* » Sadate face à Dayan et Golda Meir, c'est une scène extrêmement forte qui a fait en Egypte se serrer bien des poings, voire se mouiller bien des yeux.

Cependant, le peuple n'est pas rancunier. Il est foncièrement pacifique, spontanément porté au dialogue plutôt qu'à la violence.

Dès avant le départ pour Israël du chef de l'Etat, il était clair que la rue, ces derniers temps souvent peu amène à l'égard de celui-ci, avait basculé en sa faveur. Samedi matin, au marché de Bab-El-Louq, au centre de la capitale, un sergent de ville crut bon de faire remarquer : « *Si les Arabes ne sont pas d'accord, cette visite ne sert à rien.* » Une vendeuse de salades le prit par les épaules pour lui crier en plein visage : *Eh ! dis, mon fils vient de partir pour trois ans au service militaire, je veux qu'il revienne entier, tu entends. Les Palestiniens sont des égoïstes, ils ne pensent qu'à eux, jamais à l'Egypte.* » « *Oui, ils ne pensent jamais à l'Egypte* », reprirent en chœur les passants alentour.

Un discours bien accueilli

Dans certaines familles égyptiennes chrétiennes, où, l'été dernier, on avait jeûné pour protester contre la politique intérieure du gouvernement, on fait maintenant abstinence pour la réussite du voyage présidentiel. Un prédicateur de mosquée a comparé le Raïs au calife Omar, glorieuse figure des débuts de l'Islam, qui édifia la première mosquée à Al-Aqsa sur l'esplanade du temple de Salomon. Connaissant la sensibilité religieuse de ses compatriotes, M. Sadate a décidé, à Jérusalem, de contribuer aux réparations d'Al-Aqsa et de l'école copte de la Ville sainte.

Lorsque la télévision a présenté, dimanche après-midi, le président égyptien se rendant à Al-Aqsa, puis au Saint-Sépulcre et enfin à la Knesset, les promenades des bords du Nil, habituellement grouillantes de jeunesse les jours de fête — les musulmans commémoraient dimanche le sacrifice d'Abraham — se sont aux trois quarts vidées. Cafés et salons étaient de nouveau remplis.

Le discours du Raïs a, dans l'ensemble, été partout bien accueilli. « *Le seul reproche que j'ai à lui faire, c'est qu'il ait été prononcé en Israël* », nous a dit une militante de l'opposition marxiste-nassérienne. Pour M. Ismaïl Sabri Abdallah, membre du comité central du parti du rassemblement progressiste (marxiste-nassérien) : « *De même que nous avons été les premiers dans le monde à désapprouver officiellement cette démarche, nous serons les premiers à reconnaître notre erreur si le président rapporte quelque chose pour la cause arabe.* » M. Sabri Abdallah nous a ensuite indiqué que l'adhésion de l'un des quatre députés de son parti, M. Abdel Khalek Jamil, à la motion du Parlement approuvant l'initiative présidentielle, « *n'engageait en rien le rassemblement progressiste, et que M. Jamil ferait l'objet de mesures disciplinaires* ».

De même, selon M. Mohamed Salmaoui, journaliste nassérien, « *la douzaine de députés nassériens indépendants étaient absents lors de l'adoption de la motion de soutien à Sadate* ». D'après lui, « *les nassériens non marxistes ne sont pas,* a priori, *contre le principe même d'une rencontre Sadate-Begin, mais contre son impréparation et contre sa tenue sans l'accord préalable des Etats arabes et du Parlement égyptien* ».

D'autre part, aux yeux de M. Mohamed Sid-Ahmed, journaliste et écrivain marxiste : « *Après son discours et celui de Begin il est clair que Sadate se trouve placé entre deux refus, celui des Arabes et celui du Likoud. La reconnaissance éclatante dont vient de bénéficier Israël de la part de l'Egypte a été accordée sans contrepartie.* »

L'opinion de l'armée

Sur ce dernier point, les partisans du Raïs répondent *qu'« une telle reconnaissance ne sera effective que le jour où Le Caire consentira à avoir des rapports diplomatiques et économiques normaux avec l'Etat hébreu* ». Ils font aussi valoir que « *si le président n'a pas cité l'Organisation de libération de la Palestine devant la Knesset, M. Begin n'a pas parlé pour sa part des prétentions israéliennes sur la Cisjordanie* ». Ils soulignent que M. Sadate s'est engagé une nouvelle fois à ne conclure « *ni accord séparé ni règlement partiel* » et que M. Begin a déclaré : « *Tout est négociable.* » Il est patent, néanmoins que même les « sadatistes » les plus convaincus ont senti le froid du doute les envahir devant les propos intransigeants du premier ministre israélien.

Pour un ancien chef de la diplomatie de M. Sadate, « *maintenant, nous savons que ce voyage est une faillite. Même la conférence de Genève n'a plus de raison de s'ouvrir.* » D'après M. Mustapha Amine, journaliste proche du régime, « *tout ceci n'aura pas été inutile si une cinquième guerre est évitée* ».

Telle paraît être également l'opinion dominante chez les officiers, conscients de l'impossibilité dans laquelle se trouve l'Egypte de participer à un conflit. Le général Gamassi, ministre de la défense et commandant en chef des armées, avait adressé samedi un message au Raïs pour lui transmettre le soutien des militaires « *à cette courageuse démarche en faveur d'une paix fondée sur la justice* ».

Partisans et détracteurs du voyage tombent d'accord pour estimer que, « *comme après octobre 1973, Sadate a bouleversé toutes les données et que plus rien ne sera désormais comme avant* ». Chacun ou presque convient aussi que « *les conversations Sadate-Begin seront plus importantes que leurs discours, bien que le président ait affirmé qu'il n'allait pas en Israël pour négocier* ».

Une autre grande question agite les milieux politique du Caire : *Washington avait-il* approuvé au préalable l'idée du Raïs d'aller à Jérusalem ? L'opinion qui prévaut est que le chef de l'Etat a agi sans consulter les Américains. Les tenants de cette thèse en veulent pour preuve le flottement de l'ambassade des Etats-Unis au Caire lors de l'annonce par le président de son projet, le 9 novembre, de la *démission de M. Fahmi, « plus Américain que les Américains* », de son poste de ministre des affaires étrangères et de la non-adhésion de Ryad au principe du voyage. Ceux qui croient à la réalisation d'une idée personnelle du Raïs par l'entremise de Rabat relèvent que M. Hassan Touhami, *mystérieux personnage familier* du Raïs depuis quelques mois, est arrivé en Israël avec le président bien que son nom ne figurât pas sur la liste officielle initiale des participants à la visite. Ancien « officier libre », proche un moment de Nasser, tenu ensuite écarté des affaires, très riche par *ses mariages et musulman* très pratiquant, nommé *ex abrupto ces derniers* mois général à titre honoraire et vice-premier ministre à la présidence de la République, M. Touhami s'était rendu au moins deux fois ces temps-ci au Maroc, à bord d'un avion spécial.

Le Raïs aurait donc agi seul comme en 1971 lorsqu'il expulsa les militaires soviétiques et en 1973 quand il fit franchir le canal de Suez à ses troupes. Si le conflit d'octobre a, par la suite, permis à l'Egypte de reprendre le contrôle de *la voie d'eau internationale* et des pétroles du Sinaï, le départ des Russes ne rapporta rien au Caire. C'est la répétition de ce dernier *schéma* que redoutent nombre d'Egyptiens, y compris *parmi ceux qui admirent* l'audace de leur président.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

BEYROUTH : déception et inquiétude

De notre correspondant

Beyrouth. — La déception était générale, dimanche soir, après la séance de la Knesset, qui constituait le point culminant du voyage du président Sadate en Israël. Déception plus prononcée parmi ceux qui approuvaient la démarche du président égyptien que parmi ses détracteurs. « *Il leur a tout donné... Et ils ont refusé* », titre le journal palestino-progressiste *Al Safir*.

Ce n'est pas le discours de M. Sadate qui a déçu ; au contraire, les Palestiniens eux-mêmes reconnaissent *qu'il* est inattaquable. Il y a exposé la position de principe arabe dans son orthodoxie actuelle, et il a été on ne peut plus clair et net sur les droits des Palestiniens, sur l'évacuation des territoires arabes occupés, sur son refus d'une paix séparée égypto-israélienne. M. Begin, *en revanche, n'a pas répondu,* estime-t-on, à son geste historique, puisqu'il n'a pas changé d'un iota la position israélienne.

La déconvenue était d'autant plus grande à Beyrouth que l'on croyait que le président Sadate s'était assuré *à l'avance,* par l'intermédiaire des Etats-Unis, *des résultats minima*. On estimait en outre que la violente opposition à son voyage qui s'était manifestée dans une partie du monde arabe servirait en définitive le président Sadate en *faisant toucher* du doigt aux dirigeants *israéliens la nécessité de faire* des concessions de fond à leur premier interlocuteur arabe, concessions qui auraient dû porter nécessairement sur le problème palestinien. Des concessions concernant seulement le Sinaï *auraient eu pour* le président Sadate des résultats négatifs en accréditant la thèse de la paix séparée.

Au lieu de cela, les Libanais et les Palestiniens ont constaté que M. Begin n'a même pas prononcé le mot « Palestiniens » et qu'il a intentionnellement parlé des « *habitants arabes de la terre d'Israël* » M. Pérès n'a pas été beaucoup plus loin en parlant des « *mères palestiniennes* ».

Au sein de la résistance palestinienne, on voit dans ces piètres résultats la confirmation du *bien-fondé* de l'opposition manifestée à l'égard de *la visite* en Israël de M. Sadate. Le conseil central de *l'O.L.P.* a *été convoqué* jeudi à Damas pour en « *tirer les conséquences* ». Certains l'expriment en termes durs. « *Le président égyptien a eu recours à la surenchère et à la démagogie pour masquer sa honteuse capitulation. Les propos qu'il a tenus ne sont fermes qu'en apparence et sont destinés en fait à la consommation intérieure arabe* », a déclaré M. Yasser Abed Rabbo (F.D.L.P.), membre du conseil exécutif de l'O.L.P. La Saïka, proche de la Syrie, est encore plus violente, réclamant la *réunion* d'un « *sommet urgent* », en vue d'« *appliquer à l'encontre des traîtres les règles du boycottage arabe et de l'excommunication politique et d'œuvrer au renversement du félon et de son régime* ». La Saïka invite les « *officiers et soldats égyptiens* » à « *punir sévèrement* » le président Sadate.

M. Georges Habache, principale *personnalité du Front du refus,* s'en prend, en même temps qu'à M. Sadate, à M. Arafat, « *parce qu'il n'a pas émis la moindre protestation* » lorsque le président égyptien a annoncé son « *voyage de la trahison* », « *le plus grand crime commis contre les masses arabes et palestiniennes* ».

La convocation d'un « sommet » des pays arabes qui ont rejeté l'initiative de M. Sadate a été demandée par le conseil exécutif *de la centrale palestinienne,* « sommet » qui regrouperait, avec l'O.L.P., la Syrie, l'Irak, la Libye, l'Algérie et le Sud-Yémen. On relève que l'Arabie Saoudite, bien qu'ayant proclamé sa réprobation, n'a pas été citée parmi les *pays arabes appelés à constituer un* « Front anticapitulation ». Quoi qu'il en soit, dans les milieux mêmes de la résistance, on ne prend pas cette proposition très au sérieux.

Les résultats les plus tangibles sur ce plan seraient d'ordre financier : la Libye a promis de mettre des fonds à la disposition de la Syrie et de la *résistance palestinienne, Tripoli* a jusqu'ici été avare à l'égard de Damas, et n'a accordé des subsides aux Palestiniens que de façon capricieuse. Le colonel Kadhafi a délégué son bras droit, M. Jalloud, auprès du président Assad.

A Damas, où l'on dit, tout comme les Palestiniens, « *Nous avions bien raison* », la journée *de deuil national observée* samedi, s'est traduite par un arrêt de toute activité durant cinq minutes à midi, tandis que retentissaient le chant des muezzins et les cloches des églises. Dimanche, à l'issue de la prière d'Al Adha, à l'occasion de laquelle le prédicateur a stigmatisé devant le président Assad « *l'acte de trahison du président Sadate* », la foule a défilé dans les rues au sortir de la mosquée, en scandant des slogans reprenant le thème de la trahison. Mais les manifestations n'y ont pas pris d'ampleur, pas plus d'ailleurs qu'à Beyrouth, où le chiffre de quatre-vingts blessés qui est cité paraît bien exagéré.

Pour de nombreux observateurs, la situation peut évoluer désormais *de trois façons* :

— Ou le président Sadate, contre tout attente, finira par obtenir une concession substantielle israélienne concernant les droits des Palestiniens et parviendra, sur cette base, à convaincre le monde arabe du *bien-fondé de sa démarche* : le « lâchage arabe », qui demeure hésitant, se précisera ou s'atténuera, au vu des résultats concrets de son voyage à Jérusalem ; ou bien, comme l'insinue le journal *As Safir*, il a, à l'avance, envisagé de *démissionner s'il échoue dans* sa mission ; ou encore il « rentabilise sa visite en Israël » en changeant complètement de politique et en se préparant à la guerre, après avoir prouvé au monde entier qu'il était prêt à tout faire pour la paix.

LUCIEN GEORGE.

LA VISITE A JÉRUSALEM

Le secteur arabe de Jérusalem n'a pas pavoisé

De notre envoyé spécial

Jérusalem. — « *J'attendais ce moment depuis des années* », murmure M. Sadate en contemplant par le hublot de son avion la ville de Tel-Aviv ruisselante de lumière. Et quelques minutes avant que le Boeing présidentiel atterrisse samedi soir 19 novembre, il indique à ses collaborateurs : « *Je resterai en Israël autant de temps qu'il faudra.* » Il mesure les dificultés de sa tâche, mais il a encore bon espoir de réussir...

Visiblement ému, il échange des poignées de main avec MM. aKtzir et Begin, respectivement président et premier ministre d'Israël, qui l'attendent au pied de la passerelle. Les trompettes retentissent. La fanfare militaire exécute l'hymne national égyptien, puis celui de l'Etat hébreu. Tandis que M. Sadate passe en revue la garde d'honneur, il interoge brusquement M. Begin : « *Arik Sharon est-il ici ?* » Celui qui organisa la percée du canal de Suez avant d'encercler la deuxième armée égyptienne lors de la guerer d'octobre est parmi les quelque deux cents personnalités alignées sur l'aire l'atterrissage. Le chef de l'Etat égyptien uli serre la main avec enthousiasme en déclarant : « *J'espérais vous capturer en 1973...* » « *Soyenz le bienvenu en Israël* », lui répond avec le sourire le ministre de l'agriculture, qui est chargé également de la colonisation des territoires occupés.

Le président Sadate cherche visiblement à plaire. Familier, il interpelle le général Dayan par son prénom : « *Hello, Moshe !* ». Chaleureux, il étreint Mme Golda Meïr en lui disant, sur le ton de la confidence : « *Il y a longtemps que j'avais envie de vous connaître...* » Enjoué, il lance au général Gour, le chef d'état-major : « *Vous voyez bien que, contrairement à ce que vous avez soutenu, je ne bluffais pas...* » Le grand rabin sépharade Ovadia Yossef a droit à une accolade prolongée.

Les Israéliens de rite sépharade, originaires des pays arabes, sont en fête. A l'entrée de Jérusalem, où ils attendent le passage du cortège présidentiel, les « you-you » retentissent. Certains déclament des vers, d'autres entonnent des chansons populaires en langue arabe, exaltant la paix et la fraternité. Aux portes de l'hôtel King David, où devait résider le président, des groupes de jeunes gens scandent les noms de M. Sadate et de M. Begin et dansent la *hora* au son de l'accordéon.

Des arrestations préventives

Dimanche, la presse hébraïque des éditoriaux en langue arabe souhaitant la bienvenue au Raïs, parait avec des manchettes et Si la partie juive de la ville est abondamment décorrée aux couleurs égyptiennes, le secteur arabe où se rend M. Sadate à l'aube pour accomplir ses dévotions à la mosquée El-Aqsar ne pavoise pas. D'imposantes forces de l'armée et de la police occupent déjà le quartier. Des soldats, le doigt sur la gâchette de leur mitraillette, montent la garde sur les toits et les terrasses, surveillent intensément les ruelles désertes. Les autorités redoutent des manifestations d'hostilité et peut-être même un attentat.

Les Palestiniens de Cisjordanie boudent l'événement ou sont bloqués sur les axes routiers conduisant à Jérusalem. Les maires de Cisjordanie avaient ostensiblement annoncé qu'ils célébreraient exceptionnellement la Fête du Sacrifice dans la mosquée Abdel-Nasser à Birreh, agglomération proche de Jérusalem. Suprême humiliation pour le président égyptien, qui arrive sous forte escorte israélienne, la radio nationale annonce que des arrestations préventives avaient été effectuées, dans la nuit, parmi les Palestiniens.

L'enceinte de la mosquée El-Aqsar, aux deux-tiers vide, pullule d'agents israélien de la sécurité reconnaissables à leur insigne ou à leur physionomie : nombre d'entre eux, debout ou accroupis, entourent le Raïs, lui-même assis en tailleur. Le président égyptien a les traits tirés, le visage crispé. Ie marmonne des versets du Coran, les yeux clos, approuve par des hochements de tête les propos de l'iman, qui, dans son sermon, évoque avec tact les droits du peuple palestinien avant de lancer un appel en faveur de la libération des détenus politiques dans les territoires occupés.

A la sortie de la mosquée, une foule de jeunes gens le poing menaçant hurlent en direction du Raïs : « *Falestine, Falestine, ya Sadate !* » *(Palestine, Palestine, oh Sadate !)* Peu après des manifestants accueillent le chef de l'Etat égyptien au seuil du Saint-Sépulcre aux cris de « *Traître !* », « *Vendu !* ». La police charge. *Plusieurs arrestations sont opérées.*

La journé eest particulièrement éprouvante pour M. Sadate, qui doit ensuite visiter au pas de course Yad Vachem, monument élevé à la mémoire des victimes du nazisme. Il est apparemment ému quand il contemple les photographies exposées, dont la plupart illustrent le martyrs des juifs dans les camps de concentration. Une photographie attire son attention : elle montre l'ancien dirigeant palestinien Haj Amine El Husseini en train de passé en revue uen unité de SS.

Avant de terminer sa visite, effectuée en compagnie de M. Begin, le président égyptien écrit sur le livre d'or, en anglais et en arabe, la phrase suivante : « *Puisse le Seigneur guider nos pas sur le chemin de la paix afin que prennent fin à jamais les souffrances d etoute l'humanité.* »

E. R.

« Qui me rendra ma maison ? »

De notre correspondant

Beyrouth. — Pour tous, ce fut un moment d'émotion intense lorsque, samedi soir à 20 h. 5, le président Sadate a foulé le sol d'Israël. Retenant leur souffle devant leur poste de télévision, Libanais et Palestiniens ont vu avec une fascination mêlée *chez certains d'horreur*, chez d'autres de sympathie, chez tous d'espoir avoué ou inavoué, l'impensable se dérouler *sous leurs* yeux. Les uns captaient Israël en direct, les autres ont attendu une retransmission en différé de la télévision libanaise.

M. Sadate n'entraînait-il pas les Arabes — à la fois effrayés par l'inconnu, bafoués dans leur dignité, envahis par un espoir insensé — sur une planète pour eux étrange et inaccessible : *Israël ? Même si* cette visite devait se solder politiquement par un échec, un mythe est certainement tombé à cet instant-là.

Les yeux rivés à la télévision, des Libanais et des Palestiniens, autour de nous, n'ont pas laissé échapper une seule des images inconcevables qui défilaient devant eux. *Certains détails les ont* marqués plus que d'autres : le gilet pare-balles que portait M. Sadate, sa crispation, qu'il a progressivement réussi à surmonter, ses poignées de main à MM Begin, Dayan, Sharon et à Mme Golda Meïr.

Les commentaires variaient à *l'infini Une jeune femme libanaise*, chrétienne et progressiste se demandait crûment « *s'il n'y aurait pas un nationaliste israélien qui rachèterait le monde arabe en faisant ce qu'aucun Arabe n'a eu le courage d'entreprendre : assassiner Sadate* ». Un Palestinien, bourgeois et nationaliste, affirmait : « *Comprendront-ils* (les Israéliens) *qu'ils doivent absolument lui répondre par un geste historique et que ce geste ne peut concerner ni le Sinaï, ni le Golan, ni même la Cisjordanie, mais les Palestiniens en tant que peuple ?* » Un jeune musulman libanais de condition modeste pensait au Sud dévasté qu'il avait dû fuir : « *Qu'il aille en Israël ou au diable ne me gêne guère s'il epui en ramener une paix qui règle le problème palestinien, et qui me rendra ma maison sous les oliviers près de Nabatié, qui a été bombardée* »

Immédiatement après l'échange de discours, dimanche à la Knesset, nous nous sommes rendus au camp palestinien de Sabra-Chatila. Aucune fièvre. Même pas le grouillement coutumier, mais des rues boueuses, vidées par la fête d'Al Adha.

Les premières personnes rencontrées sont, par un curieux hasard, trois jeunes étudiants égyptiens. « *Nous n'avons rien vu, rien entendu* », commencent-ils par dire. Mais l'un d'eux se reprend : « *Nous approuvons l'initiative de M. Sadate.* » Quelques militants de l'O.L.P. hochent *la tête avec un air de mépris.* Mais aucun ne reprochera à l'Egyptien son opinion, et les trois jeunes gens poursuivront tranquillement leur chemin.

Ahmed Nabulsi (vingt-quatre ans, photographe, tenant actuellement l'épicerie de son père) : « *C'est une trahison. Qu'avons-nous gagné ? Sadate a reconnu Israël en s'y rendant, sans contrepartie.* » Ibrahim Youssef El Khalil (cinquante ans) : « *Il ne reste plus que la guerre. Son peuple renversera Sadate. Les Arabes ont besoin d'un Churchill qui les mobilise. Faisons de tout le monde arabe une immense base soviétique... Cela donnera une leçon à nos ennemis.* »

Ibrahim Mousleh (seize ans), relève : « *Begin n'a même pas prononcé le mot « palestinien ».* Beaucoup feront cette même réflexion.

Indéniablement, la déception l'emporte sur la colère. Et la fièvre est absente en cette nuit de dimanche, la deuxième qu'un chef d'Etat arabe passe en Israël. Elle était retombée plus vite samedi après-midi, après des manifestations qui ont regroupé quelque dix mille personnes, mais qui sont, tout compte fait, demeurées limitées. Après avoir répondu à l'appel du Mouvement national et de la résistance palestinienne, parcouru les rues, brûlé des pneus, *tiré quelques rafales*, les manifestants s'étaient éparpillés pour les trois jours de vacances qui s'offraient à eux, non sans que quatre d'entre eux aient été blessés, dont un gravement, par des tirs d'origine inconnue.

L. G.

LES DISCOURS

M. Sadate : je suis venu

Voici le texte intégral du discours du président Sadate devant la Knesset, le dimanche 20 novembre, transmis et traduit par l'Agence United Press International :

« *Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs :*

» *Paix à tous sur la terre arabe, en Israël et partout dans ce vaste monde, un monde tourmenté par ses conflits sanglants, foisonnant de contradictions aiguës, menacé périodiquement par des guerres dévastatrices menées par l'homme pour détruire l'homme son compagnon. A la fin de ces affrontements, parmi les ruines de ce qui avait été édifié et parmi des restes des victimes humaines, il ne peut y avoir ni vainqueur ni vaincu. L'éternel vaincu est l'homme, la suprême création de Dieu — l'être humain créé par Dieu, comme l'a dit Gandhi, l'apôtre de la paix,* « *pour marcher sur ses pieds, construire la vie et adorer Dieu* ».

» *Je suis venu à vous aujourd'hui sur deux pieds assurés, afin que nous puissions construire une vie nouvelle, afin que nous puissions établir la paix pour nous tous sur cette terre, la terre de Dieu — nous tous, musulmans, chrétiens et Juifs, de la même façon — et afin que nous puissions adorer Dieu, un dieu dont les enseignements et les commandements sont l'amour, la rectitude, la pureté et la paix.*

» *Je peux trouver une excuse à quiconque a accueilli ma décision avec surprise et saisissement, quand je l'ai annoncée au monde entier de la tribune du conseil du peuple égyptien. Certains de ceux chez qui a prévalu la surprise ont imaginé que la décision n'était rien de plus qu'une manœuvre verbale destinée à l'opinion publique mondiale.*

» *D'autres y ont vu une tactique visant à camoufler mon intention de déclencher une nouvelle guerre.*

» *Je peux même vous dire que l'un de mes adjoints dans les services de la présidence m'a appelé à une heure tardive, après mon retour chez moi du Conseil du peuple, pour me demander avec anxiété :* « Et que feriez-vous, Monsieur le Président, si Israël vous lançait effectivement une invitation ? »

» *J'ai répondu calmement :* « *Je* » *l'accepterais sur le champ* »... *J'ai déclaré que j'irais jusqu'au bout de la Terre, que j'irais en Israël, parce que je veux exposer tous les faits devant le peuple d'Israël.* »

» **Je peux trouver une excuse à tous ceux qui ont été choqués par cette décision ou qui ont nourri des doutes sur mes bonnes intentions. Personne n'imaginait que le chef d'Etat du plus grand pays arabe, sur les épaules de qui reposent la plus grande partie du fardeau et la responsabilité principale dans le problème de la guerre et de la paix au Proche-Orient, pourrait se déclarer disposé à aller sur la terre de l'adversaire alors que nous étions encore dans un état de guerre et alors que nous étions encore en train de souffrir des effets de quatre guerres en trente ans.**

» *Les familles des victimes d'octobre 1973 continuent à vivre les tragédies du veuvage et des deuils provoqués par la perte de fils, de pères et de frères.*

» *Comme je l'ai déjà dit précédemment, je n'ai consulté au sujet de cette décision aucun de mes collègues et frères, les chefs des pays arabes ou des Etats de la confrontation. Ceux qui ont pris contact avec moi après l'annonce de ma décision y ont fait objection parce qu'une profonde suspicion et un manque total de confiance entre les Etats arabes et le peuple palestinien d'une part, et Israël d'autre part, continuent à exister dans tous les esprits. Il est déjà suffisant que de nombreux mois, au cours desquels la paix aurait pu être établie, aient été perdus dans des disputes et des discussions inutiles au sujet des procédures pour la réunion de la conférence de Genève — tout cela reflétant une profonde suspicion et une absence totale de confiance.*

» **Mais je dois vous dire en toute franchise que j'ai pris cette décision après y avoir réfléchi pendant longtemps et en sachant que c'est un gros risque. Si Dieu m'a donné comme destin d'assumer la responsabilité du peuple d'Egypte et de participer à la responsabilité de l'avenir du peuple arabe et du peuple de Palestine, mon premier devoir, dans le cadre de cette responsabilité, est d'épuiser tous les moyens possibles pour épargner à mon peuple arabe d'Egypte tout aussi bien qu'à tous les peuples arabes les maux d'une autre guerre tragique et destructrice dont les conséquences ne sont connues que de Dieu.**

» *Après y avoir mûrement réfléchi, je suis arrivé à la conviction que ma responsabilité devant Dieu et devant le peuple exigeait que j'aille jusqu'au bout de la Terre, que j'aille même à Jérusalem pour m'adresser aux membres de la Knesset, représentants du peuple israélien, afin de leur exposer tous les faits qui me sont présents à l'esprit. Je vous laisse décider par vous-mêmes, et que la volonté de Dieu soit faite.*

Mesdames et messieurs.

» **Il est des moments dans la vie des nations et des peuples où des personnes qui ont sagesse et ampleur de vues doivent regarder au-delà du passé avec toutes ses complications et ses séquelles, et oser se lancer vers de nouveaux horizons. Ceux qui, comme nous, ont cette responsabilité devraient être les premiers à avoir le courage de prendre des décisions fatidiques à la mesure de la situation. Nous devons tous nous élever au-dessus de toutes les formes du fanatisme, des mensonges envers soi-même, des sentiments périmés de supériorité. Il est important pour nous de ne pas oublier que seul Dieu est infaillible.**

» **Ayant dit que je voulais épargner à tous les peuples arabes les maux de nouvelles et tragiques guerres, je dis franchement devant vous que j'ai les mêmes sentiments et porte la même responsabilité vis-à-vis de chaque être humain au monde, et en définitive vis-à-vis du peuple israélien.**

» *Toute vie perdue dans la guerre est celle d'un être humain, qu'il soit arabe ou israélien. Toute femme qui perd son mari est un être humain qui a le droit de vivre dans une famille heureuse, qu'elle soit arabe ou israélienne.*

» *Les enfants innocents qui sont privés des soins de leurs pères sont les enfants de chacun d'entre nous, en terre arabe ou en Israël, et nous avons le grand devoir de leur donner un présent heureux et un bel avenir.*

» *En raison de tout cela et afin de protéger la vie de nos enfants et de nos frères, pour que nos communautés puissent œuvrer en sécurité et en sûreté, pour le bien du développement de l'homme, de son bonheur et de son droit à une vie décente, étant donnée notre responsabilité à l'égard des générations à venir, pour qu'un sourire apparaisse sur le visage de chaque enfant sur notre terre, en raison de tout cela, j'ai pris la décision de venir vers vous, en dépit de tous les risques, pour dire ce que j'ai à dire.*

» *Je me suis acquitté et je continue à m'acquitter des responsabilités historiques. Cela m'a incité à déclarer il y a quelques années, plus précisément le 4 février 1971 (1) que j'étais prêt à signer un accord de paix avec Israël, c'était la première déclaration de ce genre d'un dirigeant arabe depuis le début du conflit israélo-arabe, poussé par tous les motifs qui tiennent à la responsabilité d'un chef, j'ai fait le 16 octobre 1973, devant le conseil du peuple égyptien, une déclaration dans laquelle je demandais une conférence internationale pour établir une paix juste et permanente (2). A cette époque, je n'étais pas dans la position de quelqu'un qui mendiait la paix ou demandait un cessez-le-feu.*

« Je viens à vous l'esprit et le cœur ouverts »

» **Poussés également par tous les motifs que nous donnaient les devoirs imposés par l'histoire et notre rôle dirigeant, nous avons signé le premier accord sur le dégagement dans le Sinaï, puis le second. Nous sommes allés de l'avant, nous avons frappé à toutes les portes, ouvertes et fermées, pour rechercher un chemin approprié vers une paix permanente et juste. Nous avons ouvert nos cœurs aux peuples du monde entier afin qu'ils puissent comprendre nos motifs et nos objectifs, et qu'ainsi ils puissent se convaincre que nous sommes les avocats de la justice et les constructeurs de la paix.**

» **Poussé à agir par tous ces motifs, j'ai décidé de venir vers vous l'esprit ouvert, le cœur ouvert, avec détermination, afin que nous puissions établir une paix permanente fondée sur la justice.**

» *Le destin a voulu que mon voyage — une mission de paix — coïncide avec la fête musulmane d'Al Adha, la fête du sacrifice consenti quand Abraham — l'ancêtre des Arabes et des juifs — obéit au commandement de Dieu et se remit à lui, non par faiblesse mais par force spirituelle et dans une totale liberté, accepta de sacrifier son fils avec une foi inébranlable, établissant ainsi pour nous des idéaux qui donnent à la vie une profonde signification.*

» *Peut-être cette coïncidence apporte-t-elle un sens nouveau à nos esprits. Peut-être sera-t-elle à l'origine d'un espoir authentique pour les premiers pas de la sécurité, de la sûreté et de la paix.*

» *Mesdames et messieurs,*

» *Parlons franchement, en utilisant des mots directs et des idées claires sans quelque déformation que ce soit. Parlons franchement aujourd'hui, alors que le monde entier, l'Ouest et l'Est, observe ces moments uniques qui peuvent devenir un tournant crucial dans la marche de l'histoire dans cette partie du monde, si ce n'est dans le monde entier.*

» *Parlons franchement au moment où nous tentons de répondre à la grande question : comment peut-on arriver à une paix permanente et juste ?*

» *Je suis venu à vous porteur de ma réponse, franche et claire, à cette grande question, afin que les gens en Israël et dans le monde entier puissent l'entendre, et qu'elle soit entendue par tous ceux dont les appels sincères me sont parvenus. Nous espérons qu'en fin de compte nous arriverons à un résultat désiré par des millions de personnes qui observent cette réunion historique.*

» *Avant que j'expose ma réponse, je voudrais vous donner l'assurance que je me fonde sur un certain nombre de faits auxquels personne ne peut échapper*

« Une ligne droite vers un objectif clair »

» *Le premier fait est qu'il ne peut y avoir de bonheur pour quiconque au prix du malheur d'autrui.*

» *Le second est que je n'ai jamais parlé et ne parlerai jamais un double langage. Je n'ai jamais traité et ne traiterai jamais sur la base de deux politiques. Je parle un seul langage. J'ai une seule politique. J'ai un seul visage.*

» *Le troisième fait est que la confrontation directe, la ligne droite sont les méthodes les meilleures et les plus fructueuses pour atteindre un objectif clair.*

» *Le quatrième fait est que l'appel à une paix permanente et juste, fondée sur le respect des résolutions des Nations unies, est aujourd'hui devenu une expression non équivoque de la volonté de la communauté internationale, que ce soit dans les capitales officielles qui font la politique et prennent les décisions ou au niveau de l'opinion publique mondiale — qui influe sur l'élaboration de la politique et sur la prise des décisions.*

» *Le cinquième fait, et peut-être le plus important, est que la nation arabe ne part pas, dans la recherche d'une paix permanente et juste, d'une position de faiblesse ou d'hésitation.*

« Je ne suis pas venu conclure un accord séparé »

» *Au contraire, elle bénéficie des atouts de la force et de la stabilité et, dans ces conditions, sa politique découle d'un désir authentique de paix, fondé sur la compréhension du fait que, pour éviter une véritable catastrophe pour nous et pour vous et pour le monde entier, il n'y a pas d'alternative à l'établissement d'une paix permanente et juste, insensible aux vents dus aux doutes ou aux arrière-pensées.*

» **Sur la base de ces faits, dont je voulais que vous preniez connaissance, j'ai aussi l'honneur d'adresser en toute franchise une mise en garde contre certaines idée qui pourraient vous venir à l'esprit. Le devoir de franchise me fait obligation de vous dire ce qui suit :**

» **Premièrement : je ne suis pas venu chez vous pour conclure un accord séparé entre l'Egypte et Israël. Cela n'entre pas dans la politique de l'Egypte. Le problème n'est pas entre l'Egypte et Israël, et une paix séparée entre l'Egypte et Israël ou entre un quelconque des Etats de la confrontation et Israël n'apporterait pas une paix juste à la région tout entière. De plus, si la paix était établie entre tous les Etats de la confrontation et Israël, sans qu'intervienne une juste solution du problème palestinien, cela ne conduirait jamais à la paix permanente et juste sur laquelle le monde entier insiste aujourd'hui.**

» **Deuxièmement : je ne suis pas venu chez vous pour rechercher une paix partielle qui consisterait à mettre fin à l'état de belligérance à cette étape et repousser à une étape ultérieure le règlement de l'ensemble du problème. Cela n'est pas la solution de fond qui conduirait à une paix permanente.**

» *En conséquence, je ne suis pas venu chez vous pour conclure un troisième accord de dégagement dans le Sinaï, ou dans le Sinaï et les hauteurs du Golan et sur la rive occidentale du Jourdain. Cela signifierait simplement que nous reporterions la mise à feu de la fusée à une date ultérieure. Cela signifierait que nous n'aurions pas le courage de faire face à la paix, et que nous serions trop faibles pour porter le poids et la responsabilité d'une paix permanente et juste.*

» *Je suis venu chez vous pour qu'ensemble, nous puissions cons-*

(1) « *Nous sommes disposés à préparer la réouverture du canal si les Israéliens retirent partiellement leurs forces de la rive orientale* », avait dit notamment le président Sadate (*le Monde* du 6 février 1971).

(2) « *Nous sommes prêts à accepter un cessez-le-feu sur la base du retrait immédiat des forces israéliennes de tous les territoires arabes occupés depuis juin 1967* », avait déclaré le chef de l'Etat égyptien (*le Monde* du 17 octobre 1973).

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

A JÉRUSALEM — LES DISCOURS DU PRÉSIDENT SADATE DEVANT LA KNESSET

« je suis venu chez vous pour bâtir une paix permanente et juste »

...uire une paix permanente et ...uste et éviter que soit versée ...ne seule goutte de sang d'un seul ...rabe ou d'un seul Israélien.

» C'est pour cette raison que ...ai déclaré que j'étais disposé à ...e rendre au bout de la Terre. ...e reviens à ma réponse et à la ...onde question : « Comment ...ouvons-nous arriver à une paix ...ermanente et juste ? »

» A mon avis, et je le déclare de cette tribune au monde entier, la réponse n'est pas impossible. Elle n'est pas non plus difficile, en dépit des nombreuses années qui ont vu des effusions de sang, de l'amertume, de la haine, et des générations élevées sur la base d'un boycottage complet et de l'hostilité. La réponse n'est ni difficile ni impossible si nous prenons la ligne droite, avec sincérité et confiance. »

« Nous vous accueillerons avec plaisir parmi nous »

« Vous voulez vivre avec nous ...ans cette partie du monde, et ...e vous le dis en toute sincérité : ...ous vous accueillerons avec plai...r parmi nous, en sûreté et en ...écurité. Ce point en lui-même ...onstitue un tournant historique ...: décisif, nous avons coutume de ...ous rejeter, et nous avions nos ...aisons. Oui, nous avons cou...ume de refuser de vous rencon...er, où que ce soit, oui, nous ...vons eu coutume de vous dé...rire comme le « soi-disant » ...sraël. Oui, nous avons coutume ...'être ensemble à des conférences ...u des réunions d'organisations ...iternationales et les represen...ants des deux côtés n'échan...eaient pas de souhaits de bien...enue, ils ne le font toujours pas. ...ui, tout cela est arrivé dans le ...assé et continue encore. Nous ...vons coutume de demander, ...omme condition pour toute né...ociation, qu'il y ait un média...eur qui rencontrerait chaque ...arti séparément. Oui, c'est de ...ette manière que les premières ...onversations sur le désengage...ment se sont tenues. Cela a été ...rai aussi des conversations sur ...e second accord de désengage...ment.

» De plus, nos représentants ...e sont rencontrés à la première ...hase de la conférence de Genève ...ans échanger un mot directe...ment. Oui, cela aussi est arrivé. ...lais je vous dis aujourd'hui ...; je déclare au monde entier ...ue nous sommes d'accord pour ...vre avec vous dans une paix ...ermanente et juste. Nous ne ...oulons pas vous assiéger avec ...s fusées prêtes à la destruction, ...: nous ne voulons pas que vous ...ous assiégiez de la même façon. ...ous ne voulons pas de fusées, ...: haine et d'amertume.

» J'ai déclaré plus d'une fois ...'Israël est devenu un fait que le monde a reconnu et dont la sécurité et l'existence ont été garanties par les deux superpuissances. »

« Etant donné que nous voulons authentiquement et sincèrement la paix, nous sommes heureux que vous viviez au milieu de nous en sûreté et en sécurité. Il y avait une haute et massive barrière entre nous, que vous avez tenté d'edifier pendant un quart de siècle. Mais elle s'est effondrée en 1973. C'était une barrière de guerre psychologique, d'intimidation par une force brute, dont on disait qu'elle était capable de balayer d'un bout à l'autre la nation arabe tout entière. On assurait qu'en tant que nation nous étions devenus un cadavre. Certains d'entre vous ont même déclaré que pendant les cinquante prochaines années les Arabes ne seraient pas capables de bouger de nouveau. C'était une barrière qui présentait toujours la menace d'une arme capable d'atteindre n'importe où n'importe quel objectif. C'était une barrière qui nous prévenait que nous serions exterminés si nous tentions d'exercer notre droit légitime de libérer notre terre occupée.

» Nous devons admettre ensemble que cette barrière s'est effondrée en 1973. Mais il reste une autre barrière. Cette autre barrière entre nous est une barrière psychologique complexe. C'est une barrière de doute, de dégoût, de crainte de la tromperie. C'est une barrière de doute au sujet de toute action, ou de toute initiative, ou de toute décision. C'est une barrière d'interprétations erronées de tout événement et de toute déclaration.

» Dans des déclarations officielles, j'ai dit que cette barrière constitue 70 % du problème.

« Pourquoi ne nous tendons-nous pas les mains ? »

» Au moment où je vous rends ...ite, je vous demande : pour...oi ne nous tendons-nous pas les ...ains, dans la droiture, la ...nfiance et la sincérité, pour ...ire tomber ensemble cette bar...ère ? Pourquoi ne nous accor...ons-nous pas, dans la droiture, ... confiance et la sincérité, pour ...iminer ensemble tous les doutes, ... peur, la traîtrise, les visées ...rtueuses de la dissimulation des ...ritables intentions ? Pourquoi ...agissons-nous pas ensemble ...ec le courage des hommes et ... fermeté des héros qui vouent ...ur vie à atteindre un noble ...bjectif ? Pourquoi n'agissons-...ous pas ensemble avec courage ... fermeté pour construire un ...mposant édifice de paix ? Pour ...onstruire, et non pas pour dé...uire un édifice qui, pour le ...énéfice des générations à venir, ...iffusera le message humain de ...onheur, de développement et de ...rogrès de l'homme.

» Pourquoi laisserions-nous aux ...énérations futures un héritage ...: sang et de mort, des orphelins, ...s veuves, des familles brisées et ...s gémissements des victimes ? ...ourquoi n'imitions-nous pas la ...gesse de notre Créateur, telle ...'elle est exprimée dans les sen...nces de Salomon : « La trahison ...st dans le cœur de ceux qui ...ensent au mal. Pour ceux qui ...ecommandent la paix, la joie ...st leur partage. Un morceau de ...ain sec avec la paix est meil...eur qu'une maison pleine de ...ivres, mais avec des querelles. »

» Pourquoi ne répétons-nous ...s ensemble le psaume de David : Mon cri monte vers toi, ô Dieu ! Ecoute ma prière quand je fais ...ppel à toi en demandant ton ...ide et quand je lève la main ...vers toi. Ne me confonds pas ...ve. les hommes d'iniquité. ceux ...qui parlent de paix à leurs ...compagnons alors que le mal ...est dans leur cœur. Donne à ...ceux-là ce que méritent leur ...action et leurs méfaits. Je demande et je recherche la sécurité. »

» Je vous dis, en vérité, que la ...aix ne sera réelle que si elle ...t fondée sur la justice et non sur l'occupation des terres d'autrui. Il n'est pas admissible que vous demandiez pour vous-mêmes ce que vous refusez aux autres. Franchement, dans l'esprit qui m'a poussé à venir aujourd'hui chez vous, je vous dis : vous devez abandonner une fois pour toutes vos rêves de conquêtes. Vous devez abandonner aussi la croyance que la force est la meilleure façon de traiter avec les Arabes. Vous devez comprendre les leçons de l'affrontement entre vous et nous. L'expansion ne vous apportera aucun bénéfice.

» Pour parler clairement, notre terre n'est pas objet de compromis ou de marchandage. Notre sol national est, pour nous, aussi sacré que la vallée dans laquelle Dieu a parlé à Moïse. Aucun d'entre nous n'a le droit et aucun d'entre nous n'acceptera de céder un pouce de ce sol. Aucun d'entre nous n'acceptera le principe d'un marchandage ou d'un compromis sur ce point.

» Je vous le dis, en vérité : nous avons devant nous aujourd'hui une occasion de paix qui ne se représentera jamais, et nous devons la saisir si nous sommes sérieux dans notre lutte pour la paix. Si nous amenuisons ou réduisons à néant cette occasion, celui qui aura conspiré pour qu'elle soit perdue attirera sur sa tête la malédiction de l'humanite et de l'histoire.

» Qu'est-ce que la paix pour Israël ? Vivre dans la région avec ses voisins arabes en sûreté et en sécurité. A cela, je dis oui. Vivre à l'intérieur de ses frontières, à l'abri de toute agression. A cela, je dis oui. Obtenir toutes sortes de garanties qui sauvegarderaient ces deux points. A cette demande, je dis oui.

» Nous déclarons même que nous accepterons toutes les garanties internationales que vous pourriez imaginer, d'où qu'elles viennent...

» Nous déclarons que nous accepterons toutes les garanties que vous voulez — des deux superpuissances ou de l'une d'elles, ou de tous ou de certains des Cinq Grands.

« Il est inacceptable de penser à Jérusalem en termes d'annexion »

» Je déclare de nouveau très ...irement que nous accepterons ...utes les garanties acceptables ...ur vous parce qu'en retour nous ...tiendrons les mêmes garanties.

» Permettez-moi de résumer la ...ponse à la question : Qu'est-ce ...e la paix pour Israël ?

» La réponse est qu'Israël ...vrait vivre à l'intérieur de ses ...ontières, à côté de ses voisins ...abes, en sécurité et en paix, ...ns le cadre de garanties acceptables que l'autre côté obtiendra également.

» Comment cela peut-il être réalisé ? Comment pouvons-nous arriver à ce résultat pour obtenir une paix permanente et juste ? Voici les faits auxquels on doit faire face avec courage et clarté.

» Il y a de la terre arabe qu'Israël a occupée et qu'il continue à occuper par la force des armes. Nous insistons sur un retrait complet de ce territoire arabe, y compris Jérusalem arabe, Jérusalem où je suis venu comme dans une cité de paix, la cité qui a été et qui sera toujours l'incarnation vivante de la coexistence entre les fidèles des trois religions.

» Il est inacceptable que quiconque puisse penser à la position spéciale de Jérusalem en termes d'annexion ou d'expansion. Jérusalem doit être une ville libre, ouverte à tous les fidèles.

» Plus important que tout cela, la ville ne doit pas être coupée de ceux qui s'y sont rendus durant des siècles.

» Plutôt que de réveiller des haines du type des croisades, nous devrions ressusciter l'esprit d'Omar El Khattab et de Saladin, en d'autres termes l'esprit de tolérance et de respect du droit (3).

» Les édifices du culte, islamiques et chrétiens, ne sont pas seulement les lieux où l'on accomplit des rites religieux. Ils portent témoignage de notre présence ininterrompue en cet endroit, politiquement, spirituellement et intellectuellement. Nul ne doit se tromper sur l'importance que nous, chrétiens et musulmans, attachons à Jérusalem et la vénération que nous lui portons.

» Laissez-moi vous dire sans la moindre hésitation que je ne suis pas venu chez vous, sous cette coupole, pour présenter un plaidoyer en faveur du retrait de vos forces des territoires occupés. Le retrait total de la terre occupée après 1967 est élémentaire, non négociable, et ne peut faire l'objet d'un plaidoyer de la part de quiconque.

» Toute conversation au sujet d'une paix permanente et juste sera sans signification, toute mesure visant à garantir notre vie dans cette partie du monde en sûreté et en sécurité sera sans signification aussi longtemps que vous occuperez le sol par la force des armes. La paix ne peut être valide et ne peut être construite pendant qu'existe une occupation de la terre d'un autre peuple.

» Oui, cela est une chose élémentaire, qui ne peut faire l'objet de controverses si les intentions sont bonnes et si l'effort pour arriver à une paix permanente et juste est authentique, pour le bénéfice de notre génération et de toutes les générations à venir.

» En ce qui concerne le problème palestinien, personne ne nie qu'il est au cœur de toute l'affaire. Personne au monde aujourd'hui n'acceptera les slogans de ceux qui, ici en Israël, ignorent l'existence du peuple palestinien et même se demandent où se trouve un tel peuple. Le problème du peuple palestinien et de ses droits légitimes n'est plus nié ni dédaigné par qui que ce soit aujourd'hui. Il est inconcevable qu'il soit ignoré ou nié. C'est une réalité à laquelle la communauté internationale, à l'Ouest comme à l'Est, a répondu par le soutien et la reconnaissance dans des documents internationaux et des déclarations officielles.

» Il serait futile de faire la sourde oreille à une question dont on entend parler jour et nuit ou de fermer les yeux devant une réalité historique. Même les Etats-Unis, votre premier allié, qui sont les premiers à s'engager à protéger l'existence et la sécurité d'Israël et qui lui ont accordé et continuent à lui accorder tout le soutien moral, matériel et militaire, je dis que même les Etats-Unis d'Amérique ont choisi de faire face à la réalité et de reconnaître que le peuple palestinien a des droits légitimes, que la question palestinienne est le cœur et le fond du problème, et que, aussi longtemps qu'elle restera sans solution, le conflit continuera à franchir des degrés dans l'escalade.

« Reconnaître le peuple palestinien et son droit à un Etat »

» En toute honnêteté, je vous dis que la paix ne peut être obtenue sans les Palestiniens. Ce serait une grossière erreur, dont les conséquences seraient imprévisibles, que de détourner nos yeux du problème ou de le laisser de côté.

» Je ne me lancerai pas dans une digression en passant en revue les événements du passé depuis la déclaration Balfour il y a soixante ans. Vous connaissez très bien les faits.

» Si vous avez trouvé la justification légale et morale de l'établissement d'une patrie nationale sur un territoire qui n'était pas le vôtre, alors il vaut mieux que vous compreniez la détermination du peuple palestinien à établir son propre Etat, une fois de plus, dans sa patrie. Quand quelques extrémistes demandent que les Palestiniens abandonnent cet objectif suprême, cela signifie en réalité qu'on leur demande d'abandonner leur identité et tous leurs espoirs pour l'avenir.

» Je me félicite que des voix israéliennes aient lancé un appel en faveur de la reconnaissance des droits du peuple palestinien.

» En conséquence, je vous dis, mesdames et messieurs, qu'il serait illusoire de ne pas reconnaître le peuple palestinien et son droit à l'établissement de son propre Etat et son droit au retour.

» Nous, Arabes, avons déjà vécu précédemment cette expérience avec vous, du fait de l'existence d'Israël. Le conflit nous a entraînés d'une guerre à l'autre avec, pour résultat, que vous et nous aujourd'hui sommes sur le bord d'un abîme effrayant et menacés d'une catastrophe horrible qui ne pourra être évitée si nous ne saisissons pas ensemble l'occasion qui se présente aujourd'hui d'une paix permanente et juste.

» Vous devez faire face courageusement aux faits, exactement comme je leur ai fait face. Aucun problème ne pourra jamais être résolu en s'en détournant ou en s'en désintéressant. Aucune paix ne peut être établie tant que l'on tente d'imposer certaines conditions illusoires auxquelles le monde a tourné le dos, demandant de façon unanime le respect des droits.

» Il n'est pas besoin d'entrer dans un cercle vicieux à propos des droits des Palestiniens. Il n'y a pas de raison de créer des obstacles qui retarderont la marche de la paix ou l'exluront totalement.

» Comme je vous l'ai dit, il ne peut y avoir de bonheur pour quiconque aux dépens de la misère d'autrui. La confrontation directe et la ligne droite sont les moyens les meilleurs et les plus fructueux d'atteindre un objectif clairement défini.

» L'établissement d'un Etat palestinien ne peut intervenir qu'en traitant directement du problème palestinien et en n'utilisant qu'un seul langage pour remédier à la situation, afin d'obtenir une paix permanente et juste.

» Avec toutes les garanties internationales que vous demandez, un Etat nouveau, qui aura besoin de l'aide de tous les pasy du monde pour tenir debout, ne devrait guère inspirer de craintes.

» Quand les cloches de la paix sonneront, il n'y aura personne pour battre les tambours de la guerre. Si l'un d'eux battait, il ne serait pas entendu. Et vous pouvez imaginer avec moi un accord de paix conclu à Genève, que nous annoncerions dans la joie à un monde affamé de paix.

» Un tel accord serait fondé sur les points suivants :

» Premièrement, la fin de l'occupation par Israël des terres arabes saisies en 1967 ;

» Deuxièmement, la réalisation des droits fondamentaux du peuple palestinien et de son droit à l'autodétermination, y compris le droit à l'établissement de son propre Etat ;

» Troisièmement, le droit pour tous les pays de la région de vivre en paix à l'intérieur de frontières sûres et garanties du fait de mesures concertées sauvegardant les frontières internationales, en plus d'autres garanties internationales appropriées ;

» Quatrièmement, tous les pays de la région s'engagent à aménager les relations entre eux, en accord avec les objectifs et les principes de la charte des Nations unies, particulièrement en ce qui concerne le non-recours à la force et le règlement de leurs conflits par des moyens pacifiques ;

» Cinquièmement, fin de l'état de belligérance existant dans la région.

» Mesdames et messieurs,

» La paix n'est pas seulement une signature apposée sous un texte. C'est une nouvelle écriture de l'Histoire.

» La paix n'est pas une manipulation de slogans qui la réclament afin de défendre des convoitises ou de dissimuler des ambitions. La paix, dans son essence, est opposée à toutes les convoitises et toutes les ambitions.

« Je vous apporte le message du peuple égyptien qui ignore le fanatisme »

» L'expérience de l'histoire nous enseignera peut-être, à nous tous, que les fusées, les navires de guerre et les armes nucléaires ne peuvent établir la sécurité, mais, au contraire, détruisent tout ce qu'elle bâtit.

» Nous devons, pour le bien de nos peuples et de la civilisation, protéger l'homme partout de la domination des armes. Nous devons accroître le pouvoir de l'humanité avec les valeurs et les principes qui rehaussent le prestige de l'homme.

» Si vous me le permettez, j'adresse l'appel suivant, de cette tribune, au peuple d'Israël. J'adresse mes paroles, des paroles sincères, à chaque homme, à chaque femme et à chaque enfant en Israël.

» Je vous apporte un appel du peuple d'Egypte, qui bénit ce message sacré de paix. Je vous apporte le message de paix du peuple égyptien, qui ignore le fanatisme, et dont les fils — musulmans, chrétiens et juifs — vivent ensemble dans la cordialité, l'amour et la tolérance. De cette Egypte dont le peuple m'a confié un message sacré de sécurité, de sûreté et de paix.

» A chaque homme, à chaque femme et à chaque enfant d'Israël je dis : encouragez vos dirigeants à lutter pour la paix. Faisons en sorte que tous les efforts soient canalisés vers la construction d'un édifice de paix, plutôt que vers celle des forteresses et des abris protégés par des fusées.

» Présentons au monde entier l'image de l'homme nouveau de cette région de façon que nous puissions offrir un exemple pour l'homme contemporain, un homme de paix. Soyez des héros pour vos fils. Dites-leur que les guerres passées ont été les dernières et la fin du chagrin. Dites-leur que nous sommes prêts à un nouveau départ, au début d'une vie nouvelle d'amour, de justice, de liberté et de paix.

» Vous, mères qui pleurez ; vous, femmes qui avez perdu votre mari ; vous, qui avez perdu un frère ou un père, remplissez vos cœurs des espérances de la paix, faites que l'espoir devienne une réalité qui vive et s'épanouisse ; faites de l'espoir un code de conduite, car la volonté des peuples est issue de la volonté de Dieu.

» Mesdames et messieurs,

» Avant de venir ici, et avec chaque battement de mon cœur et chaque phrase, j'ai prié le Dieu tout-puissant, en récitant la prière de fête à la mosquée Al Aqsa et en visitant l'église du Saint-Sépulcre, de me donner la force de me confirmer dans ma confiance que cette visite atteindra ses objectifs tels que je les ai envisagés en vue d'un présent heureux et d'un avenir encore plus heureux.

» J'ai choisi de rompre avec tous les précédents et toutes les traditions des pays en guerre, en dépit du fait que l'occupation des territoires arabes se poursuit. La déclaration dans laquelle je me suis dit prêt à venir en Israël a été une grande surprise qui a soulevé beaucoup d'émotion, a choqué de nombreux esprits, et qui a amené certaines personnes à avoir des doutes sur les intentions de cette visite.

« J'ai choisi de vous présenter, dans votre maison la réalité nue »

» En dépit de tout cela, ma décision a été inspirée par la lumière et la pureté de la foi, et par l'expression authentique de la volonté et des intentions de mon peuple. J'ai choisi de venir à vous avec un cœur ouvert et un esprit ouvert. J'ai choisi de donner cette impulsion à tous les effort internationaux actuellement faits pour la paix.

» J'ai choisi de vous présenter, dans votre propre maison, la réalité toute nue. Je suis venu non pas pour manœuvrer, non pas pour gagner une manche, mais pour que nous gagnions ensemble la manche la plus importante, la bataille la plus importante de l'histoire contemporaine — la bataille d'une paix juste et permanente. »

» Ce n'est pas ma bataille, à moi seul, et ce n'est pas non plus la bataille des dirigeants israéliens. C'est la bataille de chaque citoyen dans tous nos pays, qui ont le droit de vivre en paix. C'est un engagement de conscience et de responsabilité dans les cœurs de millions de personnes.

» Quand j'ai proposé cette initiative, beaucoup ont posé des questions sur la façon dont je voyais ce qui pourrait se produire et sur ce que j'en attendais. De même que je l'ai dit, en réponse aux questions, je déclare devant vous que je n'ai pas pensé à cette initiative en me plaçant du point de vue des résultats qu'elle pourrait obtenir. Je suis venu ici pour transmettre un message. Et, Dieu m'en est témoin, j'ai transmis le message.

» Je répète, avec Zacharie : « Amour, droit et paix. »

» Du Coran sacré, je tire le verset suivant : « Nous croyons » En Dieu, en ce qui nous a été » révélé et en ce qui a été révélé à Abraham, à Ismaël, à » Isaac, à Jacob et aux tribus » et dans les Livres donnés à » Moïse, à Jésus et au Prophète » par le Seigneur. Nous ne faisons aucune distinction entre » eux et nous nous soumettons » à la volonté de Dieu. »

» Que la paix soit avec vous ! »

(3) Saladin est l'un des plus illustres souverains musulmans de l'époque médiévale, il reprit Jérusalem aux Croisés, en 1187. Omar el Khattab est l'un des compagnons du prophète Mahomet. Deuxième calife, il conquit la Syrie, la Palestine, la Perse, la Mésopotamie et l'Egypte.

LA VISITE A JÉRUSALEM

LES DISCOURS DEVANT LA KNESSET

M. Begin : nous voulons signer la paix avec tous nos voisins

M. Menahem Begin, premier ministre israélien, a répondu, selon la traduction simultanée de son discours, dont le texte officiel n'était pas publié le lundi en fin de matinée :

« Monsieur le président de la Knesset, Monsieur le président de l'Etat d'Israël, Monsieur le président de la République arabe d'Egypte, Mesdames et messieurs les membres de la Knesset, notre bénédiction et nos salutations vont au président de l'Egypte et à tous les fils de l'Islam de notre pays à l'occasion de la fête qui nous rappelle le sacrifice d'Isaac. Ce fut une tentative par laquelle le Seigneur mit à l'épreuve notre ancêtre commun. Abraham a fait face à cette épreuve. Mais du point de vue moral, du point de vue humain, ce fut une souffrance qui consista à sacrifier des êtres humains.

» Nos deux peuples dans leur tradition, ancienne et lointaine, ont appris et enseigné cette souffrance et les peuples qui les entourent ont sacrifié de nombreuses victimes humaines, et c'est ainsi que nous avons contribué, peuple d'Israël et peuple arabe, au progrès de l'homme. C'est ainsi que nous contribuons à la culture et à la civilisation de l'homme jusqu'à ce jour. Je souhaite la bienvenue au président de l'Egypte. Je lui souhaite la bienvenue dans notre pays et je lui souhaite la bienvenue à cette séance de la Knesset. Le temps d'un vol entre le Caire et Jérusalem n'est pas bien long. Mais la distance entre ces deux villes n'est pas celle que l'on imagine. Le président Sadate a franchi cette distance. Il l'a franchie avec courage. Et nous, juifs, nous savons apprécier le courage et nous saurons l'apprécier chez notre invité. Car c'est avec courage que nous nous sommes levés et c'est avec courage que nous vivons.

» Monsieur le président, ce petit peuple, les survivants du peuple juif revenus dans leur patrie historique, a toujours voulu la paix, depuis l'aube de notre indépendance, le 14 mai 1948, car dans la charte de notre indépendance nationale, David Ben Gourion a dit : « Nous tendons une main de paix et de bon voisinage à tous les pays proches et à leurs peuples et nous les invitons à la coopération avec le peuple hébreu, indépendant dans son pays. Un an auparavant, dans la résistance et la clandestinité, lorsque nous menions une lutte décisive pour notre terre pour la libération de notre pays, et pour notre salut, le salut de notre peuple, nous avons lancé un appel à nos voisins et voici ce que nous leur avons dit : « Sur cette terre nous vivrons ensemble et nous progresserons ensemble vers une vie de liberté et de bonheur. Voisins arabes, ne rejetez pas cette main qui vous est tendue pour la paix.

» Mais, mon devoir, monsieur le président, et pas seulement mon privilège, est de vous dire la vérité aujourd'hui. Notre main tendue pour la paix n'a pas été acceptée. »

» Au lendemain de la renaissance de notre indépendance d'après notre droit, date éternelle, qui ne pourra jamais être remise en question, nous avons été attaqués sur trois fronts et nous avons dû résister presque sans armes, peu nombreux, contre un très grand nombre, faibles contre les forts. Au lendemain de notre déclaration d'indépendance, on a essayé d'étouffer dans l'œuf cette indépendance et de mettre un terme au dernier espoir du peuple juif en cette époque qui a connu à la fois la destruction, le renouveau et la résurrection.

« Non, nous ne croyons pas à la force »

« Non ! non ! nous ne croyons pas à la force et nous n'avons jamais établi nos rapports avec le peuple arabe sur la force. Bien au contraire, la force a été employée contre nous pendant toutes ces années où nous n'avons cessé d'être attaqués par la force qui visait à détruire notre peuple et à détruire notre indépendance et à abolir nos droits. Nous nous sommes défendus. C'est vrai, nous avons défendu le droit à notre existence, à notre honneur, pour nos femmes et nos enfants. Nous avons résisté à cette tentative inlassable d'employer contre nous la force et pas seulement sur un front, cela est vrai aussi. Grâce au Seigneur, nous avons surmonté les forces de l'agression et nous avons garanti la vie de notre peuple pour cette génération, mais aussi pour les générations à venir. Nous ne croyons pas à la force, nous croyons au droit et seulement au droit. C'est pourquoi notre ambition, notre aspiration du fond de notre cœur, depuis toujours et jusqu'à ce jour, c'est la paix.

» Monsieur le président de l'Egypte, dans cette enceinte démocratique se trouvent les commandants de toutes les organisations de résistance et des organisations clandestines juives, et ces organisations ont dû se battre en petit nombre contre une force énorme. Ici se trouvent les meilleurs des commandants et les meilleurs des militaires qui ont mené les troupes à un combat qui leur était imposé. Ils les ont aussi menées à une victoire, une victoire inéluctable, car ils défendaient le droit. Ils appartiennent à différents partis politiques, ont différentes opinions politiques, mais j'en suis persuadé, monsieur le président, leurs aspirations et leurs opinions, sans exception aucune, c'est la paix, car nous n'avons qu'une aspiration au cœur, qu'une seule volonté, qu'un seul désir dans l'âme, et nous sommes tous unis dans cette aspiration et dans cette volonté de paix.

» L'avènement de la paix pour notre peuple, un peuple qui n'a pas connu la paix un seul jour depuis notre retour à Sion, la paix pour nos voisins à qui nous souhaitons des événements heureux, à qui nous souhaitons le meilleur destin.

» Nous savons que si une paix véritable s'instaure nous pourrons nous aider les uns les autres dans tous les domaines, dans toutes les activités, et une nouvelle ère s'ouvrira, une ère de prospérité, de croissance, de développement, de grandeur comme nous l'avons connue en des jours lointains. C'est pourquoi permettez-moi aujourd'hui de vous dire quelle est la teneur de la paix, d'après nous. Nous demandons une paix complète véritable, une paix dans la réconciliation totale entre le peuple juif et le peuple arabe, sans s'enliser dans les souvenirs du passé. »

» Il y eut des guerres, du sang a coulé. De magnifiques jeunes gens sont tombés au combat des deux côtés. Nous honorerons toujours la mémoire de nos héros qui ont donné leur vie pour que ce jour arrive enfin. Nous honorons le courage de l'adversaire, nous honorons, nous respectons tous les jeunes gens du peuple arabe qui, eux aussi, sont tombés sur le champ d'honneur. Nous ne nous enlisons pas dans les souvenirs du passé, pénibles pour nous tous. Il faut les surmonter, il faut songer à l'avenir. Il faut songer à nos peuples, nos enfants, à notre avenir commun. Car, certes, dans cette région nous allons vivre tous ensemble pour de longues générations, le grand peuple arabe dans ses pays, dans ses Etats, et le peuple juif dans son pays, la terre d'Israël.

« Négocions un traité de paix »

» C'est pourquoi il faut bien établir quelle est la teneur de la paix. Négocions donc, monsieur le président, négocions un traité de paix, et, grâce au Seigneur, nous le croyons, le jour viendra où nous signerons ce traité dans le respect et l'honneur.

» Alors nous saurons que l'époque des guerres est bel et bien terminée et que nous allons nous tendre la main, nous serrer la main. L'avenir sera brillant pour tous les peuples de la région. Le premier avantage, la première sagesse dans un traité de paix, c'est de mettre un terme à l'état de belligérance, j'en suis d'accord, monsieur le président. Vous n'êtes pas venu chez nous et nous ne vous avons pas invité dans notre pays pour élever un mur entre les pays arabes. Israël ne veut pas respirer simplement pour créer une cloison, une division, non ! Nous voulons la paix avec tous nos voisins, avec l'Egypte, avec la Jordanie, avec la Syrie et avec le Liban. Nous voulons négocier un traité de paix. *(Un député s'exclame : « Pourquoi pas avec le peuple palestinien ? ». Monsieur le président, mon collègue du parti communiste vient de m'interrompre, mais je suis heureux qu'il ne vous ait pas interrompu, dit en anglais le premier ministre, s'adressant directement au président Sadate.)*

» Il n'est donc pas nécessaire de faire une différence entre la fin de l'état de belligérance et un traité de paix. Nous ne le proposons pas et nous ne le demandons pas. Bien au contraire. La première clause, le premier article d'un traité de paix, c'est la fin de l'état de belligérance. À jamais. Nous voulons établir des relations normales entre nous comme il en existe entre tous les peuples après toutes les guerres qu'ils ont connues. Tout, monsieur le président, nous a appris que la guerre peut être évitée.

» Au terme de la guerre, la paix est inéluctable. Beaucoup de peuples se sont livrés à la guerre et souvent ils ont utilisé ce concept méprisable, ce terme méprisable d'« ennemi éternel ». Eh bien ! cela n'existe pas, les ennemis éternels ! Après toutes les guerres, après tout la guerre, vient l'inéctuable, la paix.

» Toutefois, dans un traité de paix, nous voulons des relations diplomatiques comme il est d'usage entre pays civilisés. Aujourd'hui à Jérusalem, deux drapeaux flottent, le drapeau égyptien et le drapeau israélien. Et nous avons vu ensemble, Monsieur le président, nos petits enfants qui agitaient les deux drapeaux. Signons donc un traité de paix et établissons la paix à jamais, à la fois au Caire et à Jérusalem. Et j'espère que viendra le jour où les enfants égyptiens agiteront le drapeau israélien et le drapeau égyptien comme les enfants israéliens aujourd'hui ont agité les deux drapeaux.

(1) Rendue publique le 2 novembre 1917, la déclaration Balfour, qui porte le nom de son signataire, alors ministre des affaires étrangères de Grande-Bretagne, apporte une caution importante au programme du premier congrès sioniste tenu à Bâle en 1897. En effet, cette déclaration indique notamment : *« Le gouvernement de Sa Majesté envisage favorablement l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif... »*

« Vous aurez un ambassadeur à Jérusalem »

» Monsieur le président, vous aurez un ambassadeur loyal à Jérusalem et nous, nous aurons un ambassadeur au Caire, et, si des divergences de vues éclatent entre nous, nous en discuterons comme des peuples civilisés. Par nos émissaires compétents, nous les aplanirons, nous en discuterons.

» Nous proposerons la coopération économique en vue de développer notre pays, car, au Proche-Orient, il y a de merveilleux pays. C'est ainsi que le Seigneur a créé cette région avec des oasis, mais aussi des déserts. Ces déserts on peut les faire fructifier.

» Coopérons dans ce domaine, développons nos pays, faisons-les progresser. Supprimons la pauvreté, la faim, le manque de logements. Elevons nos peuples et amenons-les à l'état de pays développés et que l'on ne nous appelle plus des pays en voie de développement. Et, avec tout le respect qui lui est dû, je suis prêt à souscrire à ce qu'a dit publiquement le roi du Maroc (2) en assurant que si la paix règne au Proche-Orient la combinaison du génie juif et du génie arabe pourra transformer cette région en un paradis sur terre. Ouvrons les portes de nos pays et instaurons-y une libre circulation. Vous viendrez nous voir et nous vous rendrons visite. Je suis prêt à l'annoncer, monsieur le président, ce jour où notre pays sera ouvert aux citoyens d'Egypte, et à cette déclaration je ne pose aucune condition. Je crois qu'il est juste qu'il y ait une reconnaissance et une annonce conjointes. De même que flottent des drapeaux égyptiens dans nos rues, que réside une honorable délégation d'Egypte dans notre capitale : que les visiteurs viennent nombreux, nos frontières seront ouvertes.

« J'invite le président Assad et le roi Hussein »

» Comme je l'ai indiqué, au Nord, au Sud et à l'Est, nous voulons des portes ouvertes, c'est pourquoi je renouvelle mon appel au président de Syrie, et je l'invite à suivre votre exemple, monsieur le président, et à venir à nous pour entamer des négociations pour la paix entre Israël et la Syrie. Je l'invite à la signature d'un traité de paix. Je regrette d'avoir à dire que le deuil proclamé au nord de notre pays n'est pas justifié, bien au contraire. De telles visites, de tels liens, de tels dialogues peuvent et doivent avoir lieu et ils doivent être des jours de joie, des jours d'encouragement et de félicité pour tous les peuples. J'invite le roi Hussein de Jordanie, je l'invite, puis les porte-parole des Arabes d'Eretz Israël de la terre d'Israël, je les invite à tenir avec nous des conversations qui permettront de parler de notre avenir, de la liberté, de la justice sociale, de la paix et de l'honneur de chacun.

» S'ils nous invitent, nous, à venir dans leur capitale, nous répondrons, nous accepterons leur invitation. Si l'on nous invite à entamer des négociations à Damas, à Amman ou à Beyrouth, nous nous rendrons dans ces capitales pour y négocier. Nous ne voulons faire aucune distinction, aucune division. Nous voulons une paix véritable, avec tous nos voisins, et cette paix véritable doit se traduire par un traité de paix dont le contenu sera celui que je viens d'évoquer. C'est tout, Monsieur le président. Il est de mon devoir aujourd'hui, de raconter à notre invité et au peuple qui nous regarde et qui nous écoute, quel est le lien de notre peuple avec cette terre et ce pays.

Le président a parlé de la déclaration Balfour (1). Non, monsieur, nous n'avons pris aucune terre étrangère. Nous sommes revenus dans notre patrie. Le lien entre notre peuple et cette terre est un lien éternel. Ce lien a été noué à l'aube de l'histoire humaine et n'a jamais été interrompu. Sur cette terre, ce pays, nous avons créé notre culture et notre civilisation. C'est ici que nos prophètes ont prononcé leurs paroles saintes, paroles qui sont encore entendues aujourd'hui et qui l'ont été dans cette enceinte. C'est ici qu'ont régné les rois de Judée et d'Israël. C'est ici que nous sommes devenus un peuple. C'est ici que nous avons érigé notre royaume, et lorsque nous avons pris le chemin de l'exil, poussés à l'exil par la force, lorsque nous nous sommes éloignés de notre terre, nous n'avons pas oublié cette terre un seul jour.

» Nous avons prié, nous avons éprouvé de la nostalgie, elle nous a manqué et nous avons cru à notre retour sur cette terre depuis le jour où ont été prononcées ces paroles : « *Reviens, reviens à Sion* », et, lorsque nous avons pensé au retour à Sion, nous étions comme dans un rêve et nos cœurs étaient pleins de joie, et ce chant a été chanté dans tous les pays de notre exil et a toujours retenti au cœur de toutes nos souffrances.

« Depuis que l'homme a créé Satan... »

» Le retour à Sion, ce droit et ce privilège nous ont été reconnus et la déclaration Balfour faisait partie du mandat qui a été reconnu par tous les pays, y compris les Etats-Unis d'Amérique, et dans la préface à ce document international, il a été dit que la reconnaissance a été accordée au lien historique du peuple juif avec la Palestine en vue de reconstituer son foyer national dans ce pays. Ce lien historique, c'est le renouveau, l'érection de nouveau d'une maison, d'un foyer national sur cette terre, à savoir Eretz Israël. En 1919, ce droit nous a été reconnu par le porte-parole du peuple arabe. Dans l'accord du 3 janvier 1919, qui a été signé par l'émir Fayçal, et Haim Weitzmann, il est dit : *« Tenant compte du lien et des relations anciennes existant entre les peuples juif et arabe, et se rendant compte que le meilleur moyen, le moyn le plus sûr d'arriver à la réalisation de nos aspirations nationales est la coopération la plus étroite possible dans le développement de la Palestine et des pays arabes »*, et ensuite viennent toutes les clauses et tous les articles concernant la coopération entre l'Etat arabe et Eretz Israël, et c'est là notre droit.

» Que nous est-il arrivé lorsque notre patrie nous a été enlevée ? Monsieur le président, je vous ai vu ce matin près du mémorial Yad-Vachem, et vous avez vu vous-même ce qui est arrivé au destin et au sort de notre peuple lorsque cette patrie lui avait été arrachée. Il ne faut pas en reparler, mais, tous les deux, nous étions d'accord : celui qui n'a pas vu lui-même tout ce qui se trouve gravé à Yad-Vachem, celui qui n'aurait pas vu ne saurait comprendre ce qui est arrivé à ce peuple lorsqu'il était privé de patrie. Tous les deux, nous avons lu un document du 30 janvier 1939 et sur ce document il y avait le mot allemand (*vernichtung* — annihilation —) et « *lorsque la guerre éclatera, la race juive en Europe sera détruite* ».

» Et c'est alors ausis qu'on nous a dit : « *Il ne faut pas faire attention aux paroles, aux mots.* » Le monde entier l'a entendu. Personne n'est venu nous sauver pendant les neuf mois fatidiques, les neuf mois décisifs, après que nous avons entendu l'annonce que l'on n'avait jamais entendu avant, que l'on n'avait jamais entendu depuis que le monde avait créé l'homme et depuis que l'homme a créé Satan. Et, au cours de ces six années, lorsque des millions de nos fils, et parmi eux un million et demi d'enfants, ont été brûlés et ont connu toutes les morts possibles et imaginables, personne n'est venu à leur rescousse, ni de l'Est ni de l'Ouest. Et c'est pourquoi nous avons prêté un serment, toute notre génération a prêté un serment, la génération de la destruction et de la renaissance : « *Jamais plus nous ne mettrons en danger notre peuple, jamais plus nous n'exposerons au danger nos femmes et nos enfants, car il est de notre devoir de les protéger et, s'il est nécessaire, nous le ferons, et, s'il le faut, nous anéantirons notre adversaire par le feu...* » Notre devoir est de prendre avec tout le sérieux possible certaines de ces paroles prononcées à notre sujet, et il est absolument interdit, pour l'avenir de notre peuple, de recevoir un conseil quel qu'il soit, selon lequel il ne faudrait pas prendre ces mots au sérieux.

(2) Le roi Hassan II avait déclaré à M. André Chouraqui, ancien maire adjoint de Jérusalem, lors d'une visite que ce dernier avait faite au Maroc en mars 1977, qu'il aspirait à une alliance entre le monde arabe d'une part, et Israël et le judaïsme mondial d'autre part. *« Une telle alliance, avait-il dit, constituerait une puissance mondiale de première grandeur. Elle serait un facteur d'équilibre sur la scène mondiale et pourrait conduire à la paix et au progrès »* (*le Monde* du 7 juin).

« Sans vainqueur ni vaincu »

» Le président Sadate sait et il l'a appris de nous avant de venir à Jérusalem, que nous avons une position différente de la sienne concernant les frontières permanentes entre nous et nos voisins. Cependant, j'invite le président de l'Egypte et j'invite tous nos voisins et je leur dis : « Ne dites pas qu'il y aura quelque chose qui ne sera pas négociable. » Je propose, au nom de la majorité de ce Parlement, je propose que tout puisse devenir négociable. Celui qui dit que, dans nos relations entre le peuple arabe ou les peuples arabes et l'Etat d'Israël, il y a des choses qu'il faut exclure de la négociation, celui qui dit cela assume une responsabilité écrasante, car tout peut être négocié. Aucune des parties en cause ne dira le contraire. Personne n'osera poser des conditions préalables. C'est un honneur que de négocier. S'il y a entre nous des divergences de vues, ce n'est pas exceptionnel. Celui qui a appris l'histoire des guerres, celui qui a appris l'histoire des traités de paix, sait que toute négociation de traité de paix a commencé par des divergences entre les parties. Et au cours de la négociation, les parties sont arrivées à un accord qui a permis cette fête, cette célébration d'une signature d'un traité de paix. Et ceci est la voie que nous vous proposons de prendre. Négocier sur un pied d'égalité, sans vainqueur ni vaincu. Tous les peuples de la région sont égaux et tous devront se respecter mutuellement.

« ... Avec la volonté de nous écouter les uns les autres »

» Et, dans cet esprit d'ouverture et avec la volonté de nous écouter les uns les autres, de prêter attention aux faits, aux arguments, aux raisons, aux explications avec toutes les possibilités de la persuasion humaine, entamons les négociations, négocions comme je vous l'ai demandé, comme je le propose, ouvrons ces négociations, continuons-les avec ténacité, jusqu'à ce que nous arrivions à l'heure de la volonté de signature d'un traité de paix entre nous. Nous ne sommes pas seulement prêts à rencontrer les représentants de l'Egypte, les représentants de la Jordanie, de la Syrie, du Liban, si le Liban y consent. Nous ne sommes pas seulement prêts à nous asseoir autour de la même table de négociations. Nous devons relancer la conférence de Genève sur la base des deux résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité de l'ONU.

» S'il y a entre nous des problèmes jusqu'à la convocation de la conférence de Genève, nous pourrons en parler aujourd'hui, demain, quand vous voulez, et si le président de l'Egypte le souhaite, nous pourrons continuer d'en parler au Caire, nous y sommes prêts, s'il le veut sur un terrain neutre, nous n'y avons aucune objection. Où que ce soit, élucidons tous les problèmes, discutons avant la conférence de Genève. Voyons les problèmes qu'il faut élucider avant la convocation de cette conférence. Nos yeux seront ouverts, nos oreilles seront attentives à toute proposition.

» Permettez-moi de dire quelques mots de Jérusalem. Monsieur le président, vous avez prié aujourd'hui dans le lieu de prière saint pour la religion musulmane et de là vous vous êtes rendu au Saint-Sépulcre. Vous avez vu, comme l'ont vu tous les visiteurs du monde entier, que, depuis que la ville a été réunifiée, l'accès aux Lieux saints est complètement libre, sans le moindre obstacle. L'accès est libre aux croyants de toutes les religions, ce qui n'a pas été le cas pendant dix-neuf ans. Il existe maintenant depuis onze ans et nous pouvons garantir aux musulmans, aux chrétiens ainsi qu'à tous les peuples, qu'à jamais il y aura un libre accès aux Lieux saints pour toutes les religions.

» Nous protégerons, nous défendrons ce droit de libre accès, car nous y croyons, et en respectant chaque fois chaque religion, chaque croyance.

» Monsieur le président, pour notre Parlement, c'est une journée hors du commun et, pendant le longues années, ce jour sera gravé dans l'histoire de notre peuple et aussi dans l'histoire du peuple égyptien, peut-être aussi sera-t-il gravé dans l'histoire des peuples. Et en ce jour, mesdames et messieurs, membres de la Knesset, prions, prions pour que le Seigneur, le Seigneur de nos ancêtres communs, nous donne la sagesse et l'intelligence du cœur nécessaires pour vaincre les difficultés et les obstacles et nous permette de surmonter la provocation et la haine et grâce au Seigneur, nous arriverons à ce jour, à ce jour auquel nous aspirons, ce jour pour lequel prie notre peuple tout entier, le jour de la paix. Dans les chants d'Israël, il a été dit : « *La justice et la paix se sont ambrassées* » et le prophète Zacharie a dit : « *La vérité et la paix se sont instaurées.* »

M. Shimon Pérès : nous tâcherons d'oublier le passé pour ne regarder que l'avenir

Prenant la parole après M. Begin, M. Shimon Pérès, chef de l'opposition israélienne, a proposé « de prendre le risque de se débarrasser de vieilles formules ». « Même dans la guerre, des risques sont pris, et ils sont plus dangereux, a-t-il dit. Nous vous promettons, Monsieur le président Sadate, que nous tâcherons d'oublier le passé pour ne regarder que l'avenir. Nous soutiendrons le gouvernement de M. Begin dans tous ses efforts destinés à arriver à la paix. »

Se tournant vers le président Sadate, M. Pérès lui a dit : *« Je ne suis pas d'accord avec vos propositions, mais toute négociation a commencé par des divergences pour aboutir à un accord qui, au début, était parfois tout à fait imprévisible. »*

« Nous vivons un moment historique qui laisse le monde pantois, a déclaré M. Shimon Pérès. *Nous sommes observés par des centaines de millions de gens et des milliers d'années d'histoire. Des millions de mères égyptiennes, jordaniennes, syriennes et palestiniennes attendent le résultat des conversations d'aujourd'hui. »*

Soulignant qu'il parlait au nom du parti travailliste israélien, M. Pérès a ajouté : *« Nous sommes prêts à consentir d'importantes concessions en échange de la paix, mais vous, Monsieur le président, vous devez en faire autant. »*

Rappelant la position de leader que l'Egypte occupe dans le monde arabe, M. Pérès a noté qu'il n'existait *« aucune raison fondamentale de conflit entre les deux pays »*, et que *« l'Egypte et Israël pourraient conclure la paix, s'ils le voulaient, dans un avenir proche ».*

« Il faut résoudre le problème des réfugiés », a souligné M. Pérès. *« Il y a des réfugiés de part et d'autre, un tiers des Israéliens étant des réfugiés de pays arabes,* a-t-il dit. *Mais les Israéliens sont des citoyens à part entière, alors qu'une grande partie des Palestiniens connaissent le sort des misérables réfugiés. Dans le cadre de la paix, nous pourrons œuvrer ensemble à leur rendre une vie normale. »*

M. Pérès a souligné que dans un Proche-Orient en paix, *« tous les peuples pourraient vivre et coopérer dans le respect de leur foi, de leur identité. Tout peuple a le droit de choisir son identité, mais sans que cela mette en danger la sécurité de ses voisins ». « Je veux parler ici,* a-t-il souligné, *de l'entité palestinienne, qui ne doit mettre en danger la sécurité ni d'Israël ni de la Jordanie. »*

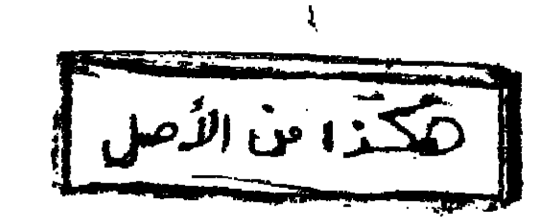
« Nous devons tout faire, a-t-il conclu, *pour qu'à la suite de votre dramatique mission le début d'une ère nouvelle s'inscrive dans l'histoire pour tous les pays du Proche-Orient. »*

DU PRÉSIDENT SADA[...]

Une guerre

La crise de Suez

La guerre de 1967



هكذا من الأصل

A JÉRUSAL… DU PRÉSIDENT SADATE

Une guerre de trente ans...

par AMNON KAPÉLIOUK

La guerre de trente ans entre Israël et l'Egypte a commencé au lendemain de la résolution de l'Assemblée générale de l'*ONU* de novembre 1947 qui partageait la *Palestine en deux Etats*, l'un juif, l'autre arabe.

L'Egypte a voté contre le partage, comme les autres pays arabes, *mais sa participation à l'effort* de guerre arabe jusqu'à la création de l'Etat d'Israël fut minime. Sur le front sud mille cinq cents volontaires appartenant aux Frères musulmans prirent part aux combats. Le 15 mai 1948, le roi Farouk envoya ses troupes combattre *« pour la cause palestinienne »*, et ses avions bombardèrent Tel-Aviv. Il entendait alors occuper une grande partie de la Palestine pour l'empêcher de tomber aux mains de son rival hachémite, *le roi Abdallah. Mais à la fin* des hostilités, il ne lui resta que la bande de Gaza. Les Israéliens pénétrèrent dans le Sinaï et n'évacuèrent leurs positions qu'après la signature *de l'accord d'armistice de Rhodes*, le 24 février 1949.

Un jeune officier, inconnu à l'époque, Gamal Adbel Nasser, a relaté dans ses Mémoires que les soldats qu'il commandait lors de la guerre de 1948 ne savaient ni où ils se trouvaient ni pourquoi ils faisaient campagne. La corruption de la société égyptienne pendant et après ce conflit amena les « officiers libres » à s'emparer du pouvoir, après avoir constaté que *« l'ennemi est à la maison et non à l'extérieur »*.

La chute du roi Farouk, en juillet 1952, fut accueillie avec une certaine satisfaction en Israël. On espérait que les nouveaux maîtres du pays, considérés d'ailleurs comme *pro-occidentaux, finiraient par faire* la paix. Un mois après le coup d'Etat, le premier ministre israélien, David Ben Gourion, déclarait à la tribune de la Knesset relever des *« tendances positives »* dans les récents développements en Egypte et félicitait le général Néguib, chef de l'équipe militaire au pouvoir, et ses compagnons de leurs efforts pour combattre la corruption et *promouvoir le progrès social et culturel*. Il suggérait aux nouveaux dirigeants égyptiens d'établir sur de *« nouvelles bases »* leurs relations avec Israël. Toutefois, les pourparlers engagés *par le président Nasser deux* ans plus tard avec les Anglais pour l'évacuation des bases du canal de Suez suscitèrent *chez les dirigeants* israéliens la crainte que le départ des troupes britanniques n'entraînât un bouleversement de l'équilibre des forces au Proche-Orient au détriment de l'*Etat d'Israël*.

C'est à la même époque, en été *1954, qu'éclata la fameuse « affaire Lavon »*, du nom du ministre de la défense du moment, injustement accusé d'avoir organisé contre des institutions américaines ou britan*niques, au Caire et à* Alexandrie, une série d'attentats pour créer des troubles en Egypte et perpétuer la puissance militaire britannique dans la vallée du Nil. En Israël, les conséquences de cette machination furent décisives. Sorti de sa retraite pour prendre le ministère de la défense, Ben Gourion lance, en effet, une semaine plus tard, le *28 février 1955*, après des attaques de fedayin, un raid de représailles sur un camp militaire à Gaza, qui se solde par trente-sept morts du côté égyptien.

Le « front » israélo-égyptien devenant de plus en plus agité, Ben *Gourion, redevenu premier ministre*, songe déjà à imposer la paix par la force. Il commence par se débarrasser de son rival, le ministre des affaires étrangères, M. Moshe Sharett, *chef de file des modérés, et* le remplace par Mme Golda Meïr, connue pour ses opinions intransigeantes.

La crise de Suez

En juillet 1956, le président Nasser nationalise le canal de Suez. Ben Gourion décide que l'heure de l'ac*tion militaire a sonné. A l'époque*, peu d'Israéliens étaient hostiles à la *« politique du bâton »*. Moshe Sharett devait violemment critiquer, dans un discours prononcé un an après *l'expédition de Suez*, la *« politique de représailles »* adoptée par Ben Gourion. *« Prenons-nous en considération, demanda-t-il, le fait que des représailles militaires beaucoup plus violentes que les actes qui les ont suscitées provoquent des processus graves et élargissent le fossé en poussant nos voisins vers l'extrémisme ? »*

L'expédition de Suez ne permet pas à Israël *d'« imposer la paix »* — il lui faudra se contenter de la présence des « casques bleus » de *l'ONU sur ses frontières*, — mais Ben Gourion en conclut : *« Le prestige de Nasser a baissé en Egypte et dans le monde arabe. »*

Depuis lors, l'un des objectifs principaux de la politique israélienne est de faire obstacle à la *« montée du nassérisme » et de séparer* l'Egypte des pays arabes à l'est de Suez. C'est pourquoi la création de la République arabe unie (R.A.U.) — fusion de l'*Egypte* et de *la Syrie* en *1958 — suscite, en Israël*, des craintes que devait, trois ans plus tard, dissiper la nouvelle de la rupture.

Nasser, aux prises avec des diffi*cultés intérieures et engagé dans* le conflit du Yémen, ne souhaite pas une confrontation immédiate, mais, à partir de 1965, les organisations palestiniennes commencent à commettre des attentats en Israël. La tension monte, avec les représailles menées par l'armée israélienne dans les pays qui servent de base aux fedayin, *et elle parvient à son paroxysme* en avril 1967, lorsque des avions syriens sont abattus au-dessus de Damas.

La guerre de 1967

Peu après cette crise, Nasser concentre ses forces dans le Sinaï, comme il l'avait fait au début *de 1960, après des incidents graves* sur la frontière israélo-syrienne, dans le but d'empêcher Israël d'attaquer son allié. Le Raïs demande et obtient que les « casques bleus » *de l'ONU quittent leurs positions le* long de la frontière ; il y concentre ses troupes, puis, le 23 mai 1967, il déclare que le détroit de Tiran est fermé à la navigation israélienne. C'est le *casus belli* aux yeux d'Israël, qui n'avait évacué le Sinaï au *début de 1957 qu'en échange d'assu*rances formelles des Occidentaux à ce sujet. Un gouvernement d'union nationale est formé. Le *général* Dayan est ministre de la défense et M. Begin ministre sans portefeuille. La guerre éclate le 5 juin au matin et, après la destruction au sol de l'aviation égyptienne, voit Israël triompher de ses ennemis en six jours. Le cessez-le-feu intervient sur les lignes atteintes par ses troupes.

Après *ce choc effroyable* qui le conduit à une démission vite reprise sous la pression d'une opinion unanime, Nasser, lors du « sommet » qui s'achève à Khartoum, *le 1er septembre* 1967, déclare, devant tous les dirigeants arabes *réunis, que les conditions nouvelles* exigent désormais une « solution politique ». La conférence décide d'un certain nombre de mesures destinées à éviter une quelconque scission *et à permettre le maintien* du consensus général vis-à-vis d'Israël : *pas de négociations, pas de* reconnaissance, pas de paix, enfin pas de marchandages sur les droits des *Palestiniens. Par rapport aux* « sommets » arabes *précédents qui*, depuis janvier 1964, avaient essentiellement traité de la « libération de la Palestine », la conférence de *Khartoum marquait une acceptation* voilée, indirecte et contrainte de l'existence d'Israël vu les nouvelles conditions créées par la guerre. Mais en Israël elle a *été* interprétée en *général comme un refus de reconnaissance.*

Fin 1967 est enfin adoptée la résolution 242 du Conseil de sécurité sur le règlement du conflit au Proche-Orient. *Chef-d'œuvre d'ambiguïté* *aggravé par les nuances séparant les* deux textes officiels en anglais et en français, auquel conférèrent une *signification* différente les trois pays qui l'acceptèrent : l'Egypte, la Jor*danie et plus tard, sous la pression* américaine, Israël. Le texte voté, l'envoyé spécial de l'ONU, M. Jarring, commence son voyage au Proche-Orient, et tente une médiation entre Jérusalem, *Le Caire* et Amman. Sa mission échoue au prin*temps 1969, en raison du fossé* séparant les positions des différentes parties quant à l'interprétation de la *résolution 242. Le gel de la situation*, la stagnation des efforts en vue d'arriver à une solution politique, aggravent les tensions intérieures en Egypte, qui s'expriment entre autres par de *violentes* manifestations d'étudiants en novembre 1968 et poussent le président *Nasser* à prendre la décision d'engager la *« guerre d'usure »* contre Israël sur le front de Suez afin de faire pression sur le gouvernement israélien et de l'amener *ainsi à assouplir ses positions.*

Dix-sept mois de « guerre d'usure »

« Jusqu'à présent, j'avais donné l'ordre de punir quiconque ouvrirait le feu sans autorisation », déclare *alors Nasser ; « désormais je punirai tous ceux qui ne tireront pas »*. La *« guerre d'usure »* débute donc le 8 mars 1969 par des combats d'artillerie, mais déborde rapidement ce *cadre militaire limité. Les adversaires* envoient en effet des commandos en opération de l'autre côté du canal, et, le 7 janvier 1970, l'aviation israélienne commence à *bombarder des positions à l'intérieur même du* territoire égyptien. En Israël, certains cercles politiques proclament leur espoir de voir l'intensification des raids à l'intérieur du territoire *égyptien provoquer la chute du* régime nassérien. Nasser, de son côté, fait appel à Moscou, qui se porte rapidement à son aide. Les Soviétiques prennent en charge la défense de la vallée du Nil. Les Américains émettent des craintes quant à la transformation du conflit *du Proche-Orient en conflit* international, et émettent le vœu qu'un règlement intervienne rapidement. C'est à ce moment qu'ils engagent les premiers contacts en vue d'obtenir *le cessez-le-feu sur le canal*. En juin, le gouvernement israélien affirme encore son opposition à l'initiative américaine, mais Washington, faisant fortement pression sur lui, le gou*vernement Meïr doit finalement* se plier aux propositions américaines. M. Begin et les autres ministres de la droite nationaliste quittent le gouvernement en signe de protesta*tion. Le 7 août 1970 à minuit*, le cessez-le-feu entre en vigueur après dix-sept mois d'une guerre d'usure qui éprouve durement les deux belligérants.

Le tournant du 15 février 1971

Après la mise en œuvre du cessez-le-feu, la mission Jarring reprend. Toutefois, elle est vite interrompue, le gouvernement israélien accusant l'Egypte d'avoir violé l'accord et le *statu quo* militaire en transférant des batteries de missiles jusqu'aux abords du canal de Suez. Le 28 septembre 1970, Nasser meurt et est remplacé par son adjoint Anouar El Sadate. Celui-ci annonce, en novembre, la prolongation du cessez-le-feu jusqu'en février 1971, date à laquelle il engage deux *initiatives* importantes : le 4, il annonce une nouvelle prolongation du cessez-le-feu pour une durée de trente jours et avance une proposition incluant la réouverture du canal de Suez après le retrait partiel des forces israéliennes qui devraient abandonner tout contrôle sur la rive orientale du canal. Le 15 du même mois se produit un événement historique dans les relations israélo-arabes : l'Egypte répond à un questionnaire présenté par M. Jarring, *qui a repris sa mis*sion depuis le début de l'année. Pour la première fois depuis la création de l'Etat d'Israël, un pays arabe affirme être *« disposé à arriver à un accord de paix avec Israël »*.

Par contre, dans sa réponse fournie le 26 février à M. Jarring, le gouvernement *de Jérusalem* assure, une fois de plus, qu'Israël est décidé à ne pas revenir aux frontières d'avant le 5 juin 1967. *L'affirmation* plusieurs fois répétées par le général *Dayan selon laquelle il « préférait Charm-El-Cheikh sans la paix à une paix sans Charm-El-Cheikh »* reçoit ainsi un aval officiel. Le 7 mars 1971, le président Sadate annule le ces*sez-le-feu*, précisant, cependant, que cela ne signifie pas que l'activité *politique* cesse et que les canons seront seuls à parler désormais. En fait, M Sadate poursuit ses contacts avec les Américains, *qui tentent de* leur côté, de faire conclure un accord intérimaire sur la *réouverture* du canal de Suez. Toutefois, le président égyptien va de déception en déception. *En juin 1971, le président* Sadate fait sa fameuse proclamation sur l'« année décisive » au cours de laquelle le conflit devra trouver une solution, que ce soit par des *moyens pacifiques ou par la guerre.*

La phrase prononcée par Nasser au lendemain *de la guerre de six* jours est à nouveau prononcée en Egypte à différentes occasions. *« Ce qui a été pris par la force ne sera repris que par la force. »* Le président *Sadate répète* que la confrontation avec Israël est devenue « inévitable », ajoutant toujours, cependant, qu'il souhaite un règlement sans recours à la violence si Israël accepte de se retirer des territoires occupés.

Le 1er septembre 1971, le président Sadate assume le commandement direct des forces armées égyptiennes. Cependant l'« année décisive » se termine dans le calme. En janvier 1972, le président Sadate forme un nouveau gouvernement dit « cabinet *de guerre* ». *Le départ d'Egypte* des conseillers et techniciens soviétiques ne suffit pas à amener les Américains *à faire pression sur Israël*. L'étoile de David flotte toujours sur le canal de Suez. Le président égyptien entreprend alors une nouvelle *tentative en envoyant son conseiller* spécial à la défense nationale, M. Hafez Ismaïl, à Washington. Il rencontre le président Nixon. *« Si Hafez Ismail avait discuté avec Golda Meïr, les résultats auraient été moins ridicules »*, déclare au retour de son envoyé le chef de l'Etat égyptien. *« Mes intentions étaient claires : je veux arriver à un accord de paix définitif avec Israël, mais il n'y a eu aucune réponse. Si nous ne prenons pas notre destin en main, rien ne bougera. Il faut qu'un choc se produise. »*

L'attaque du Kippour

Tandis qu'Israël célèbre en grande pompe son vingt-cinquième anniversaire, au printemps 1973, l'Egypte *et la Syrie commencent à préparer la quatrième guerre* israélo-arabe. Le 6 octobre, jour de Yom Kippour, elles attaquent par surprise. Cette fois-ci, ce sont les Egyptiens et *leurs alliés qui* tirent les premiers. Au terme de dix-huit jours de conflit, les Israéliens parviennent à rétablir *brillamment une situation compromise* dans les premières heures de la lutte. Mais le président Sadate a obtenu ce qu'il recherchait : faire du litige du Proche-Orient un « sujet *brûlant* ». *Peu après, des officiers* israéliens et égyptiens se rencontrent au « kilomètre 101 » sur la route Suez-Le Caire et signent, le 11 novembre 1973, un accord en six points *qui règle l'application du cessez-le-feu* et l'échange des prisonniers de guerre.

Le déclin de l'influence soviétique

En janvier 1974, les deux parties signent l'accord de dégagement des forces armées : les Israéliens se retirent sur la rive est du canal, qui se retrouve, après presque sept ans de présence israélienne, entre les mains des Egyptiens. (Le canal sera rouvert à la circulation le 5 juin 1975.) Des conversations s'engagent alors entre Jérusalem et *Le Caire* en vue de la conclusion d'un autre accord intérimaire, *par le truchement* des Américains, qui deviennent de plus en plus actifs sur la scène politique proche-orientale, *tandis que* s'accentue le déclin spectaculaire de l'influence soviétique en Egypte. Les pourparlers échouent en mars 1975, mais en septembre de la même *année un accord intérimaire* est signé. Il rend à l'Egypte la disposition des champs pétrolifères d'Abou-Rodeiss, dans le Sinaï. Israël estime que Le Caire songe de *moins en moins à la guerre. Les* deux pays atténuent considérablement leur propagande hostile sur les ondes.

Conscients que le maintien du *statu quo* est impossible, ils cherchent une nouvelle voie pour relancer la conférence de Genève, dont une seule réunion — la séance d'ouverture — a eu lieu au lendemain de la guerre d'octobre, le 21 décembre 1973. La représentation palestinienne à cette conférence reste toujours l'obstacle majeur, surtout depuis l'arrivée au pouvoir en Israël de la droite nationaliste, qui refuse catégoriquement tout droit des Arabes sur un seul pouce de territoire en Palestine et ne veut pas envisager la moindre concession sur la question palestinienne. Le Caire estime ne pouvoir supporter longtemps cette impasse. Tandis que la situation intérieure égyptienne s'aggrave, *le président Sadate* prend l'initiative spectaculaire de se rendre à Jérusalem pour prononcer un discours à la Knesset.

LA VISITE A JÉRUSALEM

Les réactions

Les manifestations et témoignages d'hostilité contre la visite du président Sadate en Israël se sont intensifiées depuis samedi 19 novembre dans l'ensemble du monde arabe. Chez les Palestiniens du Liban et dans plusieurs capitales arabes, la déception semble *générale ce lundi matin.*

● A TRIPOLI, l'ambassade d'Egypte a été incendiée samedi par des manifestants. Des marches de protestation se sont déroulées dans les principales villes libyennes. L'un des cortèges s'est dirigé vers le siège du Congrès général du peuple libyen qui est réuni à Tripoli depuis samedi, aux cris de « *Sadate traître, Sadate sioniste, tu es l'agent de l'impérialisme américain* » ; « *Pas de négociations, pas de solutions défaitistes, mort à Sadate, fidélité à la pensée d'Abdel Nasser* ». De son côté, l'ambassadeur de Libye en Italie, M. Kadri El Atrash, a déclaré samedi soir à Rome que la Libye avait décidé « *d'interrompre* » ses relations politiques, économiques et culturelles avec le régime égyptien. L'ambassadeur a ajouté que Tripoli « *ferait tous ses efforts pour expulser le régime égyptien de la Ligue arabe et demandera que le siège de cet organisme soit transféré du Caire dans une autre capitale arabe* ».

● A AMMAN, dans un communiqué prudent publié samedi par la présidence du conseil, la Jordanie demandait aux pays arabes « *de ne pas se lancer dans des attitudes négatives et des campagnes blessantes* » à l'occasion de la visite à Jérusalem du président Sadate. Toutefois, la Jordanie se déclarait « *surprise* » par l'initiative égyptienne et demandait de « *faire face avec fermeté à toute initiative individuelle concernant la cause arabe* ». Le communiqué invitait les pays arabes à faire preuve de « *maturité* », et affirmait : « *Il faut empêcher les dissensions dans les rangs arabes et agir afin de régler les différends* »... « *Les pays arabes devraient adopter à nouveau une position unifiée reposant sur un dialogue positif et un effort commun.* » D'autre part, de source proche du palais royal jordanien, ont a démenti dimanche les informations selon lesquelles le roi Hussein aurait déjà *reçu une invitation écrite du premier ministre israélien* M. Begin à se rendre en Israël. Les commentaires de la presse jordanienne sont, quant à eux, très hostiles à M. Sadate.

● A BAGDAD, le Front patriotique et national progressiste d'Irak, qui regroupe le parti Baas et les autres partis associés au pouvoir en Irak, a condamné *dimanche la visite du président Sadate en* « Palestine occupée ». « *La visite est un grave défi à la volonté du peuple arabe,* affirme le Front... *Elle porte gravement atteinte aux objectifs de la lutte légitime du peuple arabe et dresse de nouveaux obstacles sur son chemin.* »

● A ABOU-DHABI, le gouvernement des émirats arabes unis a réprouvé samedi, mais en termes modérés, *le voyage de M. Sadate. Dans un communiqué il déplore* « *la tendance de certains Etats arabes à entreprendre des démarches qui n'ont pas été approuvées par les autres* ». Le communiqué fait cependant valoir « *les sacrifices consentis par l'Egypte pour la cause palestinienne* », et déplore « *la discorde régnant actuellement dans le monde arabe* ».

● A ALGER, le conseil des ministres a condamné, dimanche 20 novembre, la visite du président Sadate à Jérusalem en la qualifiant de « *facteur de division et de confusion lourd de conséquences qui ne peut que servir les desseins des ennemis du monde arabe* ». Le conseil précise que personne n'est mandaté pour discuter avec les dirigeants sionistes au nom de la nation arabe, et affirme que toute initiative qui s'inscrit en dehors du cadre des derniers « sommets » arabes « *risque de porter atteinte à la solidarité arabe et à son unité* », tout en contribuant à « *affaiblir le combat mené par le peuple palestinien et l'O.L.P.* ». Comme la veille, nous signale notre correspondant Paul Balta, la presse a largement fait écho aux réactions hostiles du monde arabe à l'initiative de M. Sadate. La télévision a retransmis deux jours de suite les images d'une *manifestation qui a*

WASHINGTON : des données nouvelles pour la conférence de Genève

De notre correspondant

Washington. — « *Des discours marqués par la sincérité et l'esprit de conciliation.* » En donnant ce satisfecit à MM. Sadate et Begin pour leurs discours à la Knesset, M. Carter est resté fidèle à l'attitude de « bénédiction générale » adoptée par son administration devant l'initiative du président égyptien. Le chef de la Maison Blanche, qui a assisté tôt dimanche 20 novembre à un office religieux pour pouvoir suivre à la télévision la rencontre de Jérusalem, a aussi fait écho aux accents religieux des deux orateurs dans une invocation spéciale exaltant « *cette occasion dans l'histoire de l'humanité où les cœurs et les esprits de tous les hommes peuvent communier dans la reconnaissance et la prière* ». Le vice-président Mondale espère, pour sa part, que « *le même esprit prévaudra au cours des négociations de Genève lorsque toutes les parties pourront dialoguer face à face dans une autre rencontre historique* ».

Ces réactions ne reflètent pourtant pas le fond de la pensée officielle. Les inquiétudes exprimées à mots couverts avant l'arrivée de M. Sadate à Jérusalem n'ont guère de chances de s'atténuer après les discours de la Knesset qui ont fait apparaître des positions toujours inconciliables.

L'intervention de M. Sadate a été jugée encourageante par sa volonté de paix, mais « ferme » quant à la formulation d'un règlement. Cette attitude, pense-t-on ici sans trop y croire, devrait lui valoir l'indulgence des pays et des mouvements arabes hostiles à son initiative.

Le discours de M. Begin, quant à lui, a été jugé habile — si rien n'a été offert sur les territoires et sur la question palestinienne, le premier ministre israélien a camouflé ces impasses en réaffirmant que « *tout était négociable* », — mais finalement décevant. On note aussi que les deux orateurs n'ont mentionné qu'en passant la conférence de Genève, qui était jusqu'à il y a huit jours, au cœur des efforts diplomatiques américains.

C'est précisément contre cette rigidité de l'attitude américaine à propos de Genève que s'élèvent les critiques. M. Kissinger, qui était déjà sorti de sa réserve à ce sujet à la veille de la rencontre, a réaffirmé son point de vue au cours de conversations avec la presse. Selon l'ancien secrétaire d'Etat, le président égyptien a pris son initiative après avoir constaté qu'« *une conférence de Genève préparée seulement sur le plan de la procédure était condamnée à l'impasse et ne mènerait à rien d'autre qu'à une explosion* ».

Il a ajouté qu'« *un acte symbolique peut changer le cours des événements et qu'il est important pour nous de ne pas sermonner les parties à propos de détails* » *(1)*.

M. Kissinger a été suivi par l'ancien président Ford, qui est réservé à propos du désir du gouvernement d'aller à Genève et d'introduire l'Union soviétique dans le processus à ce stade. « *Notre politique,* a-t-il dit, *aurait dû être d'aller à Genève pour ratifier ce qui aurait été négocié au préalable entre Israël et ses voisins arabes. De cette manière, ne ne détruira pas Genève dès le début avec des questions de procédure, ce qui pourrait avoir des conséquences très sérieuses.* »

L'administration sera, en tout cas, obligée de tenir compte de ces nouvelles données, que la rencontre de Jérusalem débouche sur un programme ou non. S'il y a progrès, il faudra redéfinir les bases de la négociation. Si rien n'est changé aux positions présentes, l'hostilité dont l'Egypte est l'objet dans le monde arabe rendra plus difficile une reprise des préparatifs de Genève. Il faudra aussi veiller à limiter les chances que la nouvelle situation offre à l'U.R.S.S. Déjà, dimanche, M. Habib, secrétaire d'Etat adjoint et premier officiel à commenter à la télévisions les discours de la Knesset, a déclaré qu'il n'avait pas été « *particulièrement réjoui* » par les critiques que la mission de M. Sadate a suscitées à Moscou. On ajoute, en privé, dans les milieux officiels, que cette attitude soviétique n'a pas confirmé la déclaration soviéto-américaine du 1er octobre, qui engageait les deux parteis à soutenir tout effort de paix.

MICHEL TATU.

(1) D'autre part, dans une interview au *New York Times*, M. Kissinger estime que les perspectives comme les dangers, après la visite de M. Sadate, sont « monumentaux ». Premier danger, si les deux hommes d'Etat ne font aucun progrès dans leurs conversations privées, ils abandonneront leur idée de règlement négocié. Second danger, selon M. Kissinger : le régime de M. Sadate risque d'être renversé si le président quitte Jérusalem les mains vides.

MOSCOU : une « politique de capitulation »

De notre correspondant

Moscou. — Les Soviétiques n'ont pas vu la poignée de main historique entre MM. Begin et Sadate. Le journal télévisé de 21 heures — l'heure de la plus grande écoute — n'a traité, dimanche 20 novembre, la visite du président égyptien en Israël qu'en cinquième position dans sa rubrique internationale, bien après l'annonce de la publication du premier tome des œuvres complètes de Lénine au Portugal. La télévision a montré quelques images d'une bousculade où il était bien difficile de reconnaître MM. Sadate et Begin. Puis elle est passée aux mesures de sécurité prises par les autorités israéliennes et aux protestations dans le monde arabe. Le commentaire insistait sur le rôle joué par les Etats-Unis dans la préparation de la rencontre.

La presse soviétique continue à accorder une grande place aux réactions négatives des pays arabes, mais les commentaires originaux sont très rares. La *Pravda* critique la presse égyptienne, qui « *fait le silence sur les protestations arabes* ». Mais on chercherait en vain dans le journal du parti communiste soviétique, comme dans le service de l'agence Tass, la moindre phrase du discours prononcé par M. Sadate à Jérusalem, sans parler de celui de M. Begin.

Les titres sont cependant significatifs : ils parlent le plus souvent de « *défaitisme* » ou de « *politique de capitulation* ». Le journal de l'armée soviétique, *Krasnaya Zvezda*, estimait dimanche que la situation au Proche-Orient s'aggravait : « *Le but de M. Begin n'est pas d'instaurer la paix,* écrivait-il, *mais d'approfondir la scission au sein du monde arabe, afin d'isoler l'Egypte des autres pays arabes, de perpétuer ainsi l'occupation des territoires arabes et de priver le peuple palestinien de ses droits légitimes.* »

Critiquant les « commérages » de la presse occidentale, à propos *du voyage de M. Sadate à Jérusalem*, la *Pravda* a réaffirmé, dimanche, la position traditionnelle de l'Union soviétique : « *Notre pays a aspiré et aspire toujours à une paix durable et équitable au Proche-Orient, fondée sur le refus d'acquisition des territoires d'autrui, sur le respect du droit à l'indépendance et à une existence sûre de tous les Etats et de tous les peuples de cette région, y compris le droit du peuple palestinien à l'autodétermination et à la fondation de son propre Etat.* »

Moscou n'a pas été en reste sur les capitales arabes hostiles à l'entreprise du président égyptien. Les autorités soviétiques ont autorisé quelque deux cents étudiants arabes, qui suivent des cours à Moscou, à protester devant l'ambassade d'Egypte. Les étudiants, qui portaient des portraits de Nasser, criaient des slogans hostiles au président Sadate et brandissaient des banderoles où on pouvait lire notamment : « *Les étudiants arabes en U.R.S.S. réprouvent avec indignation la visite traître de Sadate en Israël.* »

En revanche, la synagogue de Moscou a connu samedi une affluence peu ordinaire. Le principal sujet de conversation était évidemment la rencontre Sadate-Begin, qui était commentée plutôt favorablement.

DANIEL VERNET.

Nombreuses manifestations anti-égyptiennes dans le monde

En dehors des manifestations qui ont eu lieu à *Moscou*, Beyrouth, Alger, Tunis et Tripoli, que nous évoquons par ailleurs, d'autres incidents et manifestations anti-égyptiennes se sont déroulé dans de nombreuses capitales.

Un peu partout dans le monde, des étudiants palestiniens et originaires de différents pays arabes se sont réunis samedi devant les ambassades d'Egypte pour exprimer leur désapprobation. La plupart de ces démonstrations se sont effectuées dans le calme. Ce fut le cas à Bonn, Madrid, Londres et Stockholm. Dans certains cas, des pierres ont été lancées contre les représentations diplomatiques égyptiennes et des vitres ont été brisées, comme à Bucarest et à New-Delhi. A Lima, où les manifestants étaient plus d'un millier, l'ambassade a été envahie. Le même scénario s'est déroulé à Dacca, au Bangladesh, où l'ambassadeur a été « séquestré » durant quatre heures dans son bureau. A Karachi, au Pakistan, un commando d'étudiants arabes a également tenté de mettre le feu au consulat égyptien, mais le sinistre a pu être rapidement circonscrit.

Les opposants au voyage du président Sadate ont parfois choisi d'autres cibles. Ils ont occupé des bureaux de la Ligue arabe à *Londres et à Rome*, déposé une bombe de forte puissance dans les locaux d'Egypt Air à Ammann, attaqué les bureaux de la compagnie El Al à Téhéran. A Istanbul, des étudiants arabes ont brûlé symboliquement un drapeau égyptien et tiré des coups de feu en l'air, dimanche, devant un lycée, pour protester contre l'initiative du chef de l'Etat égyptien.

Le gouvernement libyen a donné pour consigne à ses ambassadeurs à l'étranger de brûler le drapeau de la Fédération arabe (1) au moment où le président Sadate mettrait le pied sur le sol israélien, et de remplacer cet emblème par un drapeau vert. C'est ce qui a été fait, notamment à Addis-Abeba, Amman, Ankara, Antananarivo, Berne, Buenos-Aires, Dakar, Dar-es-Salaam, Londres, Nicosie, Paris, Prague et Tokyo.

Les incidents les plus graves restent ceux qui se sont déroulés vendredi soir à Athènes, lors de l'attaque de l'ambassade d'Egypte. Le service égyptien de sécurité avait ouvert le feu, faisant dix-huit blessés. Deux d'entre eux, un jeune Palestinien de vingt-deux ans et un ressortissant grec de trente-quatre ans, ont succombé à leurs blessures. Les autorités ont décidé d'expulser quatorze étudiants palestiniens. Douze d'entre eux avaient été arrêtés dans l'enceinte de l'ambassade. — *(A.F.P., A.P., U.P.I., Reuter.)*

(1) Ce drapeau rouge, blanc et noir est celui de la Fédération arabe, créée en 1971 et regroupant la Libye, l'Egypte et la Syrie. Cette fédération n'a jamais existé que sur le papier.

L'initiative égyptienne a provoqué un incident au sein de l'Europe des Neuf

La visite de M. Sadate en Israël a provoqué une querelle au sein de l'Europe des Neuf.

Vendredi 18 novembre, en début d'après-midi, M. Simonet, ministre belge des affaires étrangères, proposait, en tant que président du Conseil des Neuf, à ses collègues de la Communauté de publier une déclaration approuvant « *l'initiative courageuse et constructive du président Sadate* », qui constitue « *un pas décisif pour sortir de l'impasse* ». Sauf avis contraire, M. Simonet envisageait de publier cette déclaration samedi à 10 heures. La proposition du ministre belge faisait suite à des démarches américaines dans les capitales de la Communauté.

Paris répondit qu'une prise de position des Neuf ne pouvait s'improviser dans la hâte. La France ne s'était jamais privée de *faire connaître son point de vue*, rappelait le gouvernement français. Elle a déjà souscrit à des *déclarations* des *Neuf* sur le Proche-Orient et les a souvent inspirées. Mais un tel texte exigeait une étude sérieuse. La France — précisait-on enfin — n'empêchait nullement ses partenaires de prendre position et se réservait de faire connaître la sienne.

Elle n'était d'ailleurs pas seule à refuser une déclaration à neuf. « *Il y a d'autres pays qui ont fait des réserves* », déclara dimanche M. Thorn, président du gouvernement *luxembourgeois*.

La divulgation de ces tractations, dimanche matin, par l'agence Belga provoqua un vif mécontentement à Paris, parce *que* la France était présentée comme le seul obstacle à un accord des Neuf, et parce que ses mobiles n'étaient pas indiqués. L'agence belge disait seulement qu'elle craignait les réactions arabes et ne voulait pas s'associer à un geste inspiré par Washington.

Sur le fond, on remarquera cependant que, si M. Barre est resté très prudent dans sa déclaration à Europe 1, le chancelier Schmidt a exprimé son « *admiration* » pour le « *courage du président Sadate* », et M. Leone, président de la République italienne, dans un télégramme au chef de l'Etat égyptien, a salué son « *initiative courageuse et de grande portée* ».

M. BARRE : la France ne veut pas participer à une escouade qui marche au pas.

M. Raymond Barre, qui participait dimanche soir 20 novembre au Club de la presse d'Europe 1, a souhaité que le voyage de M. Sadate en Israël soit « *une amorce vers la paix* ». « *Nous attendons,* a-t-il dit, *de voir quelles seront les conséquences de ce geste symbolique.* » Il a indiqué qu'il avait suivi ces deux journées à la télévision, et qu'on ne pouvait pas ne pas être ému en écoutant dimanche « *les discours très nobles* » du président Sadate et de M. Begin. « *C'est,* a-t-il dit, *un espoir de paix qui s'élève sur cette vieille terre sainte et meurtrie, un espoir en la paix d'Abraham.* »

« *Le gouvernement français,* a dit M. Barre, *souhaite que ce geste soit une amorce vers la paix. Mais quel que soit le caractère symbolique des gestes, quelle que soit l'importance de l'événement, on n'aura de règlement durable et véritable au Moyen-Orient que si les problèmes de fond sont traités, et nous souhaitons que tous ceux qui ont des responsabilités dans cette région puissent discuter de ces problèmes entre eux. Ceci a toujours été la position de la France.* »

M. Barre a répété les trois conditions du règlement du conflit : le retrait des troupes israéliennes des territoires occupés, la reconnaissance de l'Etat d'Israël et des droits légitimes des Palestiniens. « *Le voyage du président égyptien,* a-t-il affirmé, *est un pas vers la reconnaissance de l'Etat d'Israël. Nous souhaitons que la dynamique de la paix soit engagée, mais attendons de voir quelles seront les conséquences de ce geste symbolique.* »

En ce qui concerne le projet de déclaration des Neuf, auquel la France n'a pas souscrit et qui visait à féliciter le président Sadate de son initiative, M. Barre a fait remarquer que « *cette déclaration avait été demandée vendredi à 14 heures pour samedi 10 heures* ».

« *La France a estimé qu'elle ne devait pas s'associer à ce projet* », a déclaré M. Barre, car elle le trouvait « *prématuré* ». La France a, d'autre part, « *une politique indépendante et ne veut pas participer à une escouade qui marche au pas* ».

Le premier ministre a dit encore que la politique du gouvernement français n'était pas partisane. « *Israël a droit à l'existence, dans des frontières sûres et reconnues, mais il y a d'autre part des exigences des pays arabes qui doivent être reconnues également.* »

● RECTIFICATIF. — Une erreur de transmission a déformé le début de la « Tribune internationale » publiée dans *le Monde* du 17 novembre 1977, sous la signature de M. Mohamed Sid Ahmed. Au lieu de « la décision du président Sadate n'a qu'une explication : c'est une ultime tentative pour mettre rapidement sur pied la conférence de Genève », il fallait lire : « *La disposition manifestée par le président Sadate de se rendre incessamment devant la Knesset ne peut uniquement s'expliquer* comme une *ultime tentative de mettre rapidement sur pied la conférence de Genève.* »

BILLET

La France silencieuse

Certains silences peuvent peser lourd. Ainsi en va-t-il de celui qu'ont observé les dirigeants *français face aux événements* extraordinaires intervenus ces derniers jours au Proche-Orient. Rarement nos gouvernants auront été aussi éloignés *des préoccupations, des espoirs*, de l'émotion de ceux qu'ils représentent.

Mise à part une petite phrase, lourde d'ambiguïtés, prononcée mercredi dernier par M. de Guiringaud à l'Assemblée nationale — « *Si ce dialogue* (égypto-israélien) *devait ouvrir la voie à des développements susceptibles de favoriser un règlement, nous ne pourrions l'accueillir que favorablement* », — aucune réaction n'avait été enregistrée jusqu'à dimanche soir au Quai d'Orsay, *à l'hôtel Matignon et à* l'Elysée : une rencontre déjà historique quelles qu'en soient les conséquences était traitée comme une péripétie hasardeuse.

Les explications arrachées dimanche soir à M. Barre, au cours du Club de la presse d'Europe I, n'ont pas suffi, loin de là, à lever le sentiment de *malaise éprouvé par de nombreux* Français. Le premier ministre n'a pas été avare de condescendance pour nous rappeler ce que nous savions déjà : *un voyage ne fait pas* la *paix* ; les vrais problèmes de fond, à commencer par celui des Palestiniens, demeurent.

Dissertant doctement sur les *rapports* du *rationnel et de* l'émotionnel, il s'est distancé avec soin du geste du président Sadate : la « circonspection » est de rigueur, selon lui, car le président égyptien « *a pris une initiative personnelle* », « *n'a consulté personne* » ; « *une déclaration risquait d'être prématurée avant de savoir exactement comment le phénomène pourrait être apprécié dans toute sa complexité* ». *M. Barre a ensuite* justifié le refus de la France de cautionner une déclaration des Neuf saluant « *l'initiative courageuse et constructive du président Sadate* », *en affirmant* que « *nous ne participons pas à une escouade qui marche au pas* ».

Le premier ministre croit-il avoir convaincu qui que ce soit ? On ne voit pas en quoi l'indépendance de la politique française aurait été mise en cause par un message qui avait le mérite de rappeler à M. Begin qu'il doit maintenant répondre au courage par le courage. On ne voit pas en quoi nos dirigeants auraient perdu le sens de leurs « responsabilités » en se faisant l'interprète des sentiments profonds du peuple *français*. Pour beaucoup moins — le match de football France-Bulgarie, pour ne citer qu'un exemple, — le président de la République n'a pas hésité, la semaine dernière, à sortir de sa « réserve »...

La France a su très tôt adopter une position lucide sur l'affaire du Proche-Orient. Le répéter à tout propos et hors de *propos*, s'offusquer presque de gestes certes spectaculaires mais aussi profondément significatifs, cela ne renforce en rien son influence. Sauf à court terme, il est vrai, puisque M. Barre doit se rendre en Syrie à la fin de la semaine.

JACQUES AMALRIC.

LE GRAND RABBIN KAPLAN EST « TRÈS PEINÉ DE L'ATTITUDE FRANÇAISE »

« Je suis très peiné de l'attitude *de la France. C'est dans la logique* de son attitude actuelle en faveur des Arabes », a déclaré le grand rabbin de France, *M. Jacob Kaplan*, au « Bulletin de l'Agence télégraphique juive », qui l'interrogeait à propos *du silence du gouvernement français*, qui n'avait pas encore réagi à la visite du président Sadate à *Jérusalem*.

Pour le grand rabbin de France, cette visite est, « sur le plan psychologique, un événement considérable ». Il a ajouté : « La méfiance *est peut-être* tombée entre *l'Egypte* et Israël. » A propos de la visite du président Sadate au mémorial du Yad Vachem, M. Kaplan a exprimé son émotion, ajoutant : « Il n'était pas possible que cette visite n'ait pas eu lieu. »

M. MITTERRAND : un contact très positif

Saint-Affrique (Aveyron). — « *J'ai toujours pensé que c'étaient les premiers intéressés du conflit du Proche-Orient qui devaient le régler eux-mêmes* », a déclaré samedi soir 19 novembre à Saint-Affrique M. François Mitterrand, premier secrétaire du parti socialiste, au cours d'une conférence de presse improvisée.

« *On a vu les plus grandes puissances du monde, les Nations unies et bien d'autres intermédiaires échouer jusqu'alors,* a poursuivi M. Mitterrand. *Je pense qu'un contact entre les intéressés est très positif pour la construction de l'avenir, qui peut être la construction de la paix.*

» *Ce premier pas étant accompli en dépit des mille difficultés que l'on constate, notamment dans le monde arabe, je pense que le relais peut être assuré. Mais si cette rencontre peut déjà dénouer ce nœud de complexité qui a installé la guerre pendant un quart de siècle, guerre directe ou indirecte, je pense que ce sera une bonne chose.*

» *Comme je ne suis ni Egyptien ni Israélien,* a conclu M. Mitterrand, *je juge cela du point de vue d'un Français qui sait bien que la paix au Proche-Orient peut conditionner le développement des relations pacifiques dans le monde, d'où l'importance que j'attache à cet événement. Je crois qu'il n'est pas possible d'avancer dans cette partie du monde sans que soient garantis le droit et les moyens d'Israël à l'existence. Je pense que rien ne sera possible si les droits nationaux des Palestiniens à disposer d'une terre ne sont pas un jour ou l'autre reconnus.* »



هكذا من الأصل

A JÉRUSALEM DU PRÉSIDENT SADATE

Les réactions

regroupé dans les rues d'Alger quelque deux mille Palestiniens, Syriens, Egyptiens et autres ressortissants de pays arabes. Samedi matin quelques étudiants avaient tentés d'occuper l'ambassade d'Egypte. Ils avaient été repoussés par le service de sécurité de l'ambassade qui a tiré des coups de feu en l'air.

● A TUNIS, les autorités, rapporte notre correspondant Michel Deure, ont progressivement radicalisée leur position. De réservée au début, celle-ci est devenue *franchement hostile*. M. Chatty, *ministre des affaires* étrangères, à déclaré samedi soir que la visite de M. Sadate, *« illustration de la métode du fait accompli »*, est contraire à la stratégie arabe, remet en cause les principes de la politique arabe et provoque la dislocation du front arabe *« au moment même où celui-ci a plus que jamais besoin de sa cohésion »*. L'*ambassade d'Egypte a été attaquée par un soixan*taine d'étudiants palestiniens qui ont brisé portes et fenêtres. L'un d'eux a été grièvement blessé par un garde égyptien qui a fait usage de son arme. Une autre *manifestation s'est déroulée à l'ambassade de* Libye, où les diplomates se sont réunis dans les jardins pour brûler le drapeau de la *« Fédération arabe »*.

● A RABAT, en revanche, le roi Hassan II a téléphoné au président Sadate poru lui exprimer *« sa haute estime et son vif souhait de voir son initiative, empreinte d'un grand courage, couronnée de succès pour le bien et l'intérêt de l'Egypte, des pays de la confrontation et de toute la nation arabe »*. Le souverain a également souligné *« sa totale certitude que le président Sadate ne cédera jamais quant à la défense des intérêts de la nation arabe pour la récupération de ses territoires occupés et pour les intérêts nationaux du peuple palestinien »*. La presse, nous dit notre correspondant Louis Gravier, a fait un large écho aux *discours du chef de l'Etat égyptien et de M. Begin.*

● AU VATICAN. rapporte notre correspondant Robert Solé, le voyage de M. Sadate a été salué et encouragé par le Saint-Siège. *L'Osservatore Romano* y a vu, *samedi 19 novembre, « un geste courageux », « un acte dont le mouvement pour la paix pourrait recevoir une impulsion profonde et créatrice »*. Le quotidien du Vatican exprimait *« des vœux sincères de succès »* aux protagonistes de cette rencontre.

Paul VI devait y faire même allusion, dimanche 20 novembre, au cours de l'Angelus : *« Le chef du peuple égyptien*, a-t-il déclaré, *visite aujourd'hui la terre d'Israël, chaleureusement accueilli. Une guerre multiple de trente ans se conclut-elle ainsi ? La paix refleurit-elle dans une région douloureusement stratégique d umonde ? Au-delà de la politique, l'aube se lève-t-elle sur une concorde entre des populations polarisées par le culte souverain du seul œcuménique Dieu vivant ? »*

Le pape a ajouté : *« L'événement est grand, l'espérance renait, la véritable paix s'ouvre à tous ces peuples. Frères, espérons et prions. »*

● A KINSHASA (Zaïre), un communiqué du ministère zaïrois des affaires étrangères, publié samedi, *approuve chaleureusement l'initiative du président* égyptien, *« acte de grande importance digne de notre temps, et dont le courage politique doit être souligné »*. Le gouvernement zaïrois estime que *« la solution finale du conflit israélo-arabe ne peut être trouvée d'une manière heureuse et durable que par des contacts directs de ce genre »*.

● A TEHERAN, le journal du parti officiel iranien *Rastakhiz*, écrit, dimanche, que le président Sadate *a démontré son courage politique, et que son voyage* est dans l'intérêt de la paix.

● A VIENNE, *le chancelier autrichien* Bruno Kreisky a estimé, samedi, que la décision du président Sadate de se rendre en Israël était *« la plus audacieuse initiative entreprise par un homme d'Etat ces derniers temps »*. Le chef du gouvernement autrichien, qui s'est rendu au Proche-Orient à plusieurs reprises au nom de l'Internationale socialisme, a estimé qu'il serait ainsi *difficile* à Israël de *refuser* le *programme* politique du chef de l'Etat égyptien.

DANS LES COMMUNAUTÉS JUIVES DE PARIS

Un avènement ?

Nous avons demandé à M. Arnold Mandel de nous donner son témoignage sur la manière dont le voyage du président Sadate à Jérusalem a été ressenti, notamment du point de vue religieux, dans les communautés juives de Paris.

L'Oratoire était plus rempli et plus animé que d'habitude à l'office de samedi matin : les juifs sont venus pour entendre ce qui peut s'y dire au sujet du voyage à Jérusalem du *président Sadate. Y a-t-il un rapport* de cause à effet entre la sensationnelle visite de l'homme du Caire dans la Ville sainte, et les desseins de la providence ? L'événement est-il un avènement ? *Les observateurs* politiques, même sionistes, plus à l'aise dans les *secrets de la diplo*matie que dans les arcanes de la théologie, ne le croient sans doute pas.

Mais, dans le « peuple » certains sont tentés de penser que, finalement, c'est tout de même Dieu qui gouverne l'histoire.

Une fois de plus. comme lors de la guerre du Kippour, la dimension politique se trouve fortement ponctuée de significations religieuses dans l'Israël de la Diaspora comme dans le pays d'Israël.

Le 19 novembre 1977 — 9 kisslev 5738, selon le calendrier hébraïque, — Jérusalem *« ville portuaire sur le rivage de l'éternité »*, comme le dit si joliment le poète israélien Ieheube Amihaï, a accueilli *une nacelle* ayant pour navigateur l'Egyptien Sadate.

Le *seul* fait qu'un rivage israélien soit devenu abordable pour un capitaine encore naguère irréductible dans ses refus, et l'espoir qu'il suscite, stimulent grandement le fondamental pacifisme de l'homme juif religieux, en faisant approche de ce qui *n'était, hier,* qu'un vœu ou une aspiration.

En effet, la paix, pour le judaïsme de foi et de tradition, n'est pas seulement un état de *non-guerre*, mais proprement l'indice de toute plénitude. Et le mot shalom — paix en hébreu — en sa racine trilitère : CH.L.M. signifie le plein et l'entier. *La guerre est intrinsèquement*, abstraction faite de ses ravages, une brisure, une amputation.

Pour ce qui concerne le déjà bien long et coûteux conflit judéo-arabe, et, plus particulièrement, l'affrontement israélo-égyptien, c'est « en religion », plus que jamais, le moment de rappeler que, dans l'optique et la *perception du Livre du peuple juif*, Israël n'est pas Edom, ni Mitsraïm — l'Egypte — Amalec. C'est dire que ni les Arabes dans leur ensemble, ni les Egyptiens, ne sauraient être considérés comme des ennemis essentiels *et* héréditaires. La « grandeur » arabe *n'est pas contraire*, mais conforme à la volonté du Dieu d'Israël.

Exhortation divine dans le désert de Beerchéva à Agar, mère d'Ismaël : *« Lève-toi ; prends l'enfant ; saisis-le de ta main. Car je ferai de lui une grande nation. »* (Genèse 21-18).

Pour ce qui concerne le pays du Nil, le prophète l'égale et l'unit à Israël : *« En ce même temps, Israël sera lui troisième uni à l'Egypte et à l'Assyrie. Et ces pays seront l'objet d'une bénédiction.*

« L'Eternel des armées les bênira en disant : « Bénis soit l'Egypte mon » peuple, et l'Assyrie œuvre de mes » mains et Israël mon héritage » (Isaïe 19-24-25).

En ce sabbat de veillée dans les *maisons de prière des diasporas, les* sermons rabbiniques *ont été axés sur* ce thème propice à la réflexion et à l'examen de conscience.

A Jérusalem et en Galilée, où la nature même du paysage incline à la saisie mystique, d'aucuns parlent *déjà de miracle de foi dans l'heureux avatar, un prélude eschatologique « sur les pas du Messie »*. Peut-être n'ont-ils pas tout à fait tort et même sont-ils dans le « bons sens ». Car c'est un proverbe israélien qui affirme : *« Il faut être réaliste, donc croire à la merveille. »*

« On ne s'appuie pas sur le miracle », est-il cependant dit dans le *Talmud. Mais, sans s'appesantir sur* sa fragilité, il est toujours permis d'aller à sa rencontre, en prononçant une action de grâces.

ARNOLD MANDEL.

LA VISITE A JÉRUSALEM DE M. SADATE

Dans la presse étrangère...

THE ECONOMIST (Londres, milieux d'affaires) : le passage de la mer Rouge.

« Merci, Anouar El Sadate. Le trait principal du conflit arabo-israélien est l'ennui qu'il dégage : depuis trente ans des mêmes personnages (plus ou moins) disant les mêmes choses (plus ou moins), la monotonie n'étant rompue que par des explosions guerrières... Stupéfiant tout le monde, et peut-être lui le premier, le président égyptien a accompli le partage des eaux de la mer Rouge avec la simple suggestion d'aller à Jérusalem parler aux Israéliens. »

THE TIMES (Londres, indépendant) : l'avantage de l'initiative.

« Le président Sadate a au moins conservé l'avantage de l'initiative qu'il avait acquis lorsqu'il avait rendu public son projet. Dans sa réponse, M. Begin pouvait difficilement prendre une initiative personnelle. Si des concessions doivent être faites, il ne pouvait être question d'y faire seulement allusion au sein d'un forum aussi ouvert. »

L'UNITA (Rome, parti communiste) : une route est ouverte.

« Il faudra voir maintenant quelles seront les prochaines mesures concrètes et quel écho auront les paroles de Sadate et de Begin dans le monde arabe et à l'étranger. (...) Il est indubitable que le double discours de la Knesset a ébranlé (s'il n'a déjà abattu) une barrière psychologique. Il a renversé de part et d'autre quelques vieux tabous. Dans ce sens, il a ouvert une route, certainement longue encore et difficile, mais au bout de laquelle on peut, peut-être, commencer à apercevoir la paix. »

LA STAMPA (Turin, centre gauche) : nous avons tous tant de morts sur la conscience.

« Dans l'histoire tourmentée et millénaire des Hébreux, la rencontre avec les peuples arabes fut l'une des moins tragiques. Elle fut parmi les plus riches de contacts pacifiques. D'autres peuples se sont affrontés — pour une génération, pour des siècles — et ont retrouvé la paix.

» Que la retrouvent Arabes et Hébreux, Palestiniens et Israéliens ! Nous avons tous tant de morts sur la conscience, des millions de morts. Que l'on donne la paix aux vivants ! N'avons-nous pas en commun le même Père ? »

FRANKFURTER ALLGEMEINE ZEITUNG (milieux d'affaires) : maintenant, la diplomatie secrète.

« La diplomatie secrète doit maintenant succéder au discours de Sadate. Peut-on jeter un pont au-dessus du fossé entre les positions égyptiennes et israéliennes ? Si l'on s'en tient aux exigences territoriales des deux parties, ce fossé est toujours aussi profond qu'avant l'arrivée de Sadate en Israël. Mais la haine aveugle qui pendant des années a poussé les Arabes à une course folle contre l'existence même de l'Etat juif va s'adoucir sur le Nil. C'est déjà là une victoire politique, pour Sadate comme pour Begin. »

FRANKFURTER RUNDSCHAU (centre gauche) : la politique étrangère des Neuf en morceaux.

« La publication de la déclaration commune des Neuf gouvernements de la Communauté européenne, qui apportait un soutien moral au courageux voyage du président Anouar El Sadate en Israël, a, de toute évidence, été empêchée par Paris. Encore une fois, on constate que la politique étrangère commune des Neuf est en morceaux. »

THE NEW YORK TIMES (indépendant) : les conseils de M. Kissinger.

« L'ancien secrétaire d'Etat (M. Kissinger) a reconnu l'irrépressible aspiration à la paix qui existe des deux côtés du canal de Suez. Durant les sombres et frénétiques heures de la guerre de 1973, audacieusement, dans la mesure du possible, il a manœuvré de sorte que chaque côté en est sorti avec suffisamment d'honneur et de désir de progresser vers la négociation. Il a ensuite démontré, avec ses célèbres navettes, la possibilité de faire une série de transactions, et généreusement, même après avoir abandonné son poste, il a prêté son appui et ses conseils aux parties pour maintenir l'élan de la négociation (...). M. Carter pourrait faire pire que mobiliser les services de l'ancien secrétaire d'Etat pour les démarches diplomatiques qui suivront les spectaculaires événements d'aujourd'hui. »

THE WASHINGTON POST (indépendant) : Genève n'était qu'un moyen de réunir les parties.

« Genève n'a jamais été destiné à être plus qu'un moyen de réunir les parties pour des négociations face à face. Si deux des parties ont déjà commencé leur propre processus de négociation, les diplomates américains, plutôt que de prétendre que les parties ne peuvent s'en sortir sans qu'ils soient derrière leur dos, devraient voir quelle aide ils pourraient apporter au processus de négociation en cours et devraient se tenir prêts à mener d'autres Arabes dans le même état d'esprit autour de la table de conférence. »

... et française

L'HUMANITE : les vieilles prétentions israéliennes.

« Négocions un traité de paix, dit M. Begin à M. Sadate. Négocions où vous voudrez : ici, au Caire, ou en terrain neutre. Mais négocions avant la conférence de Genève. Si les mots ont un sens, cela dénote la persistance, chez les dirigeants israéliens, du refus de toute négociation d'ensemble, de tout règlement global et le désir de parvenir à des accords séparés avec tel ou tel des Etats voisins.

» C'est même sans doute cette perspective qui les a incités à répondre avec empressement à l'offre de visite du président égyptien. Et, hier, celui-ci a confirmé qu'avant de prendre son initiative il n'avait consulté aucun autre responsable du Proche-Orient. Or, en réponse à cette rupture de la solidarité arabe, qu'obtient-il ? La réaffirmation des vieilles prétentions israéliennes enrobées de belles paroles sur la paix et la religion. »

(YVES MOREAU.)

LE MATIN : encore plus important que la rencontre Mao-Nixon.

« Télévisée dans une grande partie du monde, cette longue, insistante, chaleureuse poignée de main échangée au Parlement israélien entre le président de la République égyptienne et le premier ministre de l'Etat hébreu a été, en profondeur, encore plus impressionnante que la poignée de main Mao-Nixon, qui pourtant bouleversa la politique mondiale. Les relations sino-américaines mettaient en jeu des intérêts planétaires. C'était considérable. Les relations israélo-arabes mettent en jeu des passions séculaires. C'est d'une intensité sans égal. (...) »

(JEAN DANIEL.)

LIBERATION : un bilan décevant.

» Le bilan est décevant. L'extraordinaire choc psychologique provoqué par la venue de Sadate n'a pas trouvé son prolongement sur le terrain politique. C'est du moins ce qui ressort des deux discours prononcés à la Knesset, ou du moins de la réponse de Begin à l'ouverture réitérée de Sadate.

» S'il fallait caractériser le discours de Sadate devant les parlementaires israéliens, on pourrait dire que le président égyptien a fait des concessions considérables à l'opinion israélienne sans faire le moindre compromis au gouvernement de l'Etat hébreu. »

(MARC KRAVETZ.)

LA LETTRE DE LA NATION : le début d'une nouvelle pièce.

« Le voyage en Israël du président Sadate a tous les atouts pour mobiliser quasi mondialement les moyens d'information et la curiosité du public. C'est le vrai coup de théâtre déchaînant ici l'enthousiasme, là la fureur. Par surcroît, ce n'est pas un dénouement, mais le début d'une nouvelle pièce, dont personne ne sait si elle ne se terminera pas en nouveau drame. Le président Sadate assure qu'il a pris un risque calculé. Ce n'est pas la première fois, et jusqu'ici il avait généralement calculé juste. Seulement, il n'est maître que de son propre jeu, et même pas complètement puisqu'il exclut l'hypothèse d'une paix séparée avec Israël. Pour y voir clair, il faut attendre que retombent les effets d'une surprise, divine pour les uns, calamiteuse pour les autres. »

(PIERRE CHARPY.)

L'AURORE : l'échec serait redoutable.

« Dans son discours, Sadate ne pouvait ignorer la campagne de haine déclenchée contre lui par les régimes progressistes arabes, les organisations palestiniennes et leurs amis soviétiques. De même, Begin ne pouvait oublier la rigidité des positions qui avaient naguère assuré son accession au pouvoir. Cependant, les deux hommes semblent avoir noué spontanément des relations confiantes et amicales qui favoriseront dans la discrétion des conversations bilatérales la recherche d'une formule susceptible d'ouvrir les portes de la conférence de Genève.

» Forts de l'appui enthousiaste de leurs opinions publiques, pressés d'en finir avec un trop long cauchemar, Sadate et Begin pourraient progresser plus vite que ne le croient les Européens sceptiques et la France curieusement circonspecte sur la voie de la paix. L'échec de ce « sommet » israélo-égyptien porterait des germes trop redoutables — révolution en Egypte et nouvelle guerre au Proche-Orient — pour que quiconque en prenne les risques. »

(ROLAND FAURE.)

LE FIGARO : le prochain prix Nobel de la paix.

« Qu'il réussisse ou qu'il échoue, le président Anouar El Sadate doit recevoir avec éclat le prochain prix Nobel de la paix. Il le mérite plus que personne — et en tout cas plus que d'autres.

» La paix règnera-t-elle enfin au Proche-Orient ? Qui peut le dire ? Des mouvements risquent-ils de se produire en Egypte ? Henry Kissinger semble le craindre. Mais le geste d'Anouar El Sadate va bien au-delà de la simple politique.

» Le chancelier Brandt, en une démarche comparable, s'était naguère agenouillé devant le souvenir des victimes du nazisme. Le président Sadate, en pleine tourmente, s'est prosterné, lui aussi, devant les Lieux saints et même a rendu hommage à tous les juifs massacrés. Le monde arabe est pourtant innocent de cet atroce génocide, puisque c'est nous, Européens, qui en partageons à jamais la responsabilité. »

(JEAN D'ORMESSON.)

FRANCE-INTER : une lourde erreur de M. Begin.

« Il m'est difficile de cacher ma consternation en analysant ce qui s'est passé à Jérusalem. Anouar El Sadate avait ouvert une page de l'Histoire ; Menahem Begin l'a pratiquement refermée.

» On pouvait espérer que, devant une ouverture aussi considérable, le chef du gouvernement israélien s'élèverait à la même hauteur et, à défaut d'engagement précis, reconnaîtrait les principes qui lui étaient présentés. Hélas ! Sadate apportait le rameau de paix ; Begin s'est contenté de promettre l'arrosoir !

» En fait, comme on pouvait le craindre, le gouvernement israélien n'a pas résisté à la tentation d'une paix séparée avec l'Egypte. Tout, dans les propos de M. Begin, s'articulait comme si une paix était possible, qu'elle était déjà faite.

» C'est là, je crois, une lourde erreur. Si aucun élément nouveau n'intervient dans la position israélienne, le président Sadate repartira les mains vides. Les mains vides, mais pas vaincu (...). »

(EDOUARD SABLIER.)

A LA GOUTTE-D'OR ET RUE DES ROSIERS

« Juifs, Arabes, c'est tous pareils »

La rue de la Goutte-d'Or est inhabituellement déserte en cet après-midi de dimanche. « *Ce n'est pas pour voir Sadate à la télévision, c'est à cause de la fête du mouton* », explique un commerçant. Les rares promeneurs approuvent laconiquement l'« *événement historique* », ou se retranchent derrière une indifférence bourrue : « *Si tu crois que ça va changer ma vie ici !* » Dans les cafés toutefois, il suffit de poser quelques questions pour qu'aussitôt un groupe se forme.

— *Il a trahi*, risque un jeune Algérien.

— *Tu répètes ce que dit Boumediène, des slogans !*

— *Qu'est-ce que c'est que tout ça ?* » crie en tapant sur la table un vieux chauffeur de taxi algérien, avant de se lancer dans un long discours. « *Moi j'ai rien contre les juifs. Juifs, Arabes, c'est tous pareils, je ne suis pas raciste. Quand il y a la guerre il faut bien se battre comme dit le gouvernement, mais en temps de paix, on est les mêmes. D'ailleurs moi, la religion... je mange du cochon...*

— *Toi, tu es un harki !* » Comme la discussion risque de mal tourner, on décide de se séparer. « *En tête à tête, je vais t'expliquer*, dit Youssef, *j'ai écouté les discours. Je suis Algérien. Je veux la paix. Les peuples veulent tous la paix. Sadate a été bien. Begin a dit « on peut négocier ». Mais il a fait exprès de ne jamais dire le mot « Palestinien ». Alors ça, on ne peut pas accepter. Nos frères palestiniens, eux aussi ça fait trente ans...* »

Du côté de la rue des Rosiers, en revanche, « *si les boutiques ne sont pas encore très remplies*, dit un épicier, *c'est que tout le monde est devant la télévision* ». Pour ce vieil homme, « *c'est miraculeux... Avoir attendu trente ans pour voir ça... Mais pourquoi tous ces morts... Et puis, peut-on vraiment faire confiance... Sadate, ce n'est pas tout le peuple arabe... et ils vont peut-être même le tuer* ».

Dans les cafés, les conversations expriment la « joie du peuple juif devant la reconnaissance de l'Etat d'Israël » — et on a tendance à faire taire ceux qui veulent analyser les deux discours, — parlent du « *langage décevant de Menahem Begin* », approuvent « *l'interruption du député communiste quand Begin n'a pas cité les Palestiniens* ».

« *Tu ne te rends pas compte. Moi j'ai soixante-dix ans. Et hier soir, quand j'ai vu à la télévision un avion égyptien se poser sur le sol d'Israël, attendu par la foule, quand j'ai vu Sadate serrer la main de Menahem Begin, et de Golda Meïr, j'ai pleuré. C'est comme si c'était déjà la paix...* »

JOSYANE SAVIGNEAU.

Somalie

l'évacuation du personnel soviétique

A TRAVERS LE

Cuba

Mali

هكذا من الأصل

AFRIQUE

Somalie

L'évacuation du personnel soviétique est achevée

De notre envoyé spécial

Mogadiscio. — *L'évacuation du personnel soviétique en Somalie s'est achevée, dimanche 20 novembre, dans le délai de huit jours fixé par les autorités locales. Les effectifs de la mission soviétique à Mogadiscio seraient réduits à treize membres et leurs familles, soit trente ressortissants en tout.*

En cinq jours, un pont aérien *de treize vols a permis l'évacuation*, pa rl'aéroport de la capitale, de plus de mille six cents personnes. Arrivés la veille, deux cargos soviétiques, dont un militaire, ont quitté le port de Mogadiscio dimanche matin chargés de matériel. Des évacuations auraient également eu lieu par mer ou par air à partir des ports de Berbera, sur le golfe d'Aden, et de Kisimayo, sur l'océan Indien.

De source diplomatique, on indique que le dock géant mouillé dans le port de Berbera a été évacué. Ce dock servait à la mise en cale sèche et à la réparation des sous-marins de la flotte soviétique dans l'océan Indien. Les Soviétiques disposaient également, à Berbera, d'un centre de télécommunications transocéaniques d'une chaîne d'assemblage de missiles ainsi que d'immenses bunkers pour les *stocker. Les mêmes sources* estiment que les Soviétiques ont, soit détruit, soit démonté et embar*que leur équipement de télécom*munications. L'évacuation d'un éventuel stock de missiles aurait *posé* des problèmes moins délicats.

Les officiels somaliens indiquent généralement que *sept mille res*sortissants soviétiques se trouvaient en Somalie avant l'abrogation par Mogadiscio, le 13 novembre, du traité d'amitié et *de coopération signé par les deux* pays en 1974. Des sources diplomatiques citent des chiffres légèrement inférieurs: de quatre mille à cinq mille personnes, familles comprises. Il n'en reste pas moins *que* Moscou semble avoir été surpris par l'expulsion de ses ressortissants, en dépit de la dégradation rapide des relations entre les deux capitales ces trois derniers mois.

Deux vols de l'Aeroflot ont déjà rapatrié *sur la Somalie* les premiers contingents d'étudiants et d'élèves-officiers somaliens qui *poursuivaient des études en Union soviétique*. Ils ont été rappelés par leur gouvernement. Ces rapatrie*ments pourraient s'étaler sur deux* ou trois semaines puisque quelques centaines de jeunes Somaliens recevaient une instruction en Union soviétique.

Les départs des experts soviétiques n'ont été marqués que par des incidents mineurs. A l'aéroport de Mogadiscio, la fouille des bagages a été rigoureuse, les bandes magnétiques étant confisquées ou détruites. En ville, des enfants auraient jeté des cailloux sur des véhicules soviétiques, et six occuvéhicules soviétiques, et six occupants de ces véhicules, dont une femme, auraient été soignés dans un hôpital de la capitale. Des chiens crevés, avec l'inscription « *russes* » sur le dos, auraient été jetés devant des bâtiments encore occupés par des Soviétiques. *Il y a eu également* quelques gestes de mauvaise humeur de la part des Soviétiques à l'égard de journalistes occidentaux. Mais aucun incident sérieux n'a été rapporté.

Le dock cale sèche pour sous-marins de Berbera aurait été évacué sur Aden, ainsi promu plaque tournante de la présence soviétique dans le Golf. Ce dock *y serait maintenu en dépôt en* attendant de savoir s'il peut être acheminé sur le port éthiopien *d'Assab. Selon des sources diplo*matiques, les Soviétiques auraient retiré, voilà quelques jours, leurs bateaux mouillant dans les parages à la suite d'informations sur une offensive des Erythréens et des Tigréens dans ce secteur. Leur flotte se trouverait déjà en dehors des eaux territoriales éthiopiennes.

*A Mogadiscio, les milieux diplo*matiques expliquent qu'une ambassade soviétique réduite à treize *personnes serait dans l'incapacité* d'opérer. La sécurité de l'ambassadeur, M. Samsonov, qui se *trouve toujours sur place*, était assurée par une dizaine de gardes du corps. La légation soviétique n'employait aucun personnel étranger. Trois employés de l'Aeroflot demeurent sur place. Le correspondant de l'agence Tass a quitté Mogadiscio par le dernier des cinq vols de dimanche.

L'ambassadeur des Etats-Unis, M. Loughran, de son côté, a regagné Mogadiscio dimanche après deux semaines de consultations à Washington. Il a voyagé à bord du même avion que M. Samantar, ambassadeur de Somalie à Paris, venu rendre compte à son gouvernement des résultats de l'audience que lui a accordée ven*dredi le président* français.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

A TRAVERS LE MONDE

Allemagne fédérale

● *M. WILHELM* DROESCHER, trésorier du parti social-démocrate ouest-allemand (S.P.D.) et président de la Fédération des partis sociaux-démocrates d'Europe, vient de mourir à l'âge de cinquante-sept ans. Se situant lui-même au centre gauche du S.P.D., M. Droescher, devenu maire de Mayence, avait été élu député en 1970. Trois ans plus tard, il entrait au comité directeur de son parti, dont il devenait trésorier en 1975. — *(A.F.P.)*

Canada

● UN AVOCAT ANGLOPHONE de Montréal, M. Lawrence Wilson, a été nommé, dimanche 20 novembre, à la présidence du parti libéral du Québec. Il prend la succession de M. Benoît Payeur, qui avait été nommé à cette fonction sous le gouvernement de M. Robert Bourassa. — *(A.F.P.)*

Chypre

● UNE CONFERENCE INTERPARLEMENTAIRE, réunissant *quatre-vingts* représentants de trente pays, a adopté à Nicosie une motion en *faveur de* l'application des résolutions de l'ONU. Ce texte *demande « le retrait rapide des troupes d'occupation »* et préconise des « *conversations intercommunautaires* ». — *(Corresp.)*

● LE PRESIDENT MAKARIOS pourrait avoir été assassiné, selon un spécialiste britannique qui aurait découvert des doses excessives de mercure et d'arsenic dans le cœur du prélat au moment de l'embaumer. Cette information est donnée par le journal gouvernemental *Apoyeomatini*, qui précise que « *l'empoisonnement a dû avoir lieu par étapes et par divers moyens* ». — *(A.F.P.)*

Cuba

● M. MANUEL ARTIME, un exilé cubain qui avait dirigé l'invasion avortée de la baie des Cochons en 1961, est mort à Miami, à l'âge de quarante-cinq ans, le jeudi 17 novembre. Il avait rejoint les forces de Fidel Castro en 1958. En 1959, il s'enfuit et fonda à Miami, en 1960, l'un des premiers groupes anticastristes, le Mouvement pour la renaissance révolutionnaire. — *(A.F.P.)*

Mali

● TRENTE-TROIS DETENUS POLITIQUES, condamnés opur « *menées subversives* », ont été *graciés et libérés, le samedi* 19 novembre, jour anniversaire du coup d'Etat militaire de *1968*. — *(A.F.P.)*

Philippines

● LE PRESIDENT MARCOS a confirmé, samedi 19 novembre, *l'arrestation de M. Jose Maria* Sison ,chef du parti communiste philippin (pro-chinois), dans la clandestinité depuis dix ans. Le chef de l'Etat a également confirmé qu'il avait rencontré M. Sison à sa demande après sa capture. Il a assuré que le chef rebelle était bien traité, et précise que quatre autres personnes, dont l'épouse du chef du P.C., ont été arrêtées en même temps que M. Sison. Il a déclaré que les documents saisis lors de cette arrestation prouvent qu'il existe des liens entre « *la Nouvelle armée du peuple* » (N.P.A.), l'organe militaire du *P.C.*, et *le Front national* de libération moro, constitué par les rebelles musulmans du sud *de la'rchipel*. — *(A.F.P.)*

Pologne

● M. HELMUT SCHMIDT était attendu ce lundi 21 novembre dans la capitale polonaise pour une visite officielle de cinq jours, la première d'un chancelier fédéral allemand depuis qu'il y a sept ans M. Willy Brandt vint signer le traité *normalisant les rapports* entre les deux pays et s'agenouiller devant le monument à la mé*moire des victimes du ghetto* de Varsovie. La visite du chancelier a été retardée de deux mois en raison de l'enlèvement du chef du patronat allemand. Elle répond à celle qu'avait faite en R.F.A. M. Gierek, en juin 1976. Le chancelier aura trois tête-à-tête avec le chef du parti ouvrier unifié de Pologne. — *(A.F.P., Reuter.)*

Rhodésie

● M. IAN SMITH, premier ministre, a déclaré, samedi 19 novembre, que le plan anglo-américain a « *échoué lamentablement* » et a sou*ligné son désir* de relancer ses projets de « *règlement interne* ». A l'opposé, M. An*drew Young*, ambassadeur amréciain à l'ONU, arrivé dimanche à Londres où il devait s'entretenir avec M. Owen, secrétaire au Foreing Office, et lord Carver, commissaire résident en Rhodésie désigné pour la période intérimaire, s'est déclaré convaincu qu'un accord pouvait être obtenu sur la base des propositions anglo-américaines. — *(A.F.P.)*

Tunisie

● APRES DEUX MOIS DE CRISE, le pouvoir et les syndicats semblent avoir conclu une trêve. Au terme d'une réunion de huit heures du bureau politique du parti socialiste destourien, à laquelle assistait M. Habib Achour, secrétaire général de la centrale syndicale, qui a eu lieu le samedi 19 novembre, un communiqué affirmant la volonté de tous de « *préserver la solidarité nationale* » a été publié. — *(Corresp.)*

AFRIQUE

LE CONFLIT DU SAHARA OCCIDENTAL

Paris remet à la Croix-Rouge internationale le dossier des Français enlevés en Mauritanie

Les négociations menées par M. Claude Chayet avec deux représentants du Front Polisario à Alger pour tenter d'obtenir la libération des huit Français enlevés en Mauritanie, ont été ajournées « sine die » samedi 19 novembre et l'émissaire français a regagné Paris. La libération des Français pourrait avoir lieu à l'occasion d'un échange de prisonniers entre Nouakchott et le Polisario, mais la mise en œuvre d'une *telle procédure est du ressort de* la Croix-Rouge internationale, que Paris a saisie du dossier. Invité du Club de la presse à Europe 1, M. Raymond Barre, premier ministre, a réaffirmé que la France n'avait pas l'intention de se laisser entraîner « dans un débat quelconque sur le Polisario ou sur la solution des problèmes du Sahara occidental ».

● A ALGER, *le Polisario a fait état*, dimanche, d'un certain nombre d'opérations menées entre le 10 et le 14 novembre, dans le nord du Sahara occidental et en Mauritanie. Quarante-deux soldats marocains et mauritaniens auraient été tués au cours de ces combats.

● A NOUAKCHOTT, on a appris, samedi, de bonne source, qu'un bataillon de militaires marocains, soit environ six cents hommes, venait d'arriver à Zouérate pour renforcer la garnison de la cité minière, qui comprend donc désormais douze cents hommes des forces armées royales chérifiennes.

● A DAKAR, un parti d'opposition, le Rassemblement national démocratique, a demandé dimanche, dans un communiqué, « la dénonciation immédiate » des accords de défense *franco-sénégalais et « le départ sans délai des* troupes françaises stationnées à Dakar ».

De notre correspondant

Alger. — Après deux séries de rencontres représentant au total trente-deux heures trente d'entretiens avec les dirigeants du Polisario, M. Claude Chayet a *décidé une suspension* qu'il a qualifiée de « *pause* » pour rendre compte des résultats à son gouvernement et laisser la situation se décanter. M. Ould Salek, ministre sahraoui de l'information, a précisé qu'il est « *comme toujours, prêt à reprendre les négociations quand M. Chayet le voudra* ».

L'émissaire français rentre les mains vides, mais il estime qu'il n'y a pas lieu d'être pessimiste. « *Apparemment*, nous a-t-il expliqué, *nous tournons en rond, mais dans les faits nous progressons.* » Bien que M. Chayet et ses interlocuteurs ne soient d'accord sur rien, ils commencent à apercevoir une issue dans l'échange des listes de prisonniers auquel pourraient procéder Nouakchott et le Polisario.

La Mauritanie a, en effet, provoqué un dégel de la situation en faisant savoir indirectement qu'elle détient quelque « *six cents prisonniers de guerre dont des civils* » (*le Monde* daté 20-21 novembre).

Il revient maintenant au Comité international de la Croix-Rouge d'entrer à nouveau en jeu. Il y a quelques mois le C.I.C.R. avait entamé une mission qu'il avait suspendue en constatant qu'il se heurtait à des portes fermées. Celles-ci semblent maintenant devoir s'entrouvrir.

On a noté à Alger la présence, du 17 au 20 novembre, de M. Marcelin Caraud, président de la Croix-Rouge française, qui a eu un long entretien avec le président du Croissant-Rouge sahraoui, M. Ali Mansour. D'autre part, le Polisario a démenti les assertions du président Senghor selon lesquelles il aurait enlevé « *trois gargotières sénégalaises* ». M. Ould Salek a également précisé qu'il ne pouvait confirmer l'enlèvement de deux pêcheurs canariens et d'un marin espagnol, n'ayant aucune information à ce sujet.

PAUL BALTA.

LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS « NE RELACHERA PAS SES EFFORTS »

Le ministère français des affaires étrangères a publié, dimanche 20 novembre, un communiqué dans lequel il affirme que la seconde série d'entretiens qu'a eue M. Chayet à Alger « *n'a pas permis d'obtenir les précisions que nous souhaitons sur nos compatriotes ni d'avancer vers leur libération* ». Le communiqué poursuit : « *Il est apparu que les interlocuteurs de M. Chayet voulaient traiter ce problème dans le cadre d'un échange de prisonniers, bien que les ressortissants français soient des civils innocents, n'ayant eu aucune part au conflit relatif à l'ancien Sahara espagnol.*

» *Une action de cette nature est de la compétence des organisations humanitaires. Nous avons donc informé le comité international de la Croix-Rouge de la situation pour qu'il puisse explorer la voie envisagée par les interlocuteurs de M. Chayet.*

» *Le gouvernement français rappelle que les conventions internationales interdisent la prise d'otages, en quelque circonstance et sous quelque prétexte que ce soit. Il ne relâchera pas les efforts qu'il mène sur divers plans pour parvenir à la libération de ses ressortissants.* »

LE C.I.C.R. N'A VU QU'UNE PETITE PARTIE DES PRISONNIERS DÉTENUS PAR LES BELLIGÉRANTS

Genève (*A.F.P.*). — Le Comité international de la Croix-Rouge n'a jamais pu obtenir de liste complète des prisonniers détenus par le Polisario, le Maroc et la Mauritanie. Il a seulement reçu en 1976 une liste de quatre-vingt-dix-neuf soldats algériens détenus au Maroc, et que ses délégués ont pu voir ultérieurement. D'autre part, des délégués du C.I.C.R. ont vu soixante-trois Sahraouis en Mauritanie en janvier 1976 et cent vingt-six en janvier 1977, sans que l'on sache si les soixante-trois premiers étaient également dans le groupe vu en 1977, car il n'y avait pas de liste officielle.

De son côté, le Polisario a montré au C.I.C.R. en décembre 1975 huit Marocains et Mauritaniens, puis un groupe de cinquante-sept Marocains et Mauritaniens.

Ces chiffres sont peu élevés par rapport aux bilans publiés par les belligérants, notamment par le Polisario. Le C.I.C.R. souligne que les belligérants, qui ne lui ont jamais remis la liste précise des prisonniers capturés, ne respectent pas les conventions de Genève sur le droit de la guerre.

● *M. François Mitterrand* a évoqué, dimanche soir, à l'occasion de la fête du *Nouveau Populaire de Paris* la crise du Sahara occidental et a demandé au gouvernement de « tout faire », par la négociation, pour que les otages français du Front Polisario soient libérés.

Il a précisé : « *Nous demandons d'abord qu'il soit mis fin à ce drame et que nos compatriotes recouvrent la liberté. (...) Nous n'entendons pas nous substituer au gouvernement ; mais nous disons qu'il faut que la France prenne conscience que le seul pays d'Afrique qui ne se soit pas vu reconnaître le droit à l'autodétermination, c'est le petit peuple sahraoui. (...) Nous ne voulons pas échanger la reconnaissance de ce droit contre la liberté de nos compatriotes. Mais nous disons qu'en refusant ce droit, on s'exposait à ce que s'installe un endroit où s'affrontent les rivalités internationales.* »

ASIE

Chine

Le chef du P.C. vietnamien fait, à Pékin, l'éloge de l'aide soviétique

De notre correspondant

Pékin. — M. Le Duan a tenu, dimanche soir 20 novembre, dans l'allocution qu'il prononçait au banquet offert en son honneur au palais de l'Assemblée nationale, à « *remercier sincèrement l'Union soviétique et les autres pays socialistes* » pour le soutien qu'ils avaient apporté au Vietnam. C'est la première fois depuis longtemps qu'un hôte de la République populaire se permet d'exprimer dans de telles circonstances sa gratitude envers l'U.R.S.S. Les paroles du chef du P.C. vietnamien prenaient d'autant plus de *relief qu'elles répondaient à celles* de M. Hua Kuo-feng qui, dans son discours, avait une fois de plus dénoncé le « *social-impérialisme* » au même titre que l'impérialisme et souhaité la formation du « *front uni le plus large contre l'hégémonie des superpuissances* ».

Cette divergence fondamentale entre Chinois et Vietnamiens entraîne à des analyses différentes de la situation internationale dans son ensemble. M. Le Duan n'a pas fait écho à la théorie des « *trois mondes* » rappelée par le président chinois, préférant évoquer « *les trois courants révolutionnaires de l'époque — les pays socialistes, — le mouvement de libération nationale et le mouvement ouvrier dans les pays capitalistes* », qui « *sont (...) en mesure de faire reculer l'impérialisme avec, en tête, l'impérialisme américain* ». Sur le plan théorique au moins, le dirigeant vietnamien est ici beaucoup plus proche des thèses soviétiques que chinoises.

De tels désaccords n'empêchent pas qu'on s'efforce de part et d'autre de présenter les relations bilatérales sous le meilleur jour possible. M. Le Duan a même comblé ses hôtes en affirmant, dimanche, que l'écrasement de « *la bande des quatre* » était « *une source de joie pour les peuples révolutionnaires dans le monde* ».

Il a beaucoup été question de l'aide chinoise au Vietnam pour laquelle M. Le Duan exprime sa « *gratitude sincère et profonde* ». Il se dit certain de pouvoir compter « *dans la nouvelle étape de la révolution* » sur le soutien « *du parti, du gouvernement et du peuple chinois* ».

Personne n'a soufflé mot du contentieux territorial qui oppose Pékin à Hanoï, non plus que des difficultés récentes à la frontière entre les deux pays. Tout indique que de part et d'autre on a conscience de la gravité de l'enjeu. Si les rapports entre la Chine et le Vietnam laissent à désirer — d'aucuns les décrivent comme « *mauvais* » — le voyage de M. Le Duan doit cependant être interprété comme le signe d'une volonté partagée de ne pas les laisser se détériorer plus profondément.

ALAIN JACOB.

● *M. Peng Chen*, ancien maire de Pékin, victime des purges de la révolution culturelle, occupe maintenant la fonction de deuxième secrétaire du comité du parti de la province de Kwangtung, indique l'Agence France-Presse, se fondant sur une « *information locale* » en provenance de Hongkong.

LE COMITÉ INTERGOUVERNEMENTAL POUR LES MIGRATIONS EN EUROPE VA SURTOUT S'OCCUPER DES RÉFUGIÉS INDOCHINOIS

Nations unies (Genève) (*A.F.P.*). — Le Comité intergouvernemental pour les migrations en Europe (C I M E) vient d'adopter, à Genève, un budget de 32 millions de dollars afin d'aider, l'année prochaine, plus de soixante et un mille personnes.

Le principal programme d'assistance du *C I M E concernera* l'Indochine, où l'organisation aidera environ 22 000 des 93 596 réfugiés arrivés en Thaïlande, venus du Laos (75 977), du Cambodge (14 025) et du Vietnam (3 190), auxquels il faut ajouter 1 644 personnes parvenues sur des embarcations de fortune et dont les nationalités ne sont pas indiquées.

L'Allemagne fédérale, l'Autriche, la Belgique, la Norvège, les Pays-Bas et la Suisse ont annoncé qu'elles allaient augmenter leurs contingents d'immigrés indochinois.

Le second grand groupe d'émigrés dont s'occupe le *CIME* provient d'Europe de l'Est, notamment d'U.R.S.S., d'où 21 000 personnes sont attendues l'année prochaine. Il en est déjà arrivé plus de 14 000 cette année, et cette émigration est en augmentation.

Le CIME aidera aussi 13 000 *réfugiés provenant* d'Afrique du Nord, du Proche-Orient et d'Extrême-Orient, ainsi que 8 150 Européens hautement qualifiés, désireux de s'installer en Amérique latine, et 5 000 Latino-Américains ayant quitté leur pays.

Enfin, le CIME aidera l'année prochaine 4 000 Portugais, rentrés des anciennes colonies d'Afrique, à s'installer, notamment au Venezuela (1 345), aux Etats-Unis (1 250), au Canada (750), et en Australie (250).

EUROPE

MM. BARRE ET JENKINS SOUHAITENT TRACER DES PERSPECTIVES COMMUNAUTAIRES A LONG TERME

M. Jenkins, président de la Commission européenne, a eu samedi 19 novembre un entretien de près d'une heure et demie avec M. Barre.

L'un et l'autre se sont livrés d'abord à des analyses très voisines des difficultés économiques mondiales et, en particulier, de leurs facteurs permanents. Evoquant le prochain Conseil européen, ils sont tombés d'accord sur la nécessité, pour relancer la confiance, de tracer une perspective communautaire à long terme. La commission a fait à ce sujet une communication aux Neuf (*le Monde* du 19 novembre). En revanche, il semble que Paris et Bonn ne soient pas prêts à faire à leurs partenaires les propositions communes envisagées au début de l'année pour relancer l'*Union économique et monétaire* (*le Monde* du 5 février). Les deux gouvernements seraient cependant satisfaits des mécanismes mis en place pour resserrer leur propre coopération.

Rendant compte de son récent voyage au Japon, *M. Jenkins* aurait exprimé le sentiment que, devant la menace commerciale de nouvelles économies asiatiques (Corée du Sud), les Japonais pourraient se rapprocher de leurs concurrents occidentaux. — M. D.

Portugal

Manifestation anticommuniste à Porto

De notre correspondant

Lisbonne. — Des dizaines de milliers de personnes ont manifesté, samedi 19 novembre, dans les deux principales villes du pays.

A Lisbonne, les manifestants ont protesté contre les exigences du Fonds monétaire international, les licenciements et l'augmentation du coût de la vie. Ils ont demandé l'abrogation de l'actuelle loi sur la réforme agraire et la formation d'un gouvernement capable de défendre les « *conquêtes révolutionnaires* ».

A Porto, la journée d'appui au général Pires Veloso, récemment écarté du commandement de la région Nord, a été mouvementée. Des groupes de jeunes gens, faisant le salut fasciste, ont chanté *Cara al Sol*, l'hymne de la Phalange espagnole. Les sièges de partis de gauche et une librairie, appartenant au P.C.P., ont été saccagés. Quinze blessés ont été transportés à l'hôpital.

Aucun parti politique n'a donné officiellement son appui à la manifestation de Porto. Parmi les organisateurs — un « groupe de citoyens » ayant soutenu la candidature à la présidence du général Eanes — figurent des membres du parti social-démocrate, du Centre démocratique et social, du mouvement d'extrême droite du général Kaulza de Arriaga, le MIRNE, et même du parti socialiste. Des personnalités, comme l'amiral Pinheiro de Azevedo, ex-premier ministre, ont été aperçues à la tribune. Des drapeaux bleu et blanc du parti populaire monarchiste et des pancartes du parti communiste portugais marxiste-léniniste (d'inspiration maoïste) émergeaient de la foule.

Pendant deux heures, les « vrais Portugais » ont scandé des mots d'ordre farouchement anticommunistes. Les références à M. Cunhal, à la Russie et au social-fascisme, ont été invariablement saluées par des sifflets.

« *Veloso au Portugal : indépendance nationale !* », criaient les manifestants. Celui-ci était absent, car l'état-major lui avait refusé l'autorisation d'assister à cette cérémonie. C'est son fils qui a reçu l'épée d'argent offerte à « *l'homme qui nous a délivrés de l'impérialisme soviétique* » par un ouvrier, une vendeuse et un étudiant.

Le Sud contre le Nord, la gauche contre la droite : cette dynamique renaît au Portugal au moment où le gouvernement Soares connaît la crise la plus sérieuse depuis sa formation en août 1976.

JOSÉ REBELO.

Espagne

Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont célébré le deuxième anniversaire de la mort de Franco

De notre correspondant

Madrid. — Sous une pluie battante, plusieurs dizaines de milliers de personnes ont assisté le dimanche 20 novembre à Madrid, sur la place d'Orient, à un rassemblement pour le deuxième annievrsaire de la mort de Franco. Selon les organisateurs — la Confédération nationale des combattants et l'organisation d'extrême droite Fuerza Nueva, — ils étaient un million à se presser sur *cette place où le Caudillo avait jadis* coutume de solliciter l'appui des masses. Selon la radio notionale, ils étaient un demi-million : vieux combattants, la poitrine bardée de décorations et jeunes fanatiques, vêtus de la chemise bleue phalangiste et coiffés d'un bonnet rouge, signe de ralliement au soulèvement du 18 juillet 1936. Sur quelques banderoles, on lisait : « *Nous sommes des fascistes et alors ?* et encore : « *Ni front rouge ni réaction, Front national* ».

Sur une estrade décorée aux couleurs sang et or de l'Espagne et portant l'inscription « *Franco présent !* », se trouvaient la fille de Franco, la marquise de Villaverde, son mari, ainsi que le général de réserve Iniesta et les deux principaux organisateurs, MM. José Antonio Giron, président de la *Confédération des combattants*, et Blas Pinar, dirigeant de Fuerza Nueva. *Quelques étrangers avaient fait le* voyage : des Français, des Portugais, des Italiens et quelques Chiliens. L'acte d' « affirmation nationale », selon la formule des organisateurs, a duré une heure exactement, comme l'avait autorisé le gouverneur civil.

Après la sonnerie aux morts et l'hymne national, la voix tremblotante de l'ex-dictateur a de nouveau résonné sur la place, pendant quelques minutes ! C'était la retransmission d'un discours prononcé en décembre 1970. Le chef de la délégation de Fuerza Nueva à Madrid, M. Alba, a ensuite suscité de nombreux applaudissements en réclamant la démission du gouvernement, la dissolution des Cortès et la formation *d'un gouvernement de* concentration nationale « *composé d'hommes honnêtes, à la conduite irréprochable* ». MM Pina et Giron ont, de leur côté, dénoncé les « *opportunistes du gouvernement* ».

Quelques cris : « *Franco* », scandés à plusieurs reprises ont interrompu les orateurs mais l'enthousiasme n'y était pas. Même les chants nationalistes proposés par les organisateurs n'ont pas fait l'unanimité et le *Notre Père* récité depuis la tribune pour « le repos de l'âme de Franco » n'a pas été repris par *plus d'un millier de* personnes. Peut-être en raison de la forte pluie qui n'a cessé de tomber, la manifestation a semblé bien silencieuse, sans ferveur. Seuls les très jeunes gens se sont montrés égaux à eux-mêmes, faisant le salut fasciste. Certains proposaient aux passants des insignes de la jeunesse hitlérienne et arboraient fièrement la croix gammée sur la poitrine.

De son côté, le roi Juan Carlos a assisté, en compagnie de son épouse, à une messe à la mémoire de Franco, mais en privé, dans son palais de la Zarzuela.

(Intérim.)

TRAFIC D'ARMES EN ANDORRE POUR L'EXTRÊME DROITE

(De notre correspondant régional)

Toulouse. — « *Plusieurs réunions de la section espagnole et de certaines sections européennes de l'Internationale fasciste se sont déroulées depuis la fin de l'été jusqu'au début du mois d'octobre dans la principauté d'Andorre* », a déclaré à la police espagnole M. Gomez Benet Bosch, arrêté avec plusieurs de ses complices, après l'attentat contre un hebdomadaire d'extrême gauche de Barcelone, attentat qui fit un mort et de nombreux blessés.

Ces déclarations ont permis la découverte d'un trafic d'armes entre la province catalane de Lérida et la petite ville de San-Julia-de-Loria, l'agglomération la plus méridionale de la principauté, à quelques kilomètres seulement de la frontière de l'Espagne. Dans la première semaine d'octobre, a déclaré l'inculpé, deux cents pistolets automatiques Herstal 9 mm parabellum de la manufacture d'armes de guerre belge, facturés 20 000 pesetas pièce (1 200 francs), et vingt-cinq fusils d'assaut Steyr à 75 000 pesetas pièce (4 500 francs) ont été livrés dans leur emballage d'origine par une filière organisée. Un citoyen allemand, nommé Backinter, a assuré la livraison des armes, et un ancien commandant de la garde civile, M. Amadeo Canovas, déjà rayé des cadres des forces de sécurité espagnoles pour contrebande, la réception de celles-ci. Les colis d'armes étaient arrivés en Andorre pour être livrés, d'après les étiquettes, à un pays d'Afrique du Nord.

Selon les déclarations faites à un journal espagnol par M. Joaquin Arana, député aux Cortès de la province de Lérida, les armes ont été livrées à un camp d'entraînement de commandos d'extrême droite à Castel-del-Ramel, près de la ville de Lérida. — L. P.

L'écrivain roumain Paul Goma est arrivé à Paris

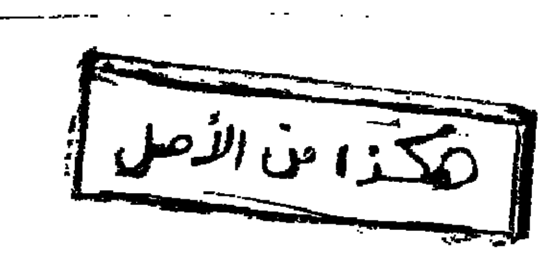
L'écrivain roumain Paul Goma est arrivé dimanche 20 novembre à Paris avec sa femme Anna et son fils Philippe, âgé de deux ans. M. Goma est venu en France avec un visa touristique valable pour un an, à l'invitation du Pen Club français, dont il est membre depuis le mois d'avril dernier.

« *Je tiens à rendre hommage à la presse française et occidentale pour tout ce qu'elle a fait,* a-t-il dit. *Je suis très fatigué et je ne peux répondre aux questions des journalistes. Mais je donnerai une conférence de presse.* »

M. Goma avait vingt et un an lorsqu'il a été arrêté pour la première fois, en 1956, après la lecture *en public* d'un *fragment de* son roman *Douleur*, qui traite de la révolution hongroise. Libéré en 1958, il est frappé de cinq ans de relégation. En 1965 il est autorisé à reprendre ses études littéraires. En 1968, lorsque le président Ceausescu condamne l'invasion de la Tchécoslovaquie, il adhère au P.C. Mais peu à peu ses romans ne sont plus publiés en Roumanie, et *Ostinato*, *Elles étaient quatre* et *Gherla* paraissent uniquement à l'étranger. En juin 1973 il perd son poste de rédacteur à la revue *Romania Literara* et est exclu de l'Union des écrivains. Au début de cette année, il apporte son soutien à la Charte 77 des intellectuels tchécoslovaques, dénonce la répression qui suit dans une lettre à M. Ceausescu, puis, avec d'autres intellectuels roumains, adresse en avril un message à la conférence de Belgrade. Arrêté quelques jours plus tard, il est libéré le 10 mai. Depuis, il a été soumis à d'innombrables tracasseries policières et administratives pour le pousser à émigrer.

Une journaliste attaquée à son domicile à Paris

Une journaliste d'origine roumaine, Mme Monique Lovinesco, appartenant au service parisien de Radio-Europe libre, et qui s'était beaucoup occupée du cas de M. Goma, a subi une curieuse agression à son domicile dans la soirée du vendredi 18 novembre. Elle venait de regagner sa petite maisonnette aux Buttes-Chaumont, vers 19 heures, lorsqu'on sonna à sa porte. Elle ouvrit et vit deux hommes en civil qui lui demandèrent si elle était « Mme Monika ». Elle acquiesça et reprit conscience le lendemain à l'hôpital Saint-Louis. Elle se souvient seulement d'avoir crié au moment où les hommes la frappèrent à la tête. Un passant qui l'a entendue crier a alerté ses voisins. Les deux agresseurs ont pris la fuite.



هكذا من الأصل

politique

LE COMITÉ INTERGOUVERNEMENTAL POUR LES MIGRATIONS EN EUROPE VA SURTOUT S'OCCUPER DES RÉFUGIÉS INDOCHINOIS

Espagne

LA MÉSENTENTE AU SEIN DE LA MAJORITÉ

« Il faut éviter les charlatanismes de tout bord »

répond M. Raymond Barre aux critiques de M. Jacques Chirac

Invité du « Club de la presse » d'Europe 1 dimanche soir 20 novembre, M. Raymond Barre a répondu aux diverses critiques que M. Jacques Chirac avait adressées, la semaine dernière, à la politique gouvernementale en utilisant la même « technique » que celui-ci, c'est-à-dire sans jamais le nommer.

Le président du R.P.R. ayant proposé une « nouvelle médecine » pour soigner la « France malade », le premier ministre a répliqué sur un ton ironique que, dans l'état de « convalescence » où se trouve aujourd'hui le pays, il convient de se méfier des « charlatans ».

Chacun reste donc sur ses positions. Il semble que le premier ministre ait pris définitivement son parti du climat de défiance existant au sein de la majorité entre le R.P.R. et les formations qui soutiennent l'action du président de la République, et qu'il s'en remette aux électeurs pour faire, dans ce domaine aussi, le « bon choix ». — A. R.

Commentant les premiers résultats obtenus dans les domaines économique et rural, M. Barre a déclaré : *« Je dirai que, compte tenu de la situation que j'ai trouvée et du fait que l'effort à accomplir sera long, à l'heure actuelle la France est dans une situation de convalescence et que c'est précisément parce qu'elle est dans cette situation qu'il faut éviter les charlatanismes de tout bord. »*

Invité à répondre à M. Chirac, qui s'était demandé si les objectifs d'action préparés par le gouvernement constituaient un « testament » ou une « opération politique », M. Barre a indiqué : *« Ce n'est pas la première fois qu'on désire m'enterrer. C'est le cas depuis le 25 août 1976, et tout le monde sait qui à travers moi est visé. A diverses reprises, on a vu se déployer les grandes ou petites manœuvres, s'avancer les soupirants, les aspirants, les prétendants, les uns bannière au vent, les autres à pas feutrés. Tout cela n'a pas eu grand succès, et me voici toujours vivant et encore vivace. Pourquoi ? Tout simplement parce que le président de la République m'a manifesté sa confiance et que tout le monde sait que je serai un premier ministre loyal au président de la République. En second lieu, parce que les Français ont le respect de leurs institutions (...). Et puis aussi, je crois, parce que le cours des événements montre que je suis peut-être moins évanescent que ce que l'on souhaitait ou espérait que je fusse. A propos du testament, voilà ce que j'avais à dire, en notant par ailleurs ce que certains propos peuvent avoir de peu convenables. »*

Après avoir rappelé dans quelles circonstances le gouvernement avait décidé de présenter aux Français des objectifs d'action, le chef du gouvernement a précisé :

« Le calendrier a été fixé. Il y aura une autre réunion des ministres et des secrétaires d'Etat, puis le gouvernement délibérera sous l'autorité du président de la République, et au début de l'an prochain, je présenterai aux Français ces objectifs d'action. On s'en émeut ici ou là, mais pas partout. Il y a des formations politiques qui n'ont jamais pris position contre le fait que le gouvernement puisse présenter des objectifs d'action. On peut s'étonner d'ailleurs de certaines réactions, car qui, en 1973, dans une situation qui était politiquement incertaine, s'est étonné que le gouvernement de l'époque ait présenté un programme comme le programme de Provins ? (...) Il est normal que les partis aient leur programme. (...) Mais, sous la Ve République, ce qui compte, ce sont les institutions autour desquelles se forme une majorité. (...) Dire ce qui est objectif et réaliste, tout cela est dans le droit fil de la Ve République (...). Il n'y a aucune raison de changer sur ce point d'orientation et de calendrier. »

« Quand le moment de la relève sera venu... »

Au sujet de l'attitude des candidats à l'égard des objectifs d'action définis par le gouvernement, le premier ministre a dit : *« Chacun se déterminera librement. »*

Au cours de la partie du débat consacrée aux problèmes économiques, M. Barre a d'abord apporté quelques précisions sur ce qu'il comptait faire en matière de commerce : *« La modernisation de la distribution est indispensable, il faut la réaliser dans un esprit de progrès et d'équilibre. C'est d'ailleurs ce que j'ai toujours dit en ce qui concerne la loi Royer. On peut en donner deux interprétations : une malthusienne et une protectionniste. Je crois que, dans ce cas, cette loi se retournerait contre les catégories que l'on veut protéger et aider. On peut aussi en donner une interprétation de modernisation et de développement équilibré du secteur de la distribution. Cela, nous pouvons le faire avec le concours de toutes les formes de la distribution, y compris le petit et le moyen commerce, qui sont importants. Le commerce de proximité tient une grande place en France. Nous pouvons le faire et nous allons le faire. »*

A la question qui lui était posée : *« Souhaitez-vous pouvoir continuer vôtre tâche plus de quatorze mois ? »*, M. Barre a répondu : *« Je n'ai pas souhaité être au poste où je suis, je l'ai accepté. De plus, j'ai déclaré à plusieurs reprises qu'il appartient au président de la République de nommer le premier ministre et de le relever de ses fonctions. Croyez-moi, quand le moment de la relève sera venu, je quitterai mes fonctions sans aucun regret et sans aucune amertume. »*

Enfin, parlant des mesures destinées à améliorer le sort des *« moins favorisés »* de la nation et à l'inverse de l'effort qui pourra être demandé à ceux *« qui bénéficient de rentes de situation excessives »* le premier ministre a déclaré que l'effort particulier qui sera demandé aux tranches hautes du barème de l'impôt sur le revenu en 1978 *« devra être poursuivie »*, de même que devra être poursuivie l'action destinée à mieux connaître l'assiette de l'impôt.

DEVANT LE CONGRÈS DE L'A.O.P.

M. Chirac : notre nouvelle politique économique est inséparable de la participation

« Nos ancêtres les gaullistes »... Les gaullistes du R.P.F., ceux de 1947 lorsque de Gaulle a fondé son premier mouvement politique et lancé l'Association capital-travail. C'est dans cette évocation que s'est réuni, samedi 19 novembre, sur la pelouse de Reuilly, le premier congrès de l'Action ouvrière et professionnelle, réincarnation sous les auspices du R.P.R. du militantisme gaulliste en millieu ouvrier.

Relancée par M. Chirac depuis un an et confiée à M. Philippe Dechartre, co-fondateur de l'Union démocratique du travail (gaullistes de gauche) et ancien secrétaire d'Etat au travail, l'A.O.P. a pour finalité d'être la caution populaire, ouvrière et prolétarienne du R.P.R. Ses responsables revendiquent quelque quinze mille adhérents répartis en six cents sections de tailles diverses — alors qu'il n'y en avait que vingt-cinq au début de l'année — et dispersées sur le territoire bien que surtout nombreuses dans la région parisienne, le Nord et le Sud-Ouest. Smedi, quelque trois mille personnes ont écouté le discours et six à sept cents délégués ont participé aux travaux des commissions, venant d'un peu partout comme l'attestaient leurs banderoles et les plaques des cars qui les avaient transportés. Tous les orateurs ont vu dans cette présence la démonstration que le R.P.R. était la seule formation de la majorité implantée dans le monde du travail. Au cours de leurs débats, les délégués ont souligné les difficultés qu'ils rencontraient, du fait surtout de la C.G.T. et du parti communiste, pour développer leur activité dans les entreprises et tous ont affirmé qu'ils étaient la seule force contestant le « monopole communiste sur les lieux de travail ».

« Une étape nouvelle »

Mais beaucoup ont aussi souligné les obstacles que le patronat mettait sur leur route et certains ont critiqué vivement le comportement de quelques chefs d'entreprises. Tous ont surtout demandé davantage de responsabilités pour les salariés et le développement de la participation à tous les niveaux de la vie de l'entreprise. Tous enfin se sont référés à de Gaulle et les anciens collaborateurs du général, comme son dernier aide de camp, le contre-amiral Flohic, ont été applaudis.

M. Dechartre a cité des chiffres : [illegible]0 membres à l'A.O.P. Orly, dont [illegible] anciens U.D.R., 280 à la R.A.T.P., dont 80 nouveaux adhérents depuis un mois, 600 membres à Peugeot-Sochaux, 400 à la SNIAS, etc. Il voit là la preuve que *« le gaullisme est de nouveau porteur d'espoir »*, et il ajoute : *« Pas un tract communiste, pas une affiche, pas une réunion, pas un argument qui n'aura en retour une réponse du R.P.R. : celle de la participation basée sur l'expansion, gage du progrès social. »*

M. Jacques Chirac, entouré des responsables du R.P.R. et de l'A.O.P., prenant la parole sous un vaste chapiteau, a d'abord dressé le bilan social du gaullisme en disant : *« Quand nous parlons de progrès social et de participation, l'œuvre accomplie témoigne de la réalité de nos propos : c'est nous qui avons créé les comités d'entreprise, c'est nous qui avons assuré la planification des secteurs-clés de l'économie, c'est nous qui avons créé puis étendu à la quasi-totalité des Français la Sécurité sociale ; c'est nous qui avons réalisé le nouveau code du travail, réformé le régime des conventions collectives, conçu l'intéressement aux fruits de l'expansion, jeté les bases de la politique contractuelle, et généralisé la mensualisation à l'appel de Georges Pompidou, qui y voyait justement l'une des garanties essentielles de la dignité ouvrière. »*

Il a ajouté : *« Le moment est venu de faire franchir à l'histoire de notre société une étape nouvelle, peut-être la plus importante de toutes celles qu'elle a franchies depuis la libération. »*

Précisant ses intentions, le chef du R.P.R. a déclaré : *« Nous ne pouvons accepter sans réagir, et sans réagir énergiquement, que notre croissance soit ainsi réduite, que la progression régulière de notre pouvoir d'achat soit ainsi affectée, que la situation de l'emploi soit ainsi dégradée, et qu'au bout du compte notre appareil de production en vienne à être menacé du fait du relâchement de nos investissements et d'un déclin inacceptable de notre compétitivité.*

» La nouvelle politique de l'économie que nous proposerons est inséparable de l'idée de participation. »

Evoquant la planification, l'orateur a affirmé que celle-ci devrait permettre *« d'employer les Français actuellement au chômage à la satisfaction des besoins économiques et sociaux de la collectivité »*, et aussi de *« répartir plus équitablement les richesses produites »*. Il proclame : *« Par la participation, nous voulons aller à la fois au-delà du socialisme et du capitalisme, c'est-à-dire de leur affrontement »*, car cela constitue *« la dernière chance de la démocratie »*.

Exaltant *« l'économie de marché corrigée »* et la démocratie *« régime d'autorité »*, M. Chirac s'en est vivement pris à l'« autogestion », aux nationalisations et à la « bureaucratie collectiviste ».

Les auditeurs de M. Chirac l'ont longuement applaudi chaque fois qu'il a proposé des responsabilités accrues aux travailleurs, des transformations dans les rapports sociaux et économiques et aussi chaque fois qu'il a insisté sur l'autorité de l'Etat et dénoncé le désordre.

ANDRÉ PASSERON.

● *M. Jacques Kosciusko-Morizet*, ancien ambassadeur de France à Washington, est nommé conseiller national du R.P.R. pour les affaires européennes.

● *M. Jean-Guy Branger*, député de la deuxième circonscription de Charente-Maritime depuis le décès, en janvier 1977, de M. Albert Bignon, dont il était le suppléant, a été *« suspendu pour acte d'indiscipline de sa qualité d'adhérent du R.P.R. »*. M. Branger avait refusé d'être le suppléant de M. François Heilbronner, désigné par le R.P.R. comme candidat. *(Le Monde* du 8 novembre.)

CALVADOS. — Le docteur Jacques Porcq (trente-quatre ans), conseiller municipal de Cabourg, président du comité R.P.R. de la troisième circonscription (Pont-L'Evêque), a annoncé sa candidature contre M. Michel d'Ornano (P.R.), ministre de la culture et de l'environnement. Le R.P.R. n'ayant investi aucun candidat dans cette circonscription, M. Porcq a précisé qu'il se présentait *« à titre personnel »*.

M. SOISSON : nous n'effeuillerons pas comme une marguerite notre soutien au gouvernement.

M. Jean-Pierre Soisson, secrétaire général du parti républicain, a participé, samedi 19 novembre, au lancement de la campagne électorale des giscardiens, à Charenton (Val-de-Marne). Il a déclaré, à propos des élections législatives :

« Toutes les voix de notre parti iront, au deuxième tour, sans ambiguïté, aux candidats de la majorité. » Il a ajouté : *« Le P.R. n'effeuillera pas comme une marguerite le soutien qu'il apporte au gouvernement. On n'est pas un peu, beaucoup pour le gouvernement. On est pour et on en est fier. »*

M. Soisson a encore dit : *« La France est et sera gouvernée au centre. Non pas au centre, magma d'opinions indifférenciées, mais au centre point de convergence de ceux qui ne souhaitent pas d'oppositions externes et aspirent à une politique fraternelle derrière le président de la République. »*

N.D.L.R. — C'est le 17 octobre 1972, à Charenton, que M. Giscard d'Estaing avait déclaré : *« La France souhaite être gouvernée au centre. »*

● *Mme Giscard d'Estaing* a entamé lundi matin 21 novembre une visite de trois jours dans les départements du Gers et du Lot-et-Garonne. L'épouse du président de la République devait se rendre notamment auprès des victimes des inondations de juillet dernier et visiter une exploitation agricole, des conserveries et des foyers du troisième âge.

M. Servan-Schreiber : les radicaux ne soutiendront que les candidats qui s'engageront pour un pouvoir régional élu

M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, président du parti radical et député de Meurthe-et-Moselle, a annoncé, samedi 19 novembre, à Nancy, qu'il ne demanderait pas, en janvier prochain, le renouvellement de son mandat de président du conseil régional de Lorraine. Il a déclaré : *« A la veille de la campagne électorale, l'Etat a entrepris de soumettre les régions à sa bureaucratie. Il l'a fait en opposant, la semaine dernière, son refus aux demandes, bien modestes, de cinq présidents de région, tous de la majorité parlementaire sortante. »* M. Servan-Schreiber faisait allusion au refus opposé par le gouvernement à la requête présentée par MM. Edgar Faure (rad.), Olivier Guichard, Michel Giraud et Jacques Chaban-Delmas (R.P.R.), Pierre Sudreau (réf.), qui demandaient un relèvement des ressources fiscales régionales *(le Monde* du 16 novembre). Le président du parti radical a ajouté, à propos de la présidence du conseil régional : *« L'Etat trouvera bien un gouverneur des colonies pour prendre la place. »*

Il a encore souligné : *« Je ferai campagne partout pour les candidats qui se prononceront pour l'émancipation, pour l'autodétermination des Français, par un pouvoir régional élu qui remplacera le carcan de l'exécutif administratif. (...) Les radicaux et les réformateurs ne présenteront et ne soutiendront au premier tour comme au deuxième tour des élections législatives que des candidats qui s'engageront publiquement à voter, dans la prochaine Assemblée nationale, pour des pouvoirs régionaux élus. »*

En fait, depuis le mois d'octobre, M. Servan-Schreiber rencontre des difficultés au conseil régional de Lorraine. Certains des élus giscardiens et centristes, qui jusque-là le soutenaient, ont rejoi t les adversaires traditionnels du R.P.R. réunis autour de M. Pierre Messmer. C'est à l'ancien premier ministre, qui fut son adversaire lors de l'élection à la présidence du conseil régional et qui sera encore candidat en 1978, que fait allusion le député de Meurthe-et-Moselle quand il parle d'un *« gouverneur des colonies »* (1). Dans ces conditions, sa réélection à la présidence paraissait fort difficile. En janvier 1977 elle n'avait été acquise qu'au quatrième tour de scrutin, le premier ayant été annulé.

Peu après sa conférence de presse et l'annonce de sa décision de ne pas se représenter, M. Servan-Schreiber a d'ailleurs été mis en quelque sorte en minorité par le bureau du conseil régional. Au cours d'un « tour de table », cinq conseillers régionaux (contre trois, M. Servan-Schreiber étant absent), avaient jugé inopportune la convocation de l'assemblée régionale en session extraordinaire proposée par le président du parti radical.

(1) N.D.L.R. : M. Messmer a le titre de gouverneur général de la France d'outre-mer en retraite. Il a notamment occupé les fonctions de gouverneur de la Mauritanie et de la Côte-d'Ivoire, et de haut commissaire en Afrique équatoriale française (A.E.F.), puis en Afrique occidentale française (A.O.F.).

Écologie 78 et S.O.S. Environnement n'ont pu conclure d'accord électoral

L'assemblée générale des délégués régionaux des groupes adhérant à Ecologie 78, qui s'est tenue samedi 19 et dimanche 20 novembre, a donné lieu à des débats confus, qui n'ont pas permis de dégager les grandes lignes d'un accord électoral avec le mouvement S. O. S. Environnement, dont les candidats étaient également réunis à Paris. Ces derniers ont décidé d'accorder quinze jours aux douze militants élus au secrétariat national d'Ecologie 78 pour prendre définitivement position en matière électorale.

La précédente assemblée générale d'Ecologie 78 avait clairement affirmé son refus de voir les candidats regroupés sous ce sigle se désister entre les deux tours de scrutin en mars 1978 *(le Monde* du 20 septembre 1977). Dans leur majorité les participants à l'assemblée de Paris ne sont certes pas revenus sur ce principe, mais ils se sont prononcés contre le maintien systématique des candidats « verts » lorsque ces derniers auront obtenu plus de 12,5 % des suffrages, la décision finale étant laissée aux régions.

Cette attitude plus nuancée illustre d'abord le souci permanent *des associations* regroupées au sein d'Ecologie 78 de faire prévaloir leur autonomie sur toute structure qui pourrait apparaître comme centralisatrice. Elle révèle aussi certaines dissensions qui existent au sein de ce regroupement électoral. Certains groupes, bien implantés en région parisienne et autour de Rouen, semblent vouloir se rapprocher du Front autogestionnaire prôné par le P.S.U. Ils sont donc hostiles au principe du non-désistement.

Une seconde tendance, représentée notamment par M. Brice Lalonde, souhaite que dès le premier tour Ecologie 78 renonce à concurrencer certains candidats appartenant soit à la majorité, soit à l'opposition, dont l'action *« sur le terrain »* a été favorable aux thèses écologiques. Cette tactique a pour but de ne pas faciliter la victoire des « ennemis » de l'écologie. Cette ligne, prônée par plusieurs groupes Amis de la Terre, n'a pas été retenue. Aussi M. Lalonde ne figure-t-il plus (provisoirement) parmi les membres du secrétariat national.

Le seul porte-parole réélu dimanche est M. Philippe Lebreton, président du MERA (Mouvement écologique Rhône-Alpes). Celui-ci estime que le principe du non-désistement au second tour et la présentation d'un maximum de candidats au premier tour sont les meilleurs garants de l'indépendance des écologistes à l'égard des partis politiques (1). Il mêle la majorité et l'opposition dans la même réprobation.

Il rejoint ainsi la revendication principale des dirigeants de S.O.S. *Environnement, qui plaident pour* l'union des écologistes *« réellement indépendants des partis »*. A l'issue de la réunion du mouvement qu'il préside, M. Jean-Claude Delarue a précisé que les soixante candidats de S.O.S. Environnement s'apprêtent à lancer leur campagne sur le thème suivant : « Les écologistes sont la seule véritable possibilité de changement ». — J.-M. C.

(1) Les porte-paroles d'Ecologie 78 ont annoncé la participation de plus de deux cents candidats aux élections législatives.

ANCIENS COMBATTANTS

D'ANCIENS DÉPORTÉS DÉNONCENT LA RÉSURGENCE DES GROUPES NAZIS

(De notre correspondant.)

Lille. — La recrudescence du nazisme a été l'un des thèmes majeurs des assises extraordinaires de la Fédération nationale des déportés, internés, résistants et patriotes qui se sont tenues à Lille les 19 et 20 novembre. Quelque cinq cents délégués y ont participé, en présence de M. Marcel Paul, ancien député communiste, ancien ministre, président d'honneur de la F.N.D.I.R.P. Dans son intervention, M. Charles Joineau, secrétaire général du mouvement, a dénoncé la résurgence des groupes nazis *« qui ont souvent des liens avec le monde de la pègre »*. Il a évoqué la multiplication des attentats perpétrés contre les permanences d'anciens résistants et divers monuments et surtout *« la mansuétude dont jouissent les criminels de guerre nazis outre-Rhin, où les S.S. sont encore regroupés en associations légalement reconnues, où les publications nazies foisonnent et où se développent des tendances d'un régime autoritaire »*. La Fédération a réclamé l'interdiction de ces groupes néo-nazis.

Pour M Joineau *« il n'y aura pas de véritable sécurité en Europe sans désarmement. Nous souhaitons que les travaux des conférences de Vienne et de Genève aboutissent, mais la France en est absente. Nous demandons qu'elle occupe la chaise qui l'attend depuis si longtemps... »*



POLITIQUE

POINT DE VUE

LIRE GEORGES MARCHAIS

par GEORGES LAVAU (*)

POUR *savoir et comprendre* ce que veut faire le parti communiste français, le moyen le moins aventureux a toujours été de lire attentivement ses textes. Certes, le message n'est pas toujours délivré en clair, mais le code — d'ailleurs *assez simple — n'a plus aujourd'hui* beaucoup de mystère.

Précisément, G. Marchais vient de répondre avec beaucoup de précision dans son allocution de clôture au dernier comité central d'Ivry du 10 novembre (*l'Humanité*, 11 novembre 1977) à la question débattue depuis des mois : que veut, que cherche le P.C.F. ? Il faut donc *lire* Georges Marchais.

De la stratégie d'union, le secrétaire général dit : « *Nous n'en changeons pas, et nous n'en changerons jamais...* (nous réaffirmons) *notre attachement indéfectible à la stratégie du XXIIe congrès — et, par conséquent, à l'union.* » Il faut d'autant plus le croire qu'il n'y a en effet, depuis bien longtemps, aucune autre stratégie possible pour le P.C.F. Mais, outre que cette stratégie peut être bloquée par la mauvaise volonté du partenaire (ce qui fait de lui le vilain de l'union), la « stratégie d'union » — comme jadis le « front unique » — peut recouvrir selon les moments des comportements *réels* bien différents. Elle peut vouloir dire comme en mai-juin 1974 : il n'y a aucun problème entre nous, et nous communistes, sommes tout à fait satisfaits (cf. le C.C. des 10-11 juin 1974), comme elle peut vouloir dire : le P.C. doit rester uni au P.S. pour le pousser à faire ce que nous voulons ; et s'il ne le veut pas, nous attendrons aussi longtemps qu'il faudra ; et à *la fin* nous serons les plus forts.

Et, en continuant de lire Georges *Marchais, il est bien clair* que c'est ce que signifie « stratégie d'union » en novembre 1977 et (on verra que je ne prends pas beaucoup de risques) sans doute en mars 1978.

La position du P.C.F., dit Georges Marchais, est bien claire : « *Nous voulons que des ministres communistes travaillent dans un gouvernement d'union de la gauche en mettant en œuvre la politique nouvelle dont notre peuple et notre pays ont besoin.* » Cette « politique nouvelle » que doit-elle être ? Elle n'est guère définie par ce que Georges Marchais en dit *positivement*. Sous les trois rubriques « démocratie sociale », « démocratie économique », « démocratie politique », ce sont les mêmes généralités généreuses et creuses qui se trouvaient déjà dans le document préparatoire du XXIIe congrès. En revanche, comme toujours (c'est un des mécanismes du code du langage communiste), cette « politique nouvelle » est beaucoup mieux explicitée lorsque Georges Marchais dit ce que *n'est pas une politique nouvelle* : « *faire supporter aux travailleurs, aux masses populaires le poids de la crise grandissante du système du grand capital* » ; « *convaincre les travailleurs... qu'ils doivent se résigner à une ère de pénurie, de pauvreté, de régression* » ; et surtout : « *aller au gouvernement pour (mettre en œuvre) une politique social-démocrate* ».

La place manque ici pour détailler l'ensemble complexe des signifiés (à la fois stables et variables) qu'a recouvert, tout au long de l'histoire du mouvement communiste, le terme « social-démocrate ». Ces signifiés se retrouvent sans doute implicitement dans l'usage fait de ce terme dans cette allocution ; mais avec une autre signification en plus : la politique « social-démocrate, c'est « *gérer la crise dans l'intérêt du grand capital et continuer à imposer l'austérité* ». Nous voici éclairés : le P.C.F. *ne veut* pas, face à une crise « *profonde, ...globale,... durable* », partager la responsabilité d'une politique comportant des mesures d'austérité. Le parti communiste italien, lui, l'envisage ? *C'est son affaire ; le P.C.F., lui, est un autre parti.* De 1972 à 1974, le P.C.F. avait pourtant assez répété que le programme commun n'était pas un programme socialiste (peut-être pas même « social-démocrate » ?). Oui mais nous sommes en 1977 et, maintenant, ce que veut le P.C.F., c'est que « *les choses changent vraiment* ». Ce qui est intraduisible concrètement, mais qui a pour unique fonction de signifier : or, ce que propose le P.S. ne changera rien « vraiment » (ce qui est tout aussi indémontrable que le contraire : bonne rhétorique ! Mais dans la rhétorique, les deux partenaires y nagent depuis des mois).

Faire une politique « social-démocrate » ? « *C'est clair, nous ne le ferons pas. Nous ne varierons jamais sur ce point. Ni en novembre. Ni en décembre. Ni en janvier. Ni après.* » Une fois de plus, Georges Marchais est on ne peut plus clair : puisqu'il y a probabilité qu'un gouvernement d'union de la gauche devra malgré le (ou à cause du) programme commun prendre des mesures d'austérité, ne comptez pas sur nous, cela ne nous intéresse pas.

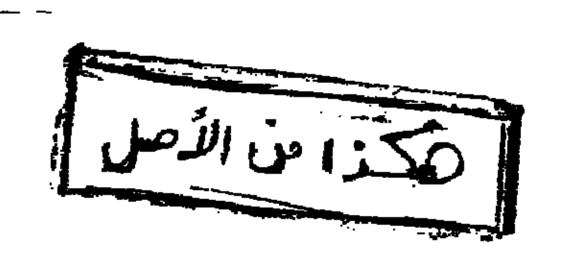
La gauche perdra la bataille de mars 1978 ? Lisons Georges Marchais : « *Nous ne sommes pas de ceux qui courent après les voix, les honneurs, les sièges et les portefeuilles ministériels.* » En clair : nous pouvons perdre des voix et des sièges, gouvernez sans nous et échouez sans nous, nous vous rattraperons au tournant.

A quel tournant ? Là, il faut compléter la lecture du texte de Georges Marchais par celle du rapport de Paul Laurent. Que fera le P.C.F. pendant les années où la majorité actuelle sera reconduite au *pouvoir* ? « *Mes camarades, il faut continuer. Il faut construire ce parti d'un million d'adhérents dont nous avons besoin* »... (Georges Marchais.) La raison ? « *L'étroite corrélation entre notre audience et l'état de nos forces organisées est devenue une donnée politique majeure.* » (Paul Laurent.) Traduisons : il nous est plus aisé et plus profitable de gagner des adhérents que des électeurs et, avec une écrasante supériorité d'adhérents *mobilisables, nous serons en mesure* de garder seuls le contrôle politique de l'immense électorat de la gauche. En attendant, thésaurisons.

Mais pour faire quoi et à quelle échéance ? Dans l'attente de la prochaine chance, le P.C.F. dira aux travailleurs : « *La situation est difficile, mais les communistes sont à vos côtés... notre peuple a la chance de disposer d'un instrument incomparable, le P.C.F.* » (Georges Marchais.) Quand cet « incomparable *instrument* » *permettra-t-il* la victoire ? Le P.C.F. ne décourage pas les impatients, mais il reste vague : « *Six cent mille adhérents. Quel encouragement pour l'avenir !, cette société nouvelle, cette vie plus belle, plus juste... c'est à cela que nous irons... quelles que soient les péripéties, les grandes et les mineures.* » (Georges Marchais.) Grandes péripéties : la rupture de l'union de la gauche (du fait des autres, évidemment.) Péripéties mineures : quelques communistes déçus.

Lisez l'Humanité !

(*) Professeur à l'Institut d'études politiques de Paris.



هكذا من الأصل

LA CRISE P.C.-P.S.

M. Marchais : le comportement du P.S. ne ressemble-t-il pas à celui de la S.F.I.O. ?

M. Georges Marchais, interrogé par *Ouest-France* sur le point de savoir si le virage à droite du P.S. est « *définitif* », répond, dans une interview publiée samedi 19 novembre :

« *Oui et non. Et ce n'est pas une réponse de Normand. L'union de la gauche a soulevé une immense espérance. Les masses peuvent donc faire entendre leurs voix et peser sur le P.S. pour qu'il revienne. Il est possible que ces forces, en intervenant, conduisent la direction socialiste à modifier son attitude.*

» *Je suis même convaincu qu'au sein du P.S., parmi les électeurs du P.S., il y en a qui commencent à se demander si le comportement actuel du P.S. ne ressemble pas à celui de la S.F.I.O.* (...)

» *Chacun peut vérifier que le P.S. a bien changé. Il a changé de politique. Il envisage désormais froidement d'aller au pouvoir pour gérer la crise du grand capital.*

» *Si nous ne parvenions pas à le faire revenir à gauche, il irait au pouvoir pour faire, au fond, la même politique que M. Barre.* (...) *Nous avons dit clairement que le P.C.F. n'acceptera jamais de participer au gouvernement pour gérer la crise du grand capital. C'est clair. Si François Mitterrand poursuivait dans la voie qui est la sienne, il serait le naufrageur de la gauche.* »

M. Paul Laurent, membre du secrétariat du P.C.F., a repris un thème analogue, dimanche 20 novembre, à Domérat (Allier). Il a également expliqué que M. Mitterrand « *ne manque pas une occasion de se réclamer de la continuité, c'est-à-dire des pires périodes qu'a connues le P.S.* », et qu'il « *ne prononce jamais, pour le condamner, le nom de Valéry Giscard d'Estaing* ».

Le secrétaire général du P.C.F. a été reçu par le maire socialiste de Nantes

M. Georges Marchais a présenté samedi 19 novembre à Saint-Nazaire un plan en faveur de la marine marchande. Dimanche matin, la délégation du P.C.F. a été reçue à l'hôtel de ville de Nantes par M. Alain Chenard, maire socialiste de la ville.

A cette occasion, M. Marchais a déclaré :

« *Je ne voudrais pas qu'on se méprenne sur la signification de ma rencontre avec le conseil municipal de Nantes.*

» *En effet, comme nous avons eu l'occasion de le déclarer à plusieurs reprises, le parti communiste français et ses élus n'entendent pas transférer au sein des conseils municipaux d'union les problèmes politiques de caractère national surgis entre les partis de gauche.* (...)

» *Notre règle de conduite est simple : nous avons pris ensemble des engagements précis sur un programme, nous devons ensemble les respecter, c'est l'intérêt des habitants de la commune. Nous avons pris ensemble l'engagement de coopérer loyablement sur la base d'une équitable répartition des responsabilités, nous devons ensemble respecter cet engagement. Enfin nous avons pris ensemble l'engagement d'assurer la solidarité de gestion, nous devons ensemble respecter cet engagement.*

» *A ce sujet, il ne serait pas honnête que je vous cache l'inquiétude que j'éprouve devant ce qui se passe dans certaines municipalités.*

» *Comment, en effet, ne pas regretter qu'à Reims, ville d'une grande importance comme Nantes, les élus socialistes ne s'en tiennent pas à cette attitude unitaire en décidant de rompre la solidarité de gestion, faisant comme s'ils avaient l'intention d'ouvrir une crise municipale ?*

» *Et même ici, en Loire-Atlantique, on me dit que la coopération dans le domaine municipal n'est pas ce qu'elle devrait être.*

» *A mon avis, pas plus les divergences existant entre les partis de gauche au plan national que des préoccupations, disons de caractère électoraliste, ne doivent conduire à remettre en cause l'acquis des élections municipales.* »

Le décès de M. Florimond Bonte

Un des fondateurs du parti communiste

M. Florimond Bonte, ancien député, ancien membre du comité central du *P.C.F.*, est décédé samedi 19 novembre.

Florimond Bonte est né le 22 janvier 1890 à Tourcoing, au sein d'une famille profondément catholique. Ses parents, de condition modeste, l'avaient inscrit dans un collège catholique, et le jeune Florimond Bonte s'enthousiasme pour le socialisme personnaliste de Marc Sangnier. Il s'efforce de mettre ses idées en pratique en animant le syndicat des employés du textile sur Roubaix-Tourcoing.

C'est à travers une polémique entre Sangnier et Jules Guesde qu'il est amené à examiner de plus près le marxisme et, en 1910, la condamnation du Sillon par Pie X est pour Florimond Bonte l'occasion de rompre avec la philosophie chrétienne. La première guerre mondiale, à laquelle il participe comme lieutenant, achève de le convaincre des méfaits du capitalisme et il accueille la révolution soviétique d'octobre 1917 avec espoir. Prisonnier, il fait connaissance de militants révolutionnaires russes, et lors du renversement du Kaiser, il participe à des conseils ouvriers.

Membre de la S.F.I.O. dès l'armistice, Florimond Bonte travaille comme métreur à Limoges et collabore au *Populaire du Centre*. De retour dans le Nord, il rencontre Maurice Thorez. Il entreprend, dès lors, de militer pour le rattachement de sa formation à la III° Internationale. Parallèlement, il contribue à la création de l'association républicaine des anciens combattants (A.R.A.C.). En 1926, il collabore à l'organe communiste *l'Enchaîné du Nord* et mène campagne contre les socialistes en général, et Roger Salengro en particulier. En 1929, il assure l'intérim de Paul Vaillant-Couturier, emprisonné, à la rédaction en chef de *l'Humanité*. A partir de 1931, il devient l'adjoint de Jacques Duclos à la propagande.

En 1936, Florimond Bonte est élu député dans le onzième arrondissement de Paris. Deux ans plus tard, il entre au comité central de son parti et y siège jusqu'en 1961. Lorsque le P.C.F. est dissout, en septembre 1939, et que quarante-trois des soixante-quinze députés communistes créent un « groupe ouvrier et paysan », il en assure le secrétariat général. A ce titre, il signe avec M. Arthur Ramette, président du groupe, une lettre adressée à Edouard Herriot, président de la chambre des députés, dans laquelle les élus communistes plaident en faveur d'un accord de paix avec l'U.R.S.S., cela plus d'un mois après la signature du pacte germano-soviétique.

Le 30 novembre, Florimond Bonte est expulsé du Palais-Bourbon et arrêté. Il est jugé en mars 1940 avec les autres députés communistes. Transféré en Algérie, il est libéré, en même temps que ses camarades de parti, en 1943 et il est nommé, par le général de Gaulle, membre de l'Assemblée consultative provisoire. Il prend la direction de l'hebdomadaire *Liberté*. Après avoir siégé, à la Libération, au sein des deux assemblées constituantes, il est élu à l'Assemblée nationale, dans la troisième circonscription de la Seine, de 1946 à 1958.

Tout au long de la guerre froide, il illustre et défend les thèses de son parti, notamment comme directeur politique de *France Nouvelle*, de 1945 à 1958. En mars 1956, au lendemain du vingtième congrès du P.C. d'Union soviétique, il demande, à l'occasion d'une réunion du comité central de son parti, que soit réexaminée l'attitude des communistes français face au stalinisme.

En 1961, après avoir quitté le comité central de son parti, Florimond Bonte renonce à toute activité politique officielle. Il rédige plusieurs ouvrages parmi lesquels : *De l'ombre à la lumière* (1966), *Qu'est-ce que la guerre atomique ?* (1968), *le Chemin de l'Honneur* et *Dans le feu des combats* (1970).

A LA FÊTE DU « NOUVEAU POPULAIRE DE PARIS »

M. Mitterrand souhaite relancer la « dynamique » de la gauche

La fête annuelle du « Nouveau Populaire de Paris », mensuel de la fédération de Paris du parti socialiste, s'est déroulée samedi 19 et dimanche 20 novembre, à la porte de Pantin. Plus de cent mille personnes ont participé à ces deux journées consacrées principalement aux loisirs et aux spectacles de variétés, mais au cours desquelles les responsables nationaux du parti ont exposé leurs positions sur des thèmes d'actualité (défense nationale, écologie, libertés, luttes des femmes, etc.), en les confrontant avec celles de personnalités représentant des organisations politiques et syndicales.

Cette manifestation a permis aux socialistes parisiens de donner le coup d'envoi de leur campagne pour les élections législatives. M. Georges Sarre, président du groupe socialiste de l'Hôtel de Ville, a notamment indiqué que l'objectif de la fédération (qui revendique sept mille adhérents) est de faire en sorte que, dans la capitale, le P.S. « arrive à la première place ». De son côté, M. Georges Mingotaud, premier secrétaire fédéral, après avoir rappelé que les socialistes de la capitale ont toujours été « aux avants-postes » de l'union de la gauche, a incité le maire de Paris à mettre en jeu son mandat municipal en se présentant, en mars 1978, dans une circonscription de la capitale, « au lieu de se réfugier en Corrèze ».

M. Mitterrand a conclu la partie politique de cette fête, invitant les Français à se rassembler autour du parti socialiste.

Les participants à cette seconde fête de la fédération de Paris du P.S ont pu lire dans *le Nouveau Populaire de Paris*, sous le titre : « Imposer l'union », un article de M. François Mitterrand. Celui-ci écrit notamment : « *En dépit des accusations infondées qui convergent vers le P.S., les Français savent que les socialistes sont les défenseurs résolus de l'union de la gauche.* (...) *Nous conservons notre calme pour préserver les chances du nouveau départ de l'union que nous recherchons.* (...) *Certes, nous ne pouvons décider pour les autres. Nous leur demandons amicalement mais fermement de songer à ces millions de Français dont les espérances risquent d'être blessées à mort. Nous savons que ceux qui prendraient la responsabilité de prolonger la domination de l'actuelle coalition de la peur et des égoïsmes s'exposeraient à un sévère verdict populaire.* »

S'adressant aux quelque dix mille personnes réunies à la porte de Pantin, M. Mitterrand a notamment déclaré : « *Pourquoi avons-nous choisi l'union de la gauche ? Parce qu'elle était nécessaire pour rassembler ceux qui avaient besoin d'être ensemble pour faire reculer ceux qui les oppriment.* (...) *Peu importe les difficultés du moment, il reste le devoir : l'union des masses pour le changement nécessaire. Il n'est plus possible pour les Français de laisser en place un pouvoir hors de course, hors du temps, responsable des difficultés que vivent les Français. Parce que l'on n'a plus le droit ni le temps d'attendre, personne n'a le droit de dire : si ça ne marche pas ce coup-ci, ça marchera la fois suivante. C'est maintenant qu'il faut que ça marche !* »

Après avoir énuméré les principales mesures sociales prévues par le programme commun de gouvernement, M. Mitterrand a critiqué « *ceux qui confondent les services rendus à leur parti avec les services qu'il faut rendre aux masses* », puis il a ajouté : « *Heureusement que, pendant ce temps, nous les avions — je veux dire bien sûr MM. Barre et Chirac* (...). *Car la gauche n'a pas le privilège des divisions. Mais il serait vain de fonder notre stratégie sur les divisions de la majorité. Au moment utile, ceux qui représentent les intérêts de la classe dirigeante conduiront MM. Giscard d'Estaing, Barre et Chirac à s'entendre contre la majorité du peuple, contre les travailleurs et contre la jeunesse.* »

Le premier secrétaire du P.S. a ensuite dressé un bilan critique de la gestion économique du gouvernement, dont il a souligné l'échec, avant de demander : « *Faut-il que la nécessaire victoire de la gauche soit aujourd'hui remise en question ? Les socialistes ne l'entendent pas de cette oreille* (...). *Qu'allons-nous faire ? Continuer inlassablement de proposer le même contrat que nous avons signé : le programme commun de gouvernement. Sommes-nous aujourd'hui en retrait par rapport à ce texte ? Non !* (...) *Si l'on ne veut pas nous entendre, qu'y pouvons-nous ? Il nous reste à affirmer les choix du P.S.* (...). *Relancer la dynamique de la gauche : voilà notre objectif. Sa réalisation suppose la relance quotidienne du P.S., le premier parti de France* (...). *C'est à lui qu'il incombe de dire plus haut que les autres comment relancer l'union et opérer les changements nécessaires.* »

Les participants à la fête du *Nouveau Populaire de Paris* se sont dispersés aux accents de *l'Internationale*.

5,5 % de femmes parmi les candidats investis par le P.S.

« *Je voulais moi-même me mêler à vos travaux pour essayer de donner un élan qui, il faut le dire, est souvent freiné par des habitudes.* » M. François Mitterrand clôturait ainsi, dimanche 20 novembre, à Paris, deux journées de dicussion organisées par le secrétariat à l'action féminine du P.S. Cent vingt personnes étaient venues pour préparer une convention nationale du P.S. sur le thème des « luttes des femmes », qui aura lieu le 14 janvier.

Adopté lors du congrès de Nantes, qui décida aussi de la création du secrétariat à l'action féminine confié à Mme Yvette Roudy, le projet de convention comporte l'ordre du jour suivant : rapports entre la lutte des femmes et la lutte de classes, la famille, le travail, le militantisme féminin et les libertés. Une brochure réunissant les principaux textes de référence du parti à propos des femmes a été publiée (1).

Un tiers des sections du P.S. n'ayant pas encore de secrétaire fédéral à l'action féminine, l'optimisme des militantes se tempère d'une certaine inquiétude : celle que leurs revendications ne soient appuyées par le parti que du bout des lèvres. A cela s'ajoute le fait que, sur les quatre cent trente-quatre investitures accordées pour les élections législatives le 6 novembre (2), vingt-cinq seulement l'ont été à des femmes, soit 5,5 %, dont dix, estime-t-on, ont des chances de l'emporter. Ce déséquilibre s'explique, dit Mme Roudy, par le « fonctionnement démocratique » du P.S. : « *La désignation s'effectuant à la base, un groupe désigne quelqu'un en qui il se reconnaît. Or, pour l'instant, l'ensemble des militants ne se reconnaît pas dans les femmes.* »

Pour y remédier, le P.S. préconise une amélioration de l'information et un effort accru en faveur de la formation des militantes. Ainsi, le travail, « *condition de libération en tant que facteur d'indépendance* », a-t-il été au centre de ces deux journées. Cela suffira-t-il ? Certaines participantes semblaient perplexes en entendant M. Mitterrand souligner que « *peu nombreuses sont les femmes sachant revendiquer utilement* ». Estimant que « *le féminisme est la préhistoire de l'action féminine* », le premier secrétaire du P.S. devait provoquer quelques « mouvements divers » en souhaitant qu'« *il ne s'agisse pas de cela ici* ». « *Vous venez d'effacer la préhistoire*, ajouta-t-il, *mais vous êtes encore dans le Moyen Age. Maintenant, il faut accélérer les étapes pour parvenir à l'âge de la raison.* » — M. S.

(1) *Les Immigrées de l'intérieur*. Dossier préparatoire à la convention du 14 janvier 1978, « Le P.S. et les luttes des femmes ». Collection « Femmes et socialisme », 111 pages, 7 F. P.S., 7 bis, place du Palais-Bourbon, 75007 Paris.

(2) A la liste des candidats du P.S., publiée dans *le Monde* du 9 novembre, s'ajoutent celles de Mmes Michèle Mathieu dans la quatrième circonscription des Alpes-Maritimes, et Yvonne Arou-Vignaud, dans la troisième circonscription du Var.

M. HERNU (P.S.) : la machine communiste tourne à vide.

M. Charles Hernu, maire de Villeurbanne, membre du comité directeur du parti socialiste, a déclaré, vendredi 18 novembre :

« *La machine du parti communiste tourne à vide, et le moment n'est pas éloigné où elle pourrait reprendre sa place dans l'union de la gauche. Le P.C. ne peut pas continuer à s'enfermer dans son erreur dramatique, sauf s'il avait une volonté suicidaire. Ni ses élus ni ses militants n'ont un tel comportement. Il y a une conséquence du procès fabriqué par le P.C. qu'on ne relève pas assez : c'est que le parti socialiste, par rapport à un parti communiste frileux, qui oublie de combattre l'adversaire de droite, apparaît chaque jour plus à gauche. Ce n'est pas tant que le P.S. vire à gauche, mais c'est que le P.C. se révèle « traditionaliste ».*

M. Paul Laurent, membre du secrétariat du P.C.F., a répondu, dimanche 20 novembre, à M. Hernu. Il a déclaré :

« *Comme toujours, les déclarations de M. Hernu ne sont pas marquées par le plus grand sérieux. Le problème n'est pas celui qu'il pose. C'est celui du retour du parti socialiste à ses engagements du programme commun, à la fidélité à l'union de la gauche. Le parti communiste est très uni, contrairement à ce que l'on prétend, alors que l'on constate des difficultés plus grandes chez nos alliés.* »

A PONTARLIER

Les conseillers municipaux de gauche demandent la démission du maire socialiste

De notre correspondant

Besançon. — *Le conseil municipal* (1) de Pontarlier (Doubs) a voté vendredi 18 novembre une motion demandant au maire, M. Denis Blondeau, P.S., « *qui a confondu ses intérêts personnels avec ceux de la commune, de se démettre de ses fonctions dans les plus brefs délais* ». Ce texte a été adopté par vingt voix sur vingt-deux votants, M. Blondeau s'abstenant de prendre part au vote et ne trouvant parmi les conseillers d'union de la gauche, *qui seuls étaient présents* (2), qu'une voix en sa faveur, celle d'un adjoint socialiste.

M. Denis Blondeau, de tendance CERES, à qui l'on reproche tout à la fois un comportement autoritaire et personnel et une « *faute* » administrative (il a laissé traiter la commune avec une société dont il est actionnaire et gérant), a déjà été désavoué par le parti socialiste (*le Monde* du 26 octobre). La fédération départementale du P.S. s'est prononcée pour son exclusion et lui a retiré son mandat de candidat aux législatives. M. Blondeau a fait connaître son intention de faire appel aux instances nationales du parti socialiste.

En outre, il semble, en dépit de l'opposition de la majorité du conseil municipal, décidé à ne pas se démettre de ses fonctions de maire. La crise qui a commencé au début du mois d'octobre est loin d'être réglée, car, s'il n'est pas dans les pouvoirs des conseillers municipaux de démettre le maire, une démission collective des élus de la gauche est possible. Toutefois, à l'occasion de l'élection partielle qu'une telle décision provoquerait, M. Edgar Faure et ses alliés de la majorité pourraient retrouver les sièges qu'ils avaient perdus en mars dernier.

CLAUDE FABERT.

(1) Le conseil municipal de Pontarlier est composé de 11 P.S., 5 P.C., 5 divers gauche, 1 ex-P.S. (M. Blondeau) et 5 majorité, dont M. Edgar Faure.

(2) M. Edgar Faure et les quatre autres conseillers municipaux de la majorité gouvernementale n'ont pas assisté à cette réunion du conseil de Pontarlier « pour ne pas cautionner une autorité municipale frappée de discrédit ».

Une élection cantonale

FORTE PROGRESSION DU P.S. DANS LE CANTON DE STRASBOURG-5

BAS-RHIN : canton de Strasbourg-5 (1er tour).

Inscr., 9 360 ; vot., 4 698 ; suffr. expr., 4 630. MM. Marc Brunschweiler, P.S., 1 603 voix ; Robert Grossmann, R.P.R., 1 581 ; Jacques Marzolf, réf., 773 ; René Jeanvoine, P.C., 292 ; Armand Jung, candidat autogestionnaire, ex-P.S.U., 181. *Il y a ballottage.*

[Cette élection était rendue nécessaire par l'annulation du scrutin de mars 1976, qui s'était soldé par le succès de M. Marc Brunschweiler. L'annulation avait été prononcée par le tribunal administratif puis par le Conseil d'Etat, à la suite de requêtes de MM. René Radius, député apparenté R.P.R., conseiller général sortant, et Jacques Marzolf, réformateur. Les résultats du premier tour de mars 1976 avaient été les suivants : MM. Radius (U.D.R.), 1 249 voix ; Brunschweiler (P.S.), 794 ; Marzolf (réf.), 719 ; Vaudois (R.I.), 599 ; Jeanvoine (P.C.), 484 ; Dupuy (mod. maj.), 243 ; Becker (régionaliste européen), 208 ; Beck (P.S.U.), 143. Au second tour, M. Brunschweiler l'avait emporté avec 1 752 voix contre 1 679 à M. Marzolf, et 1 573 à M. Radius.

Le parti socialiste, dont le candidat avait bénéficié du soutien de M. François Mitterrand, venu présider un meeting le 15 novembre (« le Monde » du 17 novembre), enregistre une progression très nette : M. Brunschweiler, qui avait totalisé en mars 1976, 17,88 % des suffrages exprimés, en recueille cette fois-ci 38,94 %, et le nombre des voix qui se sont portées sur son nom est supérieur à celui qu'il avait obtenu au second tour de 1976. Seul élu de gauche à l'assemblée départementale du Bas-Rhin, M. Brunschweiler devance de plus de deux cents voix M. Grossmann. Ce dernier, membre du comité national du R.P.R., ancien président-fondateur de l'U.J.P., et actuel conseiller général du canton de Strasbourg-7, avait le soutien du maire de Strasbourg, M. Pierre Pflimlin (C.D.S.). En revanche, l'ancien conseiller général et député sortant, M. René Radius, avait rejeté sa candidature et appelé à voter en faveur du candidat de la majorité, faisant allusion à M. Marzolf. M. Grossmann réalise cependant un meilleur score que celui enregistré par M. Radius en mars 1976 (1 581 voix, soit 34,14 % des suffrages exprimés, contre 1 249, soit 28,13 %).

De son côté, M. Marzolf, en faveur de qui s'était prononcée la fédération départementale du parti républicain, gagne un demi-point en pourcentage par rapport à 1976 et une cinquantaine de voix. N'ayant pas obtenu un nombre de suffrages au moins égal à 10 % du nombre des électeurs inscrits, il ne peut maintenir sa candidature pour le second tour.

Quant au candidat communiste, M. Jeanvoine, non seulement il perd 192 voix, mais son pourcentage passe de 10,90 % à 6,30 %. Un certain nombre de militants communistes n'avaient pas caché, avant le scrutin, qu'ils considéraient toujours M. Brunschweiler comme l'élu de toute la gauche et voteraient pour lui dès le premier tour.]

● *Les P.C. français et mexicain* ont publié, vendredi 18 novembre, un *communiqué commun* à l'issue de la visite en France d'une délégation du P.C. mexicain, conduite par M. Arnoldo Martinez Verdugo, secrétaire général. Dans ce texte, les deux partis affirment que « *en France comme au Mexique, en tout état de cause, le changement historique de la société passe par l'essor de la démocratie, dans le respect de la pluralité des partis et de la volonté majoritaire du peuple, dans l'extension des droits et des libertés de tous les citoyens, dans le respect de l'activité libre et indépendante des syndicats, dans le rejet de toute forme bureaucratique et autoritaire des rapports entre l'Etat et les citoyens* ».

Le Monde

société

Une vingtaine d'attentats ont été commis en une seule nuit

De nombreux attentats ont été commis au cours de la nuit du 19 au 20 novembre dans toute la France. La plupart visaient des installations ou établissements de l'Electricité de France. Ils n'ont provoqué que des dégâts matériels à l'exception d'une explosion, à la gendarmerie de Lacapelle-Marival (Lot), qui a fait un blessé grave.

Explosifs contre des pylônes et des bâtiments de l'E.D.F.

Un seul de ces attentats a été revendiqué. Une « *coordination autonome des révoltés en lutte ouverte contre la société* » a affirmé dans un appel téléphonique à l'agence France-Presse être à l'origine du dépôt d'une charge d'explosifs devant un bâtiment de l'E.D.F. à Talence, dans la banlieue bordelaise. La même « organisation » affirme être l'auteur de l'explosion qui a endommagé un bâtiment de l'usine Creusot-Loire, dans la banlieue bordelaise.

Un communiqué dactylographié, posté dimanche 20 novembre à Paris et adressé à la rédaction du *Monde* développe l'analyse et précise les objectifs de ce comité :

« *Le développement forcené actuel de l'énergie nucléaire est un choix irréversible que le capitalisme nous impose. De par son fonctionnement, sa nature, l'énergie nucléaire est la caricature d'un univers hiérarchisé, technocratisé, militarisé, où nous n'intervenons en rien. L'Etat ne respecte même plus sa propre légalité pour la construction des centrales nucléaires, l'ouverture des mines d'uranium, l'extension des usines de retraitement des déchets (...).*

» *La lutte contre le développement de l'énergie nucléaire ne peut se cantonner dans l'opposition légaliste des partis et syndicats.*

» *Il est indispensable d'intensifier les actions de sabotage qui touchent directement le pouvoir dans ses intérêts économiques et permettent de retarder, voire de stopper la construction des centrales, mines, usines liées au nucléaire.* »

● *Près de Saint-Jean-de-Niost (Ain)*, une forte explosion a détruit un pylône porteur de la ligne de 400 000 volts qui alimente le département de la Côte d'Or, à partir de la centrale nucléaire de Bugey à Saint-Vulbas. Un pylône E.D.F. a été plastiqué à Saint-Maurice-de-Gourdans,

● *A Lyon*, des garages abritant des véhicules de l'E.D.F. les bureaux de l'usine électrique qui ont été endommagés. A Toulouse, une explosion a causé d'importants dégâts dans le centre informatique de l'E.D.F. A Carcassonne, une explosion a eu lieu dans la zone industrielle et ont été endommagés par une explosion. A Narbonne, ce sont un engin de forte puissance, *mais dont la mise à feu n'a* pas fonctionné, a été découvert

Contre les gendarmeries

● *A Lacapelle-Marival (Lot)*, la dernière des trois explosions provoquées par des engins déposés devant la gendarmerie a gravement blessé un gendarme,

● *A Lurı (Haute-Corse)*, des inconnus ont tiré plusieurs rafales d'armes automatiques à hauteur des fenêtres de la gendarmerie. Des impacts de balles ont été relevés à 40 centimètres du lit où dormaient le commandant de la brigade et son épouse.

● *A Toulouse*, un engin, de fabrication artisanale a explosé dans l'enceinte de la cité universitaire Paul-Sabatier, endommageant un laboratoire de physique atomique. A Saint-Priest, près de Lyon, des inconnus ont mis le feu à une cuve de diluant et tenté d'en percer plusieurs autres dans une usine de peinture

● *A Alfortville (Val-de-Marne)*, deux déflagrations ont provoqué d'importants dégâts dans la cour *de l'établissement* Electronique d'instruments numériques, qui travaille pour la défense nationale.

● *A Paris*, les trois auteurs d'un jet de cocktails Molotov, qui n'ont pas explosé, contre la vitrine d'un magasin du onzième arrondissement, ont été arrêtés. Les bureaux de la société de produits chimiques Prochimex, 20, avenue Kléber, ont été endommagés par une explosion.

L'EXTRADITION DE Me CROISSANT

L'exécution immédiate de la décision judiciaire était régulière, déclare M. Raymond Barre

Interrogé sur les motifs de l'extradition de Me Klaus Croissant, M. Raymond Barre, premier ministre, a déclaré, le 21 novembre, au micro d'Europe 1, que cette décision avait été prise par le gouvernement, « parce qu'il estime que la lutte contre le terrorisme est une action indispensable à l'heure actuelle, pour préserver non pas seulement la liberté, mais aussi la vie du citoyen, car celle-ci est menacée ». *Puis M. Barre a ajouté :* « En prenant cette décision, le gouvernement a manifesté non seulement sa fermeté, mais le respect des procédures établies par nos lois. Telle est la situation dans ce domaine, et il ne s'agit pas de faire plaisir ou non au gouvernement de la République fédérale d'Allemagne. »

Auparavant, le premier ministre a rappelé la procédure suivie dans cette affaire et a dit que « *l'exécution immédiate de la décision judiciaire était parfaitement régulière* », précisant que le recours devant le Conseil d'Etat n'a aucun caractère suspensif. D'autre part, M. Barre a répliqué aux reproches selon lesquels la France a manqué, *à cette occasion, au droit* d'asile et au principe rappelé dans le préambule de la Constitution de 1946 qui protège « *tout homme persécuté en raison de son action en faveur de la liberté* ». Le premier ministre a répondu : « *Est-ce que Me Klaus Croissant est un persécuté. (...) Tout cela n'est pas sérieux ! L'Allemagne fédérale est un pays démocratique, membre de la Communauté économique européenne, signataire de la Convention des droits de l'homme. Par conséquent, il n'y a aucune raison pour que nous jetions la suspicion sur l'exercice de la justice dans ce pays.* »

M. MITTERRAND : civilisation et droit d'asile

Au cours d'une réunion à Sainte-Affrique (Aveyron), M. François Mitterrand a rappelé que le parti socialiste avait mis en garde le gouvernement « *contre une décision qui serait contraire au droit français et au droit international auquel nous avons souscrit* ». M. Mitterrand a ajouté : « *Une civilisation mérite ce nom quand elle respecte les règles qu'elle s'est fixée elle-même. Nous avons une tradition qui s'appelle « droit d'asile » et qui fait qu'un pays comme le nôtre refuse d'extrader hommes et femmes recherchés par d'autres pays pour des raisons politiques* ». Précédemment, M. Mitterrand avait déclaré : « *Nulle part, je n'accepterai de prêter la main au terrorisme international. Si cela déplait je le répéterai autant qu'il le faudra. Il n'est pas de civilisation qui puisse se fonder sur le meurtre la terreur et la mort. (...) Mais rien n'est possible si notre civilisation est davantage en péril, si elle manque aux règles fondamentales du droit.* »

Nouvelles réactions

Protestant contre l'extradition de Me Croissant, la Fédération nationale des déportés et internés, résistants et patriotes (F.N.D.I.R.P.) a déclaré dans un communiqué qu'elle « *ne peut admettre qu'un citoyen de nationalité étrangère ayant demandé à bénéficier du droit d'asile politique en France se voie privé de l'usage des recours juridiques mis à sa disposition par la législation française* ».

D'autre part, une centaine de mathématiciens, réunis le 20 novembre à Paris, à l'occasion du « *séminaire Bourbaki* », ont signé un communiqué dans lequel ils « *s'indignent de la mise en cause du droit d'asile politique et des garanties des libertés individuelles* ».

Après les attentats des derniers jours, en relation avec l'affaire Croissant, un étrange message, signé l' « *antiterroriste* », a été adressé le 19 novembre à l'agence France-Presse. Il s'agit de deux photographies montrant un avion autour duquel a été tracé le dessin d'une mire de visée. Une légende rédigée en allemand indique : « *Orly : pas de protection contre des attaques de la RAF.* » Ce message semble rappeler les menaces lancées par la Fraction armée rouge de faire exploser en vol des avions de la compagnie ouest-allemande Lufthansa en représailles à la mort d'Andreas Baader et de ses compagnons.

L'union régionale C.F.D.T. s'élève contre l'attitude de « *certains groupes ultra minoritaires dits autonomes* » au cours de la manifestation organisée le 18 novembre, à Paris, pour protester contre l'extradition de Me Klaus Croissant. Le but de ces groupes qui avaient appelé à participer à la manifestation a été. « *à l'évidence, de détourner celle-ci de ses véritables objectifs* », déclare l'U.R.P.-C.F.D.T. « *Ce faisant, ils font le jeu du pouvoir et portent eux-mêmes atteintes aux libertés.* »

L'Union des travailleurs communistes libertaires (U.T.C.L.) proteste contre les incidents « *intolérables* » qui ont eu lieu lors de la manifestation organisée à Paris, vendredi 18 novembre, contre l'extradition de Klaus Croissant. L'U.T.C.L. accuse la « *coordination parisienne des groupes autonomes* » d'avoir provoqué de tels incidents.

La Fédération nationale des déportés, internés, résistants et ptariotes (F.N.D.I.R.P.), réunie les 19 et 20 novembre (voir page 13), a voté une motion pour protester contre les conditions d'extradition de Me Klaus Croissant : « *La F.N.D.I.R.P. ne peut admettre*, déclare-t-elle, *qu'un citoyen de nationalité étrangère ayant demandé à bénéficier du droit d'asile politique en France se voie privé de l'usage des ressources juridiques mises à sa disposition par la législation française.* » G.S.

● *Attentats à Paris et à Nancy.* — Un début d'incendie criminel s'est déclaré, dans la nuit du 18 au 19 novembre, au palais de justice de Nancy, le feu avant été mis à un bidon rempli d'un produit inflammable. L'incendie a été rapidement maîtrisé. A Paris, dans la nuit du 20 au 21 novembre, des pierres ont été lancées sur les vitrines d'un garage Volkswagen, 8, rue Frémicourt dans le quinzième arrondissement. Les glaces et le pare-brise d'un autocar allemand en stionnement rue Jenner (13e), ont été détruits.

● *Le syndicat de la magistrature et l'incident de Draguignan.* — Après les déclarations de Mlle Monique Guemann, premier substitut du procureur de la République à Draguignan (Var), critiquant l'attitude du gouvernement dans l'affaire Croissant (*le Monde* daté 20-21 novembre), le Syndicat de la magistrature (dont Mlle Guemann est vice-présidente) souligne dans un communiqué que cette « *prise de parole* » n'est pas « *exceptionnelle* ». Le syndicat rappelle « *qu'il y a quelques années, lorsque M. Tomasini, alors secrétaire général de l'U.D.R., avait traité les magistrats de « lâches », de nombreux magistrats avaient manifesté et pris la parole à l'audience pour protester contre ces propos injurieux* ». « *Plus récemment*, indique le communiqué, *lors de la grève des avocats, un certain nombre de présidents et de procureurs ont pris également la parole à l'audience pour leur apporter leur soutien. L'acte que l'on reproche aujourd'hui à notre camarade n'est en rien isolé, et s'est reproduit cette semaine dan de nombreux tribunaux.* »

● *Un membre du bureau national du Mouvement de la jeunesse communiste de France*, M. Jacques Perreux, relate dans l'*Humanité* du lundi 21 novembre la mésaventure dont il a été victime en République fédérale d'Allemagne. Arrêté dans un train à Bonn, il a été longuement interrogé par la police, qui, après l'avoir accusé d'être un sympathisant de la *Fraction armée rouge*, a relevé ses empreintes digitales et lui a refusé le droit de prendre contact avec l'ambassade de France. M. Perreux a été relâché samedi soir. Le M.J.C.F. élève « *une vigoureuse protestation contre cet acte arbitraire* » et demande au gouvernement fançais d'intervenir auprès des autorités de R.F.A.

A Lyon

DES COMITÉS DE SOLDATS RÉCLAMENT LA GRATUITÉ DES TRANSPORTS

(De notre correspondant.)

Lyon. — La coordination Rhône-Alpes des comités de soldats, qui groupe une dizaine de comités, a réclamé, samedi 19 novembre, à Lyon, la semaine de quarante heures avec récupération des heures supplémentaires, quarante-huit heures de repos par semaine, un service de six mois, avec la possibilite du lieu et du moment de l'incorporation, et, dans l'immédiat, la gratuité des transports ferroviaires (1).

Selon cette organisation, une pétition a commencé de circuler dans la région Rhône-Alpes sur la question des transports et des permissions, et elle devrait maintenant faire le tour de France des casernes.

La coordination Rhône-Alpes a évoqué, également, des exigences plus fondamentales. Selon elle, le soldat devrait avoir un véritable droit de regard sur le fonctionnement de l'armée, sur tout ce qui concerne les conditions de sécurité. Le comité du 75e régiment d'infanterie de Valence a rappelé la mort d'un appelé, le 27 septembre, dans cette unité, Christian Bonnefoy, décédé au cours d'un combat, sur le terrain, à 15 kilomètres de la caserne. Selon le délégué du comité du 75e R.I., la radio était de trop faible portée, aucun infirmier n'était sur place. Ce sont les pompiers qui ont ramené le corps de Christian, aucun véhicule n'étant disponible à l'infirmerie.

Le comité de soldats du 75e R.I. réclame la constitution d'une commission d'enquête civile.

(1) A l'heure actuelle, les appelés ont droit à un voyage gratuit par mois et paient quart de place leurs autres déplacements.

PAUL VI : la maternité doit être assumée en esprit de sacrifice.

(De notre correspondant.)

Cité du Vatican. — Recevant, samedi 19 novembre, les participants du cinquième congrès international d'obstétrique et de gynécologie psychosomatique réunis à Rome, Paul VI a rendu hommage à cette profession, avant de rappeler les positions de l'Eglise en matière de contraception et d'avortement.

Dans les travaux des congressistes, Paul VI a vu une confirmation des « *dangers inhérents à l'emploi des contraceptifs* ». Soulignant ensuite la nécessité de « *combattre toute douleur anormale de la grossesse et de l'enfantement* », il a souligné que la maternité devait être « *assumée en esprit de sacrifice* ».

A propos de l'avortement, le pape a dit à ses interlocuteurs : « *Un médecin catholique ne saurait se prêter à des expériences sur l'embryon ou le fœtus humain, même pour le progrès de la science, ni même si cet être est destiné, pour des raisons naturelles ou par le fait criminel des hommes, à périr avant d'avoir vu le jour. Et surtout, il ne peut, après avoir porté un diagnostic fatal, céder à des pressions, même les plus respectables en apparence, comme celles de parents qui voudraient recourir à sa science pour échapper à l'épreuve de mettre au monde un enfant gravement handicapé.* » — R. S.

CATASTROPHES

Cent trente et un morts au moins après l'accident d'avion à Madère

De notre correspondant

Lisbonne. — Cent trente et une personnes ont trouvé la mort dans l'accident d'un Boeing-727 de la compagnie portugaise TAP, qui s'est écrasé, dans la soirée du samedi 19 novembre, sur l'aéroport de Santa-Catarina à Funchal, dans l'île de Madère. Selon le dernier bilan de la catastrophe, trente-trois passagers ont été blessés ; trois sont dans un état grave. L'avion, qui venait de Bruxelles, avait fait escale à Lisbonne. Il transportait notammetn quarante-deux Belges. Au nombre des victimes figurent le secrétaire d'Etat à l'agriculture et aux pêches du gouvernement régional de Madère

Des pluies torrentielles tombaient sur Funchal lorsque l'avion a atterri. Selon des témoins, celui-ci aurait touché le sol à la moitié de la piste, longue de 1 400 mètres. Le commandant de bord n'aurait pu immobiliser en bout de piste l'appareil, qui s'est disloqué en trois morceaux et a explosé L'avant a piqué sur la plage de Santa-Catarina, où il a été partiellement immergé et où il a brûlé.

Acheté il y a moins de trois ans, le Boeing-727 de la compagnie portugaise était le plus récent de sa flotte. L'hypothèse d'une défaillance technique semble exclue, l'accident pourrait être notamment dû à la mauvaise installation de l'aéroport. En effet, la piste d'atterrissage, située dans une des parties les plus étroites de l'île, est mitée aux deux extrémités par la mer. Très courte et souvent balayée par des tourbillons de vent, elle oblige les pilotes à des efforts accrus. Aussi les membres des équipages de la TAP suivent-ils un entraînement spécial avant de s'y aventurer pour la première fois.

Un plan existe depuis des années pour améliorer cet aéroport qui dessert une région très touristique. Cette tragédie accélérera sans doute sa réalisation Elle peut relancer également les polémiques entre les gouvernements central et régional, dont les relations n'ont jamais été très bonnes. — J. R.

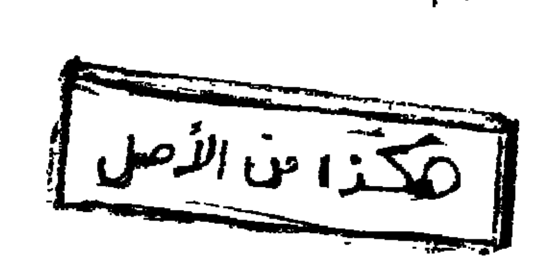
● *Un avion militaire belge*, de type Lockheed T-33, s'est écrasé près d'Hermeskeil, en Rhénanie-Palatinat. Les deux pilotes ont été tués dans l'accident. L'avion, selon les premiers résultats de l'enquête, aurait explosé en vol. — *(A.F.P.)*

SCIENCES

REPORT DU LANCEMENT DU SATELLITE EUROPÉEN « MÉTÉOSAT »

Cap-Canaveral *(A.F.P.)*. — Le lancement du satellite météorologique européen Météosat, prévu pour lundi 21 novembre à 1 h. 35 (heure de Paris) (*le Monde* du 19 novembre) a été ajourné, sur décision des responsables de la NASA. C'est la deuxième fois que ce lancement est retardé : prévu pour la nuit du 17 au 18 novembre, il avait dû être reporté du fait du mauvais fonctionnement d'une vanne de la fusée porteuse Delta 2914.

Ce nouveau retard apporté à la mise sur orbite de Météosat est dû à la découverte fortuite, mercredi 16 novembre, de signaux radio parasites sur la fréquence qui sert, éventuellement, à détruire la fusée en vol. Les techniciens américains n'en ont pas encore déterminé la cause. Deux tirs effectués à Cap-Canaveral depuis le début du mois de septembre se sont soldés par la destruction de la fusée et de son satellite, causant notamment la perte du satellite européen de télécommunications O.T.S. ; ceci peut expliquer la prudence des responsables de la NASA, qui devaient prendre une décision, le lundi 21 novembre, en fin de matinée (fin d'après-midi, heure française).



هكذا من الأصل

Les Matériels de la profession.



Nos matériels creusent, défoncent, nivellent et défrichent. Et ils pèsent jusqu'à 25 tonnes.

Et ils sont jaune vif.

Et c'est pourquoi ils intéressent la profession.

Avec les matériels de travaux publics Massey-Ferguson, ce qui compte ce sont les qualités professionnelles. Un fonctionnement plus économique. Une meilleure productivité. Davantage de fiabilité.

Notre gamme de plus de 40 modèles comporte chargeuses, bouteurs, pelles hydrauliques et matériels industriels. Dans cet ensemble, vous êtes assuré de trouver la machine correspondant exactement au travail auquel vous la destinez.

Notre approche des problèmes a été payante: en 10 ans nous nous sommes fait un nom dans une profession très dure. Et nous sommes présents dans 190 pays.

La réussite professionnelle c'est cela.

MF

Massey Ferguson



ÉDUCATION

Au colloque de la C.G.C. sur la formation des «nouveaux cadres»

L'Université face à l entreprise

La Confédération générale des cadres (C.G.C.) a réuni, les 18 et 19 novembre, à l'Ecole polytechnique à Palaiseau (Essonne), un colloque intitulé : « Les nouveaux cadres de l'Université à la vie active ». *Ce colloque — ouvert vendredi matin par le premier ministre — devait permettre un dialogue entre les milieux universitaires — enseignants et étudiants — et les milieux économiques — chefs d'entreprise et cadres .*

Mais si « tout le monde » avait été invité, comme l'a rappelé le président de la C.G.C., M. Yvan Charpentié, beaucoup s'étaient abstenus, à commencer par le Syndicat national de l'enseignement supérieur (SNE-Sup.), l'Union des grandes écoles (U.G.E.) et l'Union nationale des étudiants de France (UNEF - ex-Renouveau). Quant aux personnels du centre universitaire d'Orsay, affiliés à la C.G.T., à la C.F.D.T. et à la FEN, ils sont venus à plusieurs reprises manifester aux abords de l'Ecole polytechnique pour réclamer l'intégration des personnels « hors statut » (le Monde *du 19 novembre).*

La C.G.C. peut être satisfaite : si elle n'a pu rassembler tout l'éventail universitaire — il s'en faut, — elle a, en revanche, obtenu le concours des plus hautes personnalités du gouvernement, du patronat et la participation d'universitaires de renom. Ouvert par le premier ministre, M. Raymond Barre, le colloque s'est achevé par un discours du secrétaire d'Etat aux universités, Mme Alice Saunier-Seïté, qui succédait à M. François Ceyrac, président du Conseil national du patronat français, et M. Yvon Chotard, vice-président du C.N.P.F. « *C'est une véritable O.P.A. sur les cadres* », remarqua un observateur.

De fait, les cadres de la C.G.C. *ont entendu ce qu'il fallait entendre.* La premier ministre a rappelé que le gouvernement « *ne souhaite pas une égalisation excessive ou systématique des situations et des revenus* » et que « *la réduction des inégalités passe par une action aux deux extrémités de l'échelle* », quant à l'Université, « *elle doit changer pour préparer les cadres de demain* ».

M. Jacques Delors, professeur associé à Paris-IX (Dauphine), membre du groupe des experts du parti socialiste, a vivement intéressé son auditoire en livrant les résultats d'une « *analyse des relations entre la formation et l'emploi* » conduite par le centre de recherche Travail et Société qu'il dirige. Cette étude, *qui porte sur le devenir des étudiants* ayant obtenu leur diplôme en 1970, fait apparaître que la moitié d'entre eux sont entrés de « plain-pied » dans la vie professionnelle, que 30 % ont dû changer plusieurs fois d'employeur ou d'orientation et que 20 % ont le sentiment, après cinq ans de vie professionnelle, d'avoir « échoué ».

Le débat organisé entre M. Pierre Merlin, *président de l'université de* Paris-VIII (Vincennes), et M. Charles Debbasch, président de l'université *d'Aix-Marseille-III, n'eut ni le même* intérêt ni la même sérénité. Devant des cadres peu au fait des rivalités entre universités, MM. Merlin et Debbasch se sont livrés à des « querelles de boutiques » dont le ton et la portée ont été jugés sévèrement. M. Debbasch a, une fois de plus, plaidé en faveur du « *droit pour chaque université de choisir ses étudiants* » et M. Merlin a revendiqué pour l'enseignement supérieur une mission « *culturelle* » et non pas étroitement professionnelle. « *Si l'on demande aux entreprises quel enseignement elles souhaitent, les étudiants formés à cette école n'apporteront rien de neuf dans l'entreprise* », a dit M. Merlin aux prises avec une salle « hostile » qu'il avait choisi de « provoquer ».

Les utopies

L'allocution prononcée samedi par M. Ceyrac fut plus conforme aux préoccupations des cadres. Tout en soulignant la « *nécessité d'une hiérarchie reconnue par tous* », le dirigeant du patronat constata une « *aspiration à plus de liberté, qu'il ne faut pas confondre avec l'utopie autogestionnaire* ». Quant à l'enseignement supérieur, « *qui fait trop de place à la rationalité et pas assez aux hommes* », M. Ceyrac doute qu'il puisse à lui seul former les cadres. Pour lui, c'est l'entreprise qui reste l' « *université du réel* ».

En écho aux propos de M. Ceyrac contre l'« *utopie autogestionnaire* », *Mme* Alice Saunier-Seïté a clos le colloque en dénonçant l' « *utopie égalitariste* » qui tue l'initiative, la responsabilité et l'autorité et qui conduit à une « *impuissance délétère* ». Pour le secrétaire d'Etat aux universités, le diplôme ne doit plus être un parchemin, mais « *un passeport pour l'entreprise* ». Quant aux cadres, ils sont les seuls à pouvoir « *enseigner la logique irréfutable de la théorie confrontée aux réalités* » et c'est à ce titre qu'ils doivent, selon elle, être plus étroitement associés à la vie *des établissements de l'enseignement* supérieur.

ROGER CANS.

Une rencontre des universitaires pour l'entente et la liberté

L'enseignement supérieur entre le savoir et le pouvoir

L'Association universitaire pour l'entente et la liberté (AUPEL) a organisé, les 18 et 19 novembre à Paris, dans les locaux de l'Ecole supérieure, un colloque international sur « les problèmes actuels de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique ».

Les exemples étrangers peuvent-ils nous aider à mieux comprendre nos difficultés ? L'étude de l'enseignement supérieur en Allemagne fédérale ou en Belgique peut-elle faciliter l'analyse des causes du malaise des universités françaises ? L'AUPEL, qui regroupe des enseignants de sensibilité libérale — la plupart de ses adhérents sont membres des syndicats autonomes, mais refusent de renforcer des clivages politiques déjà forts — s'efforce de montrer aux universitaires que l'avenir de l'enseignement supérieur les concerne directement, qu'il leur appartient d'alerter sans cesse les pouvoirs publics sur la lente dégradation des universités. L'AUPEL vient de publier un livre (1) dans lequel elle analyse la situation actuelle : elle a réuni, dans le même esprit, des collaborations étrangères afin de favoriser les comparaisons éventuelles.

Les exemples étrangers

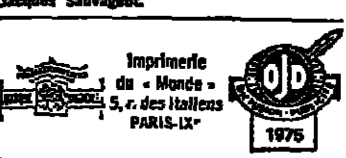
Durant ces deux journées, les participants ont surtout constaté les particularismes profonds de l'enseignement supérieur de chaque pays représenté (R.F.A., Belgique, Etats-Unis, Pologne, Italie, Grande-Bretagne). Toutefois, des situations analogues existent dans plusieurs pays : ainsi le problème de la décentralisation des établissements, même vécu différemment, repose sur des lois identiques. Dans son rapport, M. James A. Perkins (Etats-Unis, président du Conseil international pour le développement de l'éducation), a distingué les tentatives de décentralisation des « *pays unitaires* » et des « *systèmes fédéralistes* ». Dans le premier cas, comme en Italie et en France, la régionalisation est naturellement plus lente, alors qu'en Allemagne fédérale par exemple, l'enseignement supérieur a longtemps été la « *propriété* » des régions. Une loi, en 1975, a confié à l'Etat fédéral l'animation des formations.

M. Marcel Merle, professeur de sciences économiques à Paris-I, et secrétaire général de l AUPEL, a expliqué également que tous les pays invités se posaient « *le même problème de la finalité des formations supérieures* » et que « *tous les exemples cités montraient une nette dégradation des moyens de subsistance des universités* ». « *Partout*, a-t-il déclaré, *on assiste désormais . un conflit entre les besoins du savoir, qui sont illimités, et les capacités du pouvoir.* » M. Marcel Merle a conclu, à l'issue de ce colloque, que cette confrontation avait permis aux universitaires français de constater que les difficultés de leurs collègues étrangers étaient souvent identiques aux leurs. « *Cela devrait nous permettre d'affronter nos propres problèmes avec plus de philosophie.* »

PHILIPPE BOGGIO.

(1) *Pour que l'Université ne meure*, par l'AUPEL, éditions Le Centurion, 154 pages, 28 F.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.


Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IX°

Commission paritaire des journaux et publications : n° 57437.

A LA CITÉ SCOLAIRE D'ORLÉANS

Un mur de trop

De notre correspondant

Orléans. — *A la rentrée, les élèves et les enseignants de la « cité scolaire » polyvalente — qui groupe un lycée et un collège technique — avaient eu un moment d'émotion : une cloison — on va vite dire le « mur » — obstruait le couloir qui conduisait du collège d'enseignement technique au lycée. A l'extérieur, un grillage tout neuf avait été mis en place pour séparer les deux établissements. Les élèves du LEP (lycée d'enseignement professionnel, nouveau nom donné aux anciens C.E.T.) ne pouvaient plus emprunter la « grande porte » de la cité scolaire, où s'arrêtent les cars de ramassage, mais une entrée « dérobée » qui augmentait le trajet de près d'un quart d'heure.*

Ces changements sont la conséquence de la « désannexion » du lycée d'enseignement professionnel, désormais autonome, et ont provoqué récemment une grève dans l'ancien C.E.T.

« Le proviseur du lycée a pris des mesures vexatoires », *ont affirmé des élèves du nouvel LEP dans un tract aux parents.* « La désannexion, souhaitable dans son principe, a été appliquée ici tellement à la lettre, *précise une enseignante du LEP,* qu'elle a créé un choc psychologique chez nos élèves, qui avaient déjà le sentiment d'être en état d'infériorité par rapport à leurs voisins du lycée. » *Une autre enseignante ajoute :* « Le partage a été inégal ; même certains professeurs du lycée ont été écœurés, ils ont d'ailleurs fait grève avec nous. On nous a « refilé les rossignols », les vieilles machines à écrire pour nos élèves des sections commerciales, par exemple. Impossible d'avoir une carte de géographie ; les salles spécialisées d'histoire, communes auparavant aux deux établissements, nous étaient fermées, la bibliothèque interdite à nos élèves, la documentation même fermée à nous autres, professeurs. »

Mme Sauter, professeur au LEP, qui remplace la directrice pendant ses absences, reconnaît : « Nous cohabitions avec le lycée sans problèmes sérieux. » *Et Mlle Brillant, conseillère d'éducation, ajoute :* « Les élèves ont mal pris la chose ; d'autant plus que certains ont un frère ou une sœur « de l'autre côté. » *Mme Sauter explique :* « Dans l'ensemble de la cité scolaire, il y a environ cent dix salles de classe, une trentaine de salles seulement nous ont été attribuées, le reste a été pour le lycée. L'ex-C.E.T. compte cette année 730 élèves, le lycée 1 362. *De plus, nos élèves* « consomment », en général, davantage de place et de matériel ; des élèves font « étude » dans les couloirs... Alors nous grignotons salle après salle à M. le proviseur. »

« Je n'aime pas les grillades »

Ce dernier, M. Charpentier, qui dirigeait jusque-là l'ensemble de la cité scolaire, se défend d'avoir voulu « favoriser » son lycée au moment du partage : « Le lycée lui-même est très serré. *Nous avons plus d'élèves* que l'an passé, pratiquement presque autant que lorsque nous hébergions un C.E.S. qui n'est plus dans nos murs. C'est la raison essentielle de ces problèmes qui sont sérieux ; les élèves du LEP ont souffert de l'exiguïté des locaux. Mais nous avons fait machine arrière, la question est en voie de règlement. »

Quant au « traumatisme » subi par les élèves de l'ex-C.E.T., le proviseur n'y croit pas : « Les élèves du lycée, en tout cas, n'ont pas réagi. On ne se sent guère proches entre élèves du technique et d'enseignement général. *On cherche à se ren-*contrer plutôt entre élèves d'une même classe ou d'une même division. »

« Je n'aime pas les grillages ; lorsque j'ai su qu'il s'en élevait un, je suis immédiatement intervenu, *précise M. Hennion, inspecteur d'académie.* Il y a eu un moment d'énervement, des *tâtonnements. Les deux établis-*sements doivent avoir la même place au soleil ; l'utilisation commune des même locaux ne peut s'établir que par la concertation... Les professeurs du LEP ne sont pas des agitateurs professionnels, ils ont manifesté, me semble-t-il, de la façon la plus correcte. »

Le « mur » a fait place aujourd'hui à une porte ; une brèche a été ouverte dans le grillage ; les élèves du technique peuvent de nouveau entrer par la « grande porte ». Petit à petit, les traces matérielles d'une désannexion qui prenait pour beaucoup, et pas seulement pour les syndicats, l'allure d'une « ségrégation » disparaissent.

RÉGIS GUYOTAT.

MÉDECINE

Une lettre du docteur Solomidès

Le docteur Jean Solomidès, mis en cause dans un article du *Monde* du 17 octobre 1977 sur l'émission « Apostrophes », nous prie d'insérer les précisions suivantes :

— Le docteur H. Pradal n'a pas écrit un livre sur moi, mais il a *préfacé le livre de André Conord l'Affaire Solomidès,* précédé de *Cancer et Terrorisme scientifique, par le docteur H. Pradal,* aux éditions Pauvert.

— Il n'y est pas question de « *guérisseur* », étant donnés mes nombreux titres : docteur en médecine de l'université de Paris ; licencié ès sciences physiques ; licencié ès sciences naturelles ; diplômé de bactériologie et soixante et onze communications aux sociétés savantes de Paris (*ann. Institut Pasteur*, Société de biologie, etc.).

— Quant à l'accusation de charlatanisme de M. Schwartzenberg, elle est absolument gratuite et grossière, étant donnés les nombreux rapports d'expertise que je possède démontrant l'efficacité de mes médicaments.

[Interrogé par nous, le professeur Schwartzenberg nous a indiqué qu'il maintenait intégralement les déclarations qu'il a faites au cours de l'émission « Apostrophes » visée par la lettre ci-dessus.]

CARNET

Naissances

— M. Jean Bouchet et Mme, née Claude van Brabant,
M. Jean-Louis Ernault et Mme, née N'Guyen Thi Tom,
laissent à Luan la joie d'annoncer la naissance de son petit frère,
Pierre
chez Frédéric et Marie.
Paris, 9 octobre 1977.
2, rue Caulaincourt, 75018 Paris.
2, rue Verte, 27600 Gaillon.

Mariages

— Pierre Neuburger
et
Lotte Rosenstock
sont heureux de faire part de leur mariage, qui a eu lieu le 12 novembre 1977 à l'Ile-sur-Serein (Yonne).
76, avenue Fourcault-de-Pavant, 78000 Versailles.

Décès

Gabriel GUICHARDOT

On apprend le décès, survenu à Buenos-Aires, le 9 novembre, de
M. Gabriel GUICHARDOT,
ancien président de la chambre de commerce française en Argentine.

[Né le 2 juillet 1904 à Comps (Gard), Gabriel Guichardot était ancien élève *de l'Ecole polytechnique* et ingénieur diplômé de l'Ecole nationale supérieure du pétrole. De 1928 à 1939, il fut chef de mission de la Société de prospection électrique dans divers pays (Afrique du Nord, *U.R.S.S., Amérique* du Sud), puis, de 1940 à 1959, directeur de la Compania de Investigaciones Geofisicas Schlumberger S.A., en Argentine. Il devint gérant général (en 1963) puis *administrateur* (en 1965), et, depuis 1976, vice-président de la société Oxigena (S.A.), filiale en Argentine de l'Air liquide. Il fut également à plusieurs reprises président de la chambre de commerce française en Argentine (en 1958-1959, 1966-1967 et 1973-1974), ainsi *que président du comité des sociétés fran*caises de Buenos-Aires (de 1966 à 1969). Il était, depuis 1968, conseiller du commerce extérieur de la France.]

Édouard THIBAULT

Mme Edouard Thibault, son épouse,
Mlle Roselyne Thibault,
Mme et M. Jean Thibault et leurs enfants,
Mme et M. Alberto Mariotti-Thibault et leur fils,
Ses enfants et petits-enfants,
Mme Borel, sa belle-mère,
Et les familles parentes et alliées,
ont la profonde douleur de faire part du décès de
M. Edouard THIBAULT
ancien ministre,
délégué général du Comité français pour la campagne mondiale contre la faim,
ancien député du Gard,
ancien maire de Saint-Ambroix,
chevalier de la Légion d'honneur,
survenu brutalement, à Paris, le mer*credi 16 novembre* 1977.
La cérémonie religieuse a lieu dans l'intimité familiale, ce lundi 21 novembre, en l'église d'Hauteroche (Côte-d'Or).
107, avenue Félix-Faure, 75015 Paris.

— *Le Comité français pour la cam*pagne mondiale contre la faim et son président, M. Michel Cepede, ont la profonde douleur de faire part du décès de
M. Edouard THIBAULT
ancien ministre,
délégué général du Comité français pour la campagne mondiale contre la faim,
survenu brutalement, à Paris, le mer*credi 16 novembre 1977.*
42, rue Cambronne, 75015 Paris.

[Né le 27 septembre 1912 à Sablé (Sar*the), Edouard Thibault, agrégé de l'Uni*versité, licencié en droit et ès lettres, avait milité très jeune dans les rangs de la démocratie chrétienne. Suspendu de ses fonctions de professeur d'histoire à Nîmes pendant l'occupation, en raison de son activité dans la Résistance, il était entré au *Parlement comme député du Gard* à la première Assemblée constituante. Constamment réélu depuis 1945, Edouard Thibault, *membre du M.R.P., qui avait été secrétaire d'Etat à l'intérieur* dans le cabinet Laniel (1953-1954), avait perdu son siège de député en 1962, dans la troisième circonscription du Gard (Alès-Est) au profit du candidat communiste M. Roger Roucaute. Il avait représenté à *l'assemblée départementale du Gard,* de 1958 à 1964, *le canton* de Saint-Ambroix, commune dont il fut le maire. Edouard Thibault était délégué général du Comité français pour la campagne mondiale *contre la faim.*]

— Mme Fernand Labro,
M. et Mme Christian Labro,
M. et Mme Francis Labro,
M. et Mme Jean-Claude Labro,
Ses enfants,
Jérôme, Eric, Astrid et Anne-Sophie Labro,
Ses petits-enfants,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Fernand LABRO,
rappelé à Dieu le 18 novembre 1977, dans sa soixante-douzième année.
La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Jean-Baptiste *de Neuilly, 158, avenue* de Neuilly, le mardi 22 novembre 1977, à 13 h. 30, et sera suivie de l'inhumation au cimetière Montparnasse.
Cet avis tient lieu de faire-part.
7, rue du Général-Henrion-Bertier, 92200 Neuilly.
15, clos de Verrières, 91 Verrières-le-Buisson.
111, rue de Courcelles, 75017 Paris.
9, rue Denfert-Rochereau, 92100 Boulogne.

— Mme Renée Lechelon et ses enfants,
ont la douleur de faire part du décès, survenu le 20 novembre 1977, de
M. Maurice LECHELON,
ingénieur civil du génie maritime.
Ses obsèques auront lieu le mardi 22 novembre, à 8 h. 30, en l'église Notre-Dame de Boulogne, 92100 Boulogne-sur-Seine, et l'inhumation dans le caveau de famille, le mercredi 23 novembre, à 10 h. 30, à Payet, en Aveyron.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. Alexandre Micha, professeur honoraire à la Sorbonne, et Mme,
M. et Mme Joukovsky et leurs enfants,
M. Philippe Micha,
M. Hugues Micha,
Mlle Anne Micha,
M. et Mme Jean Roche et leurs enfants,
M. et *Mme* Bernard Micha et leurs enfants,
M. et Mme Jacques Micha et leur fils,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de
Mme Emile MICHA,
leur mère, grand-mère et arrière-grand-mère,
survenu à l'âge de quatre-vingt-quatorze ans, à Montélimar, le 11 novembre 1977.
La cérémonie religieuse a eu lieu en la chapelle de Sainte-Marthe, à Montélimar (Drôme), le 14 novembre 1977.
43, rue Violet, 75015 Paris.

— Mme Parchowski-Raffier,
M. Lucien Parchowski, ses parents,
M. Alain Parchowski,
M. et Mme François Parchowski,
Mme Nicole Parchowski, ses frères et sœurs, et leurs enfants,
Toute sa famille et ses nombreux amis,
ont la douleur de faire part du décès *de*
Mlle Nadine PARCHOWSKI
survenu accidentellement le 18 novembre 1977, à l'âge de vingt-huit ans, à *Paris.*
Ses obsèques seront célébrées le mercredi 23 novembre 1977, à 16 heures, en l'église Saint-Pierre d'Avon.
On se réunira à l'église.
L'inhumation aura lieu au cimetière d'Avon.
Bâtiment H 1, 16, rue des Bouleaux, La Butte-Monceau, 77210 Avon.
58, boulevard du Montparnasse, 75015 Paris.

Remerciements

— Laval-Paris.
Mme de la Vaissière, ses enfants, petits-enfants et toute la famille remercient sincèrement les personnes qui leur ont témoigné de la sympathie lors du décès de
M. André de la VAISSIERE
et s'excusent auprès de celles qui n'auraient pas été prévenues.

Anniversaires

— Le 20 novembre 1976,
Jacques LE FOYER
E.C.P. 22 B,
disparaissait brutalement.
Qu'il soit toujours vivant dans notre souvenir.

— Pour le deuxième anniversaire de son décès accidentel, Mme Laurent et Marie-Hélène rappellent à ceux qui l'ont connu et aimé
Draguy NICOLITCH
journaliste à l'O.R.T.F.

Messes anniversaires

— Pour le premier anniversaire du rappel à Dieu de
Raymond PABANEL
une messe sera célébrée, le mardi *29 novembre 1977, à 10 h. 30,* en l'église Saint-François-Xavier, place du Président-Mithouard (39, boulevard des Invalides), 75007 Paris, chapelle de la Sainte-Vierge.

Avis de messe

— Dans l'impossibilité de répondre individuellement, mais très touchées de leurs témoignages de sympathie, Mme Jean Blanzat et sa famille prient tous ceux qui se sont associés à leur immense peine de trouver ici l'expression de leurs remerciements émus.
Une messe du souvenir sera célébrée pour
Jean BLANZAT
le mercredi 23 novembre 1977, à 10 h. 30, en l'église Saint-Etienne-du-Mont, place du Panthéon.

Messes

— Une messe sera célébrée, le vendredi 25 novembre 1977, à 18 heures, en la chapelle du lycée Henri-IV, à la mémoire de
M. Robert DAUVERGNE
professeur agrégé de l'Université, officier des palmes académiques, médaille militaire, croix de guerre 1939-1945, décédé le 13 août 1977.

Communications diverses

— L'Amitié judéo-chrétienne de France, 11, rue d'Enghien, 75010 Paris, *organise pour* le centenaire de la naissance de son fondateur, Jules Isaac, une manifestation au Collège de France, 11, place Marcelin-Berthelot, 75005 Paris, le mardi 6 décembre, à 20 h. 30, sous la présidence de Mme Huchet-Bishop, au cours de laquelle MM. Delumeau, *Jacques* Madaule, le pasteur Jacques Maury, Léon Poliakov, évoqueront le grand universitaire et son rôle dans les *événements* qui ont permis l'instauration d'un dialogue nouveau entre Juifs et chrétiens. Les cartes d'entrée doivent être retirées au siège de l'association.

— Au cours d'une réception dans les salons de la Fondation Simone et Cino del Duca, 10, rue Alfred-de-Vigny, 75008 Paris, qui réunissait de très nombreuses personnalités du monde médical et scientifique, le professeur Gabriel Nahas, directeur de recherche à L'INSERM, a présenté *et dédicacé son livre*, « *Histoire d'H* », qui vient de paraître aux Editions del Duca. Cet ouvrage fait le point sur le problème du haschisch.

A L'HOTEL DROUOT

EXPOSITIONS

Mardi

S. 5. — Extrême-Orient.
S. 6. — Bibliothèque d'un amateur, livres anciens et modernes.
S. 7. — Tableaux mod. et contemp.
S. 10. — Haute Epoque.
S. 13. — Art nouveau et 1925.

VENTE

S. 11. — Tableaux modernes, meubles, objets d'art 18°.
S. 14. — Chasse et vénerie, livres.
S. 8. — Success. Mme C., anc. coll. Maurice Loncle, tableaux, sculpt. mod.

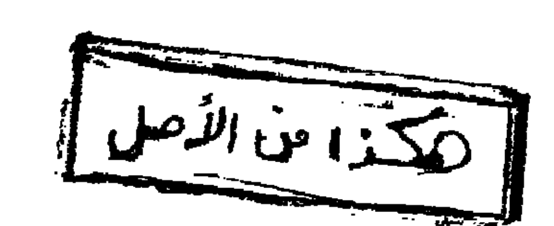
PALAIS d'ORSAY

VENTES

Monn. et méd. sur le protestantisme.

HOTEL GEORGE-V

Expo. le 22 de 11 à 18 h., le 23 de 11 à 18 h et 21 à 23 h : Coll. M. et Mme X... Import. orfèvrerie franç. 16°, 17°, 18°.



Le Monde DE L'ECONOMIE

Inflation et relance de la consommation

Les résultats pour le moins mitigés du plan Barre font resurgir la controverse sur les orientations à donner à la politique économique puisque celle que mène le gouvernement n'est guère de nature à désarmer les critiques. Les propositions de l'opposition sont-elles plus convaincantes ? L'article qu'on lira ci-dessous vise à en dénoncer certaines illusions. Nous publions page 20 les points de vue de deux autres économistes. M. Bernard Hugonnier estime pour sa part que, pour surmonter la crise, il convient d'agir patiemment sur l'offre et non sur la demande, alors que M. Pierre Prescallon pense qu'il est temps d'en revenir à une politique donnant la priorité au plein emploi.

par PASCAL SALIN (*)

M. FRANÇOIS MITTERRAND a récemment présenté (1) un programme de redressement économique comportant trois échéances distinctes. De cet ensemble, nous voudrions extraire ce qui concerne la lutte contre l'inflation en essayant de rendre plus explicite l'analyse économique sous-jacente justifiant les propositions du parti socialiste. De manière résumée, la politique anti-inflationniste proposée *combine une action structurelle*, la relance de la consommation et un blocage sélectif des prix pendant six mois.

L'idée selon laquelle l'inflation aurait des causes structurelles est un mythe qui a la vie dure en France. Elle a pour corollaire l'idée que des « réformes structurelles permettraient de lutter contre l'inflation. Sans même entrer dans le détail de l'analyse de l'inflation, on peut indiquer une raison toute simple pour laquelle cette idée doit être rejetée : l'inflation est une augmentation *continue* du niveau général des prix. Une réforme de structures permettant, par exemple, d'obtenir une amélioration de la concurrence représente un changement réalisé *une fois pour toutes*, c'est-à-dire que *le niveau absolu* des prix peut être moins élevé, à un moment donné du temps, que cela n'aurait été *le cas en* l'absence de cette politique, mais le *taux* de croissance à long terme des prix n'en est pas affecté (2). Laissons donc cette proposition et concentrons-nous sur les deux autres : à savoir, la relance par la consommation et le blocage temporaire des prix.

Si l'on suit la logique des propositions socialistes, pour que la relance de la consommation puisse avoir un effet anti-inflationniste, il faut, évidemment, que le fait de produire plus permette aux entreprises de produire à moindre coût. C'est ici qu'apparaît une grave confusion, celle du court terme et du long terme. *Tous les économistes* — même Keynes, qui a pourtant mis en cause bien des idées — s'accordent pour dire qu'une production croissante ne peut se faire qu'à des coûts unitaires croissants dans le court terme, c'est-à-dire pour des conditions de production données. *Les manuels d'économie* traduisent ce fait en expliquant que les *courbes d'offre globale et les courbes* de coût marginal ont une pente positive. Par *contre, dans le long terme, c'est-à-*dire une période de temps suffisamment grande pour que les conditions de production se modifient, les coûts unitaires peuvent baisser. Encore faut-il voir que cette évolution ne dépend absolument pas de la croissance de la demande, mais des modifications qui se produisent du côté de l'offre, en particulier grâce aux progrès techniques (3). Lorsque Keynes a préconisé une augmentation de la demande globale pour accroître la production et l'emploi, il se plaçait dans le *court terme et se* préoccupait uniquement de l'utilisation de facteurs de *production existants et momentanément* inemployés. Il n'a jamais prétendu que l'augmentation de la *demande* était un moyen d'accroître, à long terme, la *production* ou *d'améliorer* la productivité.

Par conséquent la *théorie implicite* selon laquelle l'augmentation de la consommation permettrait d'abaisser les coûts unitaires est tellement nouvelle qu'elle ne peut, évidemment, être utilisée comme principe d'action si l'on n'a pas pris soin d'en expliquer les fondements et de prouver dans quelle mesure elle était conforme à ce que l'on pouvait effectivement constater. Or, de ce dernier point de vue, elle est surprenante puisque M. Mitterrand affirme, par ailleurs, que dans la situation actuelle il existe *« d'importants gains de productivité résultant de la stagnation des effectifs »*, ce qui semble prouver qu'il adhère à la théorie habituelle selon laquelle la productivité augmente lorsque la production baisse, c'est-à-dire que les coûts unitaires varient dans le même sens que la production.

Si la théorie usuelle est valable — et rien n'indique pour le moment qu'elle *doive être rejetée*, — on voit mal comment les firmes pourraient faire *face à des coûts unitaires croissants* du fait de l'augmentation de la production et, par ailleurs, à *un blocage des* prix. Il n'y a, en fait, que deux solutions possibles : la faillite d'un grand nombre d'entreprises et, par conséquent, l'augmentation du chômage, ou, si les contrôles de prix ne sont pas efficaces, comme cela est probable, une relance de l'inflation. La réalité implique un mélange des deux maux, auxquels s'ajouteraient des distorsions économiques dues au caractère « sélectif » du blocage des prix.

Ces considérations sont peut être bien *techniques, mais* les phénomènes économiques sont complexes. Les hommes politiques devraient se convaincre que mieux vaut pour eux servir leurs propres *objectifs* par des moyens appropriés plutôt que par d'autres qui risquent *d'être contraires au but qu'ils* recherchent.

(*) Professeur à l'université Paris IX-Dauphine.

(1) Cf. *le Monde* du 10 novembre 1977.

(2) Quant à la réforme structurelle concernant la « réduction des inégalités » — si elle peut être désirable par elle-même, — *elle n'a rien à voir avec la lutte* contre l'inflation.

(3) Pour reprendre le langage des manuels d'économie, les gains de productivité dûs aux progrès techniques ne se traduisent *pas par le fait que l'on descend le long* de la courbe d'offre, mais que la courbe d'offre se déplace tout en conservant sa pente positive.

CHÈRE LOI DE 1928

LES difficultés qu'éprouvent actuellement les sociétés de raffinage suscitent de la part des « majors » de savoureuses réactions. Il ne faut pas, dit par exemple Esso, *« remettre fondamentalement en cause l'esprit de la loi de 1928 qui a réservé une égalité de traitement aux sociétés nationales et internationales »*.

Se souvient-on que cette loi fut votée parce qu'après 1925 les trusts pétroliers, et notamment la Standard Oil of New-*Jersey, provoquèrent une baisse du prix* des essences pour étouffer l'industrie *naissante du raffinage* et *éliminer les* sociétés françaises ?

Nul ne peut penser que la première société du monde — Exxon — s'est convertie au dirigisme pétrolier et qu'elle a *oublié* que la liberté profite d'abord aux puissants. Il doit y avoir d'autres raisons.

Devant l'exaspérante impuissance de Bruxelles à résorber les surcapacités de production et à réduire les abus de la concurrence en Europe, les Etats élaborent leur propre politique. Esso, comme les autres filiales des compagnies multinationales, a une préférence marquée pour un relèvement des prix qui bénéficierait à tous. Or, en France, le *gouvernement semble vouloir aider* les seules compagnies nationales par le *biais de subventions à l'exploration*. Tel est l'avis du ministre de l'industrie, *M. Monory*, et des parlementaires représentés au conseil supérieur du pétrole, qui a tenu récemment une réunion de travail sur ce thème. D'où l'inquiétude d'Esso devant des mesures qu'elle juge *« discriminatoires »*.

Pourtant, la concurrence effrénée en Europe et la contagion des coûts marginaux qui en découle affaiblissent des sociétés nationales de plus en plus endet-*tées. La filiale française d'Exxon affirme* pieusement ne pas vouloir, *« par une pression sur les prix »*, conquérir *« de nouveaux débouchés au détriment des concurrents »*. Mais qui peut nier que la diminution des investissements d'exploration pétrolière d'ELF, de la C.F.P. ou de l'ENI ne profitera pas à terme aux Sept Sœurs ?

Les Chinois n'ont pas encore maîtrisé leur démographie

Certains ont cru un peu vite en Occident que la Chine populaire avait réussi à réduire la progression de sa population dans des proportions plus satisfaisantes. Il se révèle que de grands progrès restent à faire dans cette voie...

LA Chine se trouve à l'heure des grandes remises en ordre, à l'heure des bilans, de l'examen de ce qui doit être modifié de manière profonde, simplement corrigé ou maintenu tel quel. Cette atmosphère fait songer à celle qui prévalait en 1961 et 1972, après les phases turbulentes du Bond en avant et de la révolution culturelle, mais, cette fois, le mouvement va beaucoup plus loin dans l'exposé des *faiblesses dont ont* souffert le système politique et la gestion de l'économie, *sans parler de l'ordre* public.

Une question capitale entre toutes n'a pas encore été soulevée publiquement, *il ne serait pas* surprenant qu'elle apparaisse à brève échéance : la population. L'autre jour, un des vice-premiers ministres. M. Chi Teng-kuei, a déclaré à des journalistes de *l'Economist* que les Chinois n'étaient pas 800 millions (chiffre rond donné depuis quelques années), mais 900 millions. De son côté, Michel Cartier (*Mondes asiatiques*, n° 9-10, 1977) arrive à 875 millions en se fondant sur les chiffres par province diffusés de temps à autre par la radio en 1976. Il semblerait, selon d'autres sources, que les planificateurs chinois prennent comme référence 950 millions en 1977.

Ces indices ne font que confirmer les estimations antérieures. Partant du recensement de 1953 (*582 millions pour la terre ferme*), *un taux moyen* de 2 % d'accroissement annuel donne 900 mil*lions en 1975. Or un tel taux n'a rien* d'excessif, même en tenant compte de la prévention des naissances, car il est inférieur à presque tous les taux des autres pays asiatiques (entre 2 % et 3 % par an, sinon davantage). Même si, aujourd'hui, le taux chinois est tombé un peu au-dessous de 2 % grâce au planning familial, la Chine pourrait passer le cap du milliard vers 1980 (1).

Faut-il alors conclure à l'échec de la lutte contre les naissances ? En aucune manière. Les Occidentaux ont été victimes d'un mirage en se fondant sur les contes et *légendes* des voyageurs. En fait, jamais aucun dirigeant chinois n'a déclaré, comme certains administrateurs étrangers, que le problème démographique était maîtrisé. Contraception, avortement, *mariage retardé, progressent* à des rythmes inévitablement variables selon les lieux (villes et *campagnes*) et les personnes (cadres, militants, masses). Des résultats *très nets*, voire *spectaculaires*, ont été atteints dans certains quartiers urbains et *districts ruraux*, mais il faut du temps et une vaste organisation pour couvrir *l'ensemble* du pays. Il n'est pas non plus facile de bousculer les coutumes, *notamment* quant à l'âge minimum du mariage, fixé à vingt-cinq ans pour les *filles* et à vingt-sept ans pour les garçons en ville ; vingt-trois et vingt-cinq ans dans les campagnes. Il faut se souvenir qu'une partie de la baisse de la natalité voit, dans les premières phases, ses effets compensés par la baisse de *la mortalité*.

Malgré l'absence de recettes miracles en démographie, il semble vraisemblable que la croissance de la population commence à ralentir, tendance qui devrait se renforcer au cours des prochaines décennies.

Le schéma agriculture-industrie-infrastructure qui émerge vers 1961-62 est plus que jamais réaffirmé : *« Sans une base agricole solide, il n'est pas possible de développer rapidement l'industrie ni d'élever le niveau de vie du peuple »*, déclare le président Hua Kuo-feng le 23 octobre 1977. Non moins essentiels apparaissent les travaux d'infrastructure agricole, les transports et communications, l'énergie.

Si cette stratégie *n'a pas été remise en* question, ni pendant la révolution cultu*relle ni après celle-ci*, les modalités d'exécution ont souffert à diverses repri*ses des excès et de* l'aventurisme du « groupe des quatre » ou de leur prédécesseurs : mépris des règles les plus élémentaires en matière de gestion économique, dogmatisme et rejet de techniques étrangères, gros retards dans la recherche agronomique, désordres et factions...

Les districts de type Tachaï

La *mauvaise humeur* du ciel se manifeste cette année et en 1976, ce qui con*tribue*, avec les *erreurs* des hommes, à faire ralentir la production agricole et remonter les importations de blé. Tombées à 2,1 millions de tonnes en 1976, celles-ci atteignent au moins 7 millions de tonnes en 1977. Quant aux exportations de riz, elles baissent depuis quelques années. Une des principales raisons a tenu à la faiblesse des cours mondiaux. Malgré une hausse récente des prix, les Chinois ne semblent toujours pas se manifester sur le marché mondial. Non moins révélateurs sont les achats, en *1977, de 300 000 tonnes d'huile* de soya et 500 000 tonnes de *fèves* de soya (teneur en *huile : 20 %*), *dont la Chine est pourtant* un des grands producteurs mondiaux.

Ces importations correspondent au souci maintes fois exprimé par les nouveaux dirigeants d'améliorer le niveau de vie des masses et, *a fortiori*, d'éviter une baisse.

Par rapport à la production totale (270 millions de tonnes de grain en 1975 et 1976), les importations paraissent modestes. Il en va différemment lorsqu'on les compare au volume du grain qui entre dans les circuits commerciaux et les villes (dans les 50 à 60 millions de *tonnes*). *Encore plus caractéristique* est le cas des huiles végétales. Sur la base de la ration d'huile accordée dans les villes (3 kilogrammes par personne et par an), *il faut*, pour *alimenter* les masses urbaines, dans les 400 000 à *500 000 tonnes d'huile, ce qui dépasse de* peu les importations de cette année. (Population urbaine : *environ 15 % du* total.)

Déjà esquissée à la fin de 1975, la stratégie agricole continue à se renforcer. *D'ici à 1980, le tiers des deux mille* cent trente-cinq district devraient avoir atteint un stade avancé *du type de la* célèbre brigade de Tachaï dans les collines du Chan-Si : haute *conscience* idéologique, forte croissance de la production et des *niveaux de vie grâce* à une gestion efficace. Le nombre de ces districts semble se situer *aujourd'hui* autour de cin., cents.

Grâce aux travaux de *Marthe Engeborghs-Bertels* (2), il nous est possible de localiser ces districts. La plupart jouissent de conditions naturelles et économiques *assez différentes de celles* du modèle de Tachaï : en général, de bons sols dans la grande plaine du Nord, *dans les plaines et les fonds de* vallée du Centre et du Sud ; rivières ou *souvent nappe phréatique abondantes*, ce qui assure une bonne irrigation. Nombre de ces districts s'appuient sur une ville plus importante qu'un simple bourg. Dans l'ensemble, ils ne sont pas trop isolés : grand-route, axe ferroviaire ou rivière. Tous ces facteurs jouent un rôle non négligeable dans le processus de développement local : agriculture, industries, commerce, infrastructure...

Qu'en est-il des cadres ? En 1972, nous visitions plusieurs districts à la Tachaï. Nous étions reçus par des hommes plu*tôt jeunes*, possédant *bien leurs* dossiers et faisant preuve d'un solide bon sens. Les résultats étaient frappants et n'avaient rien de villages à la Potem*kine, observation confirmée ultérieurement* par d'autres étrangers. Les ren*dements atteignent dans les 5 t/ha* de paddy, 3 à 4 t/ha de blé, parfois plus.

En revanche, dans bien des régions moins solidement encadrées et où la nature se montre plus ingrate, la production de paddy oscille entre 2 et 3 t/ha, le blé autour de 1 000 kg/ha.

La Chine n'a certes pas épuisé tout son potentiel agricole, mais, compte tenu des résultats déjà atteints dans plusieurs zones, la partie s'annonce serrée. Elle nécessite toujours plus de coûteux travaux hydrauliques engageant, à côté de la brouette, de gros moyens modernes. D'autres progrès sont pos*sibles en matière de semences. Quant* à la consommation d'engrais chimiques, elle va *progresser* lorsque les *treize* grands complexes d'urée, construits avec la collaboration d'entreprises étrangères (dont des françaises), tourneront à plein, soit en 1978-1980.

En conclusion, la courbe de la production agricole peut continuer à s'élever plus vite que celle de la population au prix d'une sévère planification de l'économie. C'est ce que les Hua Kuo-feng et Teng Hsiao-ping sont en train de *faire dans une* perspective qui n'a rien de commun avec les billevesées *si fâcheusement incarnées dans l'esprit* du « groupe des quatre ».

GILBERT ETIENNE.

(1) En partant de l'hypothèse moins plausible de 824 millions en 1975, avec un taux annuel de croissance de *1,8 %* pour *1975-1980* et 1,5 % pour 1980-1985, le milliard serait atteint vers 1987.

(2) Marthe Engelborghs-Bertels et deux de ses étudiants, Chr. Kulakowski et Th. Mhatswenumugabo, de *l'Institut de sociologie*, Université libre de Bruxelles.

Le Qatar prépare l'après-pétrole

Le Qatar a décidé de s'industrialiser à partir de ses ressources en gaz, considérées comme plus durables que le pétrole.

De notre envoyé spécial

DOHA. — Au commencement, il y avait *le ciel, la mer et le sable*, et personne n'aurait donné cher du Qatar, *même* au début des années 50. Aride et désertique, chauffée à blanc *onze mois sur douze par les rayons* d'un soleil impitoyable, cette presqu'île de 32 014 km2, grande comme la Lorraine, fichée en plein milieu du golfe Persique sur la péninsule arabique, n'avait vraiment rien d'un éden. Mais un jour le pétrole jaillit, répandant ses bienfaits, et tout fut changé. Autrefois simple bourgade coincée entre la mer et le désert, Doha, en moins de vingt ans, est devenue une riche capitale. Immeubles somptueux, souvent bâtis, Dieu merci ! dans le plus pur style oriental ; larges avenues bordées d'arbres où foncent à tombeau ouvert Mercedes et *belles américaines* ; *cinémas*, boutiques regorgeant de marchandises amenées *des quatre coins de la Terre par des* files de cargos obligés d'attendre trois longues semaines avant d'accoster tant l'embouteillage est grand ; une *étonnante* université ; un musée non moins remarquable ; des chantiers à perte de vue : la ville n'a plus grand-chose à envier aux grandes métropoles occidentales.

Simple flambeau dans la nuit ? Ni les quatre-vingt mille Qatari ni les cent quarante mille étrangers (Indiens, Pakistanais, Egyptiens, Palestiniens) attirés par l'odeur du pétrole, qui peuplent l'émirat *n'ont à se plaindre*. Payés comme des pachas, ils gagnent souvent *plus de 8 000 rials par mois (10 000 F)* et les salaires les plus bas descendent rarement au-dessous de 2 000 rials (2 500 F). L'impôt sur le revenu est inconnu et le chômage inexistant. Même si la redistribution des richesses n'a pas toujours été très égale, le tout-puissant émir Sheikh Khalifa Bin Hamad Al Thani a quand même bien fait les choses. Autoroutes, hôpitaux, écoles, stades, stations de radio et de télévision, logements : au rythme actuel de son développement, le Qatar sera *dans quelques années un pays nanti*. En attendant, avec ses 12 000 dollars, de *revenu par tête d'habitant*, il se classe, avec le Koweït et Abou-Dhabi, dans le peloton de tête des pays les *plus riches du monde*, devant la Suisse avec ses 8 746 dollars, la Suède *(8 439 dollars) et les Etats-Unis* (7 098 dollars). Phénomène symptomatique de *cette richesse toute neuve : dans* les douars, les enfants se livrent à des *courses folles sur des motos japonaises* miniatures, tandis que les adultes regardent la télévision couleur en plein air. Mais les femmes, toujours vêtues de longues robes de voile noir, restent masquées, coupées du monde des hommes. C'est tout le paradoxe de ce pays, prisonnier d'un passé encore chaud et de ses tabous religieux, mais étonnamment ouvert au progrès et sans complexe à l'égard du profit.

L'or noir a tout donné au Qatar, mais il peut aussi tout lui reprendre. Dans trente ans, ou un peu plus, les gisements (1) dont le pays tire à présent 2,7 milliards de dollars de revenus annuels (95 % de ses ressources) seront épuisés, et trente ans c'est presque demain. De quoi sera fait l'avenir quand le dernier puits de pétrole sera tari ? Comme tous les Etats arabes, le Qatar a d'abord recherché dans les investissements à l'étranger le moyen de recycler ses pétrodollars. Ainsi se nouèrent les premiers liens entre C.d.F.-Chimie, filiale des *Charbonnages* de France, et la Qatar General Petroleum Company *(Q.G.P.C.), associés à 60/40 dans la* construction de la plate-forme pétrochimique de Dunkerque, d'un coût global de 1,9 milliard de F. D'autres projets du même *type sont* à l'étude et, *pour* faciliter l'acquisition de nouvelles participations, la Qatar National Bank ouvrira fin novembre sa première agence internationale à Paris.

ANDRÉ DESSOT.

(Lire la suite page 29.)

(1) Avec près de 180 millions de barils de pétrole par an, le Qatar est le onzième gros producteur de l'OPEP et le quinzième à l'échelon mondial. Mais il se classe au troisième rang, derrière Abou-Dhabi et le Koweït, pour sa production par tête d'habitant.

QUELLE PRIORITÉ DONNER A LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE ?

Agir sur l'offre et non sur la demande

TOUT économiste qui analyse ou prévoit la conjoncture, de même que tout responsable chargé de mettre en place des politiques économiques, se réfère implicitement à des schémas qui arbitrent entre les différents résultats recherchés. Il en va ainsi, par exemple, des relations liant le chômage à l'inflation (courbe de Phillips), la croissance à l'emploi (loi d'Okun), ou *l'inflation à la croissance de la masse* monétaire. Ces schémas, qu'ils soient keynésiens, c'est le cas des deux premiers, ou monétariste comme le troisième, se réfèrent tous à la même doctrine économique, à savoir la répartition des rôles respectifs du marché et de l'Etat : *au premier le soin* d'ordonner l'offre en recherchant le profit maximum et en prenant en compte les besoins des consommateurs, la concurrence nationale et internationale et les quelques directives gouvernementales ; au second le soin d'ajuster la demande à *l'offre afin d'éviter récession et inflation*.

Or quiconque se penche sur les phénomènes économiques ne peut être *que* frappé par l'irréalité de ces schémas que mettent en évidence les faits depuis plusieurs années. Il est en effet notoire que la relance par la stimulation de la demande finale, dans le but de lutter contre le chômage, ne mène à terme, dans un *monde où les anticipations inflationnistes* sont fortes, qu'à davantage d'inflation ; que le ralentissement de cette même demande, *pour* infléchir l'inflation, ne conduit qu'à une hausse du chômage, compte tenu des pressions sociales et de la rigidité à la baisse de la croissance des salaires ; que la croissance économique n'est plus synonyme d'augmentation de l'emploi, dès lors que les investissements ne suivent pas, ce qui est bien actuellement le cas de l'ensemble des pays industrialisés ; que dans un monde où l'interdépendance économique est chaque jour plus grande, une politique monétaire ou monétariste ne peut être efficace en matière d'infla*tion, à moins que le pays ne puisse se* protéger complètement des perturbations monétaires extérieures ; enfin, que la dépréciation des changes ne garantit pas une amélioration de la balance commerciale

L'erreur, actuellement, consiste à croire que ce ne sont pas les schémas de référence qui sont erronés mais que ce sont les instruments traditionnels de gestion *de l'économie par la manipulation de* la demande qui sont inopérants et que, en conséquence, il faut en imaginer d'autres. On propose, par exemple, le dégrèvement fiscal ou le remboursement d'impôts supposés plus efficaces alors que l'exemple américain est là pour démontrer le *contraire : le seul élément dyna*mique de la croissance est, dans ce pays, la consommation tandis que les investissements stagnent toujours dans nombre de secteurs, que le chômage reste proche de 7 %, que le profit et la productivité des entreprises marquent un pas et que le déficit budgétaire atteint des sommets inégalés.

La leçon des faits économiques enre*gistrés depuis plusieurs années est en* fait que la régulation de la crise actuelle ne peut se faire par l'administration de la demande finale et ce pour une raison simple : c'est que, la crise est une *crise de l'offre* et non de la demande. Par ailleurs, le diagnostic que l'on porte sur la conjoncture actuelle est très différent suivant les secteurs analysés. Certains, en particulier ceux soumis à la concurrence internationale (sidérurgie, chimie minérale, textile, papier), traversent une crise profonde et freinent l'activité générale tandis que d'autres sont sains et connaissent une certaine expansion. En conséquence, c'est sur l'offre qu'il convient d'agir, toute autre politique ne pouvant qu'accentuer le déséquilibre au prix de bénéfices illusoires dans le très court terme.

Cette crise de l'offre est la résultante d'une série de phénomènes concomitants parmi lesquels on peut citer : en premier lieu, l'inflation endémique qui relève de la rigidité des structures socio-*politico-économiques de nos pays ; en* second lieu, la trop lente adaptation des systèmes productifs face au renchérisse*ment considérable* de l'énergie, aux besoins d'amélioration de l'environnement et au défi de la nouvelle division internationale du travail peu à peu *imposée par le tiers-monde ; puis, le* chômage structurel qui résulte de cette faible adaptabilité, de l'inflation qui, en rongeant le pouvoir d'achat des ménages, force davantage de femmes à rentrer sur le marché du travail (l'amélioration des conditions de travail pouvant être également *déterminante* dans ce domaine) et du fait que dans la conjoncture présente, la gestion de la main-d'œuvre devenant plus serrée, la qualification est un facteur prépondérant rendant l'offre de travail souvent inadéquate à la demande ; enfin, le flou qui entache l'horizon économique et qui grève lourdement les décisions en matière d'investissements (Samuelson parlait récemment de « trappe d'incertitude » puisque plus l'incertitude est grande plus les investissements stagnent, plus la conjoncture est mauvaise, etc.).

Ebauche de réflexion, certes, mais par ailleurs indispensable, car l'essentiel est là : hormis une réflexion sur l'offre et des mesures adéquates, il n'existe pas de solution à la crise actuelle. Une politique conjoncturelle de manipulation de la demande ni même une relance internationale de la demande préconisée par le F.M.I. ne peuvent régulariser la crise. Une nouvelle politique globale de l'offre s'impose donc, et la pensée économique a bien du chemin à parcourir *pour apporter des solutions à cette crise* car, d'abord, les vieux schémas de référence doivent être abandonnés.

BERNARD HUGONNIER,
économiste au B.I.P.E.
(Bureau d'information
et de prévisions économiques).

Accepter certains risques pour une croissance accrue

L*A politique économique et sociale* des pouvoirs publics s'inscrit dans le cadre du plan Barre du 22 septembre 1976. Ce programme — on le sait — entendait parvenir à maîtriser l'inflation sans nuire à l'activité économique. En fait, l'accent est bien mis avant tout par ce plan sur *la composante* inflationniste ; ce sont bien la lutte contre la hausse des prix et la défense du franc qui sont les préoccupations majeures de la thérapeutique proposée, même si on affirme, bien sûr, que cette priorité ne doit pas être prétexte au sacrifice des autres objectifs *traditionnellement* visés par la politique économique. Le premier ministre ne cesse de répéter que les priorités restent l'inflation, le commerce extérieur et la tenue du franc... ce que M. Raymond Barre appelle le « front extérieur ».

Il est donc clair que l'objectif majeur des pouvoirs publics est bien de casser l'inflation et de raffermir le franc. Pour parvenir à ces buts, une politique de rigueur et d'austérité a été mise en place en 1976-1977.

Le premier ministre récidive pour 1978 en présentant, en particulier, pour cette année 1978, un budget dont le moins qu'on puisse dire est qu'il reste sévère. Il espère ainsi que, *les grands* équilibres ayant été rétablis, les taux de profits ayant été restaurés par le freinage de la croissance des salaires, la machine économique repartira d'elle-même sur des bases saines, les entreprises qui auront reconstitué leur marge pouvant apporter une contribution positive à l'expansion en investissant.

Une thérapeutique d'inspiration déflationniste

Tout le dispositif de M. Raymond Barre repose donc bien sur l'idée que la dégradation des comptes d'exploitation *des entreprises* ayant conduit à la crise, il importe de modérer la progression des coûts (charges salariales en particulier), bref, de remettre en ordre l'appareil de production de telle sorte que les firmes puissent de nouveau investir. Car, en effet, c'est, pour les pouvoirs publics, *l'offre qui guide la demande*, la consommation suivant, et non l'inverse. On observera par suite que l'esprit d'ensemble de cette politique de M. Raymond Barre est bien libéral et que, dans la crise actuelle qui n'est pas sans ressemblance avec la crise de l'entre-deux-guerres (dans les deux cas nous sommes bien en présence d'une guerre commerciale et d'une guerre monétaire), la *politique* d'austérité de la France des années 1976-1977 n'est pas, par là même, sans analogie dans ses grandes orientations avec la thérapeutique déflationniste de Laval en 1935..., thérapeutique, on s'en souvient, qui avait fait le lit du Front populaire *(1936). Au cœur même*, en effet, de ces deux politiques, on trouve une croyance indéfectible dans les vertus de la croissance libérale ouverte sur l'extérieur, dans les bienfaits de la *division* internationale du travail. Reste par suite à l'Etat à se borner à favoriser l'expan*sion de ces dynamismes privés*, garantissant (on pense plus particulièrement à l'action actuelle des pouvoirs publics) une *monnaie* et des finances intérieures et extérieures saines, en assurant le rétablissement de la capacité de financement des entreprises *rognée par* la hausse des coûts (salariaux, matières premières, pétrole plus spécialement), en aidant les firmes à exporter et à investir.

Mais investir pour faire face à quelle demande ? La demande extérieure ? Il est vrai que nos gouvernants espèrent toujours un environnement international un peu plus favorable, on attend toujours de certains pays — des « locomotives » que sont l'Allemagne, les Etats-Unis... — qu'ils « tirent » l'économie mondiale. En réalité, les plans de relance récents des Etats-Unis, de l'Allemagne et du Japon sont modérés, et, par suite, leurs effets sur notre activité interne demeurent incertains *et risquent de se faire attendre* trop longtemps. Quant à la demande intérieure, elle n'existe pas, ou du moins n'est pas assez puissante malgré les quelques « coups de pouce » donnés ici et là durant l'année 1977. Il faut bien voir, en effet, que le salaire n'est *pas seulement un élément de coût, mais* aussi une fraction du revenu dépensable, et, par là même, la politique de M. Raymond Barre pour freiner l'inflation par les coûts est aussi conduite à freiner la consommation, et donc la production. Il est sûr — la réalité est *là pour en persuader, même* si les derniers chiffres paraissent moins pessimistes et l'avenir moins bouché — que la politique officielle de priorité au rétablissement des grands équilibres monétaires et financiers internes et externes — préférence par excellence de *tous les régimes conservateurs — a eu* quelque succès en matière de « décélération » des rémunérations, de redressement des marges d'autofinancement des entreprises privées, d'amélioration du commerce extérieur, de stabilité de la monnaie française par rapport au *dollar* et, sans doute, de modération du rythme de hausse des prix, mais qu'une partie de ces résultats a été obtenue par l'engourdissement économique, le ralentissement de la croissance et une forte progression du chômage. « *Si un homme*, notait voilà longtemps A. C. Pigou, *souffre du chômage pour une longue période, des réactions morbides affecteront presque certainement sa qualité d'homme et d'ouvrier. Ce n'est pas seulement que son habileté technique diminue par manque de pratique. L'habitude de travailler régulièrement se perdra, le respect de soi-même et la confiance en soi peuvent se détruire et, quand l'occasion se présente à nouveau cet homme qui n'était jusque-là qu'inemployé se trouvera devenu inemployable. Pendant ce temps, sa vie privée peut s'être écroulée et l'atmosphère dans laquelle ses enfants grandissent peut avoir été empoisonnées* (1). »

On notera que l'auteur de ces lignes ne peut être suspecté de démagogie sociale, lui qui fut, dans les années 30, un des principaux adversaires néo-classiques de Keynes.

Le programme de la gauche ?

Mais alors, que faire si l'on refuse pour les travailleurs, pour les jeunes cette humiliation, ce dégoût de soi-même qu'entraîne le chômage ? Adhérer à la politique économique et sociale préconisée par la gauche ? Il est vrai que les *partisans du « programme commun »* entendent assurer le plein emploi par la création d'emplois publics et d'emplois privés suscités par la relance de la consommation populaire. Là, en effet, où l'actuel gouvernement mise essentiellement sur l'exportation pour affir*mer durablement l'expansion, l'opposi*tion fonde à l'inverse prioritairement l'entraînement de la croissance sur le gonflement de la consommation populaire interne.

Ce qui ne va pas sans soulever des questions. Et en particulier cette inter*rogation-clef : à vouloir rapidement*, trop rapidement peut-être, obtenir l'objectif de plein emploi — mais aussi celui de justice — l'opposition pourra-t-elle éviter sur le plan interne l'inflation et l'arrêt de la production, sur le plan externe, la spéculation et la fuite *des capitaux, autant de conséquences* qui nécessiteront une intervention et une emprise de plus en plus forte de l'Etat ?

Retenons d'abord le niveau interne et demandons-nous si la politique de relance par la consommation populaire ne risque pas tout d'abord d'aviver l'inflation. Il est sûr en premier lieu que, si l'on accepte les évaluations du plan de relance du parti socialiste (début 1976), il demeure un déficit budgétaire susceptible d'alimenter l'inflation. D'autant que s'ajoutent à ces risques d'inflation par le *déficit du budget*, le danger d'inflation par la demande et par les coûts. Péril « d'inflation par la demande » ? Les mesures sociales, les *hausses de salaires... se traduiront*, en effet, à court terme par un fort accroissement de la demande globale. Certes, il existe des capacités de production inemployées. Rien pourtant ne prouve qu'il y aura *totale* adéquation entre la demande supplémentaire et les capacités de production potentielle sur nos marchés imparfaits et imparfaitement communicants.

Mais là n'est pas *la seule* menace sur le plan interne. Si les entreprises avaient effectivement à appliquer les promesses du programme commun en matière de réduction de la durée du travail, d'abaissement de l'âge de la retraite, à supporter maintes charges supplémentaires *résultant des projets* sociaux — le tout avec le blocage des prix, — on peut s'attendre à une stag*nation* de l'appareil de production, à un marasme des investissements, à l'effondrement de nombreuses petites et moyennes firmes. *Encore avons-nous* évacué jusqu'ici artificiellement la dimension « extérieure », c'est-à-dire le *possible déferlement* de la spéculation contre le franc, la fuite des capitaux, etc. Le gouvernement de gauche devant — pour lutter contre tous ces dangers — pratiquer un interventionnisme de plus en plus poussé — notamment par le biais des prix, du crédit, *de la fiscalité, du contrôle* des changes.

Faut-il donc céder au découragement face aux limites de ces politiques, tant *gouvernementale* que de l'opposition ? Non point. On pense, en effet, qu'une autre politique économique et sociale est possible, qui emprunte aux deux thérapeutiques précédentes. *Quelles* finalités pour cette autre politique ? Nous souhaitons inverser l'ordre des *priorités de la politique* économique et sociale officielle. Là où l'actuel gouvernement s'assigne d'emblée comme objectif la restauration des grands équilibres, nous sommes avant tout soucieux — *comme* l'opposition pensons-nous — de mettre d'abord le plein emploi. *Comment y parvenir ? Par une politique keynésienne* volontariste qui s'attache délibérément à placer l'économie sur un sentier de croissance plus affirmé, générateur de plus d'emplois et de plus de justice. C'est dire que nous avons besoin d'une relance sélective de l'inves*tissement privé et public par le budget* et simultanément, compte tenu du faible degré actuel d'utilisation des capacités de production, d'une relance de la consommation par le biais de dégrèvement fiscaux (2).

Desserrer la contrainte extérieure

On nous dira sans doute que c'est dans cette voie que s'est engagé le gouvernement avec ses nombreuses incitations à l'investissement, la stimulation directe de la consommation par le triplement de *l'allocation de rentrée, les mesures pour* l'emploi des jeunes, etc. Mais au regard de l'importance du chômage, ces différentes mesures de « soutien » distillées tout au long de cette année par M. Raymond Barre apparaissent insuffisantes : l'injection s'étant faite par petites doses — *pratique* des « petits paquets » —, la conjoncture n'a par suite guère réagi à ces sollicitations timides et ponctuelles de nature homéopathique. Les prévisions d'activité restant insuffisantes pour permettre un véritable redressement de la situation de l'emploi, il nous faut donc bien une politique plus active qui — objectera-t-on — aura pour effet immédiat de détériorer encore davantage les *finances publiques*, d'aviver *l'inflation*, de gonfler les importations, de compromettre la stabilité du franc. On rétorquera d'abord que l'équilibre du marché du travail nous paraissant tout aussi important pour la santé de notre pays que l'équilibre de ses finances et de sa balance des paiements, on est prêt à prendre le risque d'une telle stratégie volontariste, c'est-à-dire à accepter un déséquilibre momentané plus accusé de nos finances et de notre balance des paiements.

Tout la politique de relance *sélective* des investissements productifs préconisée plus haut devra d'ailleurs consister à moyen et long terme à « desserrer » cette contrainte extérieure en favorisant sur notre sol un éventail aussi ouvert et complet que possible d'activités, compte *tenu des données* que *nous imposent* la géographie de notre pays, son passé, ses capacités et ses ressources. Certes, point n'est question pour nous d'envisager de revenir à une économie fermée... cela étant d'ailleurs impossible avant longtemps compte tenu de notre très forte *dépendance extérieure énergétique dont* il faut bien compenser le coût au moyen d'une masse correspondante d'exportations. Mais cela posé, nous *ne pouvons* accepter sans nuance le libéralisme international et le modèle de répartition mondiale de la production qui en *découle. N'y a-t-il* pas danger en effet pour l'indépendance nationale à abandonner les activités de pointe (informatique, etc.), et des *activités traditionnelles*, désormais exercées plus efficacement ailleurs (textile, etc.).

Le libéralisme international *retentissant* bien à terme sur les spécialisations technologiques, l'orientation des « styles » de fabrication et des échanges commerciaux, nous souhaitons tempérer Ricardo par List dans le cadre d'un développement national plus complexe, plus « autocentré », utilisant *mieux notre potentiel* (agro-alimentaire, en particulier), bref dans la perspective d'une politique qui — tout à la fois de protection et *d'expansion — nous* permette de moins importer et de plus exporter. Bien sûr, cette politique économique et sociale plus volontariste doit s'appuyer *sur une* planification démocratique et une politique des revenus. Une planification démocratique qui ne repousse pas l'idée de nationalisation s'il s'avère que cette arme soit nécessaire pour la politique souhaitée de plus grande indépendance. Une politique des revenus qui, pour sa part, s'attache résolument à une réduction des inégalités de revenus, par le biais notamment d'un impôt sur la fortune.

PIERRE PASCALLON,
professeur à la faculté des sciences économiques de Clermont.

(1) A. C. Pigou : *Employment and Equilibrium*. Macmillan 1940, pages 16 et 17.
(2) Cf. en ce sens, R. Larre : « Faut-il relancer la consommation ? » (*le Monde* du 11 octobre). E.-M. Claassen : « Un remède à la crise : la réduction des impôts » (*le Monde* du 18 octobre).

Le Monde

Provence

une ter

Les nouveaux ont découvert leur paradis

voix du lar

Quand Max

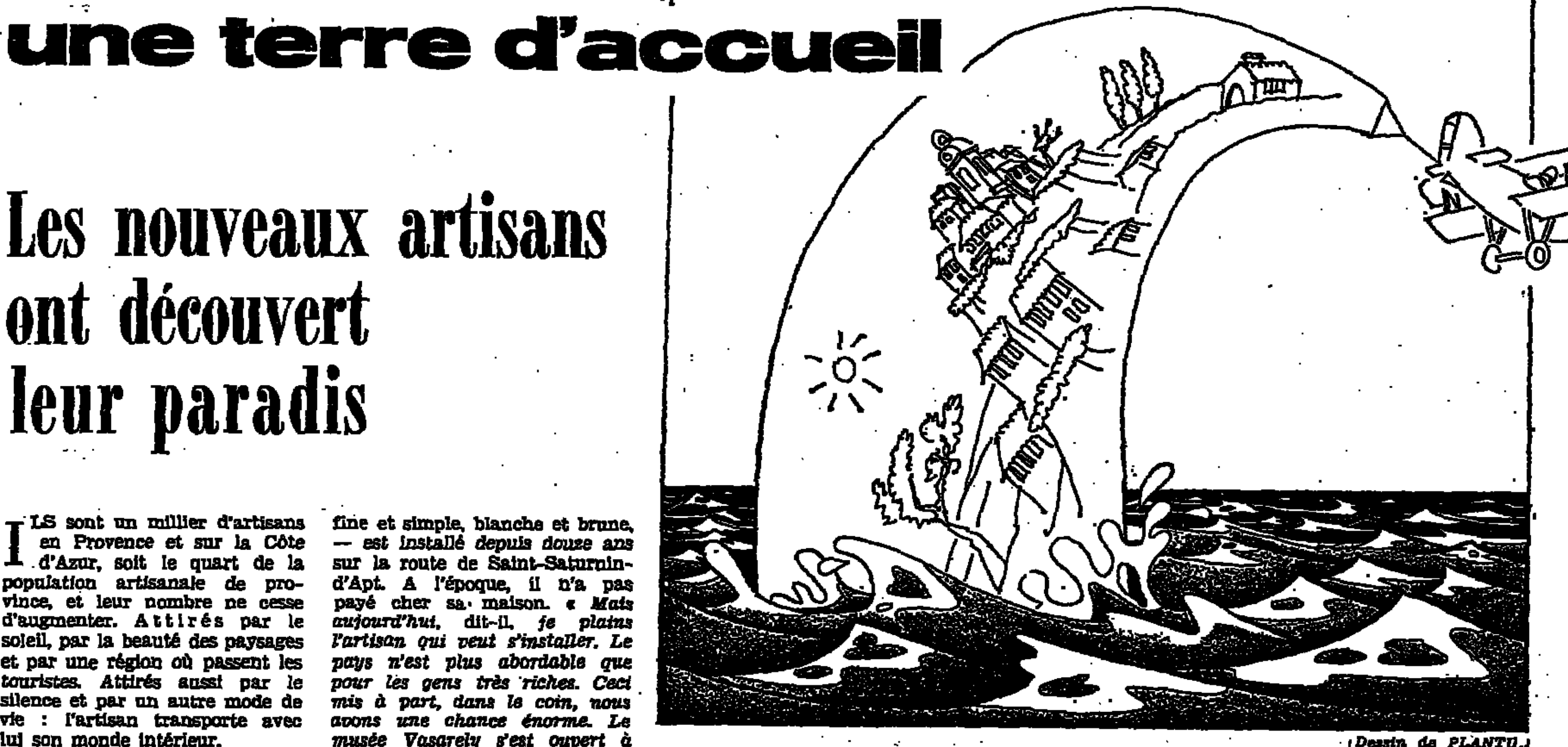
Le Monde

une semaine avec

Provence - Alpes - Côte d'Azur

une terre d'accueil

Les nouveaux artisans ont découvert leur paradis


(Dessin de PLANTU.)

La mer et la montagne sur la même affiche

ILS sont un millier d'artisans en Provence et sur la Côte d'Azur, soit le quart de la population artisanale de province, et leur nombre ne cesse d'augmenter. Attirés par le soleil, par la beauté des paysages et par une région où passent les touristes. *Attirés aussi par le* silence et par un autre mode de vie : l'artisan transporte avec lui son monde intérieur.

A travers la région, la population artisanale a une densité qui varie. Très fournie dans les Bouches-du-Rhône, le département d'Aix, des Baux et de Saint-Rémy. Fournie dans les *Alpes-Maritimes, où se trouve le* « triangle d'or » de Saint-Paul, Vallauris et Biot. Clairsemée dans le Vaucluse et le Var, et encore davantage dans les Alpes-de-Haute-Provence.

L'artisan de Provence et de la Côte d'Azur est avant tout un céramiste ou un tisserand. Mais chaque département a, en plus, *sa spécialité : cire et cuir* dans les Alpes-de-Haute-Provence peinture sur tissu et reliure dans le Var, bijoux et santons dans les Bouches-du-Rhône, métiers du bois et jouets dans le Vaucluse. Prenons le chemin des artisans. Ceux de Provence et ceux de la Côte. Ceux de la campagne et des villages.

Campagne civilisée du Vaucluse. Plaine de Gordes. Cerisiers, amandiers, vignes. Résidences d'été et piscines. Jean Payen, céramiste — il fait une vaisselle fine et simple, blanche et brune, — *est installé depuis douze ans* sur la route de Saint-Saturnin-d'Apt. A l'époque, il n'a pas payé cher sa maison. « *Mais aujourd'hui*, dit-il, *je plains l'artisan qui veut s'installer. Le pays n'est plus abordable que pour les gens très riches. Ceci mis à part, dans le coin, nous avons une chance énorme. Le musée Vasarely s'est ouvert à Gordes, et l'abbaye de Sénanque est devenue un centre culturel.* » L'été, donc, un passage assuré ; l'hiver, beaucoup d'amis artistes dans la région de Saint-Rémy. A Aix, une maison des métiers d'arts français (MMAF) très active. On n'est pas isolé *tout en étant à la campagne.*

Grand, massif comme une armoire normande — son pays d'origine, — Pierre Chapo étouffait à Clamart. Il respire maintenant à Gordes, *à côté de* Jean Payen, au milieu de 20 hectares. Il a transformé une ancienne ferme qui abrite maintenant son magasin d'exposition et son atelier. Pierre Chapo, architecte, conçoit et fabrique des meubles.

« *Je ne me limite pas à la planche à dessin, j'ai un atelier et, dès que j'ai une idée, je fonce dans le tas de bois pour faire des essais.* » L'assemblage l'intéresse particulièrement, et ses meubles lui ressemblent : de bonnes grosses tables de ferme bien épaisses, des buffets solides et cohérents, des sièges-trépieds bien campés.

Il est venu du Nord pour le *soleil qui réchauffe* et qui inspire, pour les pierres — ruines antiques et bories des bergers — et pour les couleurs. Uwe Krause et sa femme Helga ont *acheté un moulin en* bas de Goult. Le site est solitaire, en*caissé mais signalé.* Sans doute parce qu'il pétrit la terre, le potier a besoin de la terre qui l'entoure, du temps qu'il fait *et* des saisons. Avec sa barbe rousse *comme* celle de Van Gogh, son bonnet en laine grattée et ses sabots, son matériel en plein air — table, cuvettes et four, — Uwe Krause fait partie de son vallon. Il crée une vaisselle douce d'un bleu gris laiteux. Mais il a un *penchant pour ses vases, qui,* pour lui, sont un trait d'union entre l'utilitaire et la sculpture.

Bijoutier ? Non plutôt un sculpteur qui fait des bijoux. *Gilles Jonneman habite la cam*pagne près de Ménerbes mais il va bientôt s'installer à Goult, un village simple qui vit encore. « *J'ai envie d'entendre l'accent du pays* », dit-il. Gilles Jonneman n'est pas exactement le bijoutier des fiancés. Il ne recherche ni le beau — « *plein de gens confondent l'art et l'esthétisme* », — ni le précieux, ni la parure. Il s'intéresse aux mélanges de formes et de matériaux. Ceux-ci nettement différenciés pour accentuer celles-là. Bloc d'acier brossé, donc froid, où s'encastre une coulée d'altuglass blanc comme une baignoire. Un assemblage pas forcément sympathique mais sans concession.

Le bout du monde. Après Apt, après Banon et ses troupeaux de mouton, après les champs de lavande, en boule comme des hérissons, à droite de La Rochegiron : un hameau gris, déchiqueté, adossé à la montagne, superbe. Camille Virot, jeune *céramiste*, a racheté les ruines en 1971 et a remonté sa maison avec sa femme Pascaline, une provençale. Quand la maison a été prête, Camille Virot a quitté son poste d'enseignant pour aller jusqu'au bout de tout. « *Je désire travailler librement et ne pas être soumis à une production et à une clientèle. Les progrès ne m'intéressent pas au niveau des résultats. Mes pièces ne sont pas plus belles qu'il y a dix ans. J'attache de plus en plus d'importance au fait de faire, à la cuisson. Ce qui est essentiel pour moi, c'est de créer le feu qui va engendrer le pot. Je vis son élaboration de façon de plus en plus intérieure. C'est un bonheur qui se construit.* » Pour vivre, Camille Virot, qui a l'expérience de l'enseignement, organise des stages de raku, une technique japonaise. Il ne prend pas plus de cinq personnes à la fois. Fait à signaler : la presse locale ne s'intéresse pas aux stages artisanaux. Ce sont Paris, la Suisse et la Belgique qui envoient des clients à Camille.

FLORENCE BRETON.

(Lire la suite page 23.)

voix du large

Quand Max Gallo déshabille Nice

NICE et les Niçois existent-*ils ? Bourges, Orléans,* Toulouse ou Marseille, Lille ou Lyon, sont serties *dans l'histoire* de France. Joyaux de la couronne du royaume ou de la République. *Mais* Nice ? *Qui s'en soucie ?* On y passe. Ville *de passe ?* On y *joue. Ville mirage ? Faites vos jeux.* On s'y installe pour mourir. Ville mouroir ? Pas seulement pour retraités. Il y a toujours un truand pour s'y 'ai.. :cuter, *une boîte de nuit pour* flamber, des égouts pour y ramper jusqu'aux coffres *d'une banque.* Nice-maffia ? Nice-racket ? Nice-fait divers ? N'est-elle peuplée que de vieillards, de gangsters, d'hôtesses d'accueil, d'employés d'hôtel ? *N'a-t-elle pour avenir* que de ressembler — comme certains l'espèrent — *à Las Vegas* ou à Miami, et pourquoi pas à Rio ? Nice-Carnaval. Nice : soleil et joie.

Arrachons ces masques. Laissons-la nue, telle que la montra *Jean Vigo, dès 1929, dans son* « A propos de Nice » *qu'à chaque génération il faudrait* recommencer. *Car* Nice est vive. Et *c'est* cela d'abord qu'il faut dire. Population en augmentation de près de 53 % *depuis* 1946. Bien sûr des vieux plus nombreux qu'ailleurs. *Ils donnent le ton* : *salles de café* somnolente, fauteuils rangés comme des tribunes et où s'alignent *sagement devant* un thé ou un demi ces voyeurs septuagénaires qui, ostensiblement, commen*tent* la tenue des passants, plus jeunes. Puisqu'il y en a. Fils des pieds noirs installés là à partir des années 60. Certaines rues sentent l... *merguez et la paëlla. Fils de* Nice tout simplement qui refur ͏t, malgré le chômage, de quitter la ville.

Car Nice enferme comme une nasse. Il faut la voir de haut, de l'une des collines — Gairaut ou *le mont Boron — pour la com*prendre . limitée par le Var, frontière avec la France jusqu'en 1860, encerclée par les dernières rides des Alpes, elle est prise au filet. Aujourd'hui elle fait craquer les mailles. Elle déchire. S'insinue vers *le nord, dans la vallée du Var,* vers l'est, recouvre les collines. *Mais* hier — hier si proche, que sont deux siècles dans l'histoire d'une ville ? — elle était victime *de la mer et du relief.* Cité du royaume de Piémont-Sardaigne, elle communiquait mal avec Turin. Il faut attendre 1778 pour que des crédits soient affectés à ren*dre carrossable la route du col de* Tende vers la capitale. A l'Ouest, en direction du Var, le terrain es plat. Mais là se dressent les barrières politiques et manquent les ponts. La France, c'est l'étranger.

En fait, les différences d'une rive du Var à l'autre sont bien plus profondes que celles que créent les circonstances historiques. Sur la rive droite commence un autre pays : les reliefs, amples, s'orientent ouest-est en lar*ges plans. Les « baous » dominent,* hautes falaises calcaires, Vence ou Grasse. *L'accent, comme le relief,* est provençal. Nice et son terroir aux petites vallées cloisonnées, le plus *souvent* nord-sud, taillées dans un sol caillouteux d'alluvions récentes, Nice et son comté sont *une marge : marge est de la Pro*vence, marge sud-ouest du Piémont-Sardaigne. Ni tout à fait provençaux, ni tout à fait piémontais ou ligures : tout à fait niçois. Et *quand en* 1792, la République française entre dans Nice, il y a un parti autonomiste. Une République niçoise ? Indépendante et de Turin et de Paris ? Pourquoi pas.

NICE est orgueil : un aigle déploie ses ailes sur son blason. Le Niçois sait qu'il *n'est vraiment à personne. Loin* des centres, il est un tout. De là *ce mépris, cette attitude suffisante* qu'il a souvent vis-à-vis des autres. *Mais* ce tout — Nice — le Niçois *n'ignore pas que c'est un rien.* Dépendant et qui ne s'est développé que par les autres : touristes anglais, rattachement à la Fr ͏.e, qui débloque l'ouest, permet de *franchir le Var, maçons italiens* qui se déversent dans la ville à partir de 1880, *qui la construisent* et la font surgir, française et étrangère à la France, cosmc ͏'te, jeune (32 % des habitants ont moins de vingt ans en 1906), seule *cité Far-West de l'Hexagone fran*çais. Alors le Niçois, prudent, dissimule son orgueil sous l'obséquiosité, excessive, pour que l'interlocuteur malin ou un témoin niçois sache qu'elle est simulacre, feinte. Il est de ces faux modestes qui *flattent pour ridiculiser ou mieux se convaincre qu'ils sont supérieurs à tous.* Et comment en douter en ce lieu triomphal — Nikaia, victoire — où la *montagne* altière s'enracine dans la baie des Anges ?

Niçois contradictoire donc, comme la ville. Elle grandit et cesse d'exister ! Elle avait un *visage : ville médiévale tassée sous* le château. Ville piémontaise aux *arcades. Ville fin de siècle aux* hôtels impériaux, Marienbad ensoleillée pour princes russes et reines anglaises. On la saccage au nom d'un avenir qui est déjà *un passé. On abat les façades des grands hôtels du dix-neuvième siècle — valeur touristique* sûre au marché culturel de la rareté — pour construire des casinos de verre et d'acier, cubes anonymes comme on en trouve à Tokyo ou à Los Angeles. On dépersonnalise au nom du profit sans imaginer *que le profit demain viendra de* la personnalité.

AVEUGLEMENT ? *Bêtise ?* Mauvais goût de parvenu qui a toujours à ses doigts une bague de trop, à sa veste prince-de-Galles un pochette *voyante qui fait un peu proxénète* de film série B, retiré des affaires et investissant *ses profits* sur la Côte ? Il y a de cela dans cette ville qui attire, assimile et, autre contradiction, *rejette. Le manœu*vre italien du début du siècle arrivé avec seulement ses mains a fait *souche* et, comme dans une Amérique d'Europe, est devenu quelqu'un. Ses fils sont fonctionnaires : instituteur ou énarque.

MAX GALLO.

(Lire la suite page 28.)

Alpes-Maritimes

Depuis un siècle, ce département fait fructifier les rêves des pionniers du soleil

RESULTAT d'un accord tacite, ou fruit d'une rencontre de hasard entre un site naturel au physique admirable et une géographie administrative pour une fois douée du sens de l'équilibre, le département des Alpes-Maritimes apparaît comme le plus privilégié des départements français. Entre les montagnes de Provence, les Alpes fondantes et la mer, c'est l'amphithéâtre méridional de l'Hexagone, ouvert sur les eaux bleues de la Méditerranée. Sur cette scène liquide, l'histoire a donné ses plus beaux spectacles : ballets préludes des civilisations conquérantes ; opéra-bouffe des grandes manœuvres mercantiles, drames lyriques des invasions repoussées ou subies.

C'est ainsi que l'on vit passer au large de ce littoral aimable les galères bariolées de Cléopâtre, confisquées par Octave après la bataille d'Actium, et, faisant route vers Fréjus, les trières d'Ionie et de Rhodes, les dromons de Corinthe, les nefs de Byzance ; les felouques des Sarrasins et les esquifs des corsaires gênois lancés à l'assaut des îles de Lérins et de leur monastère forteresse.

C'est sur cette côte qu'atterrit, le 28 février 1815, à Golfe-Juan, l'empereur évadé de l'île d'Elbe, et qu'un matin de l'été 1944, les soldats de la libération se jetèrent sur les plages pour chasser des « touristes » germains que personne n'avait invités.

Les premiers qui abordèrent ces rivages avec des intentions de colonisateurs furent, dit-on, les Phocéens, demi-Grecs venus de Massalia, descendants ou sujets de Protis le navigateur et de la belle Gyptis, fille du roi des calanques. Ils trouvèrent là des indigènes indolents, mais courageux, à la fois ignorants et débrouillards, installés depuis le premier millénaire de notre ère — affirmèrent plus tard les archéologues — dans les échancrures des vallées.

Les limites de la Côte d'Azur

De toutes les civilisations successives qui furent proposées ou imposées, on retrouve les traces, des arènes de Fréjus, à celles de Cimiez jusqu'au trophée dressé par Auguste à la Turbie, sur la corniche supérieure, afin de commémorer sa campagne victorieuse sur les quarante-cinq peuples alpins, dont il fit graver les noms, afin que la postérité se souvienne que le Romain avait « pacifié les Alpes » !

Depuis que Nice est française, quand on dit Alpes-Maritimes, on pense Côte d'Azur. C'est là une déformation touristique, car si le littoral constitue un des plus agréables lieux de séjour qui se puisse rencontrer en ce monde, l'arrière-pays ne manque pas de séduction. Mais il faut d'abord succomber, comme les starlettes de tous les temps, à l'attrait magique de « la Côte », avant de mériter le silence des collines et des montagnettes fleurant bon le thym et la lavande. Voyons la vitrine avant le jardin.

Il y a des années que l'on discute pour savoir où commence et où finit la Côte d'Azur. Si tout le monde paraît d'accord pour dire que sa frontière est coïncide avec celle de l'Italie, on ne sait pas exactement situer la limite ouest de ce prodigieux boulevard méditerranéen. « *On a commencé par tolérer le littoral de l'Esterel jusqu'à Saint-Raphaël, dans les limites fictives de cette petite Côte d'Azur* », nous écrivait en 1971 M. Jean-Marie Blanc, un Toulonnais qui s'efforçait d'être objectif. Plus tard, on a bien voulu y inclure Saint-Tropez en fixant, aussi arbitrairement, la frontière au cap Lardier. Puis, il fallut bien admettre Hyères, et ce fut alors la borne provisoire et non traditionnelle de la Tour Fondue. Enfin, pour englober Bandol, on parla du Bec d'Aigle. Que tout cela est puéril, quand il suffit de se reporter à l'ouvrage de celui qui a créé l'expression « *pour savoir où commence et où finit la Côte d'Azur* ».

Un village nommé Cannes

L'inventeur de l'appellation fameuse, mondialement connue, comme le premier cru de la planète en matière de luxe, d'élégance et de plaisir, fut dans la seconde moitié du *dix-neuvième siècle un journaliste-poète qui* relata un voyage côtier de Marseille à Gênes, sous le titre « la Côte d'Azur ». La postérité n'a retenu de ce polygraphe vagabond qu'un titre, mais elle en a fait un titre de gloire. On devrait, sur le rivage béni où l'on est volontiers anglophile, fêter chaque année le « Stefen Liegeard Day » comme les Américains le « Colombus Day ».

Bien avant que ce reporter ne soit visité par l'inspiration, le littoral ne constituait pas la partie riche des Alpes-Maritimes, qui contiennent — quoi qu'on en dise du côté de Bandol — *la portion la plus attrayante* de la Côte d'Azur. Les gens du bord de mer, pêcheurs ou marins, n'étaient que de pauvres villageois par rapport aux propriétaires terriens et aux cultivateurs de l'arrière-pays. Il en fut ainsi jusqu'au jour où les hommes et les femmes des villes du nord — c'est-à-dire situées au-delà de Manosque, d'Aix-en-Provence, de Brignoles et de Grasse — osèrent se promener au soleil, allèrent jusqu'à fouler le sable des plages et se trempèrent cérémonieusement dans les vagues ! Puis, vint lord Brougham and Vaux, avocat célèbre outre-Manche pour avoir défendu les intérêts de la reine, née Caroline de Brunswick, contre le roi George IV qui tenait à se débarrasser par divorce de son épouse. L'Anglais, devenu deux fois lord chancelier, se rendait à Nice — alors Sarde — quand, en 1834, il apprit qu'une épidémie de choléra menaçait la ville.

Il descendit donc de sa berline dans un village nommé Cannes, y fut bien reçu, goûta la bouillabaisse des pêcheurs, et acheta pour 13 500 francs une colline sur laquelle il fit construire une somptueuse résidence qu'il baptisa « château Eleonore ». Trentre-quatre ans plus tard, Cannes s'était depuis longtemps peuplée d'aristocrates anglais, venus rejoindre sur la Croisette le chancelier, quand le soir du 7 mai 1868, ce noble vieillard, âgé de quatre-vingts ans, rendit l'âme après avoir cependant mangé : un potage, un rouget de la Méditerranée, une côtelette aux pommes, une aile de poulet, *un pudding au riz, le tout arrosé d'un* verre de Malaga et de deux doigts de porto. Le fondateur de Cannes, perle de la Côte d'Azur, partit donc l'estomac plein vers un monde dont personne n'est certain qu'il soit meilleur. Avec lord Brougham, auquel les Cannois ont élevé une statue, le chemin de fer fut le meilleur véhicule de l'engouement universel pour la Côte.

On le vit progresser comme au Far-West, jour après jour, en bordure de mer, crachant ses escarbilles sur les ombrelles de soie des grandes duchesses et des demi-mondaines. On regrette aujourd'hui, ô combien ! que *les ingénieurs des années 1860 n'aient pas* prévu que ce train roulerait un jour sur des rails valant de l'or, étant donné le prix du mètre carré de terrain ainsi soustrait aux promoteurs.

Depuis un siècle, les Alpes-Maritimes ont fait fructifier les rêves des pionniers du soleil. Tout ce qui compte dans le monde civilisé, en art, en littérature, en affaires, dans la grande et la petite truanderie, en politique, en économie, parmi les rois déchus, les fumistes élevés, les armateurs promus, les guerriers vainqueurs, vaincus, ou fatigués, chez les riches paresseux, chez les besogneux enrichis, chez les sportifs décorés, chez les commerçants obèses, les gigolos sveltes, les trafiquants notoires, les princesses répudiées, les chocolatières *devenues « grosses légumes », les danseuses* étoiles arthritiques et les nymphettes ambitieuses, a fait étape, longue ou brève, sur ces 100 kilomètres de front de mer.

Au fil des années, ceux qui possédaient l'argent, ou voulaient faire croire qu'ils figuraient au nombre de ses maîtres, hantèrent des palaces rococo, hivernèrent dans des bâtisses Empire, des villas hispano-mauresques, des folies modern style ; troussèrent des myriades de courtisanes, jetèrent des fortunes en roubles, en pesos, en livres, en marks, en florins, en dollars, dans les sabots du baccara ou sur le tourniquet des roulettes, jusqu'au jour où le Front populaire leur enleva l'exclusivité des vacances. Alors on vit les Simca 5 et les Celtaquatre des chefs de rayon coudoyer les Rolls et les Hispano-Suiza, sous les palmiers. Des prolétaires cyclotouristes remontèrent la promenade des Anglais, tandis que des surnuméraires accoudés avec leurs femmes et leurs marmots aux balcons des plages reluquaient, en ayant l'air de suivre le jeu des vagues, les fesses insolentes des naïades de luxe.

Connivences avec le vieil homme européen

Dès lors le mouvement s'amplifia, avec la pause de la guerre, jusqu'à notre époque bétonnière qui rase les demeures des grands-ducs pour élever partout des parallélépipèdes de haut standing, l'avion ouvrant au commerçant de Baltimore, au marchand d'oignons hollandais, au boucher belge, à l'avocat suisse, aussi bien qu'au lainier de Roubaix, l'accès aux week-ends azuréens. Tout le petit monde autochtone y a trouvé *son compte, même si les retraités indexés* voient dans ces transferts à haute fréquence une des causes de l'inflation locale.

Alors, il faut remonter les vallées, de la Siagne, du Loup, du Var, du Paillon, de la Roya, pour retrouver dans les plis calcaires du relief froissé entre l'Esterel et les Alpes les sites paisibles, les villégiatures quiètes.

Tous les paysages se succèdent sur les gradins inégaux du grand amphithéâtre. A l'ouest du Var, les espaces sont voués aux buissons, aux pentes caillouteuses, au mimosa, aux chênes-lièges. Dans la trouée de Cannes à Grasse, au long de la Cagne



et du Loup, on marche dans les vignes et les vergers d'oliviers. Au-delà du Var, de Nice, de Menton, les reliefs aux sculptures érodées, comme des très vieux temples, s'enlèvent vers la Haute-Corniche et par les Préalpes niçoises vers la neige, jusqu'au Tinibras. Du haut de ses 3 000 mètres, celui-ci semble surveiller, de la pointe supérieure d'un département triangulaire, la glissade tumultueuse vers la Méditerranée, des arêtes et des vallons, des promontoires en espaliers, des gorges pittoresques ciselées par les torrents.

Parfois, sur un plateau abrité, d'où l'on voit au loin la mer immobile, s'étirent comme de grosses chrysalides de cristal les serres miroitantes où croissent les œillets, les roses, les géraniums, les jasmins, prêts à être vendangés par les Grassois pour devenir ces nectars dont le pays de Fragonard a le secret et qui se volatiliseront en effluves confidentiels sur les nuques des femmes, au creux des gants, dans les pleurs des mouchoirs.

« *Connais-tu le pays où fleurit l'oranger, le pays des fruits d'or et des roses vermeilles ?* » La mélodie n'est que réminiscence de pâtre amoureux. Dans le jardin sauvage des Alpes-Maritimes, l'agave et le cactus ont été apportés par les vents d'Afrique, l'eucalyptus par les moines-soldats, les routes par César, l'art de vivre par les Grec.

Au seuil des bergeries croulantes, que le vent follet caresse au crépuscule d'un souffle qui sent la lavande, le promeneur solitaire éprouve la force du charme méditerranéen. Les conditions pour analyser, pour concevoir, pour rêver, pour apprécier les vanités qui se manifestent au pied de ces pentes dépeuplées et accueillantes paraissent réunies. C'est pourquoi, peut-être, on a cédé aux chercheurs un grand plateau qu'on a prétentieusement nommé Sophia-Antipolis. Ce n'est pas une réussite. Ermitage sans ermites, ce n'est pas encore l'Olympe du dieu Progrès. Est-ce la faute des desservants de ces temples de béton gris ou celle des marchands qui les cernent ? Comment imaginer, au soleil déclinant, sur le toit-terrasse d'un abri à automobiles, que la voile antique, entrevue comme un mirage, dans le lointain bleu d'une faille, est celle d'Ulysse ?

Et cependant, s'il est un espace au monde où la nature semble *se résoudre à toutes les connivences avec le vieil homme* européen, accablé de civilisations gaspilleuses et curieux, soudain, de l'essentiel, comme un qui va devoir rendre son âme et ses comptes au Grand Ordinateur, c'est bien ici.

MAURICE DENUZIÈRE.

avant la bataille

La tradition des « clientèles » à la romaine

SELON une tradition bien établie, les questions de personnes comptent autant, sinon plus, que les grandes options politiques nationales lors des compétitions électorales *dans les Alpes-Maritimes*. La conception latine et méditerranéenne de la politique s'y attache plus aux hommes qu'aux étiquettes, plus aux querelles personnelles qu'aux débats idéologiques. Les « clientèles » à la romaine y ont souvent plus de poids que les fédérations ou les *sections des partis*.

Depuis 1973, la gauche n'a cessé de progresser dans le département. Ainsi, lors des élections présidentielles de 1974, M. François Mitterrand avait recueilli, à Nice, 46,5 % des suffrages exprimés, alors qu'aux élections législatives de l'année précédente l'ensemble des candidats *de la gauche y avaient rassemblé* 42,3 % des voix. Aux élections cantonales de 1976, la progression de la gauche s'est traduite par un gain de trois sièges, deux allant au P.C. (M. Louis Broch dans le septième canton et M. Robert Charvin dans le canton de Breil-sur-Roya). Enfin, aux municipales, la gauche a *conquis plusieurs mairies sur la* majorité, dont celles de Grasse, de Contes, de Cap-d'Ail, de Gattières, de Saint-Martin-du-Var. Durant toute cette période, le parti socialiste a été le principal bénéficiaire des progrès de la gauche. Il est vrai qu'il n'avait jamais eu, dans les Alpes-Maritimes, de positions très fortes et que ses alliances passées avec les diverses tendances centristes avaient constitué, pour lui, un handicap. Le *souvenir de cette « compromission » a sans doute nui à la* qualité de l'union de la gauche et les relations entre parti communiste et parti socialiste n'ont cessé d'être conflictuelles. La suspicion de chaque partenaire envers l'autre subsiste, bien qu'elle ne s'exprime plus publiquement. Ainsi, lors des élections municipales, les « bavures » *ont été relativement nombreuses, et* le report des voix communistes s'est mal effectué à Vallauris, au Cannet, à Carros notamment. A Vence même, ces défections ont coûté la victoire à la liste conduite par M. Jean-Michel Galy, conseiller général socialiste, maître assistant à la faculté des lettres de Nice.

Les socialistes niçois avaient difficilement effectué leur conversion en 1972 lors de la signature du programme commun de gouvernement, et ils avaient alors enregistré des défections dans leur électorat habituel. Les communistes avaient pu ainsi consacrer leur qualité de première force de gauche du département. Mais pour eux aussi des questions de personnes se posent désormais. Leur leader, M. Virgile Barel, âgé de quatre-vingt-neuf ans, doyen de l'Assemblée nationale, qui fut élu pour la première fois en 1936, ne briguera pas de nouveau mandat en mars prochain. Ce retrait pourrait être *une aubaine pour la majorité, car* aucun des successeurs de M. Barel ne pourra jamais bénéficier des voix personnelles et des suffrages d'estime qu'il s'était patiemment et solidement acquis. Pourtant M. Charles Caressa, conseiller général depuis quatre ans et qui briguera la première circonscription, est le suppléant de M. Barel depuis 1967, lorsque celui-ci avait reconquis le siège qu'en 1958, face à la vague gaulliste, il avait dû *abandonner à M. Pierre Pasquini* (U.N.R.). M. Caressa, secrétaire de la fédération communiste des Alpes-Maritimes, incarne la tendance « dure » de son parti, et il a révélé au cours des récentes compétitions électorales plus de pugnacité que d'habileté, même envers ses propres alliés de la gauche. La chance *du candidat communiste dans cette* circonscription réside plutôt dans la désunion de la majorité.

Le prestige du père

Epousant les querelles de son père, M. Gérard Bosio, fils de M. Raoul Bosio, adjoint au maire de Nice et vice-président du conseil général, a précipitamment annoncé qu'il se présenterait sous l'étiquette de la majorité présidentielle avant même que le parti républicain ne *fasse connaître la candidature dans* cette circonscription de M. Charles Ehrmann, suppléant de M. Jacques Médecin dans la deuxième circonscription et qui l'a remplacé à l'Assemblée nationale en février 1976 lorsque le maire de Nice est entré au gouvernement.

La mésentente s'est établie entre M. Raoul Bosio et M. Médecin le jour où ce dernier lui a péféré comme premier adjoint à la mairie M. Francis Giordan. Quant à M. Ehrmann, il entend par sa candidature solitaire prouver que son implantation locale est maintenant assez forte pour lui permettre de voler de ses propres ailes, et il veut aussi se désolidariser un peu plus ouvertement de M. Jacques Médecin.

Dans sa circonscription, M. Jacques Médecin connaît une dégradation sensible de sa situation politique. Des raisons personnelles existent sans doute, qui s'alimentent parfois de faits divers et de rumeurs, au point qu'un peu systématiquement et parfois injustement *ses adversaires lui font grief de* tout. Sur un plan plus politique, le prestige hérité de son père et entretenu depuis sa première élection comme maire en 1966 et comme député l'année suivante s'est effrité en 1974. Incarnant jusqu'alors un républicanisme modéré qui se voulait inclassable, se baptisant lui-même « médeciniste », M. Jacques *Médecin, devenu naturellement le* dauphin du « roi Jean », son père, se gardait à la fois de toute opposition trop ouverte et de toute collaboration trop franche avec le pouvoir. Il avait su toutefois habilement capter les voix des coloniaux retraités ou des « pieds-noirs » rapatriés en se montrant anti-gaulliste *au nom de l'Algérie française, mais* il était demeuré un peu trop longtemps « anti-pompidolien ». En entrant franchement et brusquement dans la majorité giscardienne en *1974, M. Médecin* a pris le risque de perdre une partie de son électorat centriste sans séduire tout l'électorat gaulliste.

La baisse de popularité du maire de Nice a été assez sérieuse lors des municipales pour que les électeurs « jobertistes » du premier tour ne se contentent pas d'un avertissement, mais aillent jusqu'à voter communiste au second, n'accordant à M. Médecin qu'une avance de trois cent quarante voix.

Déjà, lors des législatives de 1973, il avait fallu l'insistance personnelle du premier ministre, M. Messmer, pour que son adversaire républicain indépendant, M. Jean-Claude Dischampe, accepte, à contrecœur, de se retirer au second tour.

Une situation aussi ouverte excite bien des convoitises. Si le docteur Henri Roubault, qui fut en 1973 candidat réformateur — comme M. Médecin — dans la troisième circonscription, se présente aujourd'hui *contre lui dans la* deuxième, c'est au titre de président de Nice écologie. Le général François Binoche, président d'honneur de l'Union des Républicains de progrès (gaullistes d gauche) qui s'adresse aux anciens militaires, nombreux ici, a annoncé aussi sa candidature. Tous deux vont gri*gnoter un peu l'électorat traditionnel* du maire. En revanche, M. Michel Jobert, dont le nom a été avancé, semble toujours se situer ailleurs, et le R.P.R. serait bien tenté de courir sa chance.

Deux R.P.R. bien placés

Dans la troisième circonscription du *chef-lieu, M. Fernand Icart (P.R.)* a vu sa situation incontestablement renforcée par sa nomination, en septembre dernier, comme ministre de l'équipement et cela — escompte-t-on à l'Elysée — pourrait lui permettre de conserver son siège.

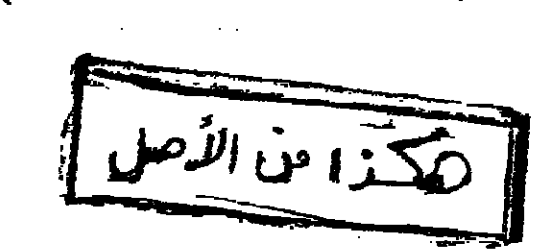
Pour les trois autres circonscriptions, les augures locaux n'attendent *guère de surprises*.

Les deux députés R.P.R. sortants des quatrième et sixième circonscriptions ont renforcé leurs positions *lors des élections municipales :* M. Emmanuel Aubert en battant à Menton M. Francis Palmero, sénateur centriste, malgré le maintien de celui-ci au second tour ; à Cagnes-sur-Mer, M. Pierre Sauvaigo a conservé sa mairie dès le premier tour.

Enfin, à Cannes, tous les adversaires de l'ancien ministre Bernard Cornut-Gentille (non inscrit) semblent résignés à le voir demeurer député de la cinquième circonscrip*tion*, comme cela se produit chaque fois — pour peu qu'il le veuille — depuis 1958.

ANDRÉ PASSERON.





Les nouveaux artisans ont découvert leur paradis

(Suite de la page 21.)

La nuit tombe sur Vachères. Les fumées des cheminées sentent bon l'automne. Partout, dans le village, des voitures, celles des Marseillais qui montent pour le week-end. Jean et Jacqueline Mascaux — l'un fabrique des métiers à tisser, l'autre tisse — commencent à prendre racine dans ce pays gavot, pays de bergers, où l'accent est plus léger que celui de Mireille. Un film qu'ils ont tourné — Jean et Jacqueline étaient dans le cinéma — les a mis en contact avec les paysans. *« On s'est rendu compte qu'il y avait quelque chose à faire l'hiver avec eux »*, dit Jacqueline. Les Mascaux ont donc ouvert un centre d'artisanat rural. Avec les tissages de Jacqueline, vêtements et couvertures d'une technique impeccable, voisinent les fauteuils en bois de Marcel Richaud, le fer forgé d'André Richaud, les meubles et les foulards de Thierry et d'Anne Lourmière, et les chaises de Colbert Blanc. *« Je suis paysan,* dit ce dernier, *et je fais des chaises l'hiver pour passer mon année. Mais, pour les fabriquer au départ, j'en ai bavé. Il n'y avait personne pour me dire et, croyez-moi, des sièges, j'en ai démonté. Si je n'avais pas eu mes chaises, il aurait fallu que je mette les voiles. Le métier de paysan, par ici, c'est pas rentable. »*

Artisans et paysans. Parisiens et Provençaux. Ces deux communautés communiquent-elles ? *« Ils sont accueillants jusqu'à un certain point. »* C'est l'opinion générale. *« On restera toujours des Parisiens »*, affirme Pierre Chapo. *« Je ne joue ni aux boules ni à la belote, et je ne prends pas le pastis. Ici ce sont trois gros handicaps »*, reconnaît Jean Payen. *« On a de bons contacts*, disent Uwe Krause et sa femme. *Chaque fois qu'il y a un pépin, tout le monde est là. » « Il ne faut pas vouloir être paysan parmi les paysans,* dit Camille Virot. *On est là. On est intéressé par ce qui se passe et on aimerait qu'une certaine vie se maintienne. Il est important que des gens comme nous le leur rappellent. L'inquiétant, c'est que le pays se v i d e. On a supprimé l'école du village. On va supprimer la petite agence postale, bref on raye tout ce qui peut créer une vie collective locale. La région est partie pour devenir le défouloir de Marseille. Remplacer la vie qui s'en va par des résidences secondaires, c'est tout achever. »*

Biot : *village rose perché. Dans* la campagne, les serres à fleurs brillent. *Autrefois,* les potiers fabriquaient des j a r r e s à huile. *René Augé Laribé* poursuit la tradition de la poterie provençale vernissée. *Autre petite* industrie florissante : la verrerie où la *bulle, qui était un défaut*, devient une particularité. Mais *Biot, c'est, ou plutôt ce fut,* dans les années 50. Torun, la célèbre orfèvre suédoise qui attira dans son sillage d'autres orfèvres. Torun a quitté Biot, mais Claude Pelletier, Ariette Baron, Jean-Paul Van Lith, céramiste, ont repris le flambeau.

Les rues sont escarpées. *Chaque fois qu'on se croise, on se* dit bonjour. On se parle de fenêtre à *fenêtre. La* vie ici se déroule sur un fond de voix. Chacun travaille dans son atelier. On se retrouve au troquet. Chacun a sa production et sa clientèle. L'hiver est tranquille, l'été invivable. Le village est très important. Il est une entité. Chacun la vit avec plus ou moins de bonheur.

Dans un a n c i e n grenier-séchoir, où pénètre une lumière grecque. Mia Boutemy, orfèvre, façonne un étrange animal dont la tête sera un cristal de quartz blanc. *« C'est très difficile d'être bien intégré,* dit-elle. *A première vue, les gens semblent ouverts. Ils te disent bonjour, mais ils refusent de te louer un appartement. En fait, ils s o u f f r e n t d'avoir été trop envahis. »* Dans le village, Sylvie Leibovitz, sérigraphe, *est aux premières loges.* Son atelier est à côté du lavoir. *Dès qu'une femme s'est fait une* tache d'eau de Javel, elle accourt et Sylvie rattrape *le* tout avec son pinceau. Insensiblement, de la tache on passe à la nappe que Sylvie décore. Avant-hier parisien, Claude Momiron, bijoutier-joaillier, s'est fixé depuis cinq ans à Biot, où il crée sa propre collection. Il vient d'ouvrir une boutique-galerie. *« Ce qui m'intéresse avant tout ici, c'est d'être l'homme de métier au même titre que le boulanger, celui que l'on vient trouver pour les transformations, les réparations, plutôt que le commerçant qui vend. »*

Les portes de cet autre atelier sont ouvertes sur la rue.

Tête baissée sur la boucle d'oreille qu'il lime, Denis parle : *« Le problème, c'est que l'artisan ne s'intègre pas. Il flèche son atelier. Il ouvre une boutique sur la rue. Il croit qu'il peut travailler et vendre. En fait, il contribue à détruire ce qu'il y a autour de lui, alors que, tout simplement par sa façon de travailler, il pourrait apporter quelque chose aux gens du village qui, de leur côté, ont beaucoup à dire. »*

Dans le village, les boutiques d'artisanat pullulent. Grès, olivier. C'est l'entassement sans discernement, le m a g a s i n de vaisselle. *« A vingt minutes de Nice et de Cannes et à dix minutes d'Antibes, c'était fatal,* dit Denis. *L'artisanat est devenu le loisir du week-end et des vacances. Mais les gens ne sont plus intéressés par les boutiques. Du reste, tous les articles se ressemblent. Ce qu'ils veulent maintenant, c'est visiter l'atelier, renouer avec la tradition à travers l'artisan. On est devenu le zoo, le nouveau safari. »*

Confrontation sur la place de Vallauris : l'homme au mouton de Picasso, une statue en bronze, émouvante, fait face au monument aux morts tarabiscoté. Vallauris, c'était Picasso, et la galerie Madoura poursuit l'édition de ses pièces. Picasso a, dit-on, fait accourir tous les potiers de Sarreguemines. Depuis, Vallauris s'enlise dans le bazar. C'est une poterie très spéciale que l'on fabrique ici. Produite en grande série, donc vendue bon marché, tourmentée, agressive, sanguinolente ou bleuâtre, elle ravit les céramistes scandinaves.

Vallauris bat de l'aile. Même la production commerciale marque un pas. On ne connaît plus les fournées d'autrefois. *« Le temps de la poterie flammée a vécu,* estime Alexandre Kostanda, le président du syndicat des artisans-potiers. *On s'oriente vers le grès. »* Une Biennale internationale a été créée à Vallauris. *« Elle permet une confrontation intéressante,* déclare Jean Derval. *Mais on ne vend rien. Il n'existe pas un marché de la céramique d'art comme il en existe pour la peinture. Picasso le disait bien : « Comment voulez-vous spéculer sur ce qui se casse ? »*

Le cours est bordé de platanes et les fontaines sont belles. Dans la grande rue de Cotignac, Annie Dufrane a installé son atelier de tissage. *« J'ai la vocation de la solitude »*, dit-elle. Chez elle, le silence intérieur précède la création. Mélange de matières : mohair et soie. Le sec et le brillant. Transparence et lumière pour un panneau sur soie qui représente un soleil. Annie forme des stagiaires. Un ou une à la fois. C'est suffisant. Elle expose aussi dans un atelier avec neuf autres artisans.

Cotignac résiste aux touristes. *« Mais ils sont insupportables »*, disait l'un d'eux, particulièrement exigeant, l'été dernier dans une boutique. *« C'est exactement ce que nous souhaitons »*, a répondu le commerçant. Cotignac est un village heureux dans les vignes.

FLORENCE BRETON.



gros plan

Soudain, la Sainte-Victoire...

AIX LA FIERE, enserrée dans l'anneau de ses boulevards qui la cernent d'une sorte d'autostrade où pétaradent les moteurs, expédie à grand renfort de panneaux énormes les envahisseurs de l'été vers Marseille, Lyon ou Nice. Mais elle dissimule soigneusement à la bruyante cohorte des touristes sa plus délicieuse sortie, la petite route de Cézanne. Il faut de l'astuce ou de l'expérience pour la découvrir, de la patience ou de l'indolence pour l'emprunter, mais alors comme on est largement payé de sa peine et de son temps !

La route de Cézanne serpente à la paresseuse entre les pins et les vignes. Elle s'offre la gaieté de quelques tournants, puis la fantaisie d'une petite côte toute droite. Voici qu'elle s'amuse à virer et virer encore, de droite à gauche, de gauche à droite, tantôt montant, tantôt descendant. Ici elle frôle longuement un vieux mur aux grilles fermées sur quelque mystérieux domaine où dort à coup sûr Cendrillon avec son Prince Charmant. Là elle s'entrouvre paisiblement sur ces horizons secs et comme brûlés, semés des toits de quelques mas, piquetés d'une clairière où la broussaille dispute la terre caillouteuse aux oliviers, ces arbres malgrichons dont la Provence fait, disait Pagnol, parfois de l'huile, mais plus souvent des subventions.

Surprise : des prés d'un beau vert, de l'eau qui sourd partout, une belle allée de vénérables platanes, un petit château, deux auberges au carrefour : c'est Le Tholonet, vite traversé, et le doux balancement reprend entre collines et garrigues. L'on retrouve les odeurs, le parfum sec des résineux, la fragrance de la lavande, la pierre à fusil de la roche brûlée de soleil. Et puis tout à coup, à la sortie d'un virage, peu avant Beaurecueil, le choc : elle est là, énorme, puissante, dressée comme une sorte de gigantesque menhir, écrasant tout le paysage de sa masse : la Sainte-Victoire.

C'est une étrange montagne, insaisissable et i m p o s s i b l e à décrire, si changeante et diverse qu'elle ne cesse de déconcerter celui qui la regarde.

Sa forme varie sans cesse selon que vous l'observez d'en bas ou de plus haut, de près ou de plus loin, au gré des humeurs de la petite route qui continue patiemment à dérouler ses anneaux vers Saint-Antonin et Puyloubier. Ou bien depuis le plateau du Cengle. Ou encore depuis les pentes du Grand-Côté. Et même, si vous êtes un forçat de l'accélérateur, en lui jetant un rapide coup d'œil amical depuis l'autoroute du Soleil qui passe à Pont-de-Bayeux, tout au fond de la vallée.

Avec le temps, elle change aussi de matière. Elle est de granit brut et clair qui rit sous le soleil brutal. La voilà faite d'une pierre moirée et veinée comme marbre dès que la lumière s'adoucit. Muraille de lave sombre quand passe un nuage, c'est un mégalithe aux luisances ardoisières lorsque tombe la pluie. Elle peut même, elle si lourde pourtant, s'offrir le luxe d'une soudaine légèreté, devenir nuage dans les nuages, flocon dans le brouillard et prendre aussi des allures de mont Blanc ou plutôt de Jungfrau pour quelques heures de neige et de glace.

Elle change enfin, et à chaque heure, de couleur. Le lever du jour la pare de mille et mille reflets qui l'habillent successivement de toutes les teintes qui vont du gris foncé au bleu lavande, en passant par les marron claire, les blancs cassés, les verts tendres, les jaunes. Dans la gloire de midi, c'est le crescendo des orangés, des rouges, et l'or qui enfin éclate, ruisselle, la fait chanter. Avec le soir, elle s'apaise dans la délicatesse des indigos et des mauves, puis s'enfonce comme à regret dans l'ombre, dans la nuit qui la révèle encore, d'un noir de jais avec quelques étoiles accrochées à ses flancs monstrueux.

Ainsi, montagne ouverte et livrée puisqu'un sentier permet au promeneur sans expérience de la pénétrer à sa guise et de fouler jusqu'à son sommet, la Sainte-Victoire n'est pas aussi simplette et facile, pas aussi bonne fille qu'elle peut paraître tout d'abord. Mais ce sont, comme souvent, ses coquetteries, ses caprices et ses sautes d'humeur qui lui donnent ce mystérieux attrait, ce charme prenant et inquiétant à la fois, et qui expliquent l'incomparable et durable séduction qu'elle exerce sur tous ceux qui ont eu la chance et le loisir de vivre à ses pieds.

PIERRE VIANSSON-PONTÉ.

gros plan

Marignane à travers le judas

BIEN que la concurrence de l'avion limite de plus en plus le trafic passagers du port de Marseille, la grande cité phocéenne reste l'une des principales « portes » de la France. En 1976, près de 2 millions et demi de voyageurs sont passés par l'aéroport de Marignane tandis que quelque huit cent mille autres transitaient par la gare maritime de la Joliette. Plus de la moitié de ces derniers, il est vrai, venaient de Corse ou s'y rendaient. De la même façon une grande partie du trafic de Marignane est dû aux lignes intérieures et l'aéroport arrive loin derrière Nice pour les liaisons internationales. Marseille demeure cependant un important lieu de passage pour les Maghrébins. Ceux-ci, qui prennent de plus en plus l'avion, représentent près du tiers du trafic de l'aéroport. Et ils ont été quelque trois cent mille en 1976 à s'embarquer ou à débarquer au port.

Pour leurs déplacements, les Maghrébins utilisent de préférence les services des sociétés nationales de leurs pays. C'est particulièrement vrai en ce qui concerne les Algériens, qui disposent d'une compagnie de navigation, la C.N.A.N., et d'une compagnie aérienne, Air Algérie, parfaitement organisées et en pleine expansion, mais la même observation peut être faite à propos des sociétés marocaines, Royal Air Maroc et la COMANAV, ou tunisienne, Tunis Air et la COTUNAV, même si elles disposent de moyens moins importants. Si ces compagnies ont de plus en plus la faveur des ressortissants des pays d'Afrique du Nord, ce n'est pas par chauvinisme. C'est parce qu'elles offrent un accueil auquel les voyageurs sont particulièrement sensibles après les vexations, voire les humiliations, qui sont trop souvent leur lot lorsqu'il s'agit de passer les contrôles de douane et de police. Air France, qui a longtemps bénéficié d'une préférence marquée, n'a pas su, ou n'a pas voulu, jouer pleinement le jeu et forte d'un accord qui lui concède 50 % du trafic, n'a guère fait d'efforts en ce domaine sur des lignes pourtant rentables en raison du taux élevé de remplissage. Indice révélateur, les annonces à bord se font immuablement en français et... en anglais, jamais en arabe.

L'arabe est banni également des aérogares de Nice et de Marignane où aucun accueil particulier n'est prévu pour les passagers en provenance du Maghreb. Les obligatoires antennes de l'Office national d'immigration (ONI) ont un sens de la discrétion qui confine à l'absence.

Au moins dans les aéroports les passagers peuvent-ils disposer d'un minimum de services : boutiques, guichets de banque ou d'assurance, kiosques à journaux, bars, salles d'attente, etc. Ce n'est même pas le cas à la gare maritime de Marseille. Lorsque l'été plusieurs milliers de passagers se retrouvent simultanément en partance avec leurs voitures, il leur faut bien prendre leur mal en patience. Pas question d'acheter un illustré, de trouver un siège ou de boire un verre, même lorsque l'attente se prolonge.

Les voyageurs qui débarquent ne sont pas mieux lotis. Ils ne trouveront même pas sur place un guichet de banque pour changer leurs dinars ou leurs dirhams. Et s'ils ne débarquent pas avec leur voiture, il leur faudra compter sur la chance pour trouver un taxi.

Pour sa défense, le Port autonome fait valoir le manque de place. Il se trouve, c'est certain, très à l'étroit. Mais il est significatif de constater que les quelques améliorations destinées à « humaniser » la Joliette concernent les môles d'embarquement à destination de... la Corse.

Pour le plus grand nombre des Maghrébins, l'accueil de Marseille et donc de la France, est essentiellement de type policier. Le voyageur venant d'Afrique du Nord est d'abord un suspect qu'il s'agit de contrôler. Dans ce domaine comme dans d'autres, Marseille vit encore à l'heure coloniale. Les autorités régionales en sont conscientes qui avaient décidé que l'accent serait mis en 1978 sur ce problème. Ces bonnes dispositions seront-elles suivies d'effets alors que M. Stoléru vient d'annoncer des mesures d'une sévérité accrue à l'encontre des travailleurs immigrés ?

DANIEL JUNQUA.

Inquiétude : les Marseillais risquent-ils

A Marseille, sur près d'un million d'habitants, il y a 126 000 immigrés : environ 13 % de la population. Avec 400 000 étrangers, la Provence-Côte d'Azur est la troisième région d'immigration en France derrière la région parisienne (1 360 000 étrangers) et la région Rhône-Alpes (500 000 étrangers). On ne peut donc parler de Marseille et de son arrière-pays sans parler de ceux qui confèrent à la capitale phocéenne, aujourd'hui comme autrefois, sa physionomie quasi exotique.

Bien sûr, les usines ont pris la relève du grand négoce malgré la mécanisation du port, blessé par l'évolution économique mondiale, et la ville est aujourd'hui flanquée d'une banlieue industrielle pareille à toutes les banlieues des métropoles. Mais elle est restée, malgré tout, une fenêtre ouverte sur la mer, une plaque tournante gigantesque où transitent les hommes autant que les marchandises ; où l'on peut, selon la tradition des Grecs qui l'ont fondée, tout acheter, tout traiter, tout vendre. On y rencontre encore des marins des cinq continents, des marchands de toutes langues et de toutes races, des mulâtresses en boubou et des maghrébines en djellabah, mais surtout des travailleurs étrangers. L'immigration est devenue à Marseille, d'une façon peut-être plus visible que dans le reste de la France, un phénomène structurel. Et c'est ici même que M. Valéry Giscard d'Estaing déclarait le 27 février 1975 que *« les travailleurs immigrés apportent une contribution positive à notre économie nationale et à notre production »*.

Malgré la fermeture des frontières, intervenue en juillet 1974, plusieurs centaines d'hommes venus de leurs anciens douars débarquent ici chaque jour par mer ou par air, avec leurs couffins, leurs valises en carton ou en aluminium, pour se fixer sur ce sol méditerranéen, ou bien pour repartir, s'ils le peuvent, vers les campagnes du Vaucluse, les mines de l'Est, les usines du Nord ou les mirages de Paris, où ils seront maçons, O.S. à la chaîne, manœuvres ou éboueurs.

Adossée à sa rocaille brûlante, Marseille a toujours regardé vers le large. En 1856, elle comptait déjà 8,2 % d'étrangers, dont c'était peut-être la première et dernière étape française. De nombreuses communautés d'origines diverses se sont superposées au cours des dernières décennies : kabyle après la conquête de l'Algérie, puis plus largement maghrébine après la première guerre mondiale (150 000 Algériens sous les drapeaux), arménienne après le génocide des années 20. Leur assimilation fut différente en fonction des facteurs historiques, religieux, culturels ou sociaux, et l'on peut dire que ces variations s'observent aussi bien de nos jours. Après les Arméniens — que l'on retrouve encore, jouant aux cartes dans les bistrots du quartier Saint-Charles, comme ils le font à Erivan, ce furent les Espagnols chassés par la guerre civile, puis les Italiens et les israélites fuyant la misère ou les premières manifestations du fascisme. Si bien que la proportion des étrangers atteint jusqu'à 25 % en 1936 : nous voilà loin du fameux « seuil de tolérance » de 12 % imaginé naguère par les services de la place Beauvau pour expliquer certaines réactions de rejet.

« Avant, c'était simple : dans les ghettos... »

Après une forte baisse de cette population allogène durant la deuxième guerre mondiale, la relance économique allait amener de nouveaux flux d'émigrants latins, puis, progressivement, *africains et, surtout, maghrébins*, caractérisés par un fort pourcentage de familles et d'enfants. L'Algérie, après les accords d'Evian, sera la principale source de main-d'œuvre de l'agglomération, qui recensait en 1974 plus de 70 000 travailleurs nord-africains, contre 11 000 en 1954.

Les derniers arrivants subiront, plus que leurs prédécesseurs, l'amertume ressentie par ceux qui vivaient jadis de l'opulence coloniale. Après le meurtre, en août 1973, d'un traminot marseillais par un déséquilibré d'origine algérienne, ce fut « l'été rouge » pour les immigrés nord-africains, qu'une campagne de presse désignait à la vindicte publique. Une quinzaine d'entre eux furent assassinés dans la région, et c'est après ces événements, on s'en souvient, que le gouvernement algérien décida de suspendre l'émigration de ses travailleurs vers la France. C'est à Marseille aussi, qu'eut lieu, le 15 décembre 1973, l'attentat à la bombe contre le consulat d'Algérie (quatre *morts, seize blessés*) revendiqué par un « Club Charles-Martel ». C'est à Marseille enfin que fut découverte une prison clandestine, le centre d'hébergement d'Arenc, d'ailleurs toujours en fonction, derrière le port autonome...

Les Marseillais sont-ils racistes ? Pas plus que la plupart des autres Français. Lorsque, le 17 août dernier, dans le quartier populaire de Saint-Louis, un Nord-Africain, M. Nasri Abdel Malek, est mortellement blessé d'un coup de carabine *« parce que son juke-box faisait trop de bruit »*, l'auteur de ce meurtre, chef d'une bande d'hommes armés, n'est pas un nostalgique de l'Algérie française, c'est un « Dupont-la-Joie » quelconque, un docker syndiqué à la C.G.T. Le racisme à Marseille, c'est moins un phénomène idéologique qu'un fait social latent. Si les « pieds-noirs » ont pu véhiculer la déconvenue ressentie après la décolonisation, la réaction raciste reflète le plus souvent, comme le notait avec raison un rapport de la C.F.D.T. (1), un détournement des difficultés quotidiennes, dès lors imputées aux étrangers ; elle fait oublier l'insuffisance de l'équipement collectif, l'inadaptation de l'accueil et du logement réservés aussi bien aux Français qu'à leurs voisins de langue ou de peau différentes.

« *Avant*, nous dit un commerçant des quartiers centraux, *c'était bien simple. Les immigrés, on les reléguait dans les ghettos, et tout le monde était content. Sauf eux, évidemment...* » Des ghettos, il en reste quelques-uns dans la périphérie, aussi exemplaires que les quatre bidonvilles qui sont depuis tant d'années, avec le quartier de la Porte d'Aix, de véritables îlots de sous-développement au cœur de la deuxième ville de France.

La cité Bassens, dans la banlieue nord, est toujours debout : 20 % de tziganes — deux tiers de gitans d'origine espagnole, un tiers de manouches français venus du Nord et de l'Est — et 80 % de maghrébins, surtout d'origine algérienne, dont beaucoup ont la nationalité française. Au total 225 familles, 2 400 personnes, dont plus de 1 200 enfants. Pour les Marseillais, c'est « Chicago », et il est dangereux, nous affirme-t-on, de s'y aventurer. Mais ce n'est qu'une légende. Ce qui ne l'est pas, c'est ce paysage de béton gris. Des cubes jetés dans l'argile. Quatre étages d'un mauvais ciment, percé de trous au rez-de-chaussée pour l'évacuation des eaux usées, qui se déversent dans les rues sans nom, sans caniveaux, sans lumières la nuit.

(1) Document annexe au rapport général du troisième congrès régional C.F.D.T. (janvier 1977). Union régionale C.F.D.T. Provence-Alpes-Côte d'Azur-Corse, place des Martyrs-de-la-Résistance, 13100 Aix-en-Provence.

MOINS DE CLANDESTINS

La proportion d'étrangers dans la région (plus de 10 % par rapport à la population globale) est légèrement supérieure à la moyenne nationale (environ 7,7 %). Elle atteint 14,2 % dans les Alpes-Maritimes et de 8 à 12 % dans le Vaucluse, le Var et les Bouches-du-Rhône (de 5 à 8 % dans les Hautes-Alpes et les Alpes-de-Haute-Provence, et 22,6 % en Corse). Par les naturalisations, la région s'inscrit au premier rang : sept Français sur cent sont d'origine étrangère. La moitié environ des étrangers sont originaires des pays du sud de la Méditerranée et principalement du Maghreb, en majeur partie algériens (environ 100 000). L'autre moitié vient pour l'essentiel de l'Europe du Sud (Italie, Espagne, Portugal, Yougoslavie, Turquie). A Marseille même, avec environ 126 000 immigrés pour un million d'habitants, cette proportion (environ 13 %) est notablement plus élevée que pour l'ensemble de la France, avec des poches de peuplement atteignant 35 % dans certains quartiers.



…lais risquent-i… de moins aimer leurs immigrés ?

La polyo, la tuberculose. Une ancienne cité de transit enserrée dans son triangle sinistre : au sud, la rocade de l'autoroute : à l'ouest, la zone industrielle ; à l'est, la voie ferrée. Entre cette dernière et les immeubles, il y a un mur qui porte une plaque funéraire, apposée par le comité des locataires : « 1963-1976. A la mémoire des onze enfants de notre cité victimes de l'incompréhension de la société. Ils ont payé de leur vie l'absence de ce mur de protection, réclamé pendant treize ans. » Au-delà des rails, un terrain vague, seule aire de jeux pour les enfants. Onze d'entre eux ont été tués en voulant s'y rendre, quand n'existait pas ce mur de parpaing, édifié en deux mois avec le concours de l'association Aide à toute détresse. Les habitants l'appellent le « mur de la honte ».

L'aménagement de la cité Bassens, c'est l'un des objectifs du contrat urbain pluri annuel signé en 1974 entre M. Paul Dijoud, alors secrétaire d'Etat à l'immigration, et M. Gaston Defferre, maire de Marseille, et approuvé officiellement en novembre 1975, quelques mois après la visite de M. Valéry Giscard d'Estaing dans un autre ghetto marseillais, celui de la Paternelle.

Dans certains quartiers, il est vrai, comme à Valbarelle ou à Sainte-Marthe, les terrains choisis empiétaient sur des espaces verts ou des équipements socio-éducatifs. Tollé des habitants, dont beaucoup sont d'ailleurs *d'origine étrangère ! Et c'est* bien, du reste, ce qui complique la situation : ici, l'immigré est considéré comme tel si sa culture d'origine est arabe ou africaine (50 % de la population étrangère dans la région Provence-Côte d'Azur). *Mais au dernier* recensement, près de 7 habitants sur 100 vivant dans la région, notamment la moitié des musulmans — et pas nécessairement des harkis, — ont acquis la nationalité française. En outre, l'association Echanges Méditerranée estime que 30 à 40 % de la population régionale ont acquis cette nationalité de leur vivant ou par leurs ascendants à la première, la deuxième ou la troisième génération (2).

Chez les Français « de souche », le prétexte avancé est souvent la *cohabitation difficile entre nationaux* et étrangers si ces derniers sont en trop grand nombre. Or des enquêtes menées récemment à la Porte d'Aix (35 % d'étrangers) ont montré que la situation y est moins tendue, malgré l'habitat ancien, que dans les immeubles collectifs modernes où les résidents français et immigrés ont à supporter les mêmes carences : appartements trop petits et mal insonorisés, équipements scolaires et sociaux inexistants au moment de la livraison des logements, transports mal organisés. « *On veut bien les immigrés*, nous confiait un fonctionnaire de la municipalité, *mais dans l'arrondissement d'à côté. Cet ostracisme s'observe surtout dans la classe ouvrière, car c'est elle, au premier chef, qui « pâtit » de la présence des immigrés dans les H.L.M. où la vieille immigration italienne, espagnole, juive, ou la nouvelle immigration des rapatriés, s'oppose aux primo-immigrants, surtout aux Maghrébins* ». Aujourd'hui, la plupart des opérations de rénovation sont bloquées. « *Les crédits n'arrivent pas* », nous confie un autre fonctionnaire.

La « vérification d'identité »

L'une des rares réalisations accomplies selon le « plan Dijoud », c'est la Maison de l'étranger, dont le président de la République et le maire de Marseille avaient convenu de la création le 27 février 1975. Cet établissement a trouvé asile dans les anciens locaux d'Air France, rénovés après le départ de l'Agence nationale pour l'emploi, qui occupait ce bâtiment avant de disséminer ses bureaux dans la ville. Là se trouvent regroupés, à *proximité* de la gare Saint-Charles, tous les services publics ou parapublics, et divers organismes à caractère social ou culturel susceptibles d'aider les immigrés : guichet administratif unique de la préfecture, de la ville et de l'action sanitaire et sociale, antennes locales ou régionales de la Sécurité sociale, des allocations familiales, de l'ONI, de l'Agence pour l'emploi, de l'Assedic, de l'Association pour l'enseignement des étrangers, de l'Aide aux travailleurs d'outre-mer ou encore du Service social d'aide aux émigrants. Tous ces organismes viennent compléter l'action menée sur le plan régional par les partis de gauche, la C.G.T., la C.F.D.T. et la CIMADE.

Ces structures sont d'autant plus indispensables qu'un vent de panique a soufflé sur les immigrés de Marseille après les nouvelles mesures annoncées par M. Stoléru. Face au chômage, d'autre part ils sont plus vulnérables qu'ailleurs, dans une région *elle-même* frappée plus durement par la crise que d'autres parties de la France, et dans des secteurs aussi sensibles que le bâtiment, les travaux publics et le forestage. Au 30 mars 1977, sur 83 978 demandes d'emploi dans la région Provence-Côte d'Azur, 12 025 émanaient de travailleurs étrangers, dont 5 670 Algériens, 763 Marocains, 1 821 Tunisiens.

Malgré les améliorations apportées en mai 1975, les immigrés bénéficient moins que les Français des différentes aides *pour* perte d'emploi, en raison de leur méconnaissance des textes. La Maison de l'étranger, qui est dotée d'interprètes, joue à cet égard un rôle social primordial. Sur le plan culturel, une animation remarquable *confère à l'établissement*, qui fut le premier du genre en France, un réel prestige, malgré la proximité d'un commissariat de police célèbre pour ses chasses au faciès.

Scène courante dans les petites rues qui dévalent de la gare Saint-Charles vers la porte *d'Aix : un car de police* arrive doucement, stoppe devant tel bar ou tel restaurant où quelques ouvriers mangent un couscous ou boivent une orangeade. Les « forces de l'ordre » débarquent, parfois accompagnées de chiens. Dix agents foncent brusquement, empoignent, au hasard, des clients ou des passants, comme des poules dans un poulailler, et emmènent leur prise au poste pour « *vérification d'identité* ». Marseille a désormais un préfet de police, et toujours pas de mosquée.

JEAN BENOIT.

(2) Echanges Méditerranée, association pour la mise en œuvre des échanges culturels et technologiques en Méditerranée, 3, rue Colbert, 13001 Marseille.

gros plan

C'étaient les « pieds-noirs »...

ETE 1962. Dans l'amertume et le dénuement, les « pieds-noirs » traversent la Méditerranée sans espoir de retour. Ils sont restés jusqu'au bout. Incrédules. L'exode massif dépasse de loin toutes les prévisions. Marseille, porte de l'Afrique, en reçoit le plus grand nombre. Ceux qui le peuvent se fixent en Provence. D'autres, attirés par le soleil et la mer, s'efforceront de revenir dans les Bouches-du-Rhône, qui comptent près de 45 % des rapatriés de la région.

Quinze ans après, ils conservent l'Algérie au cœur. Mais, hormis les personnes âgées et les anciens harkis, pour la plupart elle a cessé d'être une obsession. A fortiori pour les enfants nés en métropole. Dans tous les domaines, les « pieds-noirs » — maire d'une commune des Hautes-Alpes ou président de l'Olympic de Marseille, cette institution — participent de façon dynamique à la vie de leur département d'accueil. Avec des traditions, un style, des intérêts en commun, certes, ils se mêlent à la population autochtone jusqu'à devenir insaisissables. Même à Carnoux en Provence, ville créée de toutes pièces par et pour des rapatriés, ils ne vivent plus en ghetto.

L'idée de Carnoux revient à des Français de Casablanca qui, ne comptant que sur eux-mêmes, en 1957, se groupèrent en coopérative immobilière pour créer, à 25 kilomètres de Marseille, une base de repli. Destinée aux rapatriés du Maroc, elle servit ensuite à ceux d'Algérie. Cette entreprise de pionniers, qui rencontra au départ, du fait de l'éloignement de tout et de la nature du sol, des difficultés considérables, se poursuit. Carnoux, avec ses pavillons, ses H.L.M., son centre commercial, son groupe scolaire, est toujours en voie d'agrandissement. Commune autonome depuis 1966, elle compte plus de quatre mille habitants travaillant sur sa zone industrielle, mais aussi à Marseille, Aubagne, aux chantiers navals de La Ciotat.

Des Marseillais y habitent aujourd'hui aussi bien que des militaires mariés du camp voisin de Carpiagne, qui forme des conducteurs de chars. A la brasserie Chez Maxime, on affiche merguez et couscous. Le barbecue trône sur la terrasse. Mais il y a eu au fil des ans brassage de populations. Les rapatriés ne se retrouvent pas uniquement entre eux.

A Marseille, qui leur a élevé un monument sur la corniche — « Notre ville est la vôtre », lit-on sur le socle de la sculpture de César, — il n'y a pas non plus de ségrégation. Si certains quartiers, La Rouvière, Valmante, sont davantage peuplés, c'est qu'il s'y trouvait au moment de l'arrivée massive des « pieds-noirs » des logements H.L.M. qui leur furent attribués en priorité. Là commence leur histoire.

Une loi décevante

« Il y a toujours une communauté pied-noir, mais il n'y a plus de quartier pied-noir », dit M. Barsotti, adjoint au maire de Marseille pour les rapatriés et vice-président national de l'ANFANOMA. M. Barsotti, qui fut membre du Grand Conseil de Tunisie, a été expulsé de ce pays en 1961 au moment de l'affaire de Bizerte. Il a participé l'année suivante à l'accueil de ses compatriotes d'Algérie :

« En un mois et demi, il est passé à Marseille entre cinq cent mille et six cent mille rapatriés. » Aujourd'hui, il estime leur nombre à cent soixante mille dans les Bouches-du-Rhône, dont cent vingt mille à Marseille, soit 11 % de la population d'une ville considérée comme la capitale des rapatriés. Ce chiffre, comparable à celui de la population rouennaise, paraît énorme. L'intégration s'est faite pourtant ici mieux qu'ailleurs.

Les rapatriés ont déposé cinquante-trois mille quatre cent cinquante-quatre dossiers de demande d'indemnisation pour les six départements de la région, dont vingt et un mille trois cent dix pour les seules Bouches-du-Rhône. Selon le vice-président national de l'ANFANOMA, le projet de loi qui va être soumis au Parlement n'apporte rien. « On a beaucoup attendu du discours de Carpentras. Hélas ! trop de problèmes restent en suspens. Les seules modalités nouvelles concernent les rapatriés d'Algérie. On élimine le Maroc et la Tunisie. C'est un projet mesquin dans sa vue d'ensemble qui ne corrige pas les inégalités. C'est une injustice flagrante de ne pas indemniser à 100 % de leur valeur les biens laissés outre-mer, alors qu'on demande la totalité du remboursement des prêts. Quand un métropolitain est expulsé par mesure d'utilité publique, l'administration des domaines estime la valeur de son bien et l'indemnise aussitôt. Dans le système qui nous est proposé, certaines personnes seront payées en espèces en 1999. Pourquoi cette différence entre membres d'une même communauté nationale ? »

Si la loi d'indemnisation donne un regain d'actualité aux problèmes des rapatriés, il y a ceux dont on ne parle pas — sauf quand ils tentent des actions désespérées : les Français musulmans, les anciens harkis. Ils sont cinq mille dans les Bouches-du-Rhône, dont la moitié à Marseille. L'Office national des forêts en emploie une partie Mas-Thibert, dans la banlieue d'Arles, où réside depuis le 18 mai 1962 le bachaga Boualem, en rassemble plusieurs centaines dont beaucoup travaillent à Fos-sur-Mer, bien que l'embauche soit malaisée. On le sent préoccupé par l'avenir des enfants qui ne parlent ni un français ni un arabe corrects. Sur les deux cent cinquante qui passèrent à l'école de Mas-Thibert, deux seulement ont obtenu le baccalauréat. Il faudrait trouver des débouchés pour eux en dehors des hameaux de forestage de Jouques, La Roque-d'Anthéron et Fuveau.

« J'appelle çà des camps de misère où l'on exploite une main-d'œuvre à bon marché », *dit le bachaga Boualam. Se basant sur le montant de l'aide au retour aux travailleurs immigrés, il voudrait que le gouvernement fasse davantage pour les harkis les plus âgés. Il fait confiance au président de la République « le premier Français ». Il l'a répété le 14 novembre dernier à sa sortie de l'Elysée où il venait d'être reçu avec les représentants de la communauté des Français d'origine musulmane par M. Valéry Giscard d'Estaing.*

PIERRE-JEAN DESCHÊNES.



gros plan

Une grande dame en Camargue

« JE ne sais pas si Mademoiselle pourra vous recevoir, attendez. » *Naturellement, « Mademoiselle » allait nous recevoir : il s'agissait de parler de la bouvine et de son pays, l'île du Rhône...*

Figure légendaire de la Camargue, Fontonne Guillierme est aujourd'hui âgée de quatre-vingt-deux ans. Comme naguère, aux temps des folles abrivades aux Saintes-Maries-de-la-Mer, au côté du marquis de Baroncelli-Javon et de Joseph d'Arbaud, elle monte toujours à cheval, surveille sa manade dans les prés du Cailar et trie ses taureaux. Ses taureaux, portant la devise azur et or, apparaissent chaque année dans toutes les « placitas » de Provence et du Languedoc de Vauvert à Châteaurenard, de Lunel aux Saintes. Ils brillent également aux arènes de Beaucaire et d'Arles. Dans son austère mas de Praviel, une ancienne abbaye, vieille demeure familiale située à quelques kilomètres d'Aimargues, bourré de trophées et de souvenirs, la dame de Camargue raconte, à la manière de Daudet, l'histoire de la terre étrange qui ne se visite pas, mais se découvre.

Aujourd'hui, qu'en est-il de la Camargue ? « Tout a changé. Les abrivades sont de plus en plus rares. Les taureaux sont transportés par camions. Les prés sont clôturés. *Mais nous, manadiers, nous vivons* un véritable drame avec la disparition des pâturages grignotés par l'agriculture, l'industrie et le tourisme. J'avais, par exemple, des taureaux à Fos, regardez ce qu'il est advenu de cette région. » *Regrets d'une vieille dame.*

Les responsables du parc naturel régional de Camargue sont aussi catégoriques quand ils affirment : « Les terres immenses où chevaux et taureaux ont pâturé pendant des millénaires sont maintenant convoités par des amateurs plus ou moins sincères de nature et de liberté. » *Ils ajoutent :* « Les prix offerts pour les terres non cultivées mettent le manadier, s'il veut que son élevage reste rentable, totalement hors circuit. Une fois *les marais* asséchés et leur cabane de « gardian » construite, les « amoureux d'espaces » déguisés cow-boys, *sillonnent le pays* sur un cheval croisé. Triste caricature de gardians. A cause de l'irrigation presque totale de la Camargue, *rendue possible par des infra*structures hydrauliques importantes, les terres incultes fondent comme neige au soleil. »

Ainsi, sur les soixante-quatorze mille hectares occupés par la Camargue, vingt-cinq mille auraient été, au cours de ces dernières années, gagnés par l'agriculture. L'époque de Fontonne Guillierme est bien finie, malgré quelques irréductibles. « Nos troupeaux ne sont plus rentables, *déclare, par exemple, le manadier Curcuil.* Nous sommes obligés l'été, pour faire *plaisir aux touristes,* de nous prostituer en organisant des ferrades. » *Les vrais gardians — comptons-les — sont à peu près soixante-dix. Alors, fini le pays, morte la Camargue ?* « Tout évolue. Mais le fond reste le même. Car, finalement, nous *sommes des insulaires et savons* préserver notre indépendance », *affirme M. Hubert Manaud, maire socialiste des Saintes, la plus vaste commune rurale de France.*

La Camargue, pourtant, ne compte pas que des agresseurs. Des actions sont entreprises pour « banaliser » le flot des touristes ; des zones sont protégées ; des territoires sont interdits à toute pénétration. Mais n'est-il pas trop tard ?

Entre Arles et les Saintes, autour de Cacharel, en traversant les ponts de Saint-Gilles et de Silvereal, dans le marais des Bruns ou au phare de la Gacholle, la question est posée crûment : « La Camargue s'en *tirera-t-elle ?* »

JEAN PERRIN.

Retraité à Menton : le beau temps ne fait pas toujours le bon temps

CANNES, Nice, Beaulieu, Monaco, Roquebrune, Menton... Même les grands rapides venus du Nord semblent, sur ces rivages où ils sont en bout de course, *prendre leur temps*, céder à l'invitation à la retraite. Au reste, passé Toulon, ce ne sont plus guère des « trains d'affaires ». En novembre, cela se voit plus encore.

Un novembre sur champ d'azur. L'outrecuidance des bleus éclabousse Menton, rendue à elle-même pour un mois. La « saison » a jeté ses derniers feux avec la fin de semaine du 11 novembre. L'hôtelier resté ouvert peut dire : « Maintenant, jusqu'à Noël, on est entre nous. »

Etre entre soi, cela signifie être ce qu'on est : une aimable petite ville de 27.000 habitants dont 9.000 — le tiers — ont plus de soixante-cinq ans (moyenne nationale : 13 %). Cette réalité, que masque le reste du temps la foule des touristes et la houle des agitations, s'inscrit d'une *façon ou d'une autre à chaque* heure du jour. Elle est à la plage du port, rendez-vous ponctuel, pour des brasses paisibles, d'une petite communauté de cheveux blancs et gris. Elle se continue, ou se complète, avant le temps de midi sur la promenade George-V, dans la contemplation d'un horizon immuable. Elle s'achève par *les retours frileux du soir au* rythme des petits pas, après une promenade — souvent toujours la même — avec ses mêmes lieux de halte et ses mêmes repères.

« C'est un pays de rêve », a pourtant dit, tout à l'heure, l'ancien, avec un clin d'œil au couple de jeunes mariés qu'un hasard avait fait ses voisins de table. Sourires, *demi-sourires.*

« On est bien tous à la même enseigne »

Sont-ils heureux alors ces neuf mille du « troisième et quatrième âge » sédentaires de Menton, autrement que du bonheur fugitif d'une fin de repas ? Pourquoi pas ? Elle est réelle l'allégresse des cheveux gris qui barbottent au port avec des cris d'enfants. Et non moins réel l'entrain de ceux et celles qui n'hésitent pas à partir pour la randonnée vers les collines, d'une démarche qui a gardé intactes les grâces et les élans de « l'active ».

A la mairie jaune et violine, M. Weber, premier adjoint, qui n'est pas un inactif, apparaît comme un symbole de cette ville qui n'a aucune honte à se proclamer « la ville des personnes âgées ». Strasbourgeois, il est venu pour la première fois en 1933. « *En voyage de noces. Et tout de suite je m'étais dit : ça me plairait bien de vivre ici.* »

Alors, fonctionnaire des P.T.T., il brigua Menton sans vergogne dès 1935 et l'obtint. L'occupation italienne de 1940 l'en chassa. Après la Libération, c'était la moindre des choses que d'aller revoir l'Alsace. « *Mais nous avons toujours dit, ma femme et moi, que nous terminerions à Menton.* »

Ils sont des milliers comme lui, avec toutes les petites ou grandes différences du parcours, qui « *ne retournent au pays que pour visiter les tombes* ». De plus « *ça plait aux enfants, qui ont, comme ça, un pied-à-terre sur la côte, car l'été, on leur laisse l'appartement, évidemment.* »

L'appartement ? Sur les neuf mille, une bonne moitié l'ont acheté. *Bonne affaire ? Est-ce* une bonne affaire d'avoir vendu des pavillons de cinq ou six pièces dans des banlieues, parisiennes ou autres, pour n'avoir ici guère plus qu'un studio ?

Plus sages ou plus malins, mais parce que plus fortunés, d'autres ont pu acquérir sans avoir à abandonner la maison d'origine. *Ou bien, ils ont pris* seulement le parti de louer à Menton, le temps de l'hiver. Ceux-là s'ajoutent aux neuf mille sédentaires. Alors ce n'est plus 33 % de « plus de soixante-cinq ans », mais 40 à 45 %. On vit. Les uns avec moins de 2 000 francs par mois, d'autres avec 10 000 francs. Il faut affecter de ne pas le savoir. Et puis, l'âge ne se charge-t-il pas de gommer ces hiérarchies que disent, plus qu'un foulard ou un bijou, l'état des mains. « *Vous savez, quand l'isolement s'en mêle, ou la maladie, ou les deux, on est bien tous à la même enseigne.* »

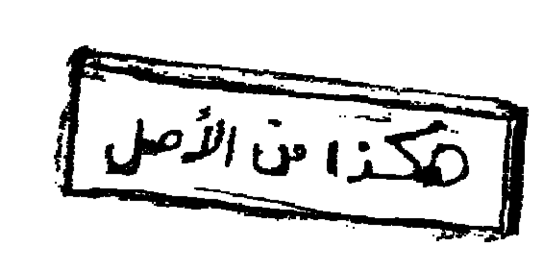
On entre alors dans tous ces besoins quotidiens qu'il faut bien appeler détresse et que connaît la municipalité. L'aide sociale a engagé une action que M. Darnet, qui en oriente les étapes, définit en peu de mots : sortir de leur solitude les plus mal lotis car ce sont ceux qui ne se montrent jamais. En outre — parce que la ville a aussi ses « actifs » et ses jeunes — faire cohabiter chevaucheurs de cyclomoteurs et porteurs de cannes. Une association vient de naître : « Bien vivre à Menton ». Elle offre un foyer-restaurant, des repas à 11 francs, un club, des jeux, des lectures. En moins d'un mois, elle a trouvé huit cents adhérents. L'aide sociale finance. La ville investit : 700 000 francs dans le restaurant, 500 000 francs dans le club. Le troisième âge apprécie. Mais d'autres grognent parce qu' « *il n'y en a que pour les vieux* ».

Il n'empêche que lorsqu'on aménage un carrefour, lorsqu'on veille à ce que les trottoirs soient sans ornière, lorsqu'on projette de mettre en circulation des minibus, c'est peut-être en songeant à eux et parce qu'ils sont si nombreux, mais en se disant qu'en bénéficieront aussi les autres.

Ces « autres », parmi lesquels on trouve bien quand même assez d'humaine tendresse pour aller aider à vivre, et parfois à mourir, ceux de leurs aînés qui ne se montrent pas et ne voient plus depuis longtemps les mouettes aux pattes rouges sur la mer labourée.

Alors, toujours un « pays de rêve » ? Un pays de rêve, quand même...

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.



[T]rois hommes du tourisme [a]u bout du filon

[S]i les vacances avaient une patrie, nul n'hésiterait, en France, à la localiser à [...] du Rhône, quelque part [entre] Méditerranée et Alpes, [dans] ce Midi que l'histoire, la [géo]graphie, les premiers touristes [et le] gouvernement ont baptisé « [P]rovence-Alpes-Côte d'Azur ».

[...] le soleil entretient si bien [...] clichés ! Qui ne garde dans [...] ces scènes de pétanque [sous] les platanes, quand les [cigal]es chantent l'été, ou ces [...] sous-marins de posi[...]es dans les calanques ou [...]re ces descentes éblouis[sant]es sur les pistes des cols [...]os ou de Vars ? Midi égale [...]s et plaisir de vivre. L'équa[tion] est si bien ancrée dans [l'inc]onscient collectif que des [milli]ons de Français rêvent [chaq]ue année d'y prendre des [vaca]nces ou d'y dorer les jours [de le]ur retraite.

[M]ais la « crise », les change[men]ts de mentalité, le déchaî[nem]ent de la promotion immo[biliè]re, les batailles de l'environ[nem]ent et le désir des habitants [de n]'être pas dépossédés de leur [...] ont mis fin au mythe du [tou]risme-roi ».

[Pr]emier témoin de cette évo[lutio]n : M. Lucien Barrière, qui [prés]ide aux destinées du groupe [qui] porte son nom et qui [cont]rôle le casino municipal de [Can]nes, celui du Palm-Beach, [ce]l de Deauville, ceux d'Anti[bes,] de Juan-les-Pins et de La [...]le.

« Non, les casinos français ne [se] portent pas bien, au moment [où] leurs concurrents allemands, [holl]andais ou espagnols pros[pèr]ent, explique M. Barrière. *Le [casi]no municipal de Cannes réa[lisa]it, en 1928, un chiffre d'af[fair]es de 50 millions de francs. [Il d]épassera, cette année, à peine [...] millions de francs, alors que [le r]ésultat de 1928 devrait être [mul]tiplié par le coefficient 300 [pou]r retrouver, en 1977, un chif[fre] d'affaires équivalent !*

Autrefois, les casinos ne sup[port]aient aucune charge sociale [et] les prélèvements fiscaux [ét]ient forfaitaires. Aujourd'hui, [l'Ét]at et la commune prennent [jusq]u'à 55 % du montant des [...]s.

En contrepartie de leurs [rece]ttes, les casinos étaient char[gés] d'animer les villes. Leurs res[pon]sables avaient le goût du luxe et des belles choses. Ils recou[r]aient à des artistes de talent comme Dufy, Picabia ou Van Dongen. Mon oncle possédait deux orchestres de quinze éléments chacun, une troupe [...]que, et une autre de comédie. Il donnait un gala chaque soir. Moi, je dispose seulement d'un orchestre de cinq éléments.

» Les records enregistrés, cette année, par le casino du Palm-Beach (38 millions de recettes de jeux en 1976 ; 39 millions en 1977) ne doivent pas faire illusion. Ils sont assurés par un petit nombre de joueurs orientaux qui peuvent repartir demain. Nos contemporains ont perdu le goût de paraître et de s'amuser. Notre patrimoine immobilier n'est plus adapté et nous éprouvons des difficultés à connaître les désirs de notre clientèle. »

M. Pierre Canto, président d'honneur de la Fédération des ports de plaisance, n'est pas plus optimiste. *« Il était très difficile de construire un port sur la Côte d'Azur,* dit-il. *Maintenant, avec les écologistes, ça va devenir quasiment impossible. »*

« Pauvre tourisme nautique ! Il est exploité par tous. Par la puissance publique, qui prélève des redevances domaniales multipliées par quarante en quelques années, qui fait payer l'aide au pêcheur et la radio. Mais aussi, par la spéculation : en douze ans, le prix d'une place dans le port Canto est passé de 18 000 francs à 90 000 francs. »

Il reste la moyenne montagne

Entre le temps des peaux de phoque et celui de la récession, les Alpes du Sud n'ont pas vraiment profité du développement des stations de sports d'hiver comme les Savoies ont pu le faire dans les années 1960. Serre-Chevalier, Montgenèvre, Vars, Le Sauze, Auron ou Valberg ont été difficilement relayées par Merlette, les Orres, Pra-Loup, la Foux-d'Allos ou Isola 2000. Quel développement touristique doit-il être proposé aux montagnards ? Des stations « intégrées » comme Super-Devoluy ou des villages familiaux style Ceillac ?

« Nous sommes perplexes, déclare M. François Bénard, maire de Vars (Hautes-Alpes) et président du groupement des stations et centres de ski des Alpes du Sud. *Notre ensoleillement et nos sites encore intacts nous placent convenablement par rapport aux deux Savoies. Mais nous nous demandons si les petites stations intégrées à la vie des villages suffiront à maintenir la population. Ça supposerait que nos jeunes n'exigent pas tout de suite un standing trop élevé. Nous ne savons pas où se trouve le juste milieu entre un tourisme diffus fait de sentiers de grande randonnée et des chalets sans électricité — tourisme sympathique, mais trop peu rémunérateur — et un équipement très lourd pour nos petites communes et qui nous placerait malheureusement dans les mains des banques. »*

Trois des piliers du tourisme méditerranéen, les casinos, les ports de plaisance et les stations de ski ont du vague à l'âme : l'avenir ne leur appartient plus. Tous les élus de la région ne s'en sont pas encore persuadés, mais ceux qui se retrouvent au sein de la commission « tourisme, loisirs et environnement », présidée par M. Pierre Merli, maire d'Antibes, ont modifié leur analyse sur le tourisme. Celui-ci n'est pas la « vache-à-lait » qu'ils croyaient.

La Côte est déjà saturée. La montagne est très loin des cités et des axes de communication. La région préfère donc jouer la carte de la moyenne montagne et de l'arrière-pays « vert ». Les villages et les équipements y coûtent moins cher. Ils peuvent être « éclatés » et s'intégrer à la vie des bourgs. Plus proches des métropoles, ces centres de vacances serviront à la détente du week-end. Près du Verdon, de Forcalquier, des expériences sont en cours pour aider les ruraux à se former aux métiers de l'accueil et à valoriser les produits de leur sol.

Symbole de cette nouvelle politique : le projet de piste polyvalente de randonnée qui relierait Nice à la Camargue grâce aux emprises de voies ferrées désaffectées. Avec l'aide des collectivités locales et des associations de randonneurs, le conseil régional espère pouvoir réaliser cette voie — pédestre, équestre et cyclable, — longue de 300 kilomètres, « *afin de faire connaître une autre « région » de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur* ».

Une région où il n'y a pas moins de soleil, mais où les foules et le béton n'ont pas sévi.

ALAIN FAUJAS.

gros plan

L'environnement et son champion

RENE RICHARD est l'un des personnages les plus populaires et les plus détestés de la Côte. Président de l'Union régionale vie et nature (U.R.V.N.), qui fédère deux cent trente-sept associations de défense de l'environnement quadrillant les six départements de la région, ses supporters se comptent par dizaines de milliers. Mais, depuis sept ans qu'il bouscule les élus, les fonctionnaires et les promoteurs, il a dû accumuler un joli pécule de rancunes cachées. Cela ne le chagrine guère car, malgré ses soixante-treize ans, il aime toujours « la bagarre ». Ses sourcils batailleurs, son œil pétillant et son sourire volontiers sardonique le trahissent. Il a beau draper son mètre quatre vingt-trois dans de stricts costumes croisés, être sept fois décoré et remplir de ses titres une demi-colonne du Who's who, on le sent prêt à tomber la veste à tout instant.

Il le fait, mais à sa manière, méthodique, raisonnée. Car il y a deux personnages en René Richard. D'abord le redresseur de torts qu'indignent les magouillages et les injustices. En février 1934, il défilait place de la Concorde en scandant « A bas les voleurs ! », en 1939 il oubliait qu'il avait été réformé pour maladie et s'engageait dans l'aviation, en 1946 il lançait la première section syndicale C.G.T. chez Japy, en 1970 il fondait l'U.R.V.N. pour tenter d'arracher la Côte d'Azur aux bétonneurs. Non conformiste, contestataire, esprit fort il l'est de naissance. « Si je n'étais agnostique, dit-il, je serai protestant. »

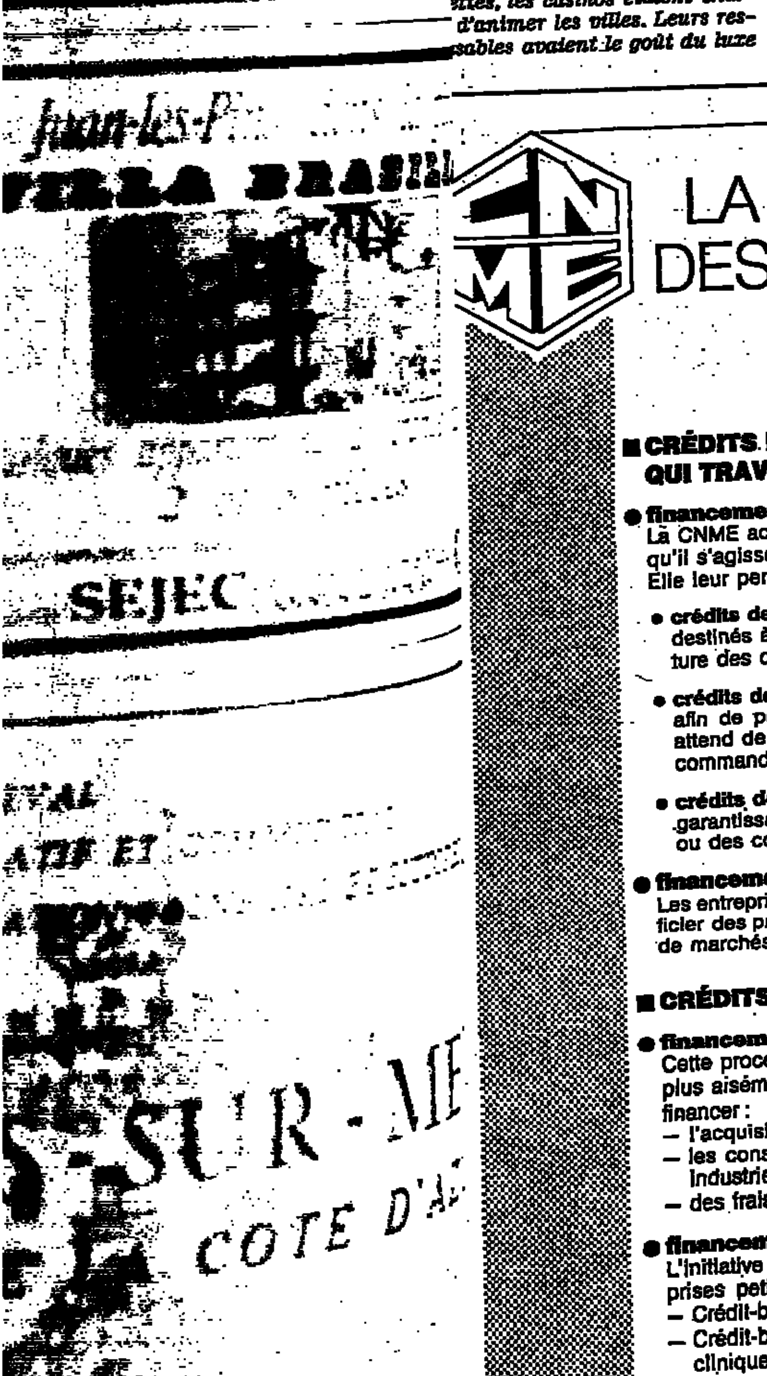
Mais René Richard a aussi la passion du boulot fignolé, de l'organisation, de l'efficience. La loi et l'ordre en somme. Comme secrétaire des ingénieurs et cadres F.O., il a été, après la guerre, l'un des apôtres de la productivité à l'américaine. Il a milité aussi pour la réunification des trois frères ennemis F.O., C.F.D.T. et C.G.T. Il a accepté de siéger au Conseil économique et social et collectionne les décorations. Toujours au nom de l'efficacité.

Les deux profils du personnage se sont recollés lorsque, arrivant à Cannes, en 1961, pour y prendre sa retraite, René Richard découvrit la Côte d'Azur livrée aux spéculateurs avec la bénédiction de l'administration. Déjà sa passion de pêcheur à la truite l'avait confronté à la pollution des rivières. Mais là, quand il apprend qu'au nom du profit maximum on veut édifier à la pointe de la Croisette, sur le domaine public maritime, trois tours de 150 mètres de haut, il adhère illico au premier comité venu. L'indignation. Puis la mécanique Richard se met en marche. Pas de coup de gueule intempestif ni de manifestation dans la rue, mais des associations qui poussent comme des champignons, qui s'organisent et se fédèrent. Elles glanent l'information, puis experts scientifiques et conseillers juridiques établissent des dossiers minutieux. Légion d'honneur en évidence, la serviette bourrée de pièces irréfutables et encadré de ses « vigilants », le « président » Richard se pointe alors devant les fonctionnaires. On commence chez les chefs de service, on continue chez les préfets et, si ça ne suffit pas, on monte à Paris voir le ministre.

Les militants s'interdisent toute ambition politique, à l'instar de leur « patron ». Celui-ci, constamment réélu depuis sept ans, ne badine pas avec la discipline. On l'accuse de « dictature ». Il répond : « Je n'ai jamais été mis en minorité. »

René Richard et son U.R.V.N. ont ouvert des « fronts » les uns après les autres. D'abord celui du littoral, où ils ont arrêté les marinas et les tours. A présent, ce sont les ports de plaisance qui sont dans la ligne de mire. Puis la forêt provençale, menacée par le feu et les spéculateurs. Enfin, le moyen et haut pays provençal, à leur tour, au péril du béton. Les années passent, l'U.R.V.N. s'enfle, l'écologie touche à tout. Alors René Richard, avant de lâcher la barre, organise sa succession et planifie la contestation. Un millier de militants vont suivre des stages de formation, et l'U.R.V.N. est à présent flanquée d'un « mouvement de jeunes ». « Après le syndicalisme du niveau de vie, pour lequel j'ai beaucoup lutté, voici venir le syndicalisme du cadre de vie, dit René Richard. *Et la démocratie a tout à y gagner. »*

MARC AMBROISE-RENDU.



la parole à...

La fin du «doux-nonchaloir»

NON seulement la région a su rajeunir ses structures d'accueil et les multiplier (avec 980 hôtels classés tourisme et leurs 25 700 chambres, elle représente près de 6 % à elle seule du patrimoine national, soit par rapport à Paris 77,53 % du nombre d'hôtels et 45 % du nombre de chambres classées, faisant à une unité près, 24 contre 25, jeu égal avec la capitale pour le nombre d'hôtels classés de luxe), mais elle a su s'équiper pour s'adapter au tourisme de notre siècle, en n'hésitant pas à faire des projections sur l'an 2000.

Premier département touristique français, les Alpes-Maritimes — ou si l'on préfère la Riviéra-Côte d'Azur — ont bénéficié en 1977 de près de 5 milliards de francs lourds de retombées directes de l'activité touristique.

Sa volonté de s'adapter aux réalités contemporaines touristiques s'articule autour de deux pôles essentiels :

— le tourisme des loisirs ;

— le tourisme d'affaires.

Pour le premier, toutes les activités sont offertes selon les vœux du touriste :

— 24 marinas totalisant 16 000 places ;

— 4 golfs de 18 trous, des centaines de courts de tennis, plusieurs centres équestres (manèges ou randonnées).

Tous les sports nautiques et aquatiques peuvent y être pratiqués.

La vie culturelle y est intense, puisque outre les grandes manifestations ponctuelles (Carnaval de Nice, Festival du film de Cannes, Festival du jazz d'Antibes-Juan-les-Pins, Festival musical de Menton, Grande Parade du jazz de Nice, et tant d'autres...). Trente-deux musées sont répartis sur l'ensemble du département, dont sept consacrés à un seul artiste, tels Picasso, Chagall, Matisse, Léger, etc. Et l'on vient des Etats-Unis ou du Japon spécialement pour effectuer leur visite. C'est dire d'une phrase leur immense valeur artistique.

Les amateurs de jeux de hasard ont à leur disposition douze casinos, dont deux d'entre eux, à Nice et à Cannes, ont pris la tête cet été du classement pour la France au chiffre d'affaires.

Pour le tourisme d'affaires, cette vocation remonte à 1930. Depuis lors elle s'est largement dotée de structures idoines, avec en tout 300 salles de congrès de 50 à 20 000 places dont cinq palais des congrès totalisant 86 000 m2 de surface et 71 000 places assises. Des conventions de 20 000 personnes ont déjà été accueillies sur la Côte. En 1977, avec plus de 500 000 nuitées-congrès, la Côte d'Azur s'affirme comme l'une des premières plaques tournantes mondiales dans cette spécialité.

L'époque du « doux-nonchaloir » a donc fait place à une agressivité commerciale indiscutable qui explique par exemple que notre clientèle (45 % de Français contre 55 % d'étrangers) en augmentation constante provient du monde entier.

La saison d'été 1977, dont les chiffres de fréquentation viennent d'être connus, traduit une augmentation de près de 20 % de la clientèle par rapport à la saison 1976, battant ainsi les records des saisons les plus fastes.

Mais si le rivage des Alpes-Maritimes est jalonné de villes et de stations aux noms mondialement célèbres (Cannes, Antibes, Juan-les-Pin, Nice, Menton), si celui-ci est devenu le lieu d'élection de nombreux étrangers et nationaux venus bénéficier de son climat incomparablement doux tout au long de l'année, notre département s'enorgueillit aussi de posséder sur une profondeur de 70 kilomètres, à vol d'oiseau, un arrière-pays particulièrement séduisant.

Dans les cimes enneigées, trois stations de sports d'hiver de niveau international : Isola 2000, Auron, Valberg, treize stations régionales. Cet ensemble devenant en été autant de stations de vacances à vocation verte. D'ailleurs deux stations vertes de vacances sont déjà inscrites à son palmarès. Et ce n'est qu'un début.

Plus bas, dans le vert des forêts et des prairies, entre mer et cimes, s'étagent nos nombreux villages aux noms qui chantent la montagne, le retour des troupeaux, les fêtes amicales du dimanche.

Toute une tradition, toute une civilisation accueille les touristes, qui, de plus en plus nombreux, viennent découvrir les merveilles du pays situé entre la douce Méditerranée et les sommets orgueilleux.

Nous n'en sommes pas peu fiers.

C'est pourquoi, bénie des dieux à sa naissance, élevée grâce au travail opiniâtre et obstiné de ses habitants, chantée par ses milliers d'amoureux, la Côte d'Azur se veut plus jeune, plus dynamique, plus attirante que jamais.

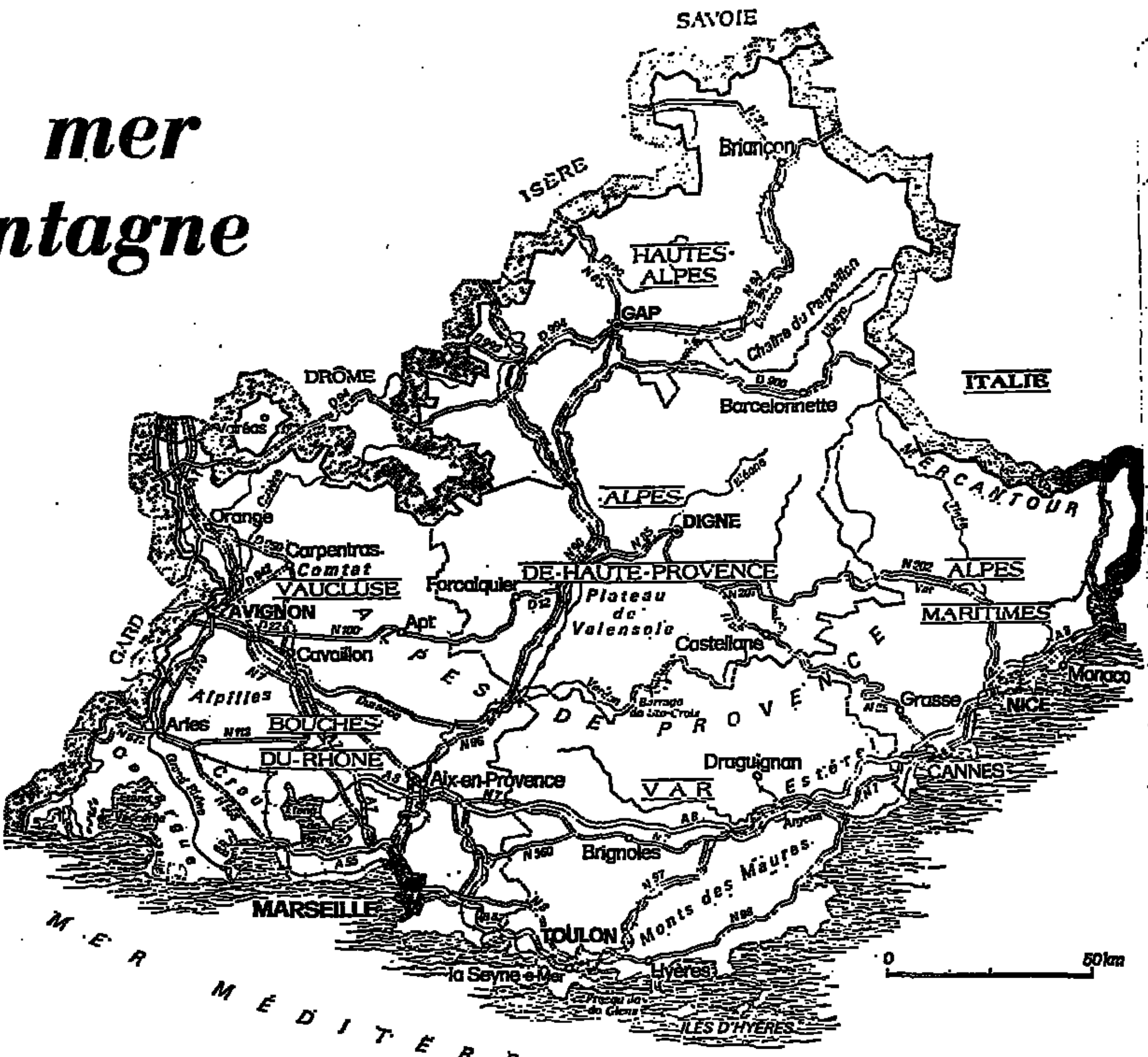
JACQUES MÉDECIN

Jacques Médecin, Niçois de souche, ancien journaliste, a quarante-neuf ans. Il est secrétaire d'Etat au tourisme depuis 1976, député des Alpes-Maritimes depuis 1967, maire de Nice depuis 1966. Il parle en expert de l'avenir du tourisme sur la Côte d'Azur.

Entre mer et montagne

Les six départements qui composent la région Provence - Alpes - Côte d'Azur regroupent 3 millions 675 730 habitants, selon le recensement de 1975, se situant ainsi au quatrième rang des régions françaises. Mais elle possède la deuxième ville de France après Paris, Marseille comptant 903 211 habitants. Le poids relatif des départements est très inégal, puisque les Bouches-du-Rhône ont 1 632 000 habitants et les Hautes-Alpes seulement 97 300.

Diverse aussi par ses activités (de la chimie lourde à une agriculture très fine, du tourisme de sports d'hiver et d'été aux parcs naturels, des transports maritimes et aériens au métro de Marseille), la région Provence - Alpes - Côte d'Azur est menacée par des déséquilibres : entre l'Ouest (avec la concentration Fos - Marseille - Aix) et l'Est (Nice et la Côte d'Azur) ; entre un littoral très urbanisé et un arrière-pays de montagnes où l'exode démographique est inquiétant.



Quand Max Gallo déshabille Nice

(Suite de la page 21.)

Ville assimilatrice donc. Mais qui refoule aussi. Subtilement. Et le premier des siens, comme le symbole de la naissance d'une tradition, Joseph Garibaldi, seul Niçois de stature internationale, soldat de la liberté s'il en fut, peut-être l'une des vies les plus romanesques du dix-neuvième siècle, qui choisit l'Italie, refuse d'accepter que Nice, sa patrie, soit livrée à Napoléon III, comme un pourboire.

Premier rejet, même si Nice a donné son nom à une belle place. L'habitude est prise. Une circulation s'établit. L' « étranger » s'installe. Il est respectueux des hiérarchies politiques et sociales qui dominent la ville. Il pactise avec elles. « Gentleman agreement » : la ville vous honore et vous l'honorez. Laissez-nous la gérer. Mais le Niçois qui refuse ces valeurs : qu'il parte. Pas d'éclat. Le corps social le refuse sans violence. C'est lui qui se sent étranger. Qu'il fasse sa vie ailleurs. Il reviendra le temps des vacances et au moment de la retraite. Tout est bien.

Mais alors qu'on ne s'étonne pas si cette ville extraordinaire (elle l'est, faut-il le dire ?), si cette ville inspiratrice (de Nietzsche à Matisse, de Herzen à Aragon ou Jules Romains, qui ne l'a côtoyée, et l'on pourrait repérer son reflet dans tant d'œuvres littéraires ou picturales qu'un musée pour les réunir n'y suffirait pas), si ce lieu habité depuis les origines (« Terra Amata » dès la préhistoire) ne réussit pas à faire naître un grand centre de création.

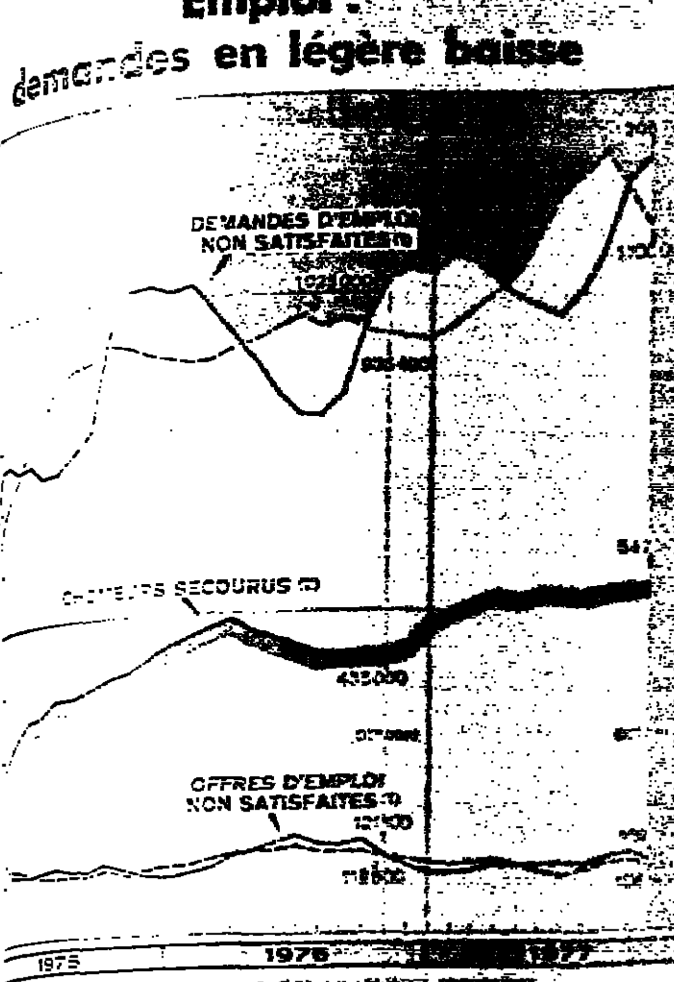
On crée à Nice, oui, mais seul, sans rencontre et souvent sans écho. Les « Ecoles de Nice » y naissent et s'en vont. Et la ville demeure comme la place d'un village où s'installent périodiquement des baraques foraines : festival-foire du livre, festival du jazz, etc. Les baraques démontées, la place reste vide. Peu de temps il est vrai : un autre cirque y vient dresser ses tréteaux. Tout cela ne fait pas un lieu de création culturelle. La « culture », malgré les universités et les musées, n'a pas « précipité », comme si manquait un élément pour que cette instable opération alchimique soit réussie. Quoi ?

EST-CE une grande tradition qui fait défaut ? Une vraie bourgeoisie qui depuis quelques siècles eût aimé les livres et les arts ? La bourgeoisie niçoise est de courte extraction. Le plâtre et le ciment n'ont pas fini de sécher sur ses ongles. Elle n'a pas acheté de livres, mais des hectares. Que vaut une œuvre ? Cela veut dire d'abord quel est son prix, combien rapporte-t-elle ? Que vaut un créateur ? Cela veut dire d'abord combien de fois son nom dans les journaux, sur les écrans. Phénomène général qui touche toute notre société. Sans doute, mais il est ailleurs des contrepoids. A Nice, ils sont rares. La tradition manque et le môle social où elle s'amarrerait. Parce que la ville est trop jeune ? Peut-être. Parce que ses élites sont tout entières tournées vers les valeurs de loisir ? Parce que toute la population voit ces valeurs à l'œuvre, insolentes et victorieuses ? Casinos et yachts, commerces et hôtels de luxe, promenade des Anglais et ports de plaisance : l'argent est là, qui s'affiche et parade. La Côte est son théâtre. Nice ville-objet. Argent : roi indiscuté du carnaval quotidien. Argent gagné ou volé ailleurs qui se blanchit au tapis vert. Retraite payée ailleurs et qui se dépense ici, petitement. Ville dont on jouit comme d'une femme exploitée. Ou comme d'un crépuscule.

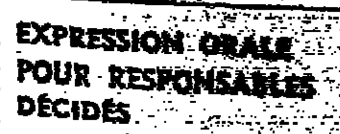
Et le travail ?

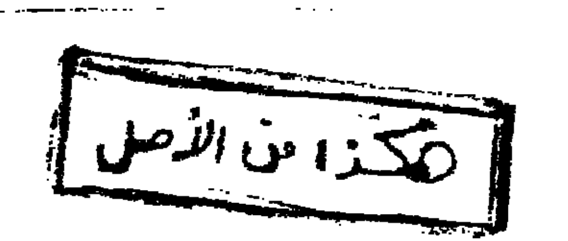
Comme partout. Voyez le résultat des élections.

MAX GALLO.



Qatar prépare l'après-pétrole



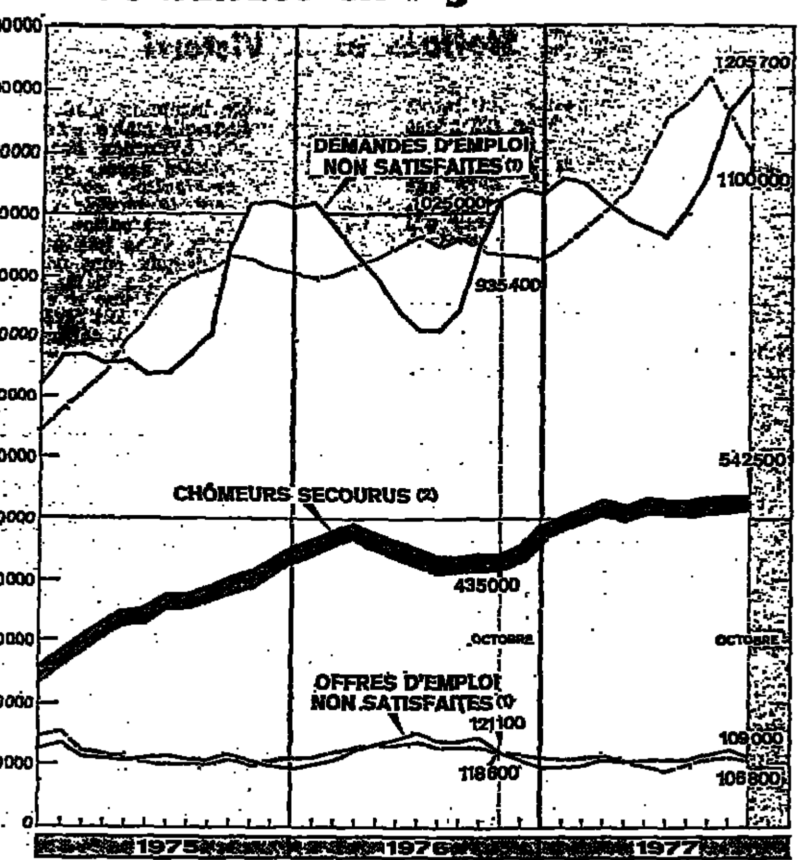


هكذا من الأصل

CONJONCTURE



Emploi : demandes en légère baisse



) —— en données observées ——, après correction des variations saisonnières
) d'après les statistiques publiées par l'UNEDIC (caisses d'assurance chômage complémentaire).

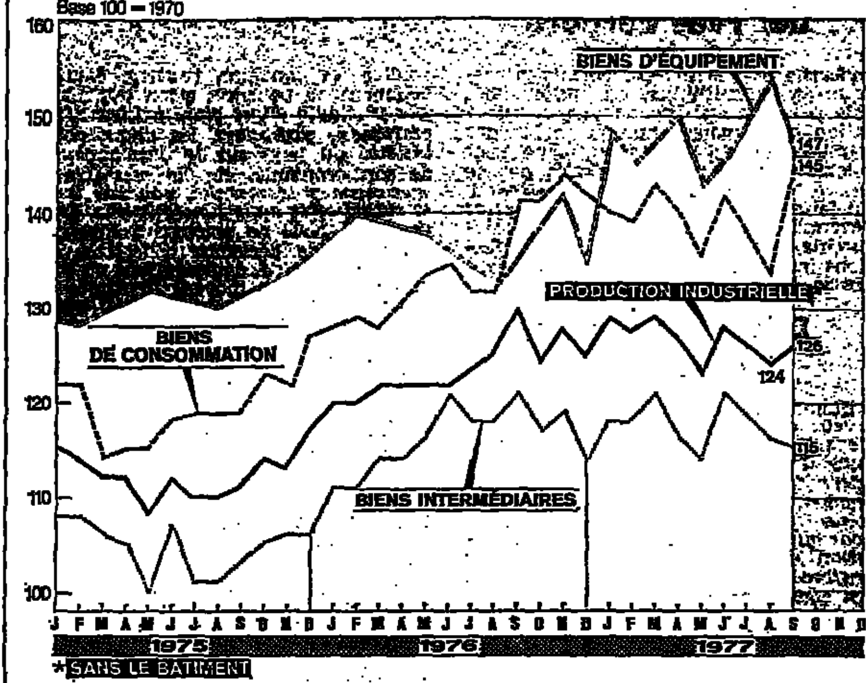
L'Agence nationale pour l'emploi (A.N.P.E.), qui a réalisé, en octobre, un ...nbre record de placements ou annulations (244 200 contre 206 800 en octobre ...6), a enregistré, le mois dernier, 274 900 demandes nouvelles (contre 283 600 en ...obre 1976), dont 59,1 % émanaient de jeunes de moins de vingt-cinq ans et ...% de femmes. Au total, sur les 1 205 800 demandes non satisfaites enregistrées, ...données brutes, à fin octobre (+ 2,6 % par rapport à septembre), la part des ...nes de moins de vingt-cinq ans est de 46,3 % et celle des femmes de 54,5 %.

Quoique légèrement inférieurs à ceux d'octobre 1976, ces pourcentages restent ...s élevés, même si l'on a noté, comme l'a fait M. Christian Beullac, ministre du ...vail, « un coup d'arrêt de la progression du chômage ». En données corrigées ...variations saisonnières, le nombre des demandes a baissé de 57 500 par rapport ...septembre (— 5 %).

Sur les 1 205 800 demandes comptabilisées en données observées, 49,6 % datent ...moins de trois mois, 33,3 % ont une ancienneté comprise entre trois et douze ...s et 17,1 % ont une durée supérieure à un an. En moyenne, la durée d'attente ...demandes satisfaites s'est élevée à cent vingt-quatre jours en octobre contre ...vingt-neuf jours l'an dernier à la même époque.

Malgré la loi du 5 juillet 1977 en faveur de l'embauche des jeunes, le problème ...offres reste préoccupant. On s'explique mal la baisse des offres non satisfaites ...a été constatée en octobre par rapport à septembre : 6 200 en données corrigées ...3 600 en données observées. Cette diminution a certes été moins importante que ...dernier. On avance l'hypothèse qu'un certain nombre d'employeurs auraient ...ement transformé leurs intentions d'embauches fermes en simples stages en ...eprise.

Production industrielle : hausse pour les biens de consommation



L'indice de la production industrielle, calculé par l'INSEE (bâtiment et travaux publics exclus), s'est situé à 126 en septembre (base 100 en 1970), en hausse de 1,6 % par rapport à juillet-août. Toutefois, en un an, l'indice, qui s'inscrivait à 129 en septembre 1976, a baissé de 2,3 %. Mis en trimestre mobile, cet indice s'est établi à 125 pour juillet-août-septembre, soit au même niveau que pour les trois trimestres précédents (127 en février-mars-avril).

Dans le secteur de l'énergie, l'indice a baissé de 0,9 % en un mois, ce qui correspond au niveau atteint dès 1973. La production des biens intermédiaires est restée stable, à un niveau peu élevé, ce qui traduit les difficultés de certains secteurs, notamment la sidérurgie. Celle des biens d'équipement a diminué de 4,6 %. En revanche, la production des biens de consommation a augmenté de 7,4 %. C'est dans ce seul secteur que l'indice est en hausse par rapport à septembre 1976.

...e Qatar prépare l'après-pétrole

(Suite de la page 19.)

...éfiants de nature, les Qatari ne se ...ent quand même pas trop d'illu...s. « *Si de tels investissements consti...nt une bonne défense contre l'infla...*, assure le prince héritier Sheikh ...bil Aziz Al Thani, ministre des ...nces et du pétrole, *nous ne pouvons ...ndre le risque de faire porter sur eux ...le poids de notre effort.* » Aussi ...dustrialisation est-elle rapidement ...arue comme l'instrument idéal pour ...liter le passage en douceur dans ...post-pétrolière. « *Elle est notre ...lleure garantie pour l'avenir* », ...rme M. Mis'hal, ministre du Plan.

...es objectifs sont clairs, mais pour le ...ns ambitieux. Si tous les contrats à ...*de sont signés avec les firmes étran*...s actuellement sur les rangs, et les ...is tenus, le plus grand complexe ...striel du golfe Persique s'élèvera, ...dix ans, sur le site maritime ...nm Saïd (40 kilomètres au sud de ...a) où débouchent aujourd'hui en ...*désert les conduites branchées sur* ...hamp pétrolifère d'Umm Bab/Duk... (côte occidentale du Qatar). Il ...coûté un peu plus de 4 milliards de ...ars actuels et permettra de tirer ...*ie, sous forme d'énergie et comme* ...ère première, du gaz, dont les réser...onsidérables seront, contrairement à ...s du pétrole, utilisables au moins ...nt une cinquantaine d'années.

...opération se déroulera en deux ...s. Dans une première phase, le ...prévoit de pousser à fond *l'indus*...ourde. Une usine d'engrais a déjà été ...tée en collaboration avec la firme ...égienne Norsk Hydro, dont la pro...ion, à l'achèvement complet des ...aux, atteindra 1 800 tonnes par jour ...moniaque et 2 000 tonnes par jour ...ée. *Un complexe sidérurgique entiè*...ent intégré, financé à 30 % par le ...pe japonais Kobe Steel, est en ...s de construction. Il aura une capa...de 400 000 tonnes par an et entrera ...ervice au printemps prochain. A cet ...mble s'ajouteront, d'ici à la fin de ... *une plate-forme pétrochimique* (2), pour partie financée par *C.d.F.-Chimie* (16 %) qui s'est vu en plus confier la coordination des travaux et l'exploitation de l'ouvrage et, un peu plus tard, une raffinerie de pétrole et deux unités de gaz liquides, pour lesquelles Technip, une autre firme française, a été pressentie, et, *enfin*, un complexe d'aluminium.

Après quoi, le Qatar s'attaquera à l'industrie légère, dont la production sera en grande partie destinée au marché intérieur. La SERETE (France) vient de se voir confier l'étude de seize projets de construction d'usines (papiers, peinture, transformation de matières plastiques, etc.). Bref, d'ici à 1990, le Qatar escompte bien réduire sa dépendance à l'égard du pétrole brut, dont *les revenus ne pourraient plus compter* que pour 20 % ou 30 % dans ses ressources. Le pari est audacieux, mais à la mesure de ses capitaux. Pourtant, déjà, se pose la question de savoir si le Qatar n'a pas vu trop grand. Car, enfin, à moins que les pays du Golfe ne s'équipent à leur *tour — et encore faudra-t-il* compter avec la forte concurrence de l'Iran, — les débouchés seront difficiles à trouver sur des marchés déjà encombrés. Au surplus, cette fièvre d'industrialisation ne va-t-elle pas *favoriser* une immigration déjà galopante dont les autorités s'inquiètent secrètement ?

En orientant son activité vers le grand commerce international où il réussit plutôt bien, l'Etat de Bahrein, dont les réserves pétrolières sont aujourd'hui *presque épuisées*, a *peut-être été* plus sage. Il a, en tout cas, administré la preuve que la reconversion ne passe pas forcément par l'industrialisation.

ANDRÉ DESSOT.

(2) Cette plate-forme coûtera 2,5 milliards de francs. Elle se composera d'un *vapocraqueur de 280 000 t/an d'éthylène*, fonctionnant au gaz d'éthane, et de deux unités, l'une de polyéthylène basse densité de 140 000 t/an, *la plus grande du* monde en ligne, l'autre de soufre (46 000 t/an). Le polyéthylène sera fabriqué selon la technologie de C.D.F.-Chimie, qui assurera en plus la commercialisation du produit.

BIBLIOGRAPHIE

« La France vers le socialisme »

de Yves Bernard

Si la gauche gagne les élections législatives, qu'arrivera-t-il à l'économie française ? La question aurait pu tenter des amateurs d'économie-fiction. L'une des premières réponses apportées vient d'un tout autre bord : l'inspecteur des finances qui la donne, haut fonctionnaire rompu aux techniques de coordination et de prévision économiques, n'entend pas se divertir. Ce qui le préoccupe est, au contraire, de préciser quelle marge de liberté aurait un gouvernement de gauche pour modifier l'orientation et les structures de l'économie française. En fondant sa réflexion non pas seulement sur une analyse de la situation présente, mais aussi sur un bilan des tentatives étrangères de même nature.

Celles-ci ne sont pas précisément encourageantes, note au départ Yves Bernard. Les performances économiques des pays de l'Est ont été payées de sacrifices inutiles, sur le plan des libertés, bien sûr, mais aussi sur ceux de la participation de la population au choix et de l'efficacité des décisions prises. Le « *socialisme de marché* » hongrois constitue une tentative intéressante pour sortir de l'arbitraire des bureaucrates planificateurs et déconcentrer la gestion, en redonnant aux firmes un début d'autonomie ; mais l'ouverture sur le marché extérieur a amplifié les tensions, les contraintes et les disparités habituellement liées à l'économie de marché.

L'expérience d'autogestion yougoslave est plus positive ; elle allie jusqu'ici une croissance rapide (de l'ordre de 6 % par an) et régulière (même pendant la crise mondiale en cours) à une diffusion considérable des responsabilités. Mais elle concilie difficilement la lutte contre le chômage et la chasse à l'inflation, tandis que l'autogestion reste encore embryonnaire dans de nombreux domaines. La Suède a, elle, remarquablement élevé le niveau de vie de ses enfants, tout en réduisant beaucoup les inégalités (par l'impôt sur le revenu, comme par l'extension des consommations collectives, qui représentent le tiers de la consommation totale) ; mais le pouvoir économique y reste, pour l'essentiel, aux mains des hommes d'affaires privés, ce qui, selon l'auteur, empêche la puissance publique de jouer le rôle d'animation économique qui devrait être le sien, surtout en période de crise comme actuellement.

Ce bilan ne décourage pas Yves Bernard, pour qui chaque pays doit définir son propre cheminement vers le socialisme. C'est précisément parce que les conditions objectives d'une telle évolution semblent à l'auteur aujourd'hui réunies en France que, selon lui, la marche de notre pays vers le socialisme devient possible. Celui-ci sera spécifique, vu les conditions particulières qui le commandent ici : le degré d'industrialisation du pays et son développement culturel, le rôle politique qu'y jouent les syndicats, l'ampleur exceptionnelle des inégalités, l'abondant tissu de P.M.E. (1), la place prise par les firmes étrangères (2) et le commerce international (3), la dépendance énergétique de la France (quelque 75 % de ses approvisionnements viennent de l'étranger), l'individualisme d'une bonne partie de la population, la tendance administrative à centraliser les décisions...

Le champ des possibles s'en trouve limité. C'est lui qu'approfondit l'auteur. De trois façons :

1. Dans le temps d'abord. Pour Yves Bernard, l'éventuelle expérience économique de la gauche « *se jouera dans les dix-huit mois - deux ans* ». Le pouvoir issu des élections s'y consolidera durablement, si sa politique lui rallie « *les travailleurs encore indécis ou conditionnés* » ; ou bien il échouera, si les forces conservatrices battues peuvent alors « *s'appuyer sur les désillusions, les incompréhensions et la rancœur* ».

2. L'ampleur des masses économiques que la conjoncture permettra de mettre en jeu mérite attention. A terme, on pourra certainement tabler, pense l'auteur, sur une croissance du produit intérieur de l'ordre de 6 % par an, compte tenu des capacités de production sous-employées. Mais cela demandera du temps. Dans l'immédiat, la réduction de la durée du travail, la création d'emplois dans des secteurs peu productifs (indispensable, eu égard aux besoins sociaux non satisfaits actuellement), ainsi que la baisse de productivité liée aux transformations qu'opérera la gauche, réduiront certainement l'expansion escomptable, en dépit d'une mobilisation plus grande des travailleurs. Yves Bernard juge possible une croissance de 5 % ; compte tenu de l'effort accru fait sur les équipements collectifs et des investissements nécessaires à la multiplication des emplois, cela permettra au mieux une augmentation de la consommation privée par habitant de 4,5 %. Si la gauche veut relever sensiblement le niveau de vie des catégories sociales défavorisées, il lui faudra, dans ces conditions, resserrer l'éventail des salaires, diminuer la hiérarchie des rémunérations des professions indépendantes, développer les processus de redistribution des revenus.

Eviter le double dérapage

Simultanément, l'effort consenti en faveur des équipements et des prestations sociales nécessitera des économies budgétaires « *dans certains domaines (dépenses militaires, subventions)... une augmentation des prélèvements obligatoires sur les revenus primaires* », et, pour que cela soit supporté par la population davantage imposée, « *une lutte renforcée contre la fraude* ». C'est à ces conditions que peut être évité le double « *dérapage* » (inflation intérieure, déficit extérieur) que risque d'entraîner l'addition d'une relance de la consommation et d'un essor des investissements publics (voire d'une grève plus ou moins larvée d'investissements privés).

3. Le jeu respectif du marché et du Plan dans une éventuelle politique économique de gauche fait l'objet de développements précis et détaillés qui, bien que non chiffrés, constituent peut-être la partie la plus originale du livre d'Yves Bernard. Constatant l'antinomie fondamentale de ces deux directions et l'échec de nombreux pays étrangers à vouloir les concilier, l'auteur explique comment on pourrait, selon lui, marier « *la primauté d'une planification démocratique* », exprimant les choix volontaristes du pays sur le développement de son économie, et « *le maintien de mécanismes de marché, non pas larvés et subsidiaires mais conséquents* ». Faute de place, nous ne pouvons analyser ici les types de décisions collectives qui, dans ce dispositif, dépendraient du Plan, non plus que les moyens multiples par lesquels celui-ci inciterait les agents économiques, libres de leurs choix, à les respecter (pour la partie du moins qui ne serait pas, en tout état de cause, exécutoire vu les intérêts nationaux en jeu). Signalons simplement que l'auteur propose de compléter le plan quinquennal — définissant les grandes options, les investissements lourds à programmer, les « *normes indicatives tendancielles* » (prix relatifs, plage de variation des revenus, marges d'autofinancement) — par un plan annuel modulant ces objectifs et par une batterie de « *mécanismes de régulation* » (« *normes guides* », systèmes d'incitations des agents économiques, modes d'intervention des pouvoirs publics en matière de prix, de crédit, de fiscalité...).

L'extension du secteur public, la démocratisation des entreprises, l'élargissement des pouvoirs des travailleurs et des consommateurs constituent d'autres pièces maîtresses du schéma suggéré par Yves Bernard, qui ne cache pas que, pour lui, le socialisme « à la française » ne peut être qu'autogestionnaire, vu les traditions du pays et l'exigence croissante de responsabilités de parties importantes de l'opinion. Acte de foi peut-être. Mais qui s'appuie sur une argumentation de qualité, qu'on souhaiterait souvent plus développée. Les dimensions de l'ouvrage, publié dans une collection qui se veut populaire et bon marché, ne le permettaient pas. C'est un peu dommage.

GILBERT MATHIEU.

★ *La France vers le socialisme*, Flammarion, 202 pages, 20 F.

(1) Deux millions et demi d'entreprises, assurant 30 % de la valeur ajoutée, mais très souvent sous-traitantes de grandes firmes.

(2) 25 % des ventes et des investissements, 18 % des effectifs pour les firmes où le capital étranger excède 20 % du total.

(3) Les ventes comme les achats représentent près du quart du produit national.

« Nationalisations »

de C. Stoffaès et J. Victorri

Le rédacteur spécialisé qui reçoit aujourd'hui un livre de 400 pages traitant des nationalisations a tendance à éprouver un sentiment de saturation. Et pourtant le livre que viennent de publier Christian Stoffaès, un économiste de tendance libérale qui fut chargé de mission au ministère de l'industrie, et Jacques Victorri — un pseudonyme utilisé par trois fonctionnaires du ministère de l'économie et des finances — mérite d'être lu.

Les ennemis acharnés comme les défenseurs convaincus des nationalisations risquent d'être déçus. Ce n'est ni un pamphlet ni un plaidoyer. Il comporte dans sa première partie, outre une étude du secteur public dans plusieurs pays étrangers (Etats-Unis, Suède, Italie, Grande-Bretagne), une analyse de ce même secteur en France au travers de plusieurs entreprises nationales (Air France, S.N.C.F., ELF-Aquitaine, Aérospatiale, Renault, le secteur bancaire) et un bilan social et économique. La conclusion : « *Les entreprises publiques ont des résultats économiques honorables, parfois brillants, souvent empreints de sclérose : leur bilan social est favorable.* » Le danger ? « *L'irresponsabilité relative qui guette en permanence les entreprises, leurs salariés, l'Etat lui-même.* »

Voilà pour le passé. Mais l'avenir ? Faut-il étendre le secteur public ? Que penser des nationalisations prévues par le programme commun ? Avant de répondre à ces questions, les auteurs dressent un constat sévère : « *Les concentrations et les restructurations nombreuses qui ont jalonné l'histoire récente de l'industrie française ont eu un impact beaucoup plus appréciable au niveau financier qu'au plan technique. La constitution d'une série de grands groupes aptes en apparence à affronter les meilleures entreprises mondiales ne s'est que partiellement accompagnée de la réalisation d'unités de production compétitives* ». L'Etat n'est pas épargné, qui s'est avéré incapable d'adopter une stratégie industrielle claire. « *La France n'a pas choisi. L'examen des actions industrielles menées depuis quinze ans révèle cette ambiguïté : confus espoir d'alignement sur le modèle allemand, ferme désir de préservation sociale.* » Aujourd'hui, cette valse hésitation doit cesser. Deux politiques sont possibles : l'une offensive, l'autre défensive, qui toutes deux supposent une intervention de l'Etat. Quelle forme doit revêtir cette intervention ? « *Les nationalisations ne constituent que l'un des nombreux moyens dont dispose l'Etat pour intervenir dans l'industrie.* » En clair, ce moyen ne doit être utilisé que lorsque les autres apparaissent inefficaces. Pour autant la démarche n'est pas rejetée : la nationalisation est justifiée lorsqu'elle permet de corriger un dérèglement du marché ou lorsqu'elle est une nécessité de la politique industrielle. Et les auteurs de préciser leur pensée dans « *un guide de réflexion sur l'extension du secteur public* » où sont évoquées l'éventuelle nationalisation de Dassault, de la branche armement de Thomson, de Framatome (la filiale nucléaire de Creusot-Loire), de la branche équipement d'Alsthom-Atlantique, de la Compagnie des machines Bull, de la Société lyonnaise des eaux, des N.M.P.P. et la constitution de groupes publics dans la pharmacie, la machine-outil, le bois-papier, les télécommunications...

Ce livre fera grincer quelques dents. En ces temps d'affrontements, il n'est guère confortable de ne pas trancher radicalement sur un sujet brûlant. La nuance est suspecte ; l'hésitation, condamnable. A quelque chose pourtant malheur est bon. A défaut de montrer la voie aux citoyens, cet ouvrage les amène à réfléchir.

PHILIPPE LABARDE.

★ *Nationalisations*, édi. Flammarion, 440 pages, 42 F.

Théâtre

« LA BATAILLE », par la

Marivaux et Mus

à la Comédie-Fran



ARTS ET SPECTACLES

E JOUR DE LA MUSIQUE

Le joueur de flûte.

Après « Musique en Alsace » (le Monde du 8 juin 1977), l'Association mulhousienne pour la culture a décidé de poursuivre son effort auprès du jeune public. Un animateur spécialisé, Alain Brunsvick, le compositeur Jean-Claude Pennetier, toute l'équipe de l'Atelier lyrique du Rhin, une trentaine d'enseignants préalablement formés représentant quatorze écoles primaires de Mulhouse et des environs (un millier d'enfants de sept à dix ans), une chorale et une fanfare d'amateurs se sont réunis autour de la légende d'Hamelin le joueur de flûte.

D'abord, on racontera l'histoire aux enfants qui devront imaginer la suite et s'initier à une pratique musicale. Une fois faite la synthèse des propositions venues des classes, J.-C. Pennetier et trois classes pilotes fixeront l'opéra sur des partitions qui seront distribuées et travaillées. Parallèlement, les enfants confectionneront les décors avec l'aide de Dan Stefan. Répétitions générales en avril et trois représentations, réunissant chacune dix classes, les 10, 11 et 12 juin.

Pour quelques commas.

L'accordage des instruments à clavier n'est pas seulement une technique, c'est un art avec ses écoles, ses traditions et ses secrets, une esthétique aussi, qui a évolué au cours des siècles, d'autant que philosophes, physiciens et acousticiens s'en sont mêlés, infirmant les théories de Pythagore au nom des lois de la résonance des corps et imposant le système de Zarlin modifié (mésotonique) qu'on dut adapter ensuite aux nécessités du tempérament égal.

Les travaux de Guy Van-Esbroeck et de Franz Monfort, fondés sur une étude statistique de la justesse telle que l'entendent les musiciens actuels — car la précision et les exigences de l'oreille sont très différentes de celles d'un appareil de mesures, — ont démontré qu'ils donnent raison à Pythagore. D'ailleurs, les accordeurs rectifient dans la pratique les principes théoriques auxquels ils obéissent, faussant légèrement certains intervalles pour que cela sonne mieux et « juste ».

Parti de cette technique à la fois très précise et empirique, un jeune accordeur, Serge Cordier, a imaginé de parvenir au même résultat par une méthode plus simple à enseigner et plus rapide dans la pratique, fondée directement sur la théorie de Pythagore ; ainsi procède-t-il par quintes justes et non plus par tierces et par sixtes.

★ Pour tous renseignements : S. Cordier, Mas de Boujac, 30380 Saint-Christol-lès-Alès (Gard).

Festivals 78.

● *Déjà les festivals fourbissent leurs armes pour l'été, et pour certains la réservation est déjà commencée. A Bayreuth d'abord (Bayreuth Festspiele, 8580 Beyreuth, Postfach 2320), où la troisième* Ring *de Boulez et Chéreau sera accompagné par une nouvelle mise en scène du* Vaisseau fantôme *(régie : H. Kupfer ; décors : P. Sykora), sous la direction d'un chef américain inconnu : Dennis Russel Davies.*

● *Salzbourg annonce un nouveau* Rosenkavilier *par Venerio Colasanti et John Moore (les artisans de la belle* Rappresentatione *de Cavalli), avec G. Janowitz, Y. Minton, L. Popp et K. Moll, une nouvelle* Zauberflöte *par J.-P. Ponnelle sous la direction de J. Levine, les reprises de* Salomé *et* Don Carlo *(Karajan), de* Don Giovanni *(Böhm-Ponnelle) et de* Il Sant Alessio *(informations : Suadtverkehrsbüro, 5024 Salzburg, Auerspergst. 7.).*

● *A Aix-en-Provence, pas de Mozart pour un an, mais* Alcina *de Haendel, dirigé par R. Leppard, avec T. Berganza,* Didon et Enée *de Purcell, avec Janet Baker, et* Don Pasquale, *avec G. Bacquier (bureau du Festival, palais de l'ancien archevêché, 13100 Aix-en-Provence).*

● *Trois nouvelles productions à Glyndebourne :* la Flûte enchantée *et* la Bohème *(John Cox),* Così fan tutte *(Peter Hall) et les reprises de* la Femme silencieuse *et du* Rake's Progress. *(Glyndebourne, Lewes, E. Sussex, BN 85 UU.)*

Théâtre

« LA BATAILLE », par la Volksbühne

Les Allemands de la guerre perdue surgissent de la nuit. Ruines mornes et grises, fantômes enfouis que la lumière dure du théâtre rappelle à la vie. Ils sont loin et ils sont là... Dans un faisceau de projecteurs croisés, apparaissent deux silhouettes collées l'une à l'autre. Leur visage est flou à l'intérieur de globes en plastique. Ce sont deux frères. L'un a été pris, torturé par les nazis, relâché. *Il n'a pas* parlé, mais il est devenu suspect, s'est senti trahi, a trahi, a endossé la chemise brune. Il demande à l'autre de le tuer : *la Nuit des longs couteaux.*

Quatre soldats, statues de bois *mort et de neige, attendent dans* un paysage pétrifié. Ils n'ont pas de nom, pas de visage, juste un foulard noir sous leur casque. Ils n'ont qu'un seul ennemi, la faim. Le soldat un abat le soldat quatre. Les survivants le mangent : *J'avais un camarade.*

Hitler et une jeune mariée font la fête, servis par une soubrette court vêtue, avec une casquette, un brassard à croix gammée. *Scène de revue grivoise,* en prologue à *la Noce des petits-bourgeois.* Le père est un avorton, la mère, une géante barbue, la fille, une idiote à tresses, en jupe bleue. Ils sont unis dans leur dévotion au *Führer. « Plutôt mort que rouge »,* dit le père. Il tue sa fille malgré ses hurlements, et sa femme. Il renonce à se suicider. « *Le fort quand il est seul est plus fort encore...* » Il a supprimé les témoins d'un passé dangereux, il va recommencer une vie vierge.

Le spectacle de la Volksbühne *la Bataille* est une suite de scènes courtes portant chacune un titre (*le Boucher et sa femme, l'Immaculée conception*) écrites par Heine Müller, mises en scène par Manfred Karge et Matthias Langhoff. Une série de coups de poing qui font mal. C'est l'histoire d'un peuple au moment d'une défaite, qui est plus qu'une *bataille* perdue, qui est la chute d'un monde inhumain. Qui sont-ils ceux qui appartenaient à ce monde et lui ont survécu, les sans-grade qui ont dû « faire avec » *le nazisme,* comme ils « font avec » le socialisme ?

Question terrible. *La Bataille* est un peu *le Chagrin et la Pitié* de l'Allemagne de l'Est, mais, si Heiner Müller s'est inspiré de faits réels, il les a transposés en fables *exemplaires,* que la mise en scène déploie en fantasmagories noires, haletantes, rêves d'horreur froide, tranchés par des visions grotesques. Il ne s'agit pas d'une reconstitution de l'histoire, le spectacle parle au présent. Il déterre les *signes d'une maladie endormie,* encore contagieuse. Il éclaire les petites tares quotidiennes, enflées jusqu'à l'abomination par l'affolement du désarroi, sans *complaisance ni mépris. Il tourne* en cauchemar la fascination des uniformes noirs sur les beaux jeunes gens blonds ; un travesti pied-bot chante pour un Hitler nu... Les visages humains disparaissent sous des masques bouffis, *sous des grimages* de poupées roses, sous des cagoules anonymes...

Il n'y a pas de jugement moral (qui peut affirmer se conduire en héros quand il a dû *apprendre à se* soumettre à la peur ?), mais l'accusation est pire, contre la domination *fondée* sur le « Soumets-toi ou meurs », le système qui saccage les hommes, les accule aux réactions primaires de survie, qui détruit leur dignité, leur confiance en tout autre pouvoir que celui de la force, qui les déshumanise, en fait ces larves vivaces...

La Bataille est un spectacle important : *théâtralement, il* est superbe et parfait. Et puis, cette « terreur venue de l'Allemagne », quelle est sa forme, ailleurs, ici... ?

COLETTE GODARD.

★ Théâtre Gérard-Philipe, Saint-Denis, du 22 au 27 novembre, à 20 h. 30.

Marivaux et Musset à la Comédie-Française

Les Acteurs de bonne foi racontent les drames nés au cours des *répétitions d'un canevas* — on dirait aujourd'hui une « impro » — organisé par un majordome sur l'ordre de sa maîtresse, qui veut ainsi célébrer les fiançailles de son fils. Mais un couple de jeunes paysans se prend au jeu et souffre. *Mais le divertissement* se donne au milieu d'un imbroglio de mensonges gratuits et cruels. Marivaux est un auteur noir, fasciné par les travestissements de la réalité, par les fluctuations des sincérités.

Un cercle de grands fauteuils autour d'une estrade nue : la mise en scène de Jean-Luc Boutté tire *sur la gravité intense.* Le théâtre est un engagement, l'acteur y risque sinon sa vie, du moins son équilibre. A l'intérieur de la représentation s'expriment des *passions violentes.* Autour se joue une comédie frivole et cynique. *Le théâtre* offre une image soulignée de la société.

Les comédiens aiment montrer leurs paradoxes, les ambiguïtés du faux-semblant. Ils aiment, c'est manifeste, cet acte de Marivaux, ils sont tous excellents. On regrette seulement que Jean-Luc Boutté ne l'ait pas étoffé. La cohérence du spectacle se démolit dans les ellipses et les pirouettes de la pièce.

Romantisme écologique

Mais il ne s'agit là que d'un lever de rideau. Le morceau de résistance est malheureusement *On ne badine pas avec l'amour, dans une mise en scène* de Simon Eine, qui appelle à son secours le romantisme écologique de Werther et le romantisme morbide d'Edgar Poe, sur une musique dégoulinante de harpe due à Dominique Laurent, dans des décors d'Hubert Monloup, supposés évoquer les peintures mièvres du temps, et qui sont surtout encombrants. Béatrice Agenin est une Camille monotone, une rebutante *pimbêche empêtrée dans* le maniérisme du texte. Tous les efforts de Francis Huster semblent viser à dire les phrases les plus ampoulées sur un ton « naturel ». Son Perdican sort d'un de ces films du genre Boulevard *désinvolte. Les amours* adolescentes, puisqu'il s'agit de cela, sont autrement brûlantes et désespérées.

Quant aux autres... Il faudrait oser *tailler dans leurs scènes.* Comme elles n'ont pas grande nécessité, les acteurs sont amenés à en faire des sketches de revue avec force grimaces et gros effets. Bernard Dhéran — le baron — est le plus insupportable.

C. G.

★ *Salle Richelieu, 20 h. 30.*

Danse

Jeunes chorégraphes à l'Opéra de Stuttgart

Après la mort *brutale* de John Cranko, *les danseurs de l'Opéra* de Stuttgart se sont sentis orphelins. En douze ans, de 1961 à *1973, il avait su les façonner, les* hausser au-dessus d'eux-mêmes et les révéler dans ses vastes chorégraphies connues dans le monde entier, sauf peut-être à Paris.

Incapable de supporter une autre direction — fût-ce celle d'un ami comme Glen Tetley, — la compagnie a préféré coopter un de ses membres, *la danseuse étoile Marcia* Haydée, qui s'est révélée une administratrice avisée. Elle s'est vite rendu compte que le ballet ne pouvait vivre indéfiniment sur le répertoire créé par Cranko. N'étant pas chorégraphe, elle a décidé de susciter des vocations à l'intérieur de la troupe. Le public de Stuttgart est *sensibilisé à la danse* depuis des générations. Il a suivi, encouragé, les progrès des jeunes espoirs *au cours de spectacles d'essai* présentés régulièrement (les matinées Noverre) et il est venu très nombreux à la soirée d'ouverture de la saison consacrée à trois nouveaux chorégraphes : un Américain, William Forsythe, une Anglaise, Rosemary Hatiwell, et un Français, Patrice Montagnon.

William Forsythe, c'est l'architecte ; *il a le sens des vastes édifices aux nobles proportions.* Sa suite d'entrées « Flore subsimplici », sur une musique de Hændel, mêle de façon insolite des épures toutes balanchiniennes et des enchaînements de pas d'un style baroque que le corps de ballet ne parvient pas toujours à maîtriser.

Rosemary Hatiwell montre une prédilection toute britannique pour les thèmes psychanalytiques. Avec « Mirage », elle cherche à créer un climat angoissant à la Strindberg, *mais elle demeure encore* prisonnière d'une gestuelle conventionnelle.

Avec Patrice Montagnon, Marcia Haydée a eu la main heureuse. *D'emblée, il s'affirme comme un* visionnaire et rappelle Joseph Lazzini par la puissance de ses images *poétiques avec cependant plus de* rigueur dans la composition.

« Innere Not », son premier grand ballet, est un portrait éclaté d'Anton Bruckner suggéré à coups de gestes tendres, inhabituels, d'une grande fraîcheur d'âme : sur *une plate-forme lumineuse* — conçue par le scénographe Axel Manthey — en dérive dans un *infini étoilé, le musicien,* incarné par les grands solistes, Richard Cragun, Egon Madzen, Heinz Clauss, *vit comme* une Passion douloureuse ses contradictions intérieures et sa difficulté d'être. Si *Patrice Montagnon* manque encore de métier pour articuler ses tableaux, il sait utiliser pleinement l'espace. La manière très personnelle dont il prend sa distance vis-à-vis du vocabulaire classique pour forger son propre langage fait pressentir en lui un véritable dramaturge de la danse.

Personne ne s'y est trompé, ni les spectateurs qui lui ont réservé *un accueil enthousiaste ni la direction* de l'Opéra qui vient de lui signer un contrat de chorégraphe pour trois ans.

MARCELLE MICHEL.

★ L'ouvrage de Patrice Montagnon sera sans doute représenté à Paris en mai 1978 au cours de la visite du Ballet de Stuttgart au Théâtre de la Ville.

Musique

STRAVINSKI vu par Louis Erlo

(Suite de la première page.)

Peu importe que la musique soit fausse si les personnages jouent juste ; elle finira bien par prendre le pli et Stravinski par jeter bas les masques.

Hogarth d'abord, et c'était le plus redoutable, car dans cette cage métallique qui représente le théâtre ou l'enfer du monde, le décorateur Jacques Rapp n'a pas craint de projeter les gravures mêmes du peintre à l'intérieur d'un vaste cadre de tableau du dix-huitième siècle. Pierre de touche redoutable, mais l'exactitude et le charme des costumes, la vie prodigieuse des personnages et des groupes, inspirés de Hogarth et recréés sans nulle raideur, font des scènes du lupanar et de la vente aux enchères, soutenus par une musique sèche, spirituelle et allègre, des instants savoureux où les chœurs de l'Opéra de Paris prouvent qu'ils peuvent jouer aussi bien qu'ils chantent.

Une prodigieuse scène finale révèle le caractère de l'œuvre

Mais ces amusants tableaux de mœurs se concentrent ensuite en des visions fortes, telle la révélation physique pour Tom Rakewell avec la Mère Goose (l'Oie), debout sur cette table étroite, un crâne dans la main, une bougie dans l'autre, ou la colère de Baba la Turque, objet dérisoire choisi par Tom par un « acte gratuit », qui se révolte contre ce destin de « chose » (on a voulu la vendre avec les meubles) et met tout le monde à la porte, affirmant ainsi sa qualité d'être humain avec la truculence d'une Jocelyne Taillon ou d'une Gisèle Ory qui brûlent les planches.

Mais c'e.t surtout dans la prodigieuse scène finale que s'affirme le caractère de l'œuvre, lorsque Tom Rakewell, brisé par son ultime victoire aux cartes sur son âme damnée (Nick Shadow, le Méphisto de ce Faust) et enfermé dans un asile de fous, se prend pour Adonis et chante un air sublime à Vénus pour sa bien-aimée venue le visiter. Le cercle des misérables déchets d'humanité qui se resserrent autour de lui, attentifs, égarés, extatiques, menaçants ou indifférents, est une vision presque insoutena:le de grand metteur en scène. Tout s'abolit ici : les références littéraires périmées, les archétypes sans sel, les gadgets inutiles (telle la machine à fabriquer du pain avec des pierres), la musique imitation ou dérision, tout cela cède à cette tragédie de la condition humaine dans sa nudité, et Stravinski atteint là au plus haut sommet du lyrisme et de la vérité. Mais fallait-il faire un si long détour ?

C'est toujours lorsqu'elle trahit son dessein initial et « se trahit » que la musique nous émeut, surtout à travers Anne Truelove (amour vrai), la fidèle, l'amoureuse, la compatissante, plus touchante que donna Anna et donna Elvira, mais non moins passionnée. La jeunesse de Francine Laurent, une certaine gaucherie de cette voix vibrante, couleur émeraude, qui n'a pas encore pris son vol, favorise le côté natif du personage, la fraîcheur de son adieu comme un souvenir de Schubert, l'accent tragique de la scène où elle rencontre Tom, le jour de ses noces avec Baba la Turque, et la déchirante douceur de son ultime visite à son bien-aimé, définitivement perdu dans la folie.

Ian Caley chante avec beaucoup de poésie et de délicatesse le rôle de ce jeune homme faible auquel la débauche n'apporte qu'ennui et amertume. Jean-Philippe Lafont donne une superbe carrure à Shadow, l'enjôleur sinistre dans son habit noir d'entremetteur diabolique, et tous les rôles secondaires sont tenus et campés avec un charme ironique par les pensionnaires de l'Opéra-Studio (Philippe Plât, Marcel Quillevere, Patrick Minard, Guillemette Laurens). N'ayant pu assister qu'à la répétition générale, il m'est difficile d'apprécier la qualité de l'Orchestre de l'Opéra, qui semblait encore manquer un peu d'élégance et d'entrain, malgré la direction précise de Sylvain Cambreling, qui mène la représentation avec brio.

JACQUES LONCHAMPT.

★ Prochaines représentations les 22, 24, 26, 28, 30 novembre, 2, 6, 8, 10 décembre, avec des modifications tournantes dans les distributions, Anne-Marie Blanzat notamment reprenant le 22 novembre le rôle d'Anne.

Notes

Jazz

Chris Mac Gregor au Palais des glaces

Un public peu nombreux est venu écouter le pianiste Chris Mac Gregor *vendredi soir au Palais des glaces.* Cependant, dans les coulisses, la petit marque de disques Ogun avait déployé son matériel : on enregistrait pour la première fois Chris Mac Gregor *en soliste. La sortie de* son disque est annoncée pour le *milieu de l'année 1978.* Chris Mac Gregor, pourtant, n'en est pas à son coup d'essai : depuis 1970, on l'a vu diriger la formidable Brotherhood of Breath — communauté du souffle, — section de cuivres *comprenant* les meilleurs instrumentistes britanniques *de jazz* contemporain.

Chef d'orchestre discret mais efficace, Chris Mac Gregor se révèle, lorsqu'il joue tout seul, très ouvert à toutes les tendances musicales. *Pratiquant tour à tour* un style de piano dispersé, puis plus sobre, il économise les notes, utilise le silence. Il joue tantôt dans la tonalité, tantôt — plus avant-gardiste — en dehors. Il retrouve *plus souvent* des rythmes afro-américains.

PAUL-ETIENNE RAZOU.

Rock

Van Der Graaf à l'Hippodrome de Paris

Réunis en 1967 pour se séparer en 1972, les *musiciens* de Van der Graaf se sont retrouvés en 1975 sans que ces différentes mutations aient détérioré leur musique, ni l'esprit qui l'anime. C'est que Peter Hammil, chanteur, auteur, compositeur et multi-instrumentiste du groupe, en est le cœur, celui qui donne aux compositions leur couleur particulière. Il a cette voix unique, frémissante et solennelle à la fois, qui s'insinue au même titre que les instruments dans les fluctuations d'une musique torturée et angoissée. Van der Graaf joue l'insolite, invente les sons, les malaxe, les maltraite, les propulse au-delà des conventions. Les barrières sont mises à bas. Les musiciens s'en donnent à cœur joie, toujours à la recherche de l'imprévu, et les stridences du violon s'affrontent à la virulence de la guitare. Un univers de frissons auxquels viennent se fondre des textes souvent lugubres qui s'accommodent des perpétuels changements de climat. Entre la *violence électrique* et *les accalmies* acoustiques le groupe n'oublie pas l'émotion, il n'est pas une machine impitoyable de science-fiction. Ainsi les mélodies dévoilent leurs attraits et Van der *Graaf s'adoucit.*

ALAIN WAIS.

Variétés

Brenda Wootton et Lewis Furey

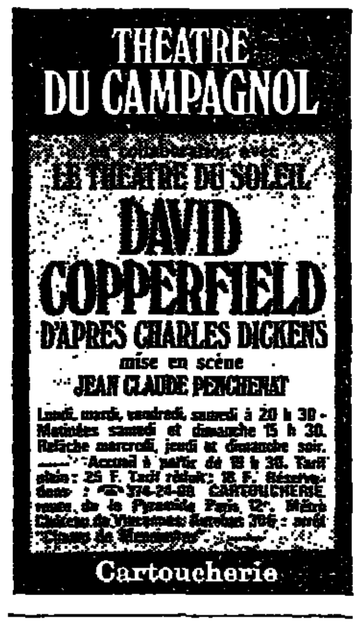
Benda wootton nous vient des Cornouailles anglaises. C'est dire qu'elle se sent celte dans l'âme, qu'elle le dit et le chante dans de *belles ballades traditionnelles*

Dans la salle du Palace, un peu trop grande pour elle, mais qu'elle emplit de son charme, de sa truculence, de son lyrisme, Brenda Wootton *donne un récital ouvert* à d'autres musiques généreusement et naturellement partagées avec le public.

Brenda Wootton nous accueille à 18 h. 30 rue du Faubourg-Montmartre. Le soir, à 21 heures, le Palace reçoit *Lewis Furey,* que le Théâtre Campagne-Première nous avait présenté pour la première fois à Paris en mai dernier. Québécois d'origine anglaise, poète du rock, utilisant *parfois l'incantation ou le récitatif,* Lewis Furey chante magnifiquement ses contradictions dans un univers musical marqué par l'avant-garde new-yorkaise.

C. F.

★ Album Lewis Furey, Aquarius Records. AQR 508.



SPECTACLES

théâtres

Les salles subventionnées

Comédie-Française, 20 h. 30 : Soirée littéraire, centenaire de Milosz.

Les salles municipales

Nouveau Carré, salle Papin, 20 h. 30 : Arts et techniques du cinéma et de la télévision. — Grande salle, 21 h. : Orchestre de chambre Henrik Bruun.

Les autres salles

Antoine, 20 h. 30 : Raymond Devos.
Cartoucherie, Théâtre de l'Aquarium, 20 h. 30 : Les belles histoires n'ont plus d'issues. — Théâtre du Soleil, 20 h. 30 : David Copperfield.
Comédie Caumartin, 21 h. 10 : Boeing-Boeing.
Daunou, 21 h. : Pepsie (dernière).
Espace Cardin, 20 h. 45 : Almira.
Fontaine, 21 h. : 1915.
Huchette, 20 h. 45 : la Cantatrice chauve ; la Leçon.
Madeleine, 21 h. : Peau de vache.
Nouveautés, 21 h. : Apprends-moi, Céline.
Palace, 18 h. 30 : Brenda Wooton ; 21 h. : Lewis Furey.
Palais des arts, 20 h. 45 : Bernard Haller.
Poche-Montparnasse, 21 h. : Sigismond.
Saint-Georges, 20 h. 30 : Topaze.
Théâtre d'Edgar, 20 h. 30 : Sylvie Joly.
Théâtre du Marais, 20 h. 30 : Tueur sans gages.
Théâtre Marie-Stuart, 21 h. : Elle, elle et elle.
Théâtre Présent, 20 h. 30 : les Derniers.
Théâtre de Dix-Heures, 20 h. : A nous deux, j'arriverai bien à *être de gauche.*

Les cafés-théâtres

Au Bec fin, 20 h. 45 : lé Motif ; 22 h. : On a le veuvage de ses artères.

Blancs-Manteaux, 20 h. 30 : Renaud Sachan ; 21 h. 45 : Au niveau du chou ; 23 h. 15 : Pierre Triboulet.
Café d'Edgar, I, 20 h. 15 : Aubade à Lydie ; 21 h. 45 : Popeck. — II, 19 h. 15 : Machine à fous ; 22 h. 30 : Deux Suisses au-dessus de tout soupçon.

Coupe-Chou, 20 h. 30 : Néo-Cid 77 ; 22 h. : les Frères ennemis.
Connétable, 20 h. 30 : le Petit Prince.
Cour des Miracles, 20 h. 30 : Mireille ; 21 h. 45 : Fromage *ou* dessert ; 23 h. 15 : le Pyromane.

Petit Bain - Novotel, 21 h. : Rectangle blanc ; 22 h. 30 : les Jumelles.
Le Plateau, 22 h. : Green et Lejeune.
Petite Casino, 21 h. 15 : Du dac au dac ; 22 h. 30 : Monteils.

Aux Quatre Cents Coups, 20 h. 30 : Clovis ; 21 h. 30 : l'Autobus ; *22 h. 30 : l'Amour en visite.*

Le Sélénite, I, 20 h. : les Noces à l'envers ; 21 h. : Bernard Pisani. — II, 21 h. : les Bonnes ; 22 h. : Vos petites compagnes.

Les théâtres de banlieue

Vresailles, Théâtre Montansier, 21 h. : les Fausses Confidences.

Les concerts

Salle Pleyel, 20 h. 30 : l'Orchestre de Zurich, dir. E. de Stoutz (F. Martin).
Salle Cortot, 21 h. : Marie Ustad, piano (Scarlatti, Bach, Beethoven, Schubert, Chopin, Liszt).
Salle Gaveau, 21 h. : Daniel Varsano, clavecin et piano (Bach, Beethoven).
Le Lucernaire-Forum, 19 h. : Manfred Stilz, flûte, luth (musique ancienne).
Théâtre de l'Athénée *Louis-Jouvet,* 21 h. : Michel Beroff et Lynn Harrell, violon et violoncelle (Beethoven, Debussy, Penderecki, Webern).
Centre Georges-Pompidou, 20 h. 30 : Ensemble vocal de Pau (Gesualdo, Bennett, Halftter).
Maison de la Radio, 20 h. 30 : Ensemble instrumental, dir. Boris de Vinogradov ; P. Reach, piano (Schubert, Chopin, Ancona).
Théâtre de la Plaine, 20 h. 30 : Consort Orpheus (Vivaldi).

Festival d'automne

Théâtre des Champs-Elysées, 18 h.-23 h. 30 : Forum.
Palais des arts, 14 h. et 24 h. : Caméras-Théâtre.

Jazz, pop et folk

*Théâtre Mouffetard, 22 h. 30 : Armo*nicord et Cie.
Pavillon de Paris, 20 h. : Charles Mingus, Philipp Catherine, Larry Corryel.
Olympia, 21 h. : The Tubes.
Caveau de la Montagne, 22 h. 30 : Christian Esonde, Michel Grailler.

La danse

Auditorium du Conservatoire de Montreuil, 20 h. 30 : Ballets de Leningrad.

Lundi 21 novembre

cinémas

(*) Films interdits aux moins de treize ans.
(**) Films interdits aux moins de dix-huit ans.

La cinémathèque

Chaillot : relâche.

Les exclusivités

ACCELERATION PUNK (A., v.o.) : Vidéostone, 6e (325-60-34).

ALICE CONSTANT (Fr.) : La Clef, 5e (337-90-90).

L'AMI AMERICAIN (All., v.o.) (*) : Quintette, 5e (033-35-40) ; Galerie Point Show, 8e (225-67-29) ; Olympic-Entrepôt, 14e (542-67-42).
L'AMOUR EN HERBE (Fr.) : les Templiers, 3e (272-94-56) ; Haussmann, 9e (770-47-55) ; Saint-Ambroise, 11e (700-89-16). H. Sp.

L'ANIMAL (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Cluny-Palace, 5e (033-07-76) ; Bosquet, 7e (551-44-11) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; George-V, 8e (225-41-46) ; Madeleine, 8e (073-56-03) ; Diderot, 12e (343-19-29) ; Montparnasse - Pathé, 14e (326-65-13) ; Gaumont - Sud, 14e (331-51-16) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41)

ANNIE HALL (A., v.o.) : Studio Alpha, 5e (033-39-47) ; Paramount-Elysées, 8e (359-49-34) ; v.f. : Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17).

AU-DELA DU BIEN ET DU MAL (It., v.o.) (**) : Bonaparte, 6e (326-12-12) ; U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; v.f. : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32).

LA BALLADE DE BRUNO (All., v.o.) (*) : Quintette, 5e (033-35-40) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43).

CET OBSCUR OBJET DU DESIR (Fr.) : U. G. C. - Opéra, 2e (261-50-32) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23).

LES CHASSEURS (Grec, v.o.) : Saint - André - des - Arts, 6e (326-48-18).

CHINOIS, ENCORE UN EFFORT POUR ETRE REVOLUTIONNAIRE (Fr.) : Studio *Gît-le-Cœur,* 6e (326-80-25).

LE CRABE-TAMBOUR (Fr.) : A B.C., 2e (236-55-54), Impérial, 2e (742-72-52) Saint-Germain Studio, 5e (033-42-72), Colisée, 8e (359-29-46), Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43), Athéna, 12e (343-07-48), Nations, 12e (343-04-67), Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13), Gaumont-Convention, 15e (828-42-27), Mayfair, 16e (525-27-06), Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
CRAZY HORSE DE PARIS (Fr.) : U.G.C.-Paris, 2e (261-50-32), Richelieu, 2e (233-56-70), Montparnasse 83, 6e (544-14-27), Monte-Carlo, 8e (225-09-83), Nations, 12e (343-04-67), Secrétan, 19e (206-71-33).
LA DENTELLIERE (Fr.) : Marbeuf, 8e (225-47-19).
DERZOU OUZALA (Sov., v.o.) : Mac-Mahon, 17e (380-24-81)
DES ENFANTS GATES (Fr.) : Studio de la Harpe, 5e (033-34-83)
DITES-LUI QUE JE L'AIME (Fr.) : Montparnasse 83, 6e (544 - 14 - 27), Marignan, 8e (359-92-82), Français, 9e (770-33-88).
DUELLISTES (A. v.o.) : Marbeuf, 8e (225-47-19)
LES ENFANTS DU PLACARD (Fr.) : Saint - André - des - Arts, 6e (326-48-18), Marbeuf, 8e (225-47-19), 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81).
L'ESPION QUI M'AIMAIT (A., v.o) : Publicis-Saint-Germain, 6e (222-72-80), Publicis-Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; v.f. : Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90), Publicis-Matignon, 8e (359-31-97), Max-Linder, 9e (770-40-04), Paramount-Opéra, 9e (073-34-37), U.G C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59), Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03), Paramount-Orléans, 14e (540-45-91), Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17), Magic-Convention, 15e (828-20-64), Paramount - Maillot, 17e (758-24-24), Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25), Secrétan, 19e (206-71-33)
GLORIA (Fr.) : le Paris, 8e (359-53-99).
LA GUERRE DES ETOILES (A., v.o.) : *Quintette,* 5e (033-35-40) ; U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Gaumont - Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; v.f : Rex, 2e (236-83-93) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Lumière, 9e (770-84-64) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse - Pathé, 14e (326-65-13) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Murat, 16e (288-99-75) ; Wepler, *18e (387-50-70)* ; Gaumont - Gambetta, 20e (797-02-74).
HARLAN COUNTRY USA (A., v.o.) : Saint - Séverin, 5e (033-50-91) ; Action La Fayette, 9e (878-80-50).
LES INDIENS SONT ENCORE LOIN (Fr.) : Saint-Germain-Huchette, 5e (633-87-59) ; Calypso, 17e (754-10-68).
J.-A. MARTIN PHOTOGRAPHE (Can.) : Studio Logos, 5e (033-26-42).
MARCHE PAS SUR MES LACETS (Fr.) (*) : Rio-Opéra, 2e (742-82-54) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).

LA MENACE (Fr.) : Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90) ; Balzac, 8e (359-52-70) ; Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Grand - Pavois, 15e (531-44-58) ; Paramount - Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Ternes, 17e (380-10-41).

LE MILLE-PATTE FAIT DES CLAQUETTES (Fr.) : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; Omnia, 2e (233-39-36) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; Balzac, 8e (359-52-70) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (331-06-19) ; Mistral, 14e (539-52-43).

MOI, FLEUR BLEUE (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; *Ermitage,* 8e (359-15-71) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64)

NOUS IRONS TOUS AU PARADIS (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Saint-Germain-Village, 5e (633-87-59) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; *Lord-Byron, 8e (225-03-31)* ; Le Paris, 8e (359-53-99) ; Français, 9e (770-33-88) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Wepler, 18e (387-50-70) ; Gaumont - Gambetta, 20e (797-02-74).

NOUS SOMMES DES JUIFS ARABES EN ISRAEL (Suisse, v. arabe) : La Clef, 5e (337-90-90) ; Racine, 6e (633-43-71).

LES ORPHELINS (Sov., v.o.) : Vendôme, 2e (073-97-52) ; U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Studio Raspail, 14e (326-38-98) ; v.f. : U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59).

PADRE PADRONE (It., v.o.) : Quintette, 5e (033-35-40) ; 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; v.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).

PARADIS D'ETE (Suède, v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (033-39-19) ; v. f. : U. G. C. - Opéra, 2e (261-50-32).

LE PASSE SIMPLE (Fr.) : Gaumont-Madeleine, 8e (073-56-03) ; Grand-Pavois, 15e (531-44-58).
LE POINT DE MIRE (Fr.) : U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62) ; Elysées-Cinéma, 8e (225-37-90) ; Caméo, 9e (770-20-89) ; U.G.C.-Gare-de-Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (331-06-19) ; Miramar, 14e (326-41-02) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Murat, 16e (288-99-75).
POUR CLEMENCE (Fr.) : Studio Médicis, 5e (633-25-97) ; Marbeuf, 8e (225-47-19) ; Olympic-Entrepôt, 14e (542-67-42).
SALO (It., v.o.) (**) : Panthéon, 5e (033-15-04).
SI LES PORCS AVAIENT DES AILES (It., v.o.) (**) : U.G.C.-Danton, 6e (329 - 42 - 62) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Bienvenue-Montparnasse, 15e (544-25-02).
LE TOBOGGAN DE LA MORT (A., *v.o.) : Ambassade,* 8e (359-19-08) ; v.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).
UN AUTRE HOMME, UNE AUTRE CHANCE (Fr.-Am.) : Cluny-Palace, 5e (033-07-76) ; Colisée, 8e (359-29-46).
UN BOURGEOIS TOUT PETIT, PETIT (It., v.o.) (**) : Le Marais, 4e (278-47-86).
UNE JOURNEE PARTICULIERE (It., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (033-20-12) ; U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; v.f. : Ciné-monde-Opéra, 9e (770-01-90) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; P.L.M. *Saint-Jacques, 14e (589-68-42)* ; Bienvenue-Montparnasse, 15e (544-25-02).
UN PONT TROP LOIN (A., v.o.) : Calypso, 17e (754-10-68).
UNE SALE HISTOIRE (Fr.) : 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18). H. Sp.
VALENTINO (Ang., v.o.) (*) : La *Clef, 5e (337-90-90) ; Biarritz, 8e* (723-69-23) ; v.f. : Les Templiers, 3e (272-94-56).
LA VIE DEVANT SOI (Fr.) : Capri, 2e (508 - 11 - 69) ; Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90) ; Jean-Cocteau, 5e (033-47-62) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount-Elysées, 8e (359 - 49 - 34) ; Publicis-Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount - Orléans, 14e (540-45-91) ; Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17) ; Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Murat, 16e (288-99-75) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Moulin-Rouge, 18e (606-34-25).

VOUS N'AUREZ PAS L'ALSACE ET LA LORRAINE (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).

Les films nouveaux

REPERAGES, film suisse de Michel Soutter : Quintette, 5e (033-35-40) ; Quartier-Latin, 5e (326-84-65) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Marignan, 8e : (359-92-82) ; Gaumont-Opera, 9e (073-95-48) ; Nations, 12e *(343-04-67) ; Olympic, 14e* (542-67-42) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).
ADOM OU LE SANG D'ABEL, film français de Gerard Myriam Benhamou : La Pagode, 7e (705-12-15).
AURAIS DU FAIRE GAFFE, LE CHOC EST TERRIBLE, film français de Jean-Henri Meunier : La Clef, 5e (337-90-90) ; Olympic, 14e (542-67-42)
TCHAIKOVSKY, film soviétique d'Igor Talankine (son stéréo 70 mm) (v.o.) : Kinopanorama, 15e (306-50-50).
BOBBY DEERFIELD, film américain de Sydney Pollack (v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Gaumont Rive-Gauche, 6e (548-26-36) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; v.f. : Impérial 2e (742-72-52) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16).
AUDREY ROSE, film américain de Robert Wise (**) (v.o.) : Boul'Mich, 5e (033-48-29) ; Mercury, 8e (225-75-90) ; v.f. : Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; *Paramount - Bastille,* 12e (343-79-17) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount - Montparnasse, 14e (326-22-17) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).
L'ILE DES ADIEUX, film américain de F J. Schaffer : v.o : Cluny-Ecoles, 5e (033-20-12) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Rotonde, 6e (633-08-22) ; Helder, 9e (770-[illegible]-24) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (331-06-19) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Les Images, 18e (522-47-94) ; Secrétan, 19e (206-71-33).

Les grandes reprises

AGUIRRE, LA COLERE DE DIEU (All., v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

L'ARNAQUEUR (A., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66). H. Sp.

AU FIL DU TEMPS (All., v.o.) : Le Marais, 4e (278-47-86).

ALICE DANS LES VILLES (All., vers. amér.) : *Le Marais, 4e (278-47-86).*

BANANAS (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77).

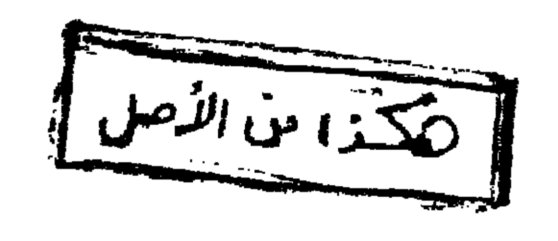
LA BLONDE EXPLOSIVE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-85-78).

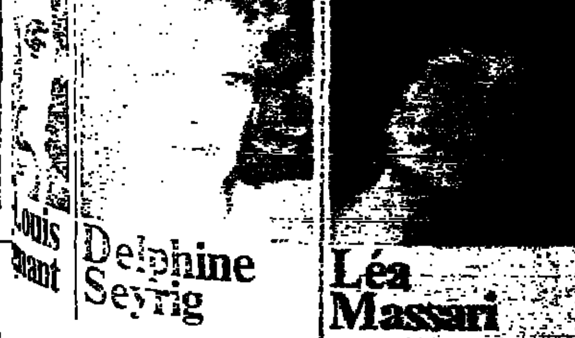
CABARET (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77).

CERTAINS L'AIMENT CHAUD (A., v.o.) : La Pagode, 7e (705-12-15), mer., v., d., mar.











هكذا من الأصل

SPECTACLES

s CHIENS DE PAILLE (A., v.o.) (**) New-Yorker 9e (770-63-40) (sauf mardi)
...MPLOT DE FAMILLE (A., v.o.) Cinéma des Champs-Elysées, 8e (359-61-70).
...CONFORMISTE (It., v.o.) Studio de la Contrescarpe, 5e (325-...-37)
...DESARROIS DE L'ELEVE ...OERLESS (All., v.o.) La Pagode, ... (705-12-15) jeu., sam., lundi.
...TOPO (Mex., v.o.) : Le Seine, 5e (325-95-99)
...TLE BIG MAN (A., v.o.) Noctambules, 5e (033-42-34)
...RY POPPINS (A., v.o.), en soirée ...G C -Odéon, 6e (325-71-08) ; ...rmitage 8e (359-15-71) — V.f. : ...G C -Odéon et Ermitage en matinée. Rex, 2e (236-83-93) ; La ...oyale, 8e (265-82-66), U G.C.-Gare ... Lyon 12e (343-01-59) U G C.-...obelins, 13e (331-06-19), Miramar ...e (326-41-02), Mistral, 14e (359-...-43), Magic Convention 15e (...28-20-64), Napoléon, 17e (380-...-46) ; Clichy-Pathé, 18e (522-...-41) ; Les Tourelles, 20e (636-...-98) H Sp
...NSIEUR KLEIN (Fr.), Studio ...ertrand, 7e (783-64-66) H Sp.
...MONTAGNE SACRÉE (A., v.o.) : ...ucernaire, 6e (544-57-34)
...NTY PYTHON (Ang., v.o.) : ...hampollion, 5e (033-51-60)
...RE (A., v.o.) (**) Cinoche ...aint-Germain, 6e (633-10-82)
...SIC LOVERS (Ang., v.o.) (**) : ...tudio Dominique, 7e (705-04-55) ...sf mar.) : Actua-Champo, 5e (033-...-80)
...US NOUS SOMMES TANT AIMES ...(It., v.o.) Cinoche Saint-Germain, (633-10-82)
...ACHEVE BIEN LES CHEVAUX ...(A., v.o.) Luxembourg, 6e (633-...-77)
...E, TWO, THREE (A., v.o.) : ...ickel-Ecoles, 5e (325-72-07).
...ANGE MECANIQUE (A., v.f.) (**) Haussmann 9e (770-47-55).
...PRETE-NOM (A., v.o.) Studio ...alande, 5e (033-72-71).
...T Y R I C O N (It., v.o.) : Studio ...ujas, 5e (033-89-22).
...SOUFFLE AU CŒUR (Fr.) : Den...rt, 14e (033-00-11)
...MBE LES FILLES ET TAIS-TOI (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (326-...-17).
...MMY (Ang., v.o.) : Paramount-Opéra, 9e (073-34-37).
...S VALSEUSES (Fr.) (**) : Capri, ... (508-11-69).
...DOZ (Ang., v.o.) : Studio de l'Etoile, 17e (380-19-93).

...s festivals

...NEMA ARABE (v.o.) : Styx, 5e (633-08-40) : le Vent des Aurès.
...USSEF CHAHIN (v.o.) Jean-Renoir, 9e (840-40-75) : l'Aube d'un ...ur nouveau.
...RCEL HANOUN : Le Seine, 5e (325-95-99) 19 h. : Une simple histoire ; 20 h. 30 : Octobre à Madrid.
CINEMA SOVIETIQUE ET LA ...ANSE (v.o.) : France-Elysées, 8e (...23-71-11) En alternance : la ...lle au bois dormant, Maia Plis...tskaia, Poème de la danse, Anna ...arenine, Spartacus, Ivan le Terrible, le Lac des cygnes.
...EMA SOVIETIQUE (v.o.) : Théâtre-Présent, 19e (203-02-55). En alternance : le Cuirassé « Potemkine », Tempête sur l'Asie, Trois ...ants sur Lénine.



CINE SUISSE : Olympic, 14e (542-67-42) : James ou pas.
CINEMA ITALIEN (v.o.) : Studio des Acacias 17e (754-97-83) 14 h. : la Dernière Femme (v.f.) ; 16 h. Mes chers amis ; 18 h : Affreux, sales et méchants ; 20 h. Portier de nuit ; 22 h : la Marche triomphale
POLANSKI (v.o.) : Grands-Augustins, 6e (633-22-13) : Rosemary's Baby.
C. CHAPLIN (v.o.), Nickel Ecoles, 5e (325-72-07) : le Pèlerin ; Jour de paie ; Charlot soldat.
GRANDS CLASSIQUES DE LA COMEDIE (v.o.) Action République, 11e (805-51-33) : la Poison
COMEDIES MUSICALES DE LA METRO GOLDWYN MAYER (v.o.), Action Christine, 6e (325-85-78) Chantons sous la pluie. — Action La Fayette, 9e (878-80-50) : Un Américain à Paris.
FILMS MUSICAUX (v.o.), Bilboquet, 6e (222-87-23) : Sur et avec Bob Dylan, Joan Baez, John Lennon, Jimi Hendrix.
CHATELET-VICTORIA, 1er (508-94-14) (v.o.), I. 11 h. 50 : le Dernier Tango à Paris ; 14 h. : Casanova de Fellini ; 16 h. 40 : Marathon Man ; 19 h., sam. à 0 h. 45 : Taxi Driver ; 21 h. : Aguirre, la colère de Dieu ; 23 h. 40 : Il était une fois l'Amérique. — II, 13 h. et 20 h : Dersou Ouzala ; 16 h. la Coup de grâce ; 18 h., sam. à 0 h. 30 : A l'est d'Eden ; 22 h. 30 : Cabaret.
BOITE A FILMS, 17e (754-51-50) (v.o.), I. 13 h. Josey Wales ; 15 h. 15 : le Lauréat ; 17 h : L'important c'est d'aimer ; 19 h. : Un tramway nommé désir ; 22 h. : Trois femmes ; sam. à 23 h. 30 : Easy Rider. — II, 13 h. : Jonas qui aura vingt-cinq ans... ; 15 h Easy Rider ; 16 h 30 Nos plus belles années ; 18 h. 30 : le Privé ; 20 h. 30 Mort à Venise ; 22 h. 45 : Phantom of the Paradise ; sam. à 24 h., Délivrance.
SHAKESPEARE PAR LAURENCE OLIVIER, le Ranelagh, 16e (288-64-44) (v.o.) : Richard III.

Les séances spéciales

L'ASSASSIN MUSICIEN (Fr.) : Olympic, 14e (542-67-42), à 18 h. (sf S. et D.).
LES APPRENTIS SORCIERS (Fr.) : Olympic, 14e, à 18 h (sf S. et D.).
L'AUTRE (A., v.o.) (**) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16), sam. à 17 h 15 et mar à 21 h.
CŒUR DE VERRE (All., v.o.) : Studio Galande, 5e (033-72-71), à 15 h 30, 19 h. et 22 h. 15.
LES CONTES DE CANTERBURY (It., v.o.) Lucernaire, 6e (544-57-34), à 12 h et 24 h.
L'EMPIRE DES SENS (Jap., v.o.) (**) : Saint - André - des - Arts, 6e (326-48-18), à 12 h. et 24 h.
HALLUCINATIONS (Fr.) : Le Seine, 5e (325-95-99), à 20 h. 30.
HAROLD ET MAUDE (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), à 10 h., 12 h. et 24 h.
INDIA SONG (Fr.) : Le Seine, 5e, à 12 h 30.
JANIS JOPLIN (A., v.o.) : Luxembourg, 6e, à 10 h., 12 h. et 24 h.
JE, TU, IL, ELLE (Fr.) : Le Seine, 5e, à 12 h. 15
J'ME MARIE, J'ME MARIE PAS (Can.) : La Clef, 5e (337-90-90), à 12 h. et 24 h.
LENNY (A., v.o.) : La Clef, 5e, à 12 h. et 24 h.
LE MANQUE (Fr.) : Le Seine, 5e, à 18 h. 30.
LE MECANO DE LA « GENERAL » (A.) : Studio Galande, 5e (033-72-71), à 12 h. 15.
MISSOURI BREAKS (A., v.o.) : La Clef, 5e, à 12 h et 24 h.
NE LAISSONS PAS LES MORTS ENTERRER LES MORTS (Fr., v. yiddish) : La Clef, 5e, à 12 h. et 24 h.
NETWORK (A., v.o.) : Théâtre de la Cité internationale, 15e, le 21, à 21 h.
NEWS FROM HOME (Fr.) : Le Seine, 5e, à 18 h. 30.
L'OPIUM ET LE BATON (Alg., v.o.) : Le Seine, 5e, à 22 h.
PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) : Luxembourg, 6e, à 10 h., 12 h. et 24 h.
PINK NARCISSUS (A., v.o.) : Olympic, 14e, à 18 h. (sf S. et D.).
PORTIER DE NUIT (It., v.o.) (**) : Lucernaire, 6e, à 12 h. et 24 h.
THX 1138 (A., v.o.) : Olympic, 14e, à 18 h. (sf S et D.).
VERA BAXTER (Fr.) : Le Seine, 5e, à 14 h 30.
WIVES (Norv., v.o.) : Olympic, 14e, à 18 h. (sf S. et D.).

RADIO-TÉLÉVISION

LUNDI 21 NOVEMBRE

CHAINE I : TF 1

18 h. 25, Pour les petits ; 18 h. 30, L'île aux enfants ; 18 h. 50, Les aventures de l'énergie ; 18 h. 55, Feuilleton : Le 16 à Kerbriant (rediffusion) ; 19 h. 10, Une minute pour les femmes ; 19 h. 45, Eh bien raconte ; 20 h., Journal ;

20 h. 30, FILM : CATHERINE, de B. Borderie (1968), avec O. Georges-Picot, R. van Hool, H. Frank, R. Pigaut, Cl. Brasseur, F. Bergé.

En 1418, la fille d'un orfèvre parisien, convoitée par tous les hommes, tombe aux mains du duc Philippe de Bourgogne. Mais elle aime un jeune homme qui lutte contre les Bourguignons.

Adaptation très plate, avec une actrice falote, du premier volume de la série romanesque de Juliette Benzoni. Il n'y eut jamais de suite.

22 h. 10, Emission historique : Quand les Anglais occupaient Paris, prod. J. Duché, réal. J. Bescont ; 22 h. 40, Journal.

CHAINE II : A 2

18 h. 25, Dorothée et ses amis ; 18 h. 40, C'est la vie ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, Jeu : Ouvrez l'œil ; 20 h., Journal ;

20 h. 30, Jeu : La tête et les jambes ; 21 h. 55, Documentaire : Personnages de la vie (Marek Halter), réal. M. Frydland.

22 h. 50, Zigzag : Photojournalisme 1967-1977 ; 23 h. 20, Journal.

CHAINE III : FR 3

18 h. 45, Pour les jeunes ; 19 h. 5, Emissions régionales ; 19 h. 40, Tribune libre : Jacques Lesourne ; 20 h., Les jeux.

20 h. 30, FILM (Cinéma public) : L'ADORABLE VOISINE, de R. Quine (1958), avec J. Stewart, K. Novak, J. Lemmon, E. Kovacs, H. Gingold.

Une jeune fille de Greenwich Village, adepte de la sorcellerie, use de ses pouvoirs magiques pour séduire un de ses voisins.

Une comédie américaine où la fantastique est intégrée, avec drôlerie, à la vie quotidienne.

22 h. 10, Journal.

FRANCE - CULTURE

18 h. 30, Feuilleton : « Une certaine idée de mon grand-père », de G. Roupnel ; 19 h. 25, Présence des arts : le musée Hébert ;

20 h., Moralités légendaires : « Pan et la Syrinx, ou l'invention de la flûte à sept tuyaux », de J. Laforgue. Réalisation B. Horowicz, avec P. Mazzotti, R. Dandry, M. Chevit (rediffusion) ; 21 h., Musique de Grande-Bretagne ; 22 h. 30, Entretiens avec Georges Neveux ; 23 h., De la nuit.

FRANCE - MUSIQUE

18 h. 2, Musique magazine ; 19 h., Jazz time ; 19 h. 45, Dix-neuvième concours international de guitare ;

20 h. 5, Hommage à Alfred Cortot ; 20 h. 30, En direct de Fribourg.. Concert donné en l'église du collège Saint-Michel de Fribourg, par le Quatuor Alban Berg : « Sérénade italienne » (H. Wolf) ; « Suite lyrique » (A. Berg) ; à 21 h. 45, « Quatuor en sol majeur D. 887 » (Schubert) ; 22 h 40, Dix regards sur la musique de chambre : le virtuose ; 0 h. 5, Dix regards sur la musique de chambre : l'homogène et le disparate.

MARDI 22 NOVEMBRE

CHAINE I : TF 1

10 h., Emission pédagogique ; 12 h. 15, Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30, Midi première ; 13 h., Journal ; 13 h. 45, Restez donc avec nous, avec Pierre Vassiliu ; à 14 h. 5, Emission pédagogique (reprise à 17 h.) ; à 14 h. 30, Feuilleton : La pêche miraculeuse (rediffusion) ; 18 h., A la bonne heure ; 18 h. 25, Pour les petits ; 18 h. 30, L'île aux enfants ; 18 h. 50, Les aventures de l'énergie ; 18 h. 55, Feuilleton : Le 16 à Kerbriant (rediffusion) ; 19 h. 10, Une minute pour les femmes (Pourquoi et comment faire son testament ?) ; 19 h. 45, Eh bien raconte.

20 h. 30, Série documentaire : Lettres d'un bout du monde (l'Espagne, première partie : Les maîtres de Jerez) ;

21 h. 30, Variétés : Les découvertes de TF 1, prod. A. Blanc et C. Berard, réal. G. Folgoas.

22 h. 30, Emission de l'INA : Un homme, une terre (Au bout du petit matin. Aimé Césaire, réal. S. Maldoror).

23 h. 35, Journal.

CHAINE II : A 2

13 h. 5, A propos... des jeunes ; 13 h. 35, Magazine régional ; 13 h. 50, Feuilleton : Valérie (rediffusion) ; 14 h. 5, Aujourd'hui madame (Vivre seule) ; 14 h. 50, Reprise : Les cinq dernières minutes (Nadine) ; 16 h. 20, Aujourd'hui magazine ; 17 h. 55, Fenêtre sur ; 18 h. 25, Dorothée et ses amis ; 18 h. 40, C'est la vie ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, Jeu : Ouvrez l'œil ; 20 h., Journal ;

20 h. 30, Dossiers de l'écran, Téléfilm : Francis Gary Powers.

22 h., Débat : Des espions dans le ciel.

Avec John Maury, chef du département russe à la C.I.A. de 1954 à 1962 ; Jean Cathala, journaliste français en poste à Moscou lors de l'affaire de l'U 2 ; Janice Melvini, sœur de Francis Gary Powers ; Jessica Hillman, autre sœur de Powers, qui a assisté au procès de Moscou ; Déodat du Puy-Montbrun, journaliste, auteur de « les Armes des espions » ; Hubert Bortzmeyer, conseiller auprès du directeur général du Centre national d'études spatiales.

23 h. 30, Journal.

CHAINE III : FR 3

18 h. 45, Pour les jeunes ; 19 h. 5, Emissions régionales ; 19 h. 40, Tribune libre : Assemblée consistoriale israélite ; 20 h., Les jeux.

20 h. 30, FILM (westerns, policiers, aventures) : QUATRE DU TEXAS, de R. Aldrich (1964), avec F. Sinatra, D. Martin, A. Ekberg, U. Andress, Ch. Bronson, V. Buono (rediffusion).

En 1870, au Texas, deux aventuriers se disputent 100 000 dollars volés, sur lesquels un banquier malhonnête cherche à mettre la main.

Un western humoristique et tapageur, avec bagarres et poursuites, animé par des acteurs célèbres.

22 h. 10, Journal.

FRANCE - CULTURE

20 h., Dialogues : Progrès de la psychiatrie moderne, avec le professeur P. Denikel et l'écrivain René Barjavel ; 21 h. 45, Musiques de notre temps ; 22 h. 30, Entretiens avec... G. Neveux ; 23 h., De la nuit ;

FRANCE - MUSIQUE

7 h. 3, Quotidien musique ; 9 h. 2, Grandes formes ; 10 h., La règle du jeu : la musique de l'Inde... cours de chant de N. Rao ; 12 h., La chanson ; 12 h. 35, Sélection concert ; 12 h. 40, Jazz classique (les enfants de Flechter Henderson).

13 h. 15, Stéréo postale ; 14 h. 15, Mélodies sans paroles... musique ancienne : les musiciens du Petit Trianon (Gossec, Saint-Georges, Schubert) ; à 15 h. 32, Œuvres de Saint-Saëns, Barsanti, Allegri, Vivaldi, Salieri ; 17 h., Studio 107 (troisième concours international de clavecin) ; 18 h. 2, Musique magazine ; 19 h., Jazz time (les défricheurs) ; à 19 h. 35, Kiosque ; 19 h. 45, Hommage au pianiste Alfred Cortot ;

20 h. 30, Musique à découvrir : « Sonate n° 1 » (Hindemith) ; « Sonate pour violon seul » (Bartok) ; « Figure de résonances » (Dutilleux) ; « Sonate pour deux pianos » (Hindemith), par G. Joly et J. Robin ; 22 h. 30, France-Musique la nuit : regards sur la musique de chambre.

TRIBUNES ET DEBATS

LUNDI 21 NOVEMBRE

— M. *Brice Lalonde*, animateur des Amis de la Terre, est l'invité de l'émission « Radioscopie » sur France-Inter, à 17 heures.

— Antenne 2 reçoit M. *François Mitterrand*, premier secrétaire du P.S., et consacre également une partie de son journal à un numéro spécial sur le Proche-Orient, à 20 heures.

— T.F. 1 propose un dossier complet sur le Proche-Orient, à 20 heures.

MARDI 22 NOVEMBRE

— M. *Georges Marchais*, secrétaire général du P.C., est reçu sur Radio-Monte-Carlo, à 19 heures.

— VU —

L'histoire en événements

La visite en Israël du président Sadate a été, pour des millions de téléspectateurs à travers le monde, le spectacle vedette du week-end et sans doute aussi, pour beaucoup d'entre eux, un long moment d'intense émotion. L'arrivée du chef de l'Etat égyptien à l'aéroport Ben-Gourion samedi soir, la lecture des discours à la Knesset dimanche après-midi ont permis, en France, à TF 1 et à Antenne 2, de démontrer une nouvelle fois les vertus du « direct ».

Par la télévision, l'ensemble du monde se trouvait associé à une rencontre exceptionnelle, comme il le fut, il y a quelques années, au premier pas de l'homme sur la Lune.

Mais la « présence » de l'opinion publique — celle des pays directement impliqués, comme l'Egypte et Israël, en premier lieu : celle des nations occidentales ensuite - faisait aussi partie de l'événement lui-même. Il lui donnait sa force, sa solennité et probablement une large part de sa signification. De plus en plus, la télévision passe ainsi du rôle de témoin à celui d'acteur. Les images qu'elle transmet ne se contentent pas, en de telles circonstances, de refléte. quelques grands instants du présent, elles deviennent un élément de l'action elle-même. Pris pour arbitres, les peuples sont amenés à se faire les dépositaires des engagements pris sous leur regard, voire sous leur contrôle ; mais, en même temps, ils ne sont mis évidemment ni dans le secret des négociations ni, ce qui est peut-être plus grave, dans la confidence des cheminements souterrains.

Il en résulte une vision étrangement fragmentaire. N'accède à la légitimité de l'histoire que l'événement auquel la télévision prête son concours, et, parallèlement, toute péripétie que les mass media entourent de publicité est jugée digne, l'espace d'une soirée, de passer à la postérité. Le spectaculaire ne risque-t-il pas de se confondre avec l'historique, l'anecdotique avec l'essentiel ? Tout un pan de l'histoire ne va-t-il pas se trouver rejeté de la mémoire des hommes au bénéfice des seuls « temps forts » de l'actualité ?

***

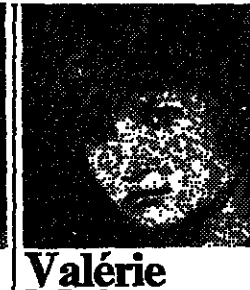
La grève des ouvriers verriers de Carmaux, à la fin du siècle dernier, était-elle historique ? Samedi soir, FR 3 présentait, sur une idée de M. Edmond Maire, secrétaire général de la C.F.D.T., une pièce inspirée de cet épisode. Le lendemain, à la même heure et sur la même chaîne, M. André Bergeron, secrétaire général de Force ouvrière, défendait, dans l'émission « L'homme en question », son « réformisme ». Le syndicalisme était à l'honneur. Entre ces deux visages de la lutte ouvrière, que de différence.

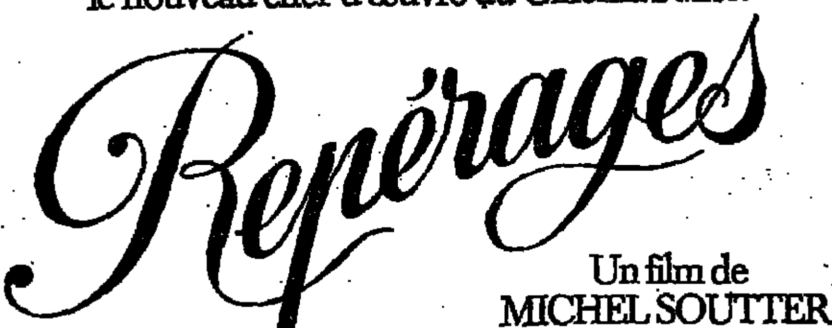
Dans la pièce de Jacques Trebouta, des hommes se battent, vivent, résistent à la police ou se laissent aller au découragement, découvrent la solidarité ou la haine de classe... Dans le film réalisé par M. Bergeron, pas une image d'usine, pas une figure d'ouvrier, mais les bureaux de la centrale et les salons des palais officiels. Des patrons qui sont, dans un cas, des adversaires, des ennemis ; dans l'autre, des « interlocuteurs ». Deux conceptions des relations sociales dont le contraste n'est pas dû seulement à l'éloignement chronologique.

« Ils parlent de la révolution et nous la faisons », affirme M. Bergeron, qui ajoute : « Lorsque les gens ne parviennent plus à discuter, la démocratie est malade. »

THOMAS FERENCZI.





PRESSE

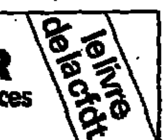
QUAND LA VÉRITÉ SORT DE SA COQUILLE

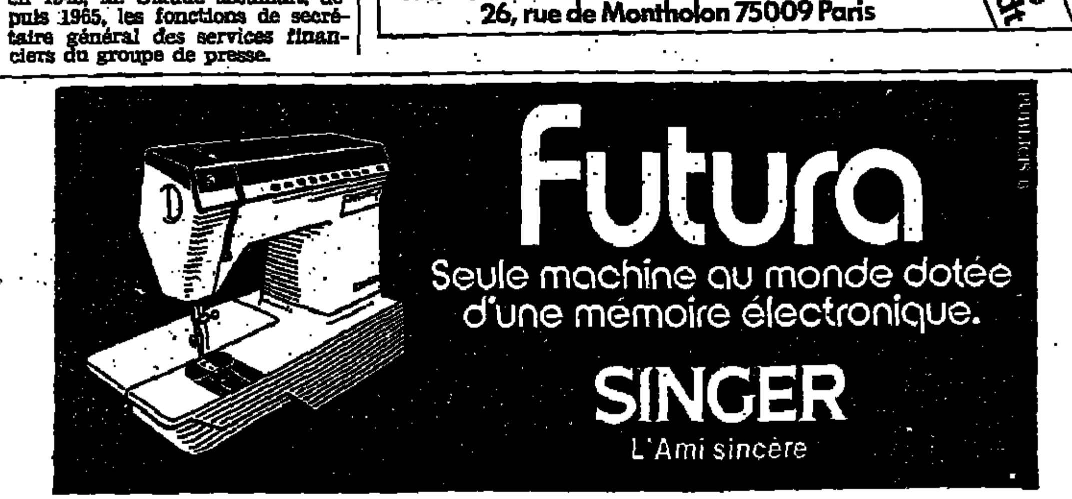
Les erreurs typographiques ressemblent souvent à ces lapsus qui sont dictés par l'inconscient. Ainsi l'erreur qui a fait lire à nos lecteurs « épreuve » au lieu d'« épouse » dans « le Monde » du 17 novembre : « Une ancienne étudiante à la faculté de médecine de Montpellier deviendrait, en février prochain, la quatrième « épreuve » du roi Hussein... » Faut-il penser que la vérité sort d'une coquille et interpréter celle-ci comme un aveu furtif et désenchanté ayant trait aux vicissitudes du mariage ?

Cependant, le mot épreuve ne suggère pas uniquement la souffrance. Il veut dire aussi « occasion de prouver ». Reste à savoir ce que peut prouver un monarque à travers sa vie intime : qu'il obéit quelquefois aux raisons du cœur ou qu'il connaît seulement la froide raison d'Etat ?

FRANÇOIS BOTT.

● *Au Parisien libéré*, le conseil d'administration de la société, sur proposition de son président M. Claude Bellanger, a nommé M. Gilbert Claude, directeur général adjoint. Entré dans la société en 1948, M. Claude assumait, depuis 1965, les fonctions de secrétaire général des services financiers du groupe de presse.





SPORTS

RUGBY

LA VICTOIRE DES ALL BLACKS SUR LA FRANCE

L'essoufflement des «gros pères»

Qu'appelle-t-on une grande équipe de rugby ? Celle qui empêche de jouer l'adversaire, l'étouffe, l'annihile ? Ou celle qui, déployant sa virtuosité éclatante, multiplie les coups d'éclat dans un style décoratif ? Ni l'une ni l'autre. Mais plutôt celle qui, prenant la mesure de l'adversaire, oriente et varie son jeu en fonction des qualités et des défauts des quinze joueurs d'en face. La qualité fondamentale d'une équipe, c'est sa disponibilité. C'est bien ce que viennent de prouver les joueurs néo-zélandais, vêtus de noir qui, battus le 11 novembre à Toulouse par la massive équipe de France, emprisonnant leur vitesse dans le cercle de ses bras musculeux, a su, au Parc des Princes, faire éclater le carcan et disperser, déployer, emballer le jeu pendant une mi-temps : ainsi les All Blaks, ayant réussi à se « faire la belle » au nez des lourds geôliers tricolores, leur infligeaient un 15-3 qui coupe court aux chœurs triomphalistes de ceux qui décernaient déjà au XV français le titre illusoire de champion du monde.

Pourquoi, de Toulouse à Paris, en huit jours, ce changement radical ? Pourquoi la masse bleue n'a-t-elle pas pu, à Auteuil, mater les tournoyants champions des antipodes ? D'abord pour des raisons de circonstance et d'époque : le XV de Jacques Fouroux, qui commence à prendre de *l'âge, et où les kilos ne sont* plus seulement faits d'os et de muscles, ne peut se payer en cette saison, avant la grande mise en forme de février-mars, trois efforts en un mois : contre le Quinze du président, le 23 octobre, test de Toulouse, test de Paris, c'est beaucoup.

Une équipe qui joue à ce point de ses moyens physiques, au détriment des lueurs de l'esprit, accuse plus encore qu'une autre, dans sa chair, les coups et les fatigues. Ainsi a-t-on vu à bout de souffle, alourdi, engourdi, ce pack formidable qui depuis deux ans faisait trembler ses rivaux. C'est là, dans l'essoufflement des « gros pères » peut-être dû à la saison plus qu'à l'âge, que l'on doit d'abord attribuer cette contre-performance d'une phalange que l'on disait de fer, et qui, samedi, parut plutôt de plomb.

Mais cette baisse de régime n'aurait pas été aussi sensible si les All Blacks n'avaient su l'exploiter avec une merveilleuse *intelligence tactique. Le problème* pour eux était de sortir du ring étroit où les prenaient à la gorge les colosses français, pour s'aventurer dans le champ large où règne leur vitesse. Alors, ils ont décidé d'éparpiller la population combattante en usant systématiquement d'un vieux procédé : le raccourcissement de la touche qui, réduisant les compé*titeurs à deux dans chaque camp,* redistribue les avants dans l'ensemble du champ. A deux sauteurs par alignement, c'est vingt-six joueurs qui restent libres pour galoper dans les vastes espaces.

C'est la suprématie rendue aux cavaliers sur les fantassins.

Une fête écologique

Cette utilisation de l'espace large par les All Blacks aboutit à peupler étrangement le terrain du Parc des Princes. D'ordinaire, les touches à seize joueurs provoquent de fortes concentrations de gaillards « centenaires » en kilos. Ce samedi, on vit une pelouse harmonieusement habitée : grâce à cette explosion ou à cette réduction des effectifs de sau*teurs en touche, ce petit hectare* d'espace vert se peupla équitablement : un habitat rural, mais substitué à l'ordinaire habitat industriel. Ce n'était plus un match, c'était une fête écologique...

Alors, dans le champ ainsi créé, l'équipe d'éleveurs de moutons des antipodes bouscula notre très urbain assemblage d'employés municipaux. Finies les interminables et sauvages mêlées spon*tanées de Toulouse. Au catch* succédait la galopade, et le match du 19 novembre fut d'ailleurs beaucoup moins meurtrier que celui du 11 : il suffit souvent de considérer les visages des joueurs sortant d'un terrain pour juger de la qualité du jeu pratiqué.

Cette suprématie du mouve*ment sur* la masse, de la géométrie dans l'espace sur celle à deux dimensions, on en eut une éclatante illustration au début de la deuxième mi-temps. Jusqu'alors on avait assisté à une sorte de réplique atténuée du test de Toulouse, les Français contenant de leur masse bien organisée la fougue des « tout noirs » qui, arrivant cette fois à la mi-temps avec six points d'avance, le devaient notamment à la réussite de leur arrière Mac Kechnie, si malheureux huit jours plus tôt. Mais alors, tout craqua.

Quarante-troisième minute : touche en faveur des Néo-Zélandais, jouée très vite, avant que les avants français aient pu se rassembler. La balle vole vers le centre grâce à la passe merveilleuse du demi de mêlée Donaldson. Et là les grands trois quarts des All Blacks se ruent, sous l'impulsion du superbe Robertson qui envoie à Wilson à travers une défense française privée de ses avants, très loin du coup, qui s'ouvre comme un rideau déchiré. Vitesse, course, décision...

Un bel ensemble

Depuis bientôt un mois, on nous rabâchait que si cette équipe néo-zélandaise gagnait ici par trente points d'écart et là par quarante, ce n'était qu'en raison de la faiblesse des équipes régionales qu'on lui opposait : *« Ils ne convainquent pas... Ils sont moins bons que leurs aînés... »* Ce samedi 19 novembre, n'auront-ils pas convaincu ? Ce n'est probablement pas une aussi grande équipe que celle de Lochore en 1967. Il lui manque encore un peu de densité et d'expérience. Mais quel bel ensemble, plein, équilibré, jouant dans un unisson admirable, à un rythme parfois un peu précipité qui fait commettre trop de faute de mains. Mais quel beau tandem que celui des centres Robertson et Osborne, quelle bonne paire de demis, et quelle troisième ligne, Mourie-Sear-Knight... .

On a vu des équipes dont le rugby « chante » mieux ou rit plus gaiement ou fleurit plus librement. Mais on gardera dans l'œil ces courses collectives, ces *vertigineuses montées en défense* des trois quarts, cette pure sobriété. Dans une hiérarchie historique, on ne les classera pas au premier rang. On nous dira que ce n'est pas là une phalange de surhommes. Mais le propre du rugby est qu'on ne saurait y voir un affaire de surhommes, de virtuoses, mais un jeu d'hommes ajustant leurs gestes dans un ton, sur un rythme, dans une ligne qui les soudent et les font fructifier en commun. Alors, dans cet esprit, les sombres All Blacks de Graham Mourie nous auront proposé une sorte de modèle.

Qui oserait dire que la déconfiture de l'équipe de France servira de leçon et qu'à force de tabler sur les seuls muscles des gaillards d'avant on finit par les user, et qu'on pourrait peut-être revenir à un vrai jeu à quinze — d'autant plus justifié que la dislocation du pack français, samedi, a donné l'occasion aux lignes arrière de prendre, dans des conditions déplorables, la relève ? Qui peut croire qu'un style de jeu ait été ainsi mis en procès, dont on tirera les conclusions ?

Il est entendu que le rugby français a endossé une fois pour toutes sa lourde cuirasse, toute verrouillée, cadenassée, celle où se sont empêtrés et embourbés jadis les chevaliers d'Azincourt. Qui oserait lui proposer de la déposer un jour, de se vêtir plus souplement pour entamer, au grand air, les courses de naguère... Qu'allez-vous croire ? Puisque Fouroux, si malheureux à Toulouse, a presque réussi son match de Paris — quand ça va mal, il est incomparable — puisque le mauvais rendement du pack peut être imputé à l'absence de deux ou trois des champions de l'an dernier, pourquoi désespérer ? Nous reverrons sous les mêmes couleurs, au nom des mêmes principes, les mêmes visages, les mêmes silhouettes, et les mêmes joies austères du rugby de tranchée.

JEAN LACOUTURE.

OMNISPORTS

Devant la faiblesse des moyens budgétaires

Le Comité olympique français tend à se démarquer des pouvoirs publics

Au terme de son assemblée générale annuelle, réunie à Paris les 19 et 20 novembre, le C.N.O.S.F. (Comité national olympique et sportif français) a voté à l'unanimité la résolution suivante :

Le Comité national olympique et sportif français :

— Exprime sa déception et son mécontentement devant la faiblesse du budget du secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports, voté en première lecture par l'Assemblée nationale ;

— Prend acte des protestations unanimes formulées par les députés à cette occasion ;

— Déplore que ces protestations ne se soient pas traduites par un refus de vote du budget du secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports ;

— Constate qu'une fois de plus, le sport français voit ses problèmes éludés, l'examen des solutions différé et la stagnation des moyens mis à la sa disposition ;

— Affirme enfin que, étant confiné dans une tâche de gestion *du sport français par la faute* d'un budget de pénurie, il ne saurait porter la responsabilité d'un développement insuffisant du sport français. Dans ces circonstances, il demande aux plus hautes instances de l'Etat et au Parlement de prendre avant la fin de la session budgétaire les mesures seules capables de restaurer la confiance du mouvement sportif français envers les pouvoirs publics : réexamen du projet de budget 1978 du sport pour un renforcement et une meilleure affectation des moyens, afin de parvenir en tout état de cause, comme vient de le recommander le Conseil économique et social, à 1 % du budget national.

M. Claude Collard, président du C.N.O.S.F., a également fait état d'une initiative d'un groupe de sénateurs qui déposeront un amendement à la loi de finances. Cet amendement propose notamment la création d'un fonds d'aide au sport alimenté par le budget ainsi que par un prélèvement sur les recettes du P.M.U. de l'ordre de 0,50 %.

Des états généraux

Si le Sénat adoptait un tel amendement qui, avec 0,50 % de prélèvement sur le P.M.U. rapporterait au moins 70 millions au fonds d'aide au sport, l'Assemblée nationale serait alors amenée à se prononcer sur ce point en deuxième lecture, après avoir repoussé, le 7 novembre dernier, toute forme de ressources extra-budgétaires en faveur du sport.

Parmi les autres résolutions adoptées au cours de ce week-end, on note celle qui a trait à l'élaboration d'une charte du mouvement sportif. Ce document qui, en aucun cas, ne sera une doctrine du sport définira la mission du mouvement sportif et réaffirmera son autonomie à l'égard du gouvernement. Cette charte sera soumise à des états généraux du sport français qui seront convoqués vers la fin du premier trimestre 1978. Elle devrait notamment remettre en cause les structures gouvernementales actuelles, considérées « inadéquates » par le C.N.O.S.F., et non conformes à la loi Mazeaud sur le développement du sport.

Les dirigeants sportifs, s'ils estiment indissociables le secteur jeunesse et celui du sport, désapprouvent l'appartenance du corps des professeurs d'éducation physique au même secrétariat d'Etat.

Enfin, le C.N.O.S.F., a renouvelé sa demande de création d'un corps d'Etat de professeurs de sport, distinct de celui des professeurs d'éducation physique.

PEUT-ON RÊVER ?

Une fois encore, le Comité national olympique et sportif français (C.N.O.S.F.) aura profité de son assemblée générale pour rappeler son existence. Ce n'est guère qu'à cette occasion, en effet, que cet organisme, regroupant l'ensemble du mouvement sportif français, fait entendre sa voix. Sa réaction à propos du vote du budget par l'Assemblée nationale en première lecture était attendue, dans la mesure où le C.N.O.S.F. avait contribué à promouvoir le comité d'action pour la pratique sportive.

Ce comité, dont on dit qu'il aurait dépensé 300 000 francs pour sa propagande, fondait ses espoirs sur la création de ressources extra-budgétaires, notamment les concours de pronostics sur les matches de football que les députés ont refusé. Continuant sur sa lancée, le C.N.O.S.F. table maintenant sur un amendement sénatorial, aux termes duquel le gouvernement serait autorisé à prélever 0,50 % sur les recettes du P.M.U. en faveur du sport.

N'est-ce pas rêver ? Une des causes *principales* de l'opposition aux concours de pronostics est la réaction virulente des organisateurs du P.M.U. ou du loto, ainsi que des sociétés de courses dont les moyens de pression paraissent être proportionnels aux gains procurés par les parieurs. Parfaitement hostiles à la concurrence, on les voit mal accepter sans plus rechigner un prélèvement direct sur leurs ressources. Interlocuteur privilégié des pouvoirs publics, le C.N.O.S.F. ne remplirait-il pas mieux son rôle en exigeant du gouvernement qu'il assume ses responsabilités sans plus de faux-fuyants

FRANÇOIS SIMON.

SKI

Les équipes de France ont bien prépar[é] leur saison hivernale

De notre correspondant

Grenoble. — *A la veille des premières compétitions, les resp[on]sables du comité de ski alpin de la Fédération française de (F.F.S.) se sont réunis, le 19 novembre, à Grenoble, autour directeur technique national, M. Walter Trilling. La saison de 1977-1978 débutera le 26 novembre, à Altenmark, en Autriche, un slalom dames. Mais c'est seulement à partir du 7 décembr[e] Val-d'Isère, au cours du Critérium de la première neige, que premiers affrontements entre champions débuteront véritablem[ent]. L'année 1978 sera marquée par un « sommet » : les champion[nats] du monde à Garmisch-Partenkirchen, du 29 janvier au 5 fév[rier].*

Devant le comité du ski alpin, M. Walter Trilling et les entraîneurs des équipes masculines et féminines ont dressé le bilan d'un été consacré à un programme d'entraînement *« continu et sérieux »*, comprenant successivement des périodes de préparation physique et des stages sur les glaciers d'altitude, très bien enneigés au cours de toute la saison estivale. Les responsables du ski français portent cette année encore tous leurs espoirs sur l'équipe féminine. Fabienne Serrat, Danielle Debernard, Patricia Emonet et surtout Perrine Pelen — dont la fulgurante ascension ne date que d'un an — restent les meilleurs atouts de cette équipe. Leur entraîneur, M. Jacky Fourno, espère cependant qu'au cours de la prochaine saison de nouvelles filles surgiront et qu'ainsi l'équipe de France pourra prétendre à plusieurs médailles lors des championnats du monde, notamment en slalom spécial.

La principale « faiblesse » de cette équipe demeure toujours la descente. Aucune Française n'est, en effet, en mesure de rivaliser avec les skieuses étrangères. Le président de la commission sportive de la F.F.S., M. Roger Cote, déclare : *« Nous avons un retard de cinq ans sur les Autrichiennes, les Suissesses et les Allemandes. »* *L'absence de stade permanent de* descente dans les stations des Alpes françaises pourrait expliquer les difficultés que connaissent nos coureurs dans cette discipline. C'est du moins ce que laissaient entendre à Grenoble les responsables de la F.F.S., regrettent que les stations fr[an]çaises n'ouvrent leurs pistes descente qu'au moment compétitions. Il est vrai que aménagement, leur entretien leur surveillance coûtent ex[tr]êmement cher.

Le niveau de l'équipe mascu[line] de ski demeure, quant à lui, [tou]jours très bas. En dehors quelques individualités com[me] Patrice Pellat-Finet, définit[ive]ment réintégré, et Jean-Jac[ques] Bertrand, en descente, A[lain] Navillod et Philippe Hardy, slalom. Leur entraîneur n'es[père] *cette saison que des résul[tats]* « honorables ». L'objectif se[ra] de parvenir à placer un ou d[eux] coureurs dans les quinze prem[iers] mondiaux. La tâche paraît pendant malaisée.

« Le ski masculin souffre [tou]jours de l'absence de locomo[tive] capable de galvaniser les je[unes] coureurs », explique le prési[dent] de la commission sportive de F.F.S.

Si le ski masculin semble [en]gagé dans la voie du renouv[eau], il faudra probablement atten[dre] 1980 et les prochains J[eux] olympiques pour assister l'éclosion d'une équipe de qua[lité]. Les dirigeants du ski français sont cependant déclarés confiants et estiment *« a[voir] fait leur travail ». « Cette an[née] les garçons et les filles n'aur[ont] pas d'excuses. Ils ont eu excellent entraînement. Ils p[os]sèdent un très bon matériel. C['est] maintenant aux coureurs jouer »*, déclare M. Roger Co[te].

CLAUDE FRANCILLON.

Les résultats

Basket-Ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE
(neuvième journée)

*Le Mans b. Nice	83-76
*Tours b. Berck	112-100
*Caen b. Orthez	104-98
*Villeurbanne b. Bagnolet	107-90
Clermont b. *Avignon	102-81
*Antibes b. Challans	104-85
*Monaco b. Jœuf	107-87
*Racing b. Denain	107-92

Classement. — 1. Le Mans, 27 pts ; 2. Villeurbanne, 25 ; 3. Caen, 23 ; 4. Berck, Orthez et Tours, 21 ; 7. Nice, Antibes, Challans et Monaco, 19 ; 11. Clermont, 17 ; 12. Bagnolet et Avignon, 13 ; 14. Jœuf et Racing, 11 ; 16. Denain, 9.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE PREMIERE DIVISION
(seizième journée)

A trois journées de la fin des matches « aller », six équipes sont regroupées en quatre points et restent en course pour le titre. La courte défaite de Monaco à Saint-Etienne entraîne un nouveau chassé-croisé avec Nice en tête du classement. Avec Nice, Nantes a confirmé sa bonne forme actuelle en disposant facilement de Valenciennes. Marseille et Strasbourg s'affirment comme de bons outsiders en gagnant sur terrains adverses. En revanche, après trois défaites consécutives, les Stéphanois n'ont guère convaincu en battant Monaco grâce à un but de Bathenay obtenu dans le dernier quart d'heure.

*Saint-Etienne b. Monaco	1-0
*Nice b. Bastia	3-1
Marseille b. *Metz	2-0
Strasbourg b. *Nîmes	1-0
*Nantes b. Valenciennes	4-1
Nancy b. *Laval	2-1
*Sochaux et Bordeaux	0-0
*Lens b. Paris-Saint-Germain	3-1
*Rouen b. Lyon	3-2
*Troyes b. Reims	3-0

Classement. — 1. Nice, 24 pts ; 2. Monaco, 23 ; 3. Marseille, 22 ; 4. Nantes, Strasbourg et Saint-Etienne, 20 ; 7. Sochaux et Laval, 17 ; 10. Paris-Saint-Germain, Nancy, Bastia et Bordeaux, 15 ; 14. Lyon et Reims, 14 ; 16. Nîmes et Troyes, 12 ; 18. Valenciennes, Rouen et Metz, 9.

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE DEUXIEME DIVISION
(quinzième journée)

GROUPE A

*Besançon b. Ajaccio	2-0
*Martigues b. Béziers	3-0
Angers b. *Auxerre	2-1
*Toulon b. Saint-Dié	3-0
Cannes b. *Fontainebleau	1-0
*Epinal et Arles	2-2
*Toulouse b. Alès	2-1
Melun b. *Avignon	1-0
*Haguenau b. Chaumont	3-1

Classement. — 1. Martigues, Besançon et Angers, 21 pts ; 4. Ajaccio, 20 ; 5. Toulon et Cannes, 19 ; 7. Epinal et Auxerre, 17 ; 9. Arles, 15 ; 10. Alès et Chaumont, 14 ; 12. Saint-Dié, 13 ; 13. Melun et Toulouse, 12 ; 15. Béziers et Haguenau, 11 ; 17. Avignon, 10 ; 18. Fontainebleau 3.

GROUPE B

*Dunkerque b. Tours	4-1
*Rennes et Lille	2-2
Red Star b. *Brest	5-1
Lucé b. *Gueugnon	1-0
*Paris F. C. b. Guingamp	6-0
Angoulême b. *Poissy	2-0
Boulogne b. *Limoges	1-0
*Châteauroux et Quimper	0-0
*Nœux b. Caen	2-0

Classement. — 1. Dunkerque et Tours, 22 pts ; 3. Red Star, 21 ; 4. Lille, 20 ; 5. Paris F.C., 19 ; 6. Gueugnon, 18 ; 7. Châteauroux, 17 ; 8. Angoulême, 16 ; 9. Brest et Lucé, 15 ; 11. Boulogne, 14 ; 12. Quimper, 13 ; 13. Rennes et Guingamp, 12 ; 15. Limoges, 11 ; 16. Nœux et Poissy, 8 ; 18. Caen, 7.

L'Union soviétique a finalement gagné le tournoi junior de Monaco en battant la Yougoslavie par 2 à 0. Pour la septième place, la France s'est imposée devant les Etats-Unis par 1 à 0.

Dans le groupe asiatique de qualification à la prochaine coupe du monde, le Koweït a battu l'Australie par 1 à 0. Cette défaite élimine l'Australie. Seule la Corée du Sud peut encore devancer l'Iran.

Handball

Après avoir fait match nul contre la Suisse (14-14), le 18 novembre à Wattrelos, l'équipe de France a été battue (20 à 16) par le même adversaire, le lendemain, à Lille.

Hippism[e]

Le prix Prétentaine, disputé Auteuil et retenu pour les p[aris] couplé gagnant et tiercé, a gagné par le Grand, suivi de P[...] des chaumes et d'Entregent. combinaison gagnante est 8-1[...]

Jeu à trei[ze]

CHAMPIONNAT DE FRANCE
(onzième journée)

*Toulouse bat Avignon	2[...]
*XIII Catalan b. Villeneuve	31[...]
*Lézignan bat Pia	1[...]
*Carcassonne bat Limoux	2[...]
*Marseille bat Bordeaux	1[...]
*Roanne bat Albi	1[...]

Classement : 1. Toulouse, 30 p[ts] ; 2. Limoux, 28 ; 3. XIII Catalan, 4. Marseille, 26 ; 5. Albi, 6. Roanne, 24 ; 7. Lézignan, 8. Pamiers, 23 ; 9. Carcassonne, 10. Avignon, 22 ; 11. Villeneuve, 12. Saint-Estève, 18 ; 13. Pia, 14. Bordeaux, 13 points.

Rug[by]

L'équipe de France A' a dom[iné] la Pologne par 26 à 9, le 20 nov[em]bre, à Czestochowa.

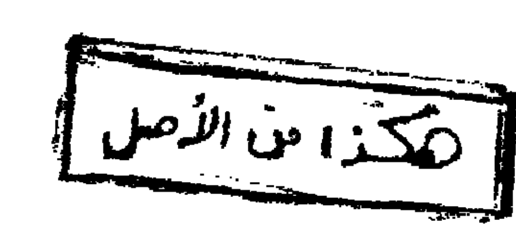
Pour le challenge Du-Manoir, [...] a battu Perpignan par 27 à 6.

Volley-b[all]

CHAMPIONNAT DE FRANCE
(quatrième journée)

*Saint-Maur b. Montpellier ....
Racing C.F. b. *Asnières ....
*Clamart b. Sète ....
Stade français b. *Cannes ....

Classement. — 1. Racing C[.F.], 10 pts ; 2. Saint-Maur, 7 ; 3. St[ade] français, Asnières, Cannes et M[ont]pellier, 6 ; 7. Clamart et Sète, 5.



هكذا من الأصل

SKI

...ipes de France ont bien p...
leur saison hivernale

...résultats

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	49,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOIS	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88



emplois internationaux emplois internationaux emplois internationaux

Unilever Export France

Société spécialisée dans la commercialisation de produits de grande consommation (produits alimentaires, de toilette, détergents...)

souhaite engager un futur

RESPONSABLE DE SUCCURSALE

- Diplômé d'une Grande Ecole de gestion, il devra justifier d'une expérience professionnelle réelle, d'au moins 3 ans, acquise soit en France, soit Outre-Mer dans des activités *commerciales ou de gestion.*
- Après une formation dans la division des ventes au siège à Paris, il se verra confié la responsabilité d'une des succursales (10-15 personnes), soit en Afrique francophone, soit aux Antilles, soit dans l'Océan Indien.

Ecrire avec C.V. et prétentions au Département Central du Personnel - Référence IX/77 - 8, avenue Delcassé, 75384 PARIS Cedex 08.

A HIGHLY CHALLENGING OPPORTUNITY FOR TOP EDP SPECIALISTS IN EUROPE

We are an international company, leader in the market of business information services. *In Europe we have currently two main EDP centers, servicing 13 marketing companies of* them are already using local EDP operations for some services. The equipment today in those two main centers is :

1 IBM 370/158 1024 K
1 IBM 370/145 768 K

both operating under OS/VS1. Local EDP operations are running with in-house MDS *equipment for input preparation and/or in Service Bureaux.*

The Development Groups have currently 5 locations with different size. An effective coordination and synchronisation of all development plans is being pursued on a European level. A major technical development project is now in its detail preparation phase. The *goals of this project are to prepare the company to meet its long term corporate objectives* in Europe.

The successfull initialization and completion of such a project requires the effective contributions of several business-oriented top EDP specalists in some specific professional aeras.

As we believe systems must be a valuable investment in our future business, we offer a challenging experience opportunity on an international basis, very attractive individual motivation and compensation, in a straight forward results oriented management approach.

The following positions are equally offered in the
— ***United Kingdom, residence in Oxford***
— **Germany, residence in Frankfurt**
— **France, residence in Paris**
— **Italy, residence in Milan**
— **Switzerland, residence in Lucerne**

Hereafter, you will find a detailed description of the positions presently offered. Should you be interested, please send your curriculum vitae and your professional objectives — in English or in French, and a photograph.

I.- DATA BASE ADMINISTRATOR

Tasks

Analysis design and implementation of Data Base applications, particularly in the areas of
— *Marketing Information Systems ;*
— *Management Information Systems ;*
— Special Systems (statistical analysis, *data selection, etc.).*

Requirements

— *Practical experience with IBM DB/DC Software and in the design of DB systems for special applications.*
— Good knowledge of IBM Assembler and *at least one high level language (preferably* COBOL or PL/1).
— Fluent English, good level of German *and/or French an asset.*
— Experience of DB applications on mini-computers (eg. DEC-10 or PDP-11 Series) an advantage.
— Good background in commercial systems design.

2.- ON-LINE SYSTEMS ANALYST/PROGRAMMER

Tasks

— Analysis, design and implementation of Teleprocessing applications in both batch and on-line environnements.
— Setting up of a timesharing service, including negotiations with several *European PTTs.*
— *Technical and economic evaluations of the various hard- and software alternatives.*

Requirements

— Practical experience with IBM teleprocessing and on-line systems (eg. SNA - *knowledge of other systems* such as DECNET an asset).
— Good knowledge of IBM Assembler.
— Knowledge of communication protocols and PTT regulations.
— *Fluent in English, good level of German* and/or French an asset.
— Scientific or electronics background.

A.C. NIELSEN COMPANY
Réf. n° 77
B.P. 50 LES 3 FONTAINES - 95001 CERGY

Pour emplois sur champs de recherche pétrolière

Schlumberger

INGENIEURS GRANDE ECOLE

Env. C.V. avec photo à S.T.S., Recruiting Dept. 42, rue Saint-Dominique, 75007 PARIS.

Société d'ingénieurs conseils Paris recherche

INGÉNIEUR ÉTUDES V.R.D.

Diplômé d'une grande école ayant une expérience de quelq. années en ét. de réseaux d'eau et assainissement, cet ingénieur, célibataire, sera disponible sous peu pour travailler à l'étranger. *Veuillez écrire (joindre curr. vit.* et ind. rémunération actuelle) ss REF. 8.918 CONTESSE Pub. 20, av. de l'Opéra, PARIS-1er.

Société parapublique à vocation internationale rech.

JEUNE INGÉNIEUR

Diplômé, ayt acquis une prem. *expérience de quelques années* en TRAVAUX ou CONTROLE

OUVRAGES D'ART

Célibataire, le candidat retenu sera disponible pour travailler sur chantiers à l'étranger. *Veuillez écrire (joindre C.V. et* mention de votre dernière rémunération) sous REFER. 8.902 CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01.

Important bureau d'études à vocation internationale siège social Paris, recherche

INGÉNIEUR GÉNIE CIVIL

Pour renforcer son service portuaire. Cet ingénieur, diplômé d'une grande école, âgé de 30 ans mini, a acquis une expérience en STRUCTURES PORTUAIRES. Sa connaissance des langues (anglais, espagnol) et sa disponibilité personnelle lui permettront d'effectuer des missions et de séjourner à l'étranger. Les candidats à ce poste voudront bien écrire en adr. leur C.V. (veuillez préciser le montant de votre rémunération actuelle) sous REF. 1.944, CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, PARIS-1er.

Importante Société d'ingénierie recherche pour poste en *AFRIQUE NOIRE*

INGÉNIEUR DIPLOMÉ

Spécialement orienté vers les problèmes de

SECOND ŒUVRE DU BATIMENT

Ayant acquis, *de préférence à* l'étranger, une expérience de 2 à 5 ans sur chantiers de building de la COORDINATION T.C.E. (suivi de chantiers, *diagramme PERT...).* Les ingénieurs intéressés sont priés d'écrire en joignant leur C.V. et en indiquant leur dernier salaire France sous REF. 11.880. CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, PARIS-1er.

Importante société Paris, rech.

PAYSAGISTE diplômé

Pouvant faire état de quelques années de pratique en étude *et réalisation d'aménagements* urbains, le candidat retenu sera célibataire et disponible rapidement pour occuper un poste à l'étranger. Veuillez écrire (joindre C.V. + dernière rémunération) sous REF. 4921 CONTESSE *Publicité,* 20, av. de l'Opéra, PARIS-1er.

GESTION 2000 I.T.T.
246-42-01
pr *Moyen-Orient* et Afriq. Nord

INGÉNIEURS

connaiss. Unités NH 3

OFFRES D'EMPLOIS outre-mer, étranger, par répertoire hebdo-*madaire. — Ecrire Outre-Mer* Mutations, B. P. 141-09 Paris.

offres premier emploi

FRANCE - ETRANGER

Groupe International travaux publics *routiers, recherche pour premier emploi*

INGENIEURS DEBUTANTS

X, P et C, Centrale, Mines, ESTP, A et M,..

Après formation (stages et terrain), nous offrons à court terme des responsabilités d'ingénieurs de travaux et à moyen terme des postes de chefs d'agence dans le cadre de nos nombreuses implantations en France et à l'étranger.

Profil requis :
- une forte aptitude aux contacts humains *à tous les niveaux*
- des qualités d'homme d'action et de futur manager
- *une forte motivation pour les problèmes* de gestion et de direction des hommes plus que pour la technique pure
- une très grande disponibilité géographique (au moins à terme) tant pour la *France que l'Etranger.*

Nous proposons à des hommes dynamiques et ambitieux une activité vivante et variée *ainsi que d'importantes possibilités de* carrière dans un groupe en expansion.

Adresser CV, photo et prétentions sous *réf.* 14272 (indiquée sur l'enveloppe) à S.N.P.M.-PA - 100 Avenue Charles de Gaulle - 92522 Neuilly Cédex, qui transm.

S.N.P.M.

Dans le cadre des lois de juillet 1977 cycle de 8 mois pour les jeunes GRATUIT ET REMUNERE préparant à un premier emploi de

CADRES de GESTION de PRODUCTION

— Méthodes, planning et ordonnancement.
— Achats, gestion des *stocks, prix de revient.*
— Maintenance et sécurité, implantation, manutention.
— Contrôle de qualité, gestion du personnel...

pour lesquels existent actuellement de nombreuses offres d'emploi.
Niveau *demandé : Bac + 2 à 3 ans d'études sup.*
Début des cours le 19 décembre.
Reste une trentaine de places.

TÉL. A.F.R.A.M.P. : 874-70-87 285-58-51

Lieu du stage quartier Saint-Lazare.

LE CENTRE NATIONAL
DE L'EQUIPEMENT HOSPITALIER
recherche
EN PREMIER EMPLOI
pour son département
INFORMATIQUE de GESTION

INGÉNIEUR Grandes Ecoles ou Maîtrise

Envoyer curriculum vitae et photo, à C.N.E.H., 2, rue Dubernat - 33400 TALENCE.

Dans le cadre d'un 1er emploi les entreprises rech. actuellem. les jeunes capables d'accéder rapidem. à des fonctions de gestion et d'encadrem. Vous avez moins de 25 ans et deux années au moins d'études supérieures

cergic

Centre d'entraînem. aux réalités de la gestion des *entreprises* industrielles et commerciales *(GROUPE E.S.S.E.C.)* vous propose un stage de formation *supér. rémunéré de huit* mois pour les postes suivants :
— ***RESPONSABLES D'UNITE DE DISTRIBUTION ;***
— **NEGOCIATEURS DE CONTRATS ;**
— **ASSISTANTS DE RELATIONS SOCIALES ;**
— **COMPTABLE BUDGETAIRE.**

Présentez-vous le mercredi 23, de 9 h. à 12 h. ; le vendredi 25, de 9 h. à 17 h., à *l'I.S.S.E.C.,* 35, bd Sébastopol, 75001 Paris, ou env. C.V., ou tél. 285-41-77.

URGENT
COGI rech. DIPLOMES 1977

1) IUT INFORMATIQUE
2) MAITRISE INFORMAT. et GESTION

Fournir livret d'études.
Téléph. 887-34-53.

— Vous êtes diplômé commercial ;
— Vous recherchez votre premier emploi.

Un important groupe financier spécialisé dans l'immobilier vous *propose un*

STAGE DE VENTES

Six mois au sein d'une société dynamique.
— Pouvant déboucher sur un poste à responsabilités ;
— *Salaire versé par l'A.N.P.E. ;*
— Intéressem. au chiffre d'aff. *réalisé, offert par la société*

Env. C.V. dét. + photo à AGEV. *B.P. 237-08, 75364 Paris Céd. 08.*

BATTELLE
Centre de recherche de Genève

désire engager

CHEF DE GROUPE EN INFORMATIQUE

dans les domaines de la conception assistée par ordinateur, des banques de données, de la gestion industrielle, de la planification, etc.

Les qualifications requises *sont les suivantes :*

— gestion et animation d'une équipe de chercheurs ;

— collaboration aux plans d'action par activité et par chercheur, et contrôle de *leurs réalisations ;*

— participation aux activités *de contacts avec les* commettants.

Ce poste conviendrait à un ingénieur de formation scientifique (universitaire), ayant déjà exercé des responsabilités dans les domaines du marketing, et/ou du développement de l'informatique (produits, applications) chez un constructeur.

Ce poste offre d'importantes perspectives de promotion.

Les personnes intéressées sont priées de présenter *leur candidature accompagnée d'un curriculum* vitae, d'une photographie et de leurs prétentions de salaire au Chef du Personnel, Battelle, 7, route de Drize, CH-1227 CAROUGE-GENEVE.

SOCIETE D'ENTREPRISE *GENERALE*
rech. pour son établissement

d'ABIDJAN

son **CHEF COMPTABLE**
28 ans minimum.

Il devra assurer :
— La supervision de la comptabilité ;
— *Les liaisons* avec le siège et les chantiers ;
— Le suivi et le *recouvrement des créances ;*
— L'organisation administrative de *l'établissement ;*
— Les déclarations fiscales et *parafiscales.*

Rattaché à *la DIRECTION* FINANCIERE du siège, *il est demandé :*
— Une formation comptable approfondie (B.T.S., D.E.C.S.) ;
— De posséder de préférence une expér. en Afrique noire *en qualité de comptable ;*
— De connaître si possible les *problèmes comptables* et administratifs d'un chantier.

Tél. Mme PIETKA, 602-70-61, ou *écrire* S. G. P., B. P. 88, M. PERRIER, 75840 PARIS CEDEX 17.

Dans le cadre de l'extension de sa Section de français,

L'Ecole d'Interprètes et de Traducteurs de Zürich
(école professionnelle supérieure reconnue par l'Etat)
cherche pour la rentrée du printemps prochain (éventuellement plus tard) un

maître de français

Il s'agit d'un poste à temps complet (23 à 25 heures par semaine) dont l'enseignement porte sur les matières suivantes :
cours de langue de niveau avancé, traduction de l'anglais en français; civilisations et problèmes d'actualité des pays francophones.
Le candidat, de langue maternelle française, devra justifier d'un diplôme de fin d'études univesitaires, d'une sérieuse expérience pédagogique, d'une *connaissance parfaite de la langue anglaise et de notions sérieuses de la* langue allemande.

Le poste à pourvoir exige un intérêt vif pour les problèmes linguistiques, des idées originales sur le plan didactique et un esprit ouvert à l'actualité économique et politique.

Conditions d'emploi comparables à celles de l'enseignement des lycées, variables suivant les qualifications du candidat. Les candidatures, qui seront traitées confidentiellement, seront reçues à l'adresse suivante :
Dolmetscherschule Zürich (Rektorat) - Ch 8006 Zürich - Scheuchzerstrasse 68

Offres d'emplois *cadres,* ingénieurs, techniciens pour l'Amé*rique latine* (Venezuela, Argentine, Brésil, Colombie, etc.) ds revue spécialisée. Doc. A.L.E. (EZ), B.P. 422-09 PARIS.

DIRECTEUR
320.000 FF/an

Constructions et Réparations Navales
Afrique francophone

Un groupe financier industriel et commercial français (effectif de plusieurs milliers de personnes) recherche un Directeur pour l'une de ses filiales africaines (effectif 200 personnes) spécialisée dans la construction et la réparation navales. Sous les ordres du Directeur Général qu'il représentera localement, il sera chargé de la gestion globale de la Société - Investissements - Budgets - Trésorerie - Production - Commercial - Personnel - Approvisionnements - Relations avec les autorités locales... Le candidat retenu, âgé d'au moins 35 ans, aura une formation Ingénieur - Centrale, A. et M., ECAM, ICAM, IDN... - complétée si possible par une formation en gestion - IAE, CPA... Il possédera au moins dix ans d'une expérience professionnelle acquise dans le secteur de la construction et de la réparation navales ou de la chaudronnerie industrielle. Il sera obligatoirement un meneur d'hommes. La connaissance de l'Afrique constituerait un atout supplémentaire. — Ecrire sous référence 134/M à :

GRH Conseils
3, avenue de Ségur, 75007 PARIS.
Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement.

Société d'ingénierie Paris rech. pour ses activités à l'étranger

INGÉNIEUR ROUTIER

Diplômé d'une grande école, *cet ingénieur est appelé à* traiter des problèmes d'aménagement urbain *dans d'importantes* agglomérations, qui nécessitent d'avoir quelques années d'expér. en planification programmation et projets dans *ce domaine. Les candidats à* ce poste, qui convient à un *célibataire, voudront bien écrire* (joindre curr. vit. et indiquer rémunération actuelle) sous REF. 9.916 CONTESSE Publ., 20, av. de l'Opéra, PARIS-1er.

Importante Société d'ingénierie rech. pour ses activités en PAYS ANGLOPHONE

INGÉNIEUR ÉLECTROMÉCANICIEN

De *formation supérieure,* cet ingénieur a acquis pour partie *à l'étranger* une bonne expér. dans le domaine des ponts mobiles (mise en place du mat., contrôle d'exécut., fonctionnem.). Veuillez prendre contact en écrivant (joindre C.V. + dernière rémunération annuelle) sous REF. 12.888 CONTESSE *Publ.,* 20, av. de l'Opéra, PARIS-1er.

STE INGENIEURS CONSEILS recherche pour séjour en PAYS ANGLOPHONE

INGÉNIEUR

Expérimenté en travaux et supervision TERRASSEMENT *ainsi qu'en pose de canalisations* ASSAINISSEMENT et petits ouvrages de Génie Civil. Cet ingénieur diplômé, célibat. s'exprimant couramment en *anglais, sera de préférence* une expérience des pays en *voie de développement* et sera libre sous peu. Les ingénieurs *intéressés voudront bien adr.* une lettre (joindre curr. vit. et indiq. dernière rémunération annuelle) sous REF. 20.901. CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, PARIS-1er.

ANNONCES CLASSEES TÉLÉPHONÉES
296-15-01

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

direction des comptabilités et du contrôle

LIMOGES **110 - 130.000 F/an**

Notre Groupe commercial, ancien dans sa région, se développe rapidement dans la moitié sud de la France : le CA, 400 MF, aura progressé de 40 % en 1978.

Le jeune Directeur administratif et financier met en place un système d'information rigoureux et rapide.

Le Chef comptable qu'il recherche dirigera les services chargés de tenir - en liaison étroite avec les services d'informatique - les comptabilités d'une trentaine *d'Unités autonomes groupées en près de 15 filiales : comptabilités* clients et fournisseurs, stocks, comptabilité générale et de gestion, édition des tableaux de bord, assistance/contrôle des Unités opérationnelles.

Pour prendre ces responsabilités, il faut avoir au moins le niveau DECS et surtout quelques années d'expérience, dans l'industrie, d'un système comptable informatisé (mise en route, procédures, organisation) et des relations avec les utilisateurs (contrôle de gestion).

sélé CEGOS — *Adresser lettre man. et CV détaillé sous réf. 50071/M à* C. de FREMINVILLE - Sélé-CEGOS, 33 quai Galliéni 92152 SURESNES - *qui s'engage à répondre et garantit* une totale discrétion.

SOFIAC

recherche pour son DEPARTEMENT NORMAND (REGION ROUEN) un

Directeur Technique

Après formation spécifique, il aura la responsabilité technique complète (fabrication, méthodes et développement) d'une unité de 100 personnes.

De formation A & M, IDN, ENSI, il devra avoir l'expérience du commandement — acquise dans une industrie de transformation légère de dimension analogue — et le goût de participer à l'élaboration de la stratégie de son département.

Le niveau de rémunération ne sera pas inférieur à 100.000F et pourra varier en fonction du profil du candidat.

Les dossiers de candidatures —sous Réf.M.1401 à préciser sur l'enveloppe— seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10 rue de la Paix, 75002 Paris

Région Ouest de la France

Nous cherchons pour un de nos clients, GRAND ETABLISSEMENT BANCAIRE

Un Organisateur-Analyste (réf 203)

rattaché au Chef de Service Organisation, il intervient pour tous les problèmes d'organisation générale:

- Organisation administrative (étude des tâches, des circuits....)
- Etude et création de système et de méthode de gestion (*comptabilité, budget*)
- Etude de produits et procédés nouveaux (implantation de terminaux, COM, péri-informatique ...)

Il a de nombreux contacts avec l'informatique, les utilisateurs et les responsables des secteurs où il intervient.

Une petite expérience (environ 2 ans) d'organisation, de préférence dans le secteur bancaire, est demandée.

Un Chef de Projet Informatique (réf 204)

Son rôle de conseiller et de technicien lui permettra de contribuer à analyser les éléments du problème, à concevoir les solutions et à élaborer les conclusions de l'étude, en étroite liaison avec les utilisateurs.

Une assistance à la mise en œuvre des moyens nécessaires au respect des objectifs fixés lui sera donnée :

- par les agents de méthodes dans le domaine de l'organisation administrative.
- par des «responsables d'applications» dans le domaine informatique.

Une expérience d'environ 3 ans est demandée. Une connaissance du matériel BURROUGHS sera appréciée.

Pour ces 2 annonces, écrire en précisant la référence et en joignant un curriculum-vitae, une lettre manuscrite et une photo à:

INFORMATIQUE ET ENTREPRISE
Conseil en Recrutement — 9, rue Alfred de Vigny — Paris 8ème

Nous sommes une société importante dans le secteur du calandrage et de l'enduction — 2000 personnes, 5 usines.

Nous cherchons pour notre usine située dans le Nord, près du littoral, un

RESPONSABLE SERVICE ENTRETIEN INGENIEUR MECANICIEN ou ELECTRICIEN

Il animera une équipe de 45 personnes, sera responsable de la maintenance des installations (calandres, imprimeuses, etc...) et participera au choix des investissements.

Notre futur collaborateur aura une expérience de quelques années dans la fonction et des aptitudes certaines au commandement.

Nous offrons une rémunération intéressante qui sera fonction de l'expérience et divers avantages sociaux.

Adresser CV manuscrit et prétentions, sous référence 14271M mentionnée sur l'enveloppe, à S.N.P.M.-PA - 100 Avenue Charles de Gaulle - 92522 Neuilly Cédex, qui transmettra.

---

assistant de direction générale

L'envergure de notre groupe est internationale. Notre expansion est très forte. Soucieux de maintenir, mais aussi augmenter, la qualité de nos prestations, nous souhaitons nous attacher le concours d'un conseiller de haut niveau.

Il exercera son activité, sur la France, dans le secteur «*Urbanisme-équipements de logements*».

30 ans minimum, une formation ENA, X, Mines, Sciences Po, HEC, plus une expérience acquise dans l'administration sont les premiers atouts pour réussir.

La résidence est prévue en province (1h 40 de Paris).

Des déplacements sont à envisager.

Adresser c.v., photo et prétentions s/réf. MRN à Axial Pub. 91, Fbg Saint-Honoré 75008 Paris, qui transmettra.

Si vous êtes dynamique et décidé à faire votre place. Si vous n'avez pas peur du travail sachant qu'il est source de résultats. Si vous aimez les responsabilités et savez les prendre.

VOUS DEVEZ VENIR NOUS VOIR

Nous sommes une Société FRANÇAISE

Nous construisons notamment DES CHARIOTS ÉLÉVATEURS

Nous recherchons

UN COLLABORATEUR CADRE

pour animer le secteur commercial de la Seine-Maritime et de l'Eure, ayant une expérience confirmée dans le domaine de la manutention.

Adresser curriculum vitae, photos et prétentions à SODITEC, *32, rue Armengaud à SAINT-CLOUD, 92210*, qui transmettra. Nous vous convoquerons très rapidement pour entretien

---

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE recherche pour prendre en charge ses succursales

NORD, EST et SUD de la FRANCE

PHARMACIENS

Susceptibles de gérer leur secteur avec autonomie

Ce poste suppose une expérience confirmée :
- de la vente
- de la gestion administrative et économique
- de la fabrication et diffusion de tout médicament.

Une formation préliminaire et une évolution rapide dans la fonction sont offertes aux candidats présentant :
- de bonnes facultés d'adaptation
- de l'aisance dans les contacts
- une personnalité affirmée.

Adresser C.V., lettre manuscrite à No 37130 CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT

Le Centre d'Etudes Techniques de l'Equipement de l'Est recherche

UN INGÉNIEUR

Chef du groupe « Circulation interurbaine »

Le candidat retenu sera chargé de la direction d'un groupe de techniciens supérieurs et techniciens spécialisés dans la réalisation et l'exploitation d'enquêtes de trafic destinées à préparer les programmes de construction d'infrastructures routières ; il réalisera, en outre, les études à caractère méthodologique correspondantes.

Il devra posséder des qualités certaines en matière d'encadrement du personnel et de présentation de rapports techniques.

Des connaissances en matière d'informatique et de travaux publics seront appréciées.

Le salaire annuel de début ne sera pas inférieur à 70.000 F pour un ingénieur diplômé. Il sera, en outre, largement tenu compte d'une expérience professionnelle dans un domaine similaire.

Le poste est à pourvoir au premier trimestre 1978.

Les candidatures avec C.V. détaillé doivent être adressées à :

M. ELLENBERG
Chef de Département
C.E.T.E. de l'Est
6, place du Roi-George. 57036 METZ CEDEX.

POUR CENTRE DE FORMATION ÉCONOMIQUE

UN JEUNE LICENCIÉ EN SCIENCES ÉCONOMIQUES + COMPLÉMENTS EN COMPTABILITÉ ET INFORMATIQUE

POUR POSTE

D'ÉCONOMISTE-FORMATEUR

A LA GESTION DES ENTREPRISES ET POUR L'ANIMATION DE GROUPES D'ETUDES ECONOMIQUES REGIONALES
Poste basé à RENNES
- APTITUDES PEDAGOGIQUES.
- TRAVAIL D'EQUIPES.
- VOITURE POUR DEPLACEMENTS EN BRETAGNE ET EN NORMANDIE.

Envoyer lettre manuscrite et C.V. à
U.N.I.C.E.M. 3, rue Alfred-Roll, 75849 PARIS CEDEX 17.



responsable administration et gestion commerciales

La COOPERATIVE DES AGRICULTEURS DE LA MAYENNE - LAVAL 450 personnes - recherche un *RESPONSABLE ADMINISTRATION ET GESTION* COMMERCIALES.

Dépendant du Responsable "Approvisionnements" il sera chargé dans le cadre de ce Département :
- du contrôle et de la coordination des procédures,
- de la préparation et du suivi du budget,
- des liaisons administratives et de Gestion avec les autres services du Siège et les Centres de distribution.

Il sera également amené à contribuer à l'étude des systèmes et moyens de distribution.

Ce poste conviendrait à un candidat d'environ 30 ans, de formation supérieure orientée vers la gestion et possédant en plus d'une expérience professionnelle sérieuse, un sens certain des contacts.

Adressez votre dossier de candidature en indiquant vos prétentions sous référence 2580-M à

ouest recrutement
Le Tertre au Jau - B.P. 2291 - 49022 Angers Cedex

Les dossiers ne seront transmis qu'avec l'accord des candidats.

ENTREPRISE DE MECANIQUE (130 personnes) implantée en zone rurale, 100 km nord de Paris recherche pour sa division horlogerie industrielle

CHEF DES VENTES

- Collaborateur direct du responsable de la division, chargé de la mise en œuvre de la politique commerciale de l'entreprise.
- Responsable de l'atteinte des objectifs et de la gestion des moyens.

Expérience développement et animation de réseau indispensable.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo, salaire actuel et prétentions sous référence 235, au CABINET JEAN GAUSSIN, 104, rue de Richelieu - 75002 PARIS.

Discrétion et réponse assurées à tous les candidats.

INFORMATION & FORMATION (H. ou F.)

Depuis de nombreuses années, cette Entreprise de haute technologie a un axiome : son avenir est d'abord dans les hommes, même aux plus humbles postes. *Poursuivant cette ligne de certitude, elle crée la fonction Information.* Son titulaire (H. ou F.), quelque soit sa formation supérieure, - indispensable -, devra être un imaginatif réfléchi, libre de tout préjugé, attentif à autrui, apte à l'explication claire, simple, adaptée aux interlocuteurs, inébranlable dans sa mission, d'une grande honnêteté intellectuelle, et capable de s'intégrer à une équipe de cadres très soudée. Une fois passée la période intensive de lancement, la fonction s'ouvrira sur le conseil et le suivi internes de la formation.

Convocation des candidats retenus avant le 15 Décembre.

Prière d'adresser, s/No 672, C.V. détaillé, avec référ., photo et salaire actuel au

BRETAGNE COTIERE

CEIP CONSEIL D'ENTREPRISES 56270 PLOEMEUR

Pour renforcer son service

OUVRAGES D'ART

situé dans le LANGUEDOC-ROUSSILLON, bureau d'études à vocation internationale rech.

INGÉNIEUR

ayant une expérience d'une dizaine d'années en étude de structures et ouvrages d'art, acquise pour partie à l'étranger, cet ingénieur, diplômé d'une grande école, résidera en France et sera néanmoins disponible pour travailler à l'étranger. Les ingénieurs intéressés sont priés d'écrire (joindre C.V. et indiq. rémunération actuelle) en spécifiant sur l'envloppe en spécifiant sur l'enveloppe REF. 5929 CONTESSE Publicité,

---

TMG *Société spécialisée dans l'étude, l'assistance technique, l'ingénierie légère et la sous-traitance - 50.000.000 de C.A. en 77 -*, filiale d'un important Groupe aux activités diversifiées, recherche pour NORD et HAUTE NORMANDIE (basé à Lille), OUEST (basé à Rennes).

DIRECTEURS RÉGIONAUX

responsables des contacts avec l'industrie, de la détection des affaires, de la pré-étude, de la gestion des contrats de réalisation.

Ils reçoivent un appui du Siège à Paris et animent une petite équipe locale.

Nos Directeurs Régionaux ont une solide expérience industrielle (étude ou production) et une pratique commerciale de type "ingénieur d'affaires".

Leur rémunération se situe entre 100.000 et 120.000 F annuels.

Écrire avec CV détaillé, sous référence 12288 M, à Monique PRISSARD



plein emploi
10, rue du Mail - 75002 Paris.

DSM France

Filiale française d'un Groupe Chimique International recherche

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

pour la vente des thermo-plastiques, rattaché à l'agence Sud-Est de Lyon.

Nous demandons :
- Une formation type ingénieur ou équivalent ;
- Une connaissance indispensable des matières plastiques ;
- *Une première expérience de 3 ans environ ;*
- Bonne connaissance de l'anglais ;
- Résidence à Lyon ;
- Age minimum 25 ans.

Nous offrons :

après une période de formation rémunérée
- De travailler suivant les plans marketing préalablement discutés ;
- Une coopération étroite au niveau des équipes européennes de notre société ;
- Le moyen d'entretenir et d'améliorer vos connaissances ;
- Une grande possibilité d'évolution dans le cadre de l'agence de Lyon.

Adresser curriculum vitae, photo et prétentions à M. Rolland, ROCHE D.S.M. FRANCE, 115, rue de Masséna - 69006 Lyon.

Centre hospitalier de VIRE recherche

INFIRMIERS (ES) PSYCHIATRIQUES

pour sect. de psychiatrie adultes. Les candidatures sont à adress. *au Docteur EBERHARDT*, chef service psychiatrie, 14500 VIRE.

M.J.C. LYON recherche

ANIMATEUR SOCIO-CULTUREL

av. formation audio-visuel (vidéo, diaporama, prise de son). Env. curr. vit. et photo 25, av. Frères-Lumières, 69008 LYON.

Cherchons à temps partiel

COLLABORATEUR QUALIFIÉ HOMME ou FEMME

Domicilié région parisienne. Pour contacts avec organisations et groupes industriels pour discussion de contrats et éventuellement vente d'un nouveau produit de promotion.

Adresser C.V. manuscrit et photo à Agence Havas 59023 LILLE CEDEX sous références AT 5 843/11, qui transmettra.

Directeur Commercial

140-190.000F/an

Nos collections, sportswear, homewear, ont une bonne réputation auprès de nos clients français et étrangers. Nous employons 300 personnes.

Le Siège et l'usine sont situés dans une agréable ville de province à moins de 2 h de Paris.

Pour bien adapter notre politique de produits et le choix des marchés à une conjoncture nouvelle, nous créons une direction commerciale responsable des résultats.

Les candidats attirés par ces fonctions de direction ont au moins 35 ans. HEC ou ESC, ils veulent dépasser leur position actuelle de Directeur Commercial (biens de consommation, ventes en France et export, de préférence sur collection) pour affirmer avec autorité leur capacité à entreprendre.

La rémunération est très ouverte.. car elle comprend une part importante d'intéressement au résultat.

sélé CEGOS — Adresser lettre man. et CV détaillé sous réf. 50072/M à C. de FREMINVILLE - Sélé-CEGOS, 33 quai Galliéni 92152 SURESNES - qui s'engage à répondre et garantit une totale discrétion.

SOCIÉTÉ EST DE LA FRANCE recherche

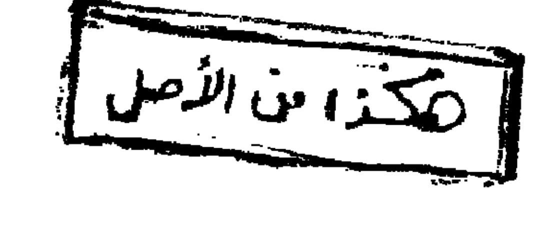
INGÉNIEUR ou ASSIMILÉ RESPONSABLE B.E.

forte pratique étude et calcul G.O., béton bâtiment par grands éléments industrialisés.

POSTE EN PROVINCE

Ecrire GIBAT - B.P. 51. — 55102 VERDUN.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.



هكذا من الأصل

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	49,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOIS	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

offres d'emploi — offres d'emploi — offres d'emploi — offres d'emploi

Ingénieurs commerciaux

Dans le cadre de l'expansion permanente de notre DIVISION SIMULATEURS et SYSTEMES ELECTRONIQUES nous recherchons des

ingénieurs ou cadres commerciaux diplômés de haut niveau

Agés d'environ 30 ans.

Les postes sont à pourvoir dans les domaines de la simulation
- d'AVIONS CIVILS
- de CENTRALES NUCLEAIRES
- de NAVIRES

Ils peuvent convenir à des candidats qui attestent de références dans les secteurs d'activités considérés ou dans des applications connexes et qui seront susceptibles de prendre rapidement des responsabilités.

La parfaite connaissance de l'anglais est indispensable. Une seconde langue allemand ou espagnol sera très appréciée.

Ces postes sont à pourvoir dans notre établissement de TRAPPES, 3 av. Albert Einstein, banlieue résidentielle Ouest de la Région Parisienne.

Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement.

Adresser C.V. détaillé à : F. BOURRE, L.M.T. Service du Personnel BP 42 - 78190 Trappes sous réf. IC 77/4

L.M.T.

IMPTE SOCIETE METALLURGIQUE recherche pour son Siège Banlieue Ouest PARIS

UN CHEF COMPTABLE

Le candidat que nous souhaitons rencontrer aura acquis une expérience solide et complète de la fonction pendant au moins 5 ans.

Cet homme de 35 ans minimum aura une formation au moins équivalente au D.E.C.S. COMPLET.

Il maîtrisera parfaitement les problèmes de Comptabilité générale, de Trésorerie et de Législation fiscale et sera capable de diriger et d'animer un Service d'une dizaine de personnes.

Envoyer C.V. et prétentions à C.C.I.F., 33, rue Claude-Bernard, 95872 BEZONS

Importante société branche bâtiment recherche pour Paris et région parisienne

INSPECTEURS DE CHANTIER

possédant solide expérience gros-œuvre et commerciale. Avantages sociaux. Env. C. avec prétent. à n° 19.231 B BLEU, 17, rue Lebel, 94300 Vincennes, qui transmettra.

CANNON ET COMPAGNIE 10, rue Franklin, 93 - PANTIN recherche

COMPTABLE HOMME

expérimenté, longue pratique comptabilité générale, 40 heures en 5 jours. — Téléph. 844-80-58.

MAGASIN CHAMPS-ELYSEES recherche

VENDEUR HI-FI

très qualifié. Sérieuses référ. Libre de suite. Tél. 828-09-20, après 15 heures.

IBM FRANCE
Division Système Grande Diffusion
offre

des stages pratiques

(Loi du 5 juillet 77) Durée de 6 à 8 mois

Formation théorique et pratique sur des applications informatiques réelles – programmation GAP assurée –

à 30 jeunes gens et jeunes filles

de 18 à 25 ans

titulaires du Bac ou d'un Brevet de Technicien

Début du stage : Décembre 1977.
Lieu de travail : Paris-La Défense.

Adresser les candidatures à : Monsieur BOUNAN
IBM France - D.S.G.D. - Référence 204
Tour Générale
8, place de la Pyramide
92088 Paris-La Défense.

IBM

HAVAS CONTACT



Concepteur et maître-d'oeuvre d'installations d'ensembles industriels de haute technicité, nous sommes en pleine expansion. Pour notre département informatique équipé d'un IBM 370/168, nous recherchons un

CHEF DE PROJET

Dépendant d'un ingénieur en chef, il assurera le développement d'une importante application industrielle de gestion de documents. Ingénieur diplômé, il justifiera d'une expérience de l'informatique de gestion en milieu industriel et plus particulièrement dans le domaine de bases de données et traitement transactionnel. Ce poste est à pourvoir rapidement à Paris et peut bénéficier d'excellentes perspectives d'avenir.

Adresser lettre manuscrite et c.v. sous référence 9462 à Axial Publicité, 91, Fbg Saint-Honoré 75008 Paris, qui transmettra.

LE NOUVEL ECONOMISTE recherche son

Directeur de la Publicité

Chargé de la promotion du Magazine auprès des Annonceurs et des Agences de Publicité, ainsi que la prospection, il devra développer le CA qui est actuellement de 25 millions. Il aura l'appui d'une équipe déjà opérationnelle de 4 personnes dont il sera responsable sur le plan de l'animation et de l'organisation.

Ce poste conviendrait à un EXCELLENT SPECIALISTE de la VENTE d'ESPACE, d'environ 30 ans, pouvant justifier d'une première réussite effective dans cette activité.
Une bonne pratique de l'Anglais est nécessaire.
Les dossiers de candidatures —sous Réf. M.1402 à préciser sur l'enveloppe— seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10 rue de la Paix, 75002 Paris

Dans le cadre de sa structuration,
LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE,
leader international Produits Professionnels Hospitaliers à usage unique,
offre poste de

directeur marketing-vente

Patron d'une équipe de 20 professionnels, il déterminera le succès (C.A. et profit) de ses marques et de ses hommes.

Le poste conviendra à un homme de 35 ans minimum, alliant une formation universitaire de haut niveau (médecine, pharmacien, H.E.C., Sup. de Co, Sciences Eco, lettres, biologie...), à une expérience spécifique de marketing ventes de produits techniques et de l'animation des hommes.

Bon gestionnaire et organisateur, dynamique et formateur, il saura innover en matière de communication avec les utilisateurs de ses produits.

L'anglais est sa langue de travail avec ses collègues du groupe.

Le poste dont la rémunération ne sera pas inférieure à 125.000 Francs est évolutif.

Envoyer C.V. détaillé, photo, prétentions sous No 35987, CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 q.tr.
Discrétion assurée.

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL ET COMMERCIAL recherche pour développer des activités existantes, trouver et promouvoir des activités nouvelles

UN CADRE CENTRALE, HEC, AM...

MINIMUM 30 ANS

ayant expérience pratique et capable non seulement de concevoir mais de réaliser.

Les candidatures exceptionnelles d'autodidactes seront néanmoins étudiées.

Adresser C.V. et photo à No 36612, CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

3M
Usines de Beauchamp (Val d'Oise)
pour ses services Maintenance

ingénieur électronicien

ISEN - INPG - ENI Brest - etc.

- Débutant ou ayant une première expérience de quelques années en usine.
- Anglais indispensable
- Une expérience ou une formation dans les domaines suivants est souhaitable :
  - automatisme
  - hydraulique
  - régulation pneumatique
  - informatique industrielle

Il s'agit d'un homme de terrain plus attiré au début par la technique que par les aspects études ou supervision.

Envoyer C.V. + photo et prétentions au Service Recrutement : 3M FRANCE, 2 Avenue Boulé 95250 BEAUCHAMP

PA-SVP

semma informatique

l'une des unités de SEMA, Société de Conseil, d'Études et d'Ingénierie, recherche pour développer ses activités en informatique des ingénieurs diplômés de grandes écoles (X, Mines, E.C.P., Télécom...), pour les postes suivants :

ingénieurs informaticiens confirmés

Les candidats auront 3 à 6 ans d'expérience pour intervenir sur des contrats à l'étranger. Ils seront responsables de la mise en œuvre d'un important système informatique de gestion et en assureront la mise en place. (Réf. 10161M)

Adresser votre CV, avec une courte lettre manuscrite, à S. Masson, Sema-Sélection :
92125 MONTROUGE - Centre Metra, 16-18, rue Barbès.

sema selection — Montrouge - Lille, Lyon - Marseille

TRES IMPORTANTE SOCIETE de CONSEIL et SERVICES EN INFORMATIQUE NOUS DIFFUSONS, PAR UN SERVICE DE TEMPS PARTAGE A.P.L., DES APPLICATIONS SOPHISTIQUEES DE GESTION CONVERSATIONNELLE, NOUS RECHERCHONS DES

Jeunes Ingénieurs GRANDES ECOLES

intéressés par l'informatique, ayant si possible 2 à 3 ans d'expérience d'entreprise, pour prendre en charge, en liaison avec les utilisateurs, des projets spécifiques depuis leur conception jusqu'à leur mise en place et à leur suivi. Formation complémentaire assurée.

Lieu de travail : Puteaux.

sélé CEGOS — Adresser lettre man., C.V. détaillé, photo, rémunération souhaitée, sous réf. 73414/M à Mme CLERE, à Sélé-CEGOS, 33 quai Galliéni 92152 SURESNES.

Cadre de vente

Niveau international — Agencement/Décoration

Le groupe SAINT-MAURICE ENTREPRISE, spécialisé dans l'agencement et l'équipement des commerces, des industries et des collectivités, crée un poste de Négociateur de haut niveau.

Basé à Paris, il assurera les contacts avec les architectes, bureaux d'études, décorateurs, administrations tant en France qu'à l'étranger.

Habile négociateur, il a le sens des relations et doit évoluer avec efficacité dans le milieu architectes et décorateurs.
Homme d'action, il devra justifier d'une expérience similaire et être très familier de ce marché.

Déplacements courts : Afrique, Europe, Moyen-Orient.
Il est nécessaire de maîtriser l'anglais et si possible pratiquer une autre langue.
Statut cadre. Rémunération de bon niveau + tous frais.

DOCUMENTATION SUR POSTE AUX CANDIDATS PRESELECTIONNES

FRANCE MARKETING — Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, Salaire actuel et photo (retournée) sous référence 1611 54, rue des Petites Écuries, 75010 PARIS

APPRECIATION PROFESSIONNELLE REMISE AUX CANDIDATS

Importante Société Paris 8è, recherche pour son Service Organisation

UN CADRE ORGANISATEUR 90000 +

formation supérieure type ESSEC + spécialisation organisation administrative ayant plus de trois ans d'expérience d'applications dans sociétés financières et bancaires, capable d'assimiler les procédures spécifiques et de «manager» les réformes proposées.
Sérieuses références en Informatique, comptabilité et contrôle de gestion.
Promotions correspondant à la valeur du cadre recherché.

Adresser c.v. manuscrit, photo et prétentions sous référence 37 M 307 au



69, rue Monceau
75008 PARIS
qui est chargé de présenter les candidats.
Discrétion assurée.



CIT ALCATEL

DEPARTEMENT COMMUTATION
BOULOGNE (92)
recherche

chef de produit péritéléphonie

Il aura pour mission de coordonner les actions des Etudes, du Marketing et de la Production dans la gamme de produits qui lui incombe.

Dans ce cadre, il sera chargé :
- de lancer et de superviser des études de marché afin de déterminer les spécifications des nouveaux produits,
- de recommander les actions à mettre en œuvre pour réaliser et commercialiser ces nouveaux produits,
- de contrôler les différentes étapes de cette réalisation et de cette commercialisation.

Ce poste conviendrait à un cadre ayant si possible une formation téléphonique et ayant acquis au moins 5 ans d'expérience en matière de commercialisation de produits industriels à large diffusion.

Anglais indispensable.

Envoyer curriculum vitae et prétentions, avec une photographie à : CIT ALCATEL Service Recrutement, 10, rue Latécoère, 78140 VELIZY (en précisant impérativement le Numéro 36.688).



ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	49,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES ENCADREES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOIS	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

offres d'emploi

Exporter

Vous avez fait en son temps une bonne école de commerce, depuis vous avez vendu en France, à l'étranger. L'exportation surtout vous plaît : ouvrir de nouveaux marchés, négocier avec les agents des pays de langue anglaise, espagnole.... Vous appréciez l'autonomie que l'on y trouve. Oui, vous aurez toute liberté pour organiser vos déplacements et vos contacts.

Les produits que vous aurez à promouvoir sont destinés à la décoration de la maison : revêtement de sols. Ils ne sont pas les plus connus, la concurrence est vive, mais n'aimez-vous pas aussi la difficulté ?

Un détail : nous sommes filiale d'un groupe industriel qui se porte bien. Un autre : vous habiterez Paris.

Les consultants du cabinet de recrutement SIRCA nous présenteront le 15 Décembre les candidats qu'ils auront estimé susceptibles de progresser dans notre société. Ils la connaissent bien. Ecrivez leur sous référence 77151 M.



Sirca
64, rue La Boétie 75008 Paris

---

spécialiste en financement des entreprises

110.000 +

Société financière de création récente, spécialisée en «CAUTIONS DE MARCHÉ», nous proposons à ce spécialiste d'assister notre Directeur dans l'élaboration et la gestion des contrats et en particulier dans l'analyse de solvabilité d'entreprises du secteur BATIMENT ou TRAVAUX PUBLICS. De formation Technique (Ingénieur TP) ou financière, il sera acquis une bonne expérience de financement des entreprises dans une banque, un établissement financier ou une grande entreprise Bâtiment ou TP. Une bonne connaissance des contrats internationaux d'engineering ou de Travaux Publics sera appréciée.
Anglais indispensable.
Ecrire sous référence A/3354 à M.

bernard julhiet psycom
93, avenue Charles de Gaulle 92200 Neuilly

sporar

ETPM

LEADER EUROPÉEN DE L'OFFSHORE PÉTROLIER
C.A. 1976 : 1,5 milliard F.F.
Fort taux de croissance
Oscar à l'exportation

recherche pour sa Direction Technique

JEUNE INGÉNIEUR
Arts et Métiers
(ou équivalent)

- Basé au siège, cet ingénieur prendra en charge des études de procédures et de matériels pour travaux sous marins sur pipeline.
- En outre, il assurera les contacts avec les clients et les fournisseurs.
- Une expérience d'au moins deux ans (Engineering ou chantier) acquise dans les TP Maritimes, pipeline à terre ou chantier de constructions métalliques est requise.
- La pratique courante de l'anglais est indispensable.
- Fréquents déplacements à l'Etranger.

Adresser C.V., photo et prétentions s/réf. 5617 à P.LICHAU S.A. BP 220 - 75063 PARIS cédex 02 qui transmettra

---

IMPORTANTE SOCIETE DE FABRICAT. DE MATERIEL DE TELECOMMUNICATIONS BANLIEUE OUEST recherche pour son SERVICE COMMERCIAL

UN INGÉNIEUR

qui sera plus spécialement chargé de la commercialisation de son matériel.

Anglais obligatoire.
Autres langues supplémentaires souhaitées.
Ecole d'électronique SUDRIA.

Adr. C.V. et prét. à n° 37.050, CONTESSE PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra, PARIS (1er).

COMPAGNIE D'ASSURANCE ETRANGERE cherche pour sa DIRECTION de PARIS

CADRE COMPTABLE DE GESTION

Département comptabilité et gestion financière

NOUS DEMANDONS :
— Une formation de gestionnaire, type Ecole de comm., appuyée sur le DECS comptable ou un niveau équivalent.
— De bonnes connaissances de la langue anglaise écrite et parlée.
— Une expérience de quelques années dans une compagnie d'assurances, un cabinet d'Audit ou le Service Assurances risques industriels d'une très importante société.

NOUS OFFRONS :
— Un poste très évolutif dans le cadre d'une équipe bien structurée.
— La possibilité d'une formation très approfondie dans le domaine des assurances.

Ecr. avec C.V. à Mlle d'Ornant, FIDAL-PARIS, 2 bis, rue de Villiers, 92309 LEVALLOIS.

Société d'ASSURANCES recherche

RÉDACTEURS

BAC ou premier cycle droit ou économie.
Possibilité d'avenir pour candidats de valeur.

Envoyer candidature avec C.V. sous référence 3.494, Organisation et Publicité, 2, r. Marengo, 75001 Paris, q.t.

MANERA S.A.
CONSTRUCTEUR PROMOTEUR

recherche pour service Financier

COLLABORATEUR (TRICE) CADRE

pour étude et suivi dossiers opérations immobilières.

Adresser C.V. détaillé, à MANERA S.A. 96, avenue d'Iéna. 75783 Paris Cedex 16

E.C.L.
recrute des

ANALYSTES-PROGRAMM. PROGRAMMEURS

niveau Ingénieur, Maîtrise ou D.U.T. 3 ans d'expérience

1) PL 1 - OS, pratique IMS - DL 1
2) COBOL - OS, méthode Warnier
3) Assembleur, mini ou gros calculateur.

Téléphoner au 259-13-40, ou envoyer C.V. détaillé et prétent., 55, rue Hermel - 75018 PARIS.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ CONSTRUCTIONS (SIEGE PARIS)
recherche pour son Département COMMERCIAL ÉTRANGER

1) RESPONSABLE COMMERCIAL
PROCHE-ORIENT et SUD-EST ASIATIQUE

2) RESPONSABLE COMMERCIAL
PAYS SOCIALISTES (autres que U.R.S.S. et R.D.A.)
PAYS ANGLO-SAXONS, GRÈCE et TURQUIE

— Formation INGENIEUR souhaitée.
— Possédant bonne expérience dans le domaine ventes ensembles immobiliers, grands travaux ou biens d'équipements à l'étranger.
— Connaissance indispensable anglais courant.
— Qualités de dynamisme et de persévérance.
— Fréquents voyages à effectuer.

Adr. C.V. sous le n° 36.186 à CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, Paris-1er, qui transmettra.

Caoutchouc Industriel
Société en expansion
recherche

TECHNICO-COMMERCIAL Haut Niveau

— Connaissances techniques souhaitées.
— Connaissances caoutchouc moulé appréciées. Rémunération fixe + véhicule 504 ou similaire, frais déplacements.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions à PUBLI BOURSE, référ. 674, 7, place de Valois, 75001 PARIS, qui transmettra.

---

anticorrosion

INGENIEUR DEVELOPPEMENT

Le département anticorrosion d'un groupe industriel français fabrique et commercialise des revêtements anticorrosion particulièrement efficaces ainsi que des procédés et des machines d'application.

Les laboratoires de recherche appliquée, de même que certains clients, découvrent constamment de nouvelles utilisations.

L'homme que nous recherchons sera chargé de les promouvoir dans les industries pour lesquelles elles ont été mises au point. Il devra aussi trouver des extrapolations dans d'autres industries, en France et à l'étranger.

Ingénieur (A.M ou équivalent), il a quelques années de vie professionnelle dont 2 au moins dans un service développement de produits techniques.

Il parle correctement l'Anglais.

Pour obtenir informations complémentaires, écrire sous référence 5103 A.M

egor 5, rue Meyerbeer 75009 Paris



PILES MAZDA
Groupe C.G.E.

recherche pour sa direction commerciale (piles électriques grande diffusion) à Levallois un

JEUNE HEC, ESSEC ou SUP de CO

ayant une première expérience commerciale pour lui confier la responsabilité de la

gestion du réseau de vente

Soit environ 130 personnes. Il s'agit de prendre en compte tous les aspects de la fonction : gestion administrative, budgétaire, analyse des écarts, suivi de l'activité des agences régionales et surtout gestion dynamique du réseau.
En outre, ce collaborateur sera chargé de l'élaboration des Tableaux de Bord et des rapports d'activité de la Direction des Ventes. Cette fonction lui permettra ainsi de collaborer aux actions commerciales.
Ce jeune cadre pourra trouver au sein de notre groupe de réelles et intéressantes possibilités d'évolution de carrière.
Réponse et discrétion assurées à sa lettre man., CV, photo, rém. s/réf. B/6353 à Mme Graff.

bernard julhiet psycom
93, avenue Charles de Gaulle 92200 Neuilly

spérar

Important Groupe de Sociétés
(C.A. 1,5 milliard de francs)
recherche
POUR SON DEPARTEMENT INFORMATIQUE
(proche banlieue Nord)

INGENIEUR SYSTEME TELETRAITEMENT

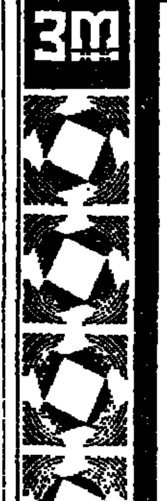
— Niveau DEA / maîtrise
— 1 / 2 ans expérience télétraitement et OS/VS
— Connaissance matériel IBM 155 / 158.
Réf. A.

PROGRAMMEUR

— 1 / 2 ans d'expérience
— Pratique cobol sous OS / VS IBM
— Connaissance matériel IBM 370 / 155 -
Réf. B.

Adresser C.V. détaillé et prétentions en indiquant la référence du poste sous N° 4673 à PARFRANCE P.A. 4, rue Robert Estienne 75008 Paris qui transmettra

---



3M

Département Equipement de bureaux recherche un

CHARGÉ D'ÉTUDES DE MARCHÉ

Fonction :
Lancement de produits nouveaux
Coordination de réseaux de distribution
Analyse de statistiques
Elaboration de budgets prévisionnels

Profil :
Formation commerciale supérieure
ESSEC, SUP de CO, ou EQUIVALENT
Expérience Marketing de 2 à 3 ans
ANGLAIS LU ET PARLE INDISPENSABLE

Adresser C.V., photo et prétentions à M. Colombert, 3M FRANCE, Bd de l'Oise 95000 CERGY, sous réf. 21/C

PA SIP

---

le **gan**
gan assurances

recherche pour son

Important département informatique

(200 personnes, matériel IBM 370, nombreux projets nouveaux)

INGENIEURS GRANDES ECOLES
DIPLOMES 2e CYCLE INFORMATIQUE
confirmés ou éventuellement débutants

POUR LEUR CONFIER DES POSTES D'

ANALYSTES

Ces postes exigent sens des responsabilités et goût des contacts humains.

Envoyer C.V., photo et prétentions à Mme DEGEY, Recrutement Carrières, 2, rue Pillet Will - 75009 PARIS.

SEREG
Schlumberger

DEPARTEMENT COMPTAGE DES LIQUIDES INDUSTRIELS
recherche

UN INGENIEUR ELECTRONICIEN CHEF DE PROJET

pour la réalisation d'ensembles de comptage électronique.

IL EST DEMANDE :
• une solide formation en électronique et une première expérience industrielle, si possible en instrumentation,
• l'anglais courant. L'allemand serait apprécié.

Adresser candidature et prétentions (C.V. et photo) à SEREG SCHLUMBERGER - Boîte Postale 64 92152 SURESNES

Petite sté (banlieue Nord Paris) bien implantée sur marché, cherche
RESPONSABLE FABRICATION MATERIEL ELECTRONIQUE
(Ingénieur ou Technicien)
Poste d'avenir, demandant participation active avec petit effectif.
Déplacements fréquents.
Libre de suite.
Adr. lettre cand. manusc. + C.V. + photo + prétentions. Ecr. n° 8.011 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Maison d'édition cherche Homme jeune ayant
— Une bonne connaissance du marché de l'édition et de la librairie.
— *Une formation marketing de base.*
— Un homme de contact, mais méthodique.
— Age : Envir. 30 ans (ceci n'est pas impératif, l'expérience constituant un atout important).
Il devra dans un premier temps travailler seul avec une secrétaire.
Faire offre av. C.V. et prétent. aux « Editions du Consommateur », 5, parc de la Bérangère, 92210 Saint-Cloud.

Cabinet juridique international Paris, recherche
Collaborateur-Juriste
Docteur en Droit ou Licencié, Langue anglaise obligatoire et ayant expérience professionnelle
Ecr. av. C.V. au n° 8.018 « le Monde » Publicité, 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Hôpital des Diaconesses (Nation) recherche
INFIRMIER (E) SURVEILLANT (E)
Diplôme école de Cadres obligatoire pour service réanimation.

INFIRMIERES D.E.
pour autres services, postes stables. 343-54-33, poste 297.

Expert-Comptable recherche pour PARIS, le NORD, LIMOGES, LYON, ANNECY, NANTES, LE MANS, NANCY, *collaborat.* experts - comptables commissaires inscrits, diplômés grandes écoles commerciales ou expérience approfondie du contrôle, pour exécution missions censoriales.
Position cadre.
Ecr. n° 8.023 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Mairie de CHELLES (Seine-et-Marne), 36.600 hab., 20 km de Paris, train et bus, recrute par voie de mutation commis pour service Etat-Civil.

Le P.-D.G. d'une jeune affaire de promotion immobilière en progression rapide et travaillant à l'exportation (C.A. 1977 : 30 MF, effectif : *15 personnes, siège Paris-17e*) cherche un

JEUNE RESPONSABLE

Comptable et financier

à 30 ans minimum, de formation DECS avec 6 à 7 ans d'expér., de préférence dans l'immobilier, vous vous sentez capable de prendre en charge (seul au départ), la comptabilité (avec le point de chaque programme en cours), les bilans et C.E., la trésorerie, les relations bancaires, le budget (la comptabilité est informatisée).
La rémunération est liée à votre expérience.

Ecrire sous référence 3280 LM, à Mme C. TESSIER

ALEXANDRE TIC S.A.
10, rue Royale, 75008 PARIS

La Ville de NANTERRE
100.000 habitants - recrute :
UNE PUERICULTRICE D.E.
pour crèche familiale
Logem. assuré - à titre onéreux
Adresser candidature et C.V. à M. le Maire de NANTERRE.

Sté Minière et Industrielle

FRANCAISE développant son département construction d'usines de traitement de minerai, recherche un INGENIEUR RESPONSABLE des

Approvisionnements et Sous-Traitances

Le candidat retenu aura une expérience d'environ 10 ans, dans la réalisation d'importants projets industriels et en particulier des consultations, dépouillement d'offres, établissement des plannings et budgets, discussions et rédactions des contrats.

Résidence région parisienne. Anglais souhaité.

Ecrire avec C.V. explicite sous réf. « Dossiers Usines » à

CETACEP
30, AVENUE AMIRAL LEMONNIER 78160 MARLY LE ROI

IMPORTANTE FILIALE INDUSTRIELLE d'un des tout premiers groupes français recherche

JEUNE ADJOINT FUTUR CHEF DE SERVICE COMMERCIAL Produits Industriels

Il sera chargé :
— *de la vente pour le compte des usines*
— *de la coordination de ces ventes*
— *d'une partie de la politique commerciale*

Le candidat sélectionné, de 28 ans min. de formation commerciale supérieure, type H.E.C, E.S.S.E.C, E.S.C.P. ... aura une expérience commerciale de quelques années (vente et gestion), sera disponible pour voyager 50% de son temps, connaître l'anglais et si possible une autre langue.

LIEU DE TRAVAIL : PARIS

Adresser CV manuscrit détaillé, photo et prétentions sous référence 6331 à :

ttp 31, Bd BONNE NOUVELLE 75002 PARIS qui transmettra

Filiale groupe européen en expansion - Matériel de manutention et d'équipements Industriels recherche pour banlieue Sud de Paris

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET COMPTABLE

— Formation supérieure - Age minimum 30 ans
— Expérience organisation comptable et informatique, contrôle de gestion et stock, réglementation fiscale, sociale, juridique, gestion de personnel et rapports bancaires.
— Bilingue français-allemand, impératif.
Rémunération suivant compétences

Env. lettre man. motivée, C.V., photo au « Monde » en précisant bien la référ. n° 8.034, 5, rue des Italiens. — 75427 PARIS Cedex 09, qui transmettra.

هكذا من الأصل

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	49,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	La m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOIS	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

offres d'emploi

CAP SOGETI SYSTEMES

RECHERCHE POUR EMBAUCHE IMMEDIATE

— **3 ANALYSTES - PROGRAMMEURS** COBOL, profil IUT, un an de pratique.
— **1 ANALYSTE - PROGRAMMEUR** PL/1, expérimenté.
— **2 ANALYSTES - PROGRAMMEURS** Assembleur, IBM 370/OS (2 ans de pratique).
— **1 ANALYSTE PROGRAMMEUR** GMAP très expérimenté.
— **4 JEUNES INGÉNIEURS** connaiss. la programmation des terminaux.
— **1 INGÉNIEUR** spécialiste du télétraitement (Stratège ou TDS apprécié).

Ecrire avec C.V. et photo sous référ. 482 à : Francis Behr - CAP-SOGETI SYSTEMES 5, rue des Morillons, 75738 PARIS CEDEX 15.

SOCIETE JURIDIQUE ET FISCALE DE FRANCE recherche

1) CONSEIL JURIDIQUE EN DROIT DES SOCIÉTÉS

— Formation universitaire, droit civil, droit commercial.
— Bonne connaissance de la fiscalité des sociétés et de la comptabilité.
Préférence à candidat ayant quelques années d'expérience professionnelle.

2) ANALYSTE FINANCIER

— Formation Grande Ecole, Ecole de Commerce.
— Bonne formation gestion financière, connaissance générale en droit des sociétés.
Préférence à candidat ayant une expérience comportant des responsabilités réelles.

3) UN EXPERT en ÉVALUATION IMMOBILIÈRE

— Formation Grande Ecole ou Université.
— Expérience professionnelle souhaitée.
— Formation complémentaire possible.

Grande liberté d'action. Contacts directs avec clientèle de commerçants et d'industriels. Travail en équipe avec spécialistes de diverses disciplines du conseil d'entreprise.

Envoyer C.V. manuscrit à S.J.F.F. - Direction de Paris, 2 bis, rue de Villiers, 92309 LEVALLOIS.

DIRECTEUR DIVISION PURGEUR

Paris - Thermodynamique

Notre commettant, une société spécialisée dans la fabrication et la distribution de biens d'équipements, recherche *un ingénieur thermodynamicien* de grande valeur afin de lui confier la direction d'une division commercialisant tant *en France qu'à l'étranger,* une gamme très complète de purgeurs de vapeur fabriqués par l'entreprise. *La personne choisie se verra confier,* outre *l'animation d'un réseau commercial,* le *développement,* la recherche et la rationalisation *technique des procédés et produits du secteur et* le contact personnel avec les grands clients (ingénieries, pétroliers, etc.). Le candidat *recherché,* 30 ans au minimum, ingénieur diplômé, doit pouvoir justifier d'une expérience *réussie dans une industrie faisant appel à* l'emploi de la vapeur, ceci associé à une aptitude et un goût certain pour les négociations com*merciales aux niveaux les plus élevés.* Envoyer C.V. et prétentions à *M. Michel Soyer, 6, avenue Marceau, 75008 Paris,* sous la *référ. M 7.112.*

BANQUE DE DÉPOTS PRIVÉS

Proximité SAINT-LAZARE, recherche pour son

Portefeuille Entreprise

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET COMPTABLE GRADE classe III +

30 ans minimum. Le candidat aura la responsabilité du suivi du papier commercial, du papier financier et des engagements par signatures.
Il sera chargé de l'animation d'une petite équipe et sera sous l'autorité d'un cadre *commercial.*

Env. C.V. man. + photo sous réf. 12.000 M., à O.C.B.P., 66, rue de la Ch.-d'Antin - 75009 PARIS.



recherche pour son département informatique équipé d'un ordinateur IBM 370/158 avec télétraitement et base de données.

PROGRAMMEUR

pour travailler sur des *applications de gestion.* —Il doit avoir une formation D.U.T. ou B.T.S. Informatique et peut être débutant ou avoir un an d'expérience.

Adresser CV en indiquant la référence NK 222

MATRA Monsieur KORFAN BP N° 1 - 78140 VELIZY

Notre **DIRECTION CONSTRUCTION** assure la *maîtrise d'œuvre d'importantes réalisations* en matière de stockage d'hydrocarbures, installations *portuaires ou d'aéroports, bâtiments industriels...*

Pour leur confier la responsabilité de la partie électrique, dans les projets que cette Direction prend en charge notre Société, **IMPORTANTE SOCIETE PETROLIERE INTERNATIONALE,** rech.

des INGÉNIEURS Confirmés en électricité - automatisme

Ils devront participer à l'élaboration des projets, à la préparation des appels d'offres, ainsi qu'à l'élaboration des recommandations.
Ils dirigeront l'ingénierie chargée de l'étude, surveilleront les chantiers et assureront le contrôle budgétaire des opérations engagées.
De formation Grande Ecole, les candidats seront âgés de 30 ans au moins, ils pratiqueront obligatoirement l'anglais. *Basés à Paris, ils seront* aptes aux déplacements de courte et longue durée, et envisageront même une expatriation en famille.

Si ces perspect. vous intér., adr. C.V. + photo, à n° 36.579, Contesse P., 20, av. Opéra, 75001 PARIS, qui transmettra.

PUISSANT GROUPE INTERNATIONAL LEADER MONDIAL DANS SON DOMAINE RECHERCHE POUR

UNE DE SES SOCIÉTÉS BANLIEUE SUD PARIS (1.000 PERSONNES) *ETUDES ET RÉALISATION* MATÉRIELS DANS TECHNIQUE DE POINTE

SPÉCIALISTE HAUT NIVEAU MANAGEMENT DE PERSONNEL

- H.E.C., M.B.A., ingénieur grandes écoles ;
- 2 à 3 ans d'expérience dans les systèmes de management du personnel (évaluation des fonctions, formation, recrutement...) acquise dans cabinets conseils renommés ou entreprise performante ;
- connaissance anglais nécessaire.

LARGES PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION ET DE DIVERSIFICATION DE CARRIÈRE AU SEIN *DU GROUPE.*

Ecrire sous référence CN 235 AM.

4, rue Massenet, 75016 Paris discrétion absolue **efap**

ENTREPR. de TRAVAUX PUBLICS de 1er PLAN
recherche pour son **Département International**

Un COMPTABLE PRINCIPAL

Pour l'une de ses agences au MOYEN - ORIENT ou en AFRIQUE ANGLOPHONE
ayant quelques connaissances de la comptabilité anglo-saxonne (anglais parlé et écrit indispensable).

Un COMPTABLE 2e échelon

Pour son siège en BANLIEUE SUD
ayant une bonne connaissance de l'anglais. (Possibilité de missions à l'étranger).

Pour ces 2 postes, il s'agit de comptables confirmés disposant obligatoirement d'une bonne expérience dans le secteur B.T.P.

Envoyer C.V., photo et prétentions N° 37.004 Contesse Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

Financial Director

F.110 000.

Une Société Britannique, membre d'un Groupe International très important, recherche un Directeur Financier pour sa filiale Française. Il sera responsable auprès du Directeur Général de l'ensemble des opérations financières.
Le Groupe prévoit un développement considérable de ses opérations françaises, et le Directeur *Financier devra non seulement* participer à cette expansion dans le domaine financier, mais aussi *apporter son appui au Directeur Général* dans la gestion de la société.
Le candidat devrait avoir l'expérience de la gestion comptable d'une société de fabrication, avec sou*mission de rapports mensuels, préparation de bud*gets annuels, et contrôle de toutes les opérations comptables. Il serait souhaitable qu'il soit déjà familier avec les aspects légaux de la comptabilité d'une petite ou moyenne entreprise.
Enfin le candidat, qui aura 27 ans minimum, devra avoir une certaine connaissance de la langue anglaise, et des systèmes de reporting anglo-saxons.

Adresser CV détaillé s/réf. M 8101 à G.C.FULCONIS, Tour Maine Montparnasse, 33 av. du Maine 75755 Paris cédex 15. Discrétion absolue.

LE MONITEUR DES TRAVAUX PUBLICS ET DU BATIMENT

recherche

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION

confirmé

rédigeant bien, possédant de sérieuses connaissances scientifiques et techniques générales et familiarisé avec les procédés modernes de composition, d'impression et de façonnage.

Ne pas se présenter, mais écrire en indiquant références et prétentions au Moniteur (Mme Pascal) 17, rue d'Uzès 75085 PARIS Cedex 02

CONTROL DATA LEADER MONDIAL DES GROS SYSTÈMES INFORMATIQUES

CONTROL DATA FRANCE recherche pour son Institut privé de formation permanente (Paris 12e)

INFORMATICIENS DE GESTION
souhaitant devenir *animateurs de formation*

Ils seront chargés de la formation de programmeurs débutants et de l'animation de séminaires techniques de haut niveau dans le cadre de la formation continue.

Nous leur demanderons également de développer de nouveaux produits.

Les candidats que nous désirons recruter sont diplômés de l'enseignement supérieur. Ils ont une expérience de 3 à 7 ans en informatique de gestion, télétransmission et bases de données. Ils ont le goût de l'enseignement.

Envoyer C.V. à M. GARY, CONTROL DATA, Tour Gamma A 195, rue de Bercy 75582 PARIS CEDEX 12.

Plein Champs

MERLIN GERIN

recherche pour son département
de réalisations d'ensembles à LEVALLOIS

ACHETEUR

pour négociations, passations et suivi des commandes concernant des matériels et des équipements destinés aux installations industrielles réalisées principalement à l'exportation.

Ce poste conviendrait à ingénieur diplômé Grande Ecole ayant quelques années d'expérience dans la fonction.

La connaissance de l'anglais est nécessaire.

Envoyer C.V. manuscrit à MERLIN GERIN Service du Personnel, BP 142, 92302 NEUILLY-S-S.

STE INTERNATIONALE
Secteur Parachimie
RECRUTE
pour ses *usines* implantées en Région Parisienne

UN INGENIEUR SECURITE CONFIRME

Le candidat devra allier à une *solide expérience* de la fonction, une bonne connaissance de la réglementation et des diverses *techniques relatives à la sécurité* du travail en usine.

Adresser C.V., photo, prétentions à SWEERTS s/réf. 1070 - B.P. 269 75424 Paris Cedex 09 qui transmettra.

AVIS LOCATION DE VOITURES

recherche son

CHEF DES SERVICES COMPTABLES ET FINANCIERS

PLACE SOUS L'AUTORITE DE LA DIRECTION FINANCIERE,
il aura *pour mission de diriger et* d'animer 30 personnes.

Une expérience dans un poste similaire et dans un groupe international souhaitée.
Age 30 ans minimum, connaissance parfaite de l'anglais indispensable.
Ce poste est à pourvoir rapidement.

Env. C.V., photo et niveau de rémunération sous référ. 307, AVIS, 19, rue Albert, 75013 PARIS.

SOCIETE DE TOURISME recherche

EXPERT COMMERCIALISATION

- Formation commerciale ou équivalente.
- Ayant expérience plusieurs années de vente offres touristiques par agence et T.O.

pour lancement département promotion, commercialisation, *France-étranger.* Anglais souhaité.

Prière répondre avec C.V., photo et prétentions sous n° T. 001.206 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur. PARIS-3e.

RÉDACTEUR EN CHEF
IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ÉDITION
recherche

POUR MENSUEL DE JEUNES
UN ASSISTANT NON DÉBUTANT

— Bonnes connaissances anglais-italien.
— Bon rédacteur, ayant sens de l'organisation.
— Libre immédiatement.

Envoyez C.V. sous le n° T 715.402 M à Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur. — 75002 PARIS, qui transm.

ENTREPRISE DE TOUT PREMIER PLAN dans son DOMAINE INDUSTRIEL
recherche pour un de ses départements de **PETITE MÉCANIQUE**

UN INGÉNIEUR-MÉCANICIEN

Ayant déjà eu l'occasion de faire ses preuves dans une fonction d'encadrement en production (*fabrications mécaniques*).

Il sera chargé de la fonction « analyse de la valeur » qu'il assumera en étroite collaboration avec les divers services techniques, les études, la *création, etc...*

Il verra progressivement s'élargir son champ d'activités et pourrait à terme évoluer vers un poste d'encadrement de production de haut niveau.

Lieu de travail : **VAL-DE-MARNE (94)**

Envoyer C.V. man., photo et prétent. à n° 36.762, CONTESSE Publ., 20, av. Opéra, Paris (1er), qui tr.

Importante Entreprise de T.P.
recherche

1) Pour chantier **ILE MAURICE**

INGÉNIEUR

diplômé Gdes Ecoles (A.M., Centrale, ESTP, etc.)
— *5 à 10 ans* de pratique ;
— Expérience travaux maritimes nécessaire ;
— *langue anglaise indispensable et disponible* rapidement.

2) Pour chantiers **FRANCE** ou **ETRANGER**

INGÉNIEURS CONFIRMÉS

Expérience travaux maritimes, battage de palplanche et pieux nécessaire.

3) Pour **BUREAU D'ETUDES TECHNIQUES**

INGÉNIEUR DIPLOMÉ

3 à 5 ans d'expérience
Poste à pourvoir à **PARIS**

Adresser curric. vitae et prétent. ss le n° *3.394* à : PUBLICITES REUNIES 112, bd Voltaire. — 75011 PARIS *qui transmettra.*

Ingénieur technico-commercial

Une importante société produisant des ***ACIERS*** *et* ***ALLIAGES*** **SPÉCIAUX** de haute qualité recherche un **INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL** pour sa clientèle de la région parisienne.

- Age minimum : 30 ans.
- Une formation supérieure (AM, ICAM...) est indispensable et de bonnes connaissances en mécanique et métallurgie seront très appréciées.
- Le candidat devra avoir l'expérience des contacts directs avec la clientèle.

Le salaire de départ sera déterminé en fonction du niveau et du potentiel du candidat.

Le poste présente de réelles perspectives d'avenir.

DOCUMENTATION SUR POSTE AUX CANDIDATS PRESELECTIONNES

FRANCE MARKETING Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, *Salaire actuel et photo (ret.) ss réf. 2111* 54, r. des Petites Écuries, 75010 PARIS

APPRECIATION PROFESSIONNELLE REMISE AUX CANDIDATS

LE DEPARTEMENT INFORMATION D'UN
IMPORTANT ÉTABLISSEMENT FINANCIER
recherche pour ses **PUBLICATIONS** :

RÉDACTEUR ÉCONOMIQUE

Spécialisé dans le domaine monétaire et financier

Dans le cadre d'une équipe de rédaction, il recherchera et proposera des sujets dont il sera ensuite maître d'œuvre.

Expérience journalistique appréciée.

Adr. C.V. manuscrit, photo et prétent. à n° 2.853, COFAP, 40, rue de Chabrol, 75010 PARIS, qui tr.

Importante Société Industrielle cherche

Ingénieur Informaticien

SPECIALISTE TEMPS REEL

Pour applications sur IBM 7 relié à IBM 370
Minimum 3 ans d'expérience
Très bonne connaissance ASM et APG 7
Goût pour travaux techniques
Formation : Supelec, INSA Lyon ...
Lieu de travail : Paris St Lazare

Adresser CV détaillé sous réf 8337 à

utp 31, Bd BONNE NOUVELLE 75002 PARIS qui transmettra

IMPORTANTE SOCIÉTÉ CONSTRUCTIONS
recherche pour son Siège PARIS

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL CHAUDRONNERIE

(BIENS D'ÉQUIPEMENT LOURD)

— origine : école supérieure d'Ingénieur, formation technico-commerciale chaudronnerie (connaissance des codes de construction, des aciers et métaux, des appareils, des *procédures*) ;
— langue anglaise indispensable ;
— acceptant *de voyager* dans le monde entier ;
— introduction appréciée dans les milieux industriels, en *particulier* : Pétrochimie, Chimie, Nucléaire, Energie.

Adr. C.V. détaillé à n° 36.780 CONTESSE Publicité 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS-1er, qui transm.

ANNONCES CLASSÉES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	49,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES ENCADREES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOIS	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

offres d'emploi

DOROTHÉE BIS
recherche urgent
HOMME OU FEMME
Pour diriger son service comptable
- Très grande qualification demandée ;
- Connaissances gestion souhaitées ;
- Situation d'avenir.

Tél. M. Blanckaert, 222-02-90, poste 10.

ORGANISME PUBLIC
recherche
- **UN FISCALISTE**
- **UN FINANCIER**

EXPÉRIMENTÉS
pour études et conseils.
CONDITIONS : deux diplômes d'enseignement supérieur.
Envoyer C.V. man. + photo + prétentions à : REGIE-PRESSE, n° 715.234 M, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

FONDERIE DE PRÉCISION RÉGION PARISIENNE
recherche
MÉTALLURGISTE
minimum 30 ans pour diriger sa section FUSION
Adresser C.V. en précisant appointements souhaités sous N° 18.156 B
Editions BLEU Publicité - 17, rue Lebel, 94300 VINCENNES, qui transmettra.

BANQUE TUNISIENNE
à caractère international
recherche
DIRECTEUR FINANCIER
de nationalité tunisienne
Le poste conviendrait à un expert comptable ou formation similaire avec expérience.
Une expérience bancaire serait très appréciée.
Envoyer C.V. manuscrit et téléphoner pour r.-v., SECOGI - Monsieur DROUDUN, 1, rue Richepance. — 75008 PARIS.

PETITE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE A CARACTÈRE INTERNATIONAL
recherche
ADJOINT AU DIRECTEUR COMMERCIAL
Chargé de l'ADMINISTRATION COMMERCIALE et des ÉTUDES DE MARKETING
Le poste conviendrait à H.E.C., E.S.S.E.C., SUP. de CO. ou équivalent.
Possédant une expérience commerciale de trois ans minimum.
Possédant parfaitement l'anglais et ayant des connaissances d'allemand.
Lieu de travail : PARIS
Adresser curriculum vitae et prétentions au n° 8025 « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens 75427 PARIS-9e, qui transmettra.

SOCIÉTÉ ÉLECTRONIQUE EN PLEINE EXPANSION
recherche
INGÉNIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX
Expérimentés - Dynamiques
Mesure logique et analogique
Promotion rapide assurée pour éléments de valeur
Téléphoner pour rendez-vous au 668-16-59

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'AÉRAULIQUE
Banlieue Ouest de Paris
recherche
UN JEUNE INGÉNIEUR
Pour poste chargé d'affaires en insonorisation industrielle.
Envoyer lettre man. et curr. vitae très complet à : CAMPBELL - B.P. 57 - 75824 PARIS CEDEX 17, qui transmettra.

Ville de Saint-Ouen rech. pr son Centre médical **MANIPULATRICE EN ELECTRO-RADIOLOGIE** Diplômée. - Candidatures avec C.V. au Maire de St-Ouen 93406. Tél. : 606-56-62

Directeur Ets Enseignement supérieur privé (ILE DE LA CITE) - rech. **COLLABORATRICE**
— diplômée enseign. supérieur ;
— bonne dactylographie ;
— contact facile et agréable av. enseignants et étudiants.
43 heures : 10-19 + sam. 10-13. Rémunération : 3.500 F × 13. Et sous 6 mois : 4.000 F × 13 + statut cadre. Tél. : 325-63-30.

I.F.E.R.P. rech. **PROFESSEURS ANGLAIS** expérimentés. Temps partiel. Langue maternelle anglaise. Carte de travail exigée si non ressortissant de la C.E.E. Env. C.V. et photo (ne pas tél.) I.F.E.R.P. Berkeley Building 19 à 29, rue Capitaine-Guynemer, 92081 Paris La Défense Cedex 19.

REVUE INFORMATIQUE rech. COLLABORATEURS rédaction. Tél. 280-61-29 Mme KOWALZYK.

SERVICE D'ETUDES du MINISTERE de l'EQUIPEMENT banlieue sud de Paris
recherche
CADRE
Niveau licence nouveau régime pour études infrastructures de transports collectifs.
Envoyer curriculum vitae et prétentions ss référ. n° 41.486 HAVAS CONTACT, 156, boulev. Haussmann, 75008 PARIS, qui tr.

VILLE DE BOBIGNY recrute :
INFIRMIERS (ES) D.E. (soins et consultations)
ASSISTANT (E) social (e) et familial (e) de secteur et assistante pour 3e âge.
1 PROTHÉSISTE pour prothèses générales.
ASSISTANT D'ÉTUDES en urbanisme (BAC + 2). Candidatures à adresser à M. le Maire.

LABORATOIRE DE METEOROLOGIE DYNAMIQUE C.N.R.S. PALAISEAU recherche
INGÉNIEUR SYSTÈME
pour application traitement d'images sur petit calculateur
Adr. C.V. et prét. à L.M.D. Ecole Polytechnique 91128 PALAISEAU Cedex.

Importante Sté recrute pour banlieue Ouest
2 PROGRAMMEURS
2 ANALYSTES PROGRAMMEURS
COBOL
Tél. pr R.-VS : 285-02-53 ou 878-09-44

Gestion 2000 - Pr déplacem.
INGÉNIEURS Electricité M.T.B.T. Expér. poste E.D.F. distribution.
INGÉNIEUR Responsable d'aff. - Anglais indispens. - Tél. 246-42-01.

SOCIETE (OISE) recherche
RESPONSABLE I.B.M. 32
Niveau DUT
Si possible expérience
Possibilité logement
Envoyer C.V. détaillé manuscrit et prétentions à n° 36.677 CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Souhaite Collaborateur (trice) indépendant. - Formation et promotion assurées. De préfér. études secondaires et voiture. Fleury Immobilier (Ile St-Louis), 5, quai de Bourbon, 75004 PARIS.

GROUPE BANCAIRE recherche pour son AGENCE CENTRALE PARIS-8e
RÉDACTEUR
ayant une expérience pratique de quelques années dans les études de bilans et dossiers de crédit à court et moyen terme.
Ce poste nécessite une bonne connaissance dans les contacts commerciaux.
Adr. C.V., photo et prétentions à : Service du Personnel B.F.C.C. B.P. 391-08 75365 Paris Cedex 08

PROFEL S.A.
CHERCHE
JEUNES VENDEURS TECHNIQUES TRÈS DYNAMIQUES
pour France et Etranger
RÉMUNÉRATION STIMULANTE
Connaiss. langues étrangères appréciée. Résidence : région parisienne ou province.
Adresser C.V. et prétentions à PROFEL S.A., B.P. 165 78004 VERSAILLES

représent. offre

AGENCE HAVAS
recherche
REPRÉSENTANTS (ES)
d'expérience pour support officiel économ. parrainé.
Secteurs d'activité : Régions TOURS et ORLEANS
Commissions importantes.
Ecrire avec C.V. et photo à M. MONNOT HAVAS REGIONS 136, avenue Charles-de-Gaulle, 92522 NEUILLY-sur-SEINE.

FONDEE EN 1954 NOTRE SOCIÉTÉ FABRIQUE ET COMMERCIALISE DES
PRODUITS DE DÉCORATION DE LUXE
Notre expansion nécessite l'engagement immédiat de
4 REPRÉSENTANTS EXCLUSIFS
DONT 2 DAMES pour Paris et Région.
Nous exigeons forte personnalité, totale disponibilité, motivation profonde et excellente présentation pour visite clientèle privée de standing.
Statut V.R.P.
AUCUN PORTE A PORTE
Pour r.-v., veuillez téléphoner ce mardi au 296-24-28.

secrétaires

Secrétaires de direction

IMPTE STÉ CONSTRUCTIONS INDUSTRIALISÉES
recherche pour son Siège Social situé dans le VAL D'YERRES (banlieue Sud-Est)
SECRÉTAIRE DE DIRECTION TRILINGUE
FRANÇAIS - ARABE - ANGLAIS
(quadrilingue apprécié + espagnol)
— Grande disponibilité —
Adr. lettre et C.V. manuscrit, sous numéro 36.942, à Contesse P., 20, av. Opéra, 75040 Paris. Cedex 01, qui transmettra.

SOCIETE DE TELECOMMUNICATIONS recherche
SECRÉTAIRES
NIVEAU B.T.S.
Expérience souhaitée.
1) DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE
— Pratique de la langue allemande ;
— Qualités de disponibilité et d'ordre indispensables.
2) DIRECTION COMMERCIALE
Qualités de contact et de méthode nécessaires.
Lieu de travail : LEVALLOIS. Proche métro, bus.
Adres. C.V. détaillé manuscrit et prétentions à n° 3.479, SPERAR, 12, rue Jean-Jaurès, 92807 PUTEAUX, qui transm.

Secrétaires

CABINET D'ARCHITECTE recherche
SECRÉTAIRE STÉNODACTYLO
CONFIRMEE
Adresser C.V. et prétentions à n° T 1.149 M, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2e.

représent. demande

Vous voulez développer vos :
EXPORTATIONS VERS LES PAYS ARABES
Pour vous y aider je recherche CARTE de REPRESENTATION.
Ecr. n° T 01.241 M, Régie-Pr., 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2e.

propositions diverses

CADRES AYANT UN PEU SERVI...
... Vous qui avez dans les 30, 40 ou 50 ans, on a toujours besoin de vous dans l'Industrie ou les Affaires. Les clients de CHUSID prouvent, constamment, que ce sont là les années de travail les plus riches et les mieux rémunérées de leur carrière. Pour savoir comment les Cadres « ayant un peu servi » ont abordé le tournant de leur vie professionnelle (et personnelle), vous êtes invités à rencontrer l'un de nos Conseils en carrière, sans engagement ni aucuns frais. Téléphonez ou écrivez pour prendre un rendez-vous personnel et confidentiel.
Frederick CHUSID et Co.
FRANCE
Conseils internationaux en évaluation de Cadres et en avancement de Carrières
6, rue de Berri - 75008 PARIS - Tél. : 225-31-80.
35-37, Fitzroy Street, LONDON W 1 P 5 AF
580-78-61
Sociétés affiliées à l'étranger.
Nous ne faisons pas de recrutement.

EDITEUR assure la publication de Revue ayant abonnés. BARRE-DAYEZ 143, rue Amelot - Paris

capitaux ou proposit. com.

Cadre, demandeur empl., 34 a., ESC, Sc. Eco, souh. rencontrer cadres lic. pr rais. écon. pr reprise affaire en difficulté. Ecr. n° 78395 M, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2e)

Sté Multinationale POLLUTION-ENVIRONNEMENT LOISIRS à forte expansion dispose d'une franchise dans la région Rhône-Alpes. Nécessité de prévoir un investissement entre 200 et 250.000 F et d'avoir réelle volonté de conduire une équipe commerciale et technique très dynamique. Ecr. à n° 36.725, Contesse Publ., 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

INGENIEUR BREVETS RECHERCHE ACHAT OU PARTICIPATION ds CABINET **CONSEIL EN BREVETS** DISCRETION ASSUREE. Ecr. n° 1.966, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

cours et leçons

RUSSE Cours Conversation Par pers. russe. - 203-07-52.

MATH. Rattrapage par Professeur expérimenté. Tél. : 278-77-71

Maîtrise en droit privé, étudiant en 3e cycle, donne cours de droit privé à tout intéressé, cadre, étudiants, etc. - Tél. : 504-45-36

Etudiant licence donne cours de FRANÇAIS Téléph. : 325-54-04

travaux à façon

ENTREPRISE ARTISANALE Peinture-Electricité-Plomberie Appts, Bureaux entretien d'usines. Devis gratuit. TELEPH. : 844-54-60

information divers

POUR TROUVER UN EMPLOI
Le CIDEM (Centre d'information sur l'emploi, association sans but lucratif) vous propose GUIDE COMPLET (230 pages)
Extraits du sommaire :
- Les 3 types de C.V. : rédaction, exemples, erreurs à éviter.
- La graphologie et ses pièges.
- 12 méthodes pour trouver l'emploi désiré : avec plans d'action détaillés.
- Réussir entretiens, interviews.
- Les bonnes réponses aux tests.
- Emplois les plus demandés.
- Vos droits, lois et accords.

Pour information, écr. CIDEM, 6, sq. Monsigny, 78-Le Chesnay.

occasions

EN SOLDE moquette et revêtements muraux 1er et 2e choix. 50.000 m² sur stock Tél. : 589-86-75.

ACHETONS PIANOS Daudé, 75, av. Wagram-17e. WAG. 34-17. Vente-Location.

autos-vente

5 à 7 C.V.

Part. vend Coupé DAF, année 1972, très bon état. Px 2.800 F. Tél. : 033-14-56.

PARTICULIER VEND **VW GOLF L** 6 CV, an. 1976, état impeccable. Prix Argus. Téléph. 848-09-65.

8 à 11 C.V.

Coll. Volkswagen vd AUDI 100 GLS 78, 5.500 km., vert colibri, intér. velours vert, garantie 12 m. 41.500 F. T. (23) 96-19-03, p. 282.

+ de 16 C.V.

A vendre Porsche 911 L, 1977, climatisée, V.T., blanche, état impeccable. Tél. (32) 57-11-67.

FERRARI DAYTONA AOUT 70 révision, importateur Bordeaux 80.000 F. Tél. h. bur. 288-05-34

B.M.W. 30 SI, 76, glaces électr., roues en alliage gris métallisé, intér. beige, tissus, 26.000 km réels, mot. neuf de 6 mois, ttes fact. d'entret. jointes, 1re main 52.000 F. T. apr. 20 h. ts les jrs ou w.-e. tte la journée 343-64-80

280 SL, 1975, 36.000 kilomètres état impeccable, crédit possible. Téléph. 876-90-88.

Caravane Digue 530 M, 6 places juin 77, PTCA 1.200 kg, parfait état, jamais roulé. Park. assuré Possib. louer terrain week-end Px 20.000 F. Tél. 657-87-00, p. 56

box-parking

A vendre, ST-CLOUD - BOX av. porte basculante dans résid. Caroline. S'ad. au gard. 771-79-64

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

demandes d'emploi

INDUSTRIEL du Bois ou de la Mécanique, de la Chimie et annexes.
- êtes-vous arrêté par des probl. de fabrication ?
- voulez-vous augmenter votre productivité ?
- aspirez-vous à concevoir et réaliser une machine tout spécialement adaptée à vos besoins ?

JE SUIS PEUT-ETRE VOTRE HOMME :
CHERCHEUR autodidacte instinctif, vocation d'inventeur depuis toujours, exp. industrielle, polyvalent techniquement polyvalent manuellement...
Téléphonez-moi : PYR. 23-56.

INGÉNIEUR DIPLOMÉ + BUSINESS SCHOOL
30 ans
Français - Allemand - Anglais
Excellentes références professionnelles :
INFORMATIQUE DE GESTION - ORGANISATION
CONTROLE DE GESTION - STATISTIQUE et R.O.
ECONOMIE - FINANCE.
recherche
POSTE STABLE A HAUTES RESPONSABILITÉS
Ecrire sous le numéro 8.019 « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS-9e.

DIRECTEUR MOYEN-ORIENT
FILIALE
Groupe international
TOURISME - HOTELLERIE
40 ans, très large expérience, hautes responsabilités.
Recherche pour cause familiale poste basé PARIS même avec fréquents déplacements étranger.
Ecrire n° 1.972 « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens - 75427 PARIS-9e.

DIRECTEUR
RELATIONS HUMAINES ET ADMINISTRATION
41 ans, diplômé études supérieures, anglais courant, 15 ans expérience professionnelle dans firmes françaises et américaines ; en France (10 ans) et à l'étranger (5 ans). Connaissance pratique des techniques de recrutement à tous niveaux, développement de carrière, transferts internationaux, *classification de fonctions, enquêtes de salaires*, relations syndicales, communications, animation de Groupes, interviews, formation, gestion administrative de bureaux, cherche poste similaire (en France de préférence, mais étudierait possibilités à l'étranger) en ligne directe avec Direction Générale.
Ecr. sous le n° 2.665, COFAP, 40, rue de Chabrol, 75010 PARIS, qui transmettra.

CHEF DE SERVICE EXPORT
(BIENS D'ÉQUIPEMENT)
Désire créer ou animer service comparable dans P.M.E. ou groupement professionnel.
Ecrire sous le n° 37.048 à CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1er, qui transmettra.

J. F., 26 a., licences angl.-esp., rech. pour PARIS un poste d' **ASSISTANTE** à un resp. ds les domaines suiv. :
— Relations publiques ;
— Tourisme ou spectacles ;
— Presse ou publicité...
Déplacements possibles. Téléph. au 340-87-31.

COMMERCIAL-REPRÉSENTATION
Jeune cadre polyvalent, 36 ans, 10 ans expérience professionnelle Vente/Relations commerciales/Représentation. Anglais lu, parlé. Recherche poste avec responsabilités, missions France-Etranger. Disponible de suite. Ecrire : M. NAJMAN, 18, rue Charles-Laffitte, 92200 Neuilly. Téléph. : 747-44-72

INGÉNIEUR AÉRONAUTIQUE E.T.A.C.A., 28 ans, ETUDIE TTES PROPOSITIONS, intéressé particulièrement par la mécanique des fluides, les automatismes et la thermique. **FRANCE ou ÉTRANGER** Ecr. M. GUILLOT, 11, r. Rodin, 91380 CHILLY-MAZARIN ou tél. : 934-11-20.

J.H., 24 ans, Maîtrise GESTION + DEA URBANISME (en cours) bilingue anglais, cherche emploi **GESTION URBANISME** Tél. : 647-82-75

ASTROLOGUE
35 ans, expér., ch. poste dans :
— Service du personnel
— Etude des risques
— Analyse du futur.
Ecr. n° 1.962, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris 9e.

INGÉNIEUR D'AFFAIRES Installat. électrique industrielle, 25 a. d'expér. B.E., chantiers et appels d'offre intern., gde expér. normes angl., américaine, allem., trilingue franç.-anglais-allemand, ch. poste France ou étranger. Ecr. n° 01218 M, Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, Paris 2e.

J. Fme, 32 a., lic. russe, angl. courant cherche emploi **TRADUCTRICE INTERPR. RUSSE** technic. 5 ans expérience. Ecr. Mlle Jacquin, 11, av. de Bretteville, 92200 NEUILLY.

DIRECTEUR ADJOINT INGÉNIEUR AFFAIRES
RESPONSABLE B.E.T.
35 PERSONNES EN PAYS ARABES
Recherche situation équivalente, projets sociaux industriels.
MASTER HARVARD + FORMATION FRANÇAISE
Ecr. C/O Mme VOUILLOUX, 25, rue Bosquet, Paris (7e). Interview poss. du 22-11 au 5-12.

INGENIEUR ELECTRONICIEN 33 a., 8 a. exp. indust. circ. et syst. anal. et digit. Lib. de ste. Ec. Fabrizi, 15, r. du P.-Musc-4e.

Psychopédagogue homme cherche poste précepteur. Ecr. n° 1.980 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens. 75427 Paris-9e.

J. H., dég. O. M., Bac F 3, cherche place stable. Ecr. n° 6.605 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Jne fme, 25 a., lic. lettres + étud. cciales + exp. 4 a. dont 2 ans ds formation profession., cherche poste stable. Ecr. Mme Kablan, 5, av. de Stinville, 94220 Charenton.

Journal., secrét. de rédact., 30 a. d'exp. ch. poste ds périod., rev. Ecr. n° 1.956 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

J. F., 28 ans, D.U.T. statistique 3 ans expér. profession. stat. informatique, ch. emploi mi-tps. Ec. n° T 01217 M, Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, Paris-2e.

J. F., 23 a., B.T.S. HOTELIER b. connais. anglais, ch. emploi France ou étranger. Etudiera ttes prop. notamment tourisme. Ec. n° T 01215 M, Régie-Presse 85 bis, r. Réaumur, Paris-2e.

J. Fme, 21 a., maîtrise gestion ch. empl. stable, gest. personnel, gest. financ., gest. cciale. Ecr. Mme ATHEA, Résid. Julia, 94-St-Maurice ou Tél. 893-31-29.

X - ARCHI
3 a. d'expér. en informatique (gestion et graphique), 4 ans ds un cab. d'architecte. Etudie toutes propositions concernant l'architecture et l'urbanisme. Ecr. n° 1.978 « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Etudiante en lettres (débutante télexiste) cherche situation de secrétaire ou assistante. Ecr. n° 6.609 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris.

Secrétaire comptable expérimentée cherche place stable, près gare de Lyon ou banlieue S.-E. Ecr. n° 6.610 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

CADRE COMPTABILITE 58 ans, dynamique et efficace, ENOES, EOST, solide expér. organisation, rech. dans P.M.E. Sud-Ouest poste responsabilités. Ecr. n° 8.010 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

J. F., stagiaire au « Monde », D.U.T. documentaliste, cherche mi-temps le matin. Ecr. n° 6.613 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Secrétaire de Direction Dame quarantaine, parf. connaissance anglais sténo, 2 langues, 18 a. expér., 5 a. pays langue anglaise. Bonnes réf. Bonne présentation. Rech. secrétariat bilingue maîtrise. Libre suite. Ecrire Mme MAB... 26, rue Didot, 75014 PARIS.

H. 29 ans, MAITRISE BIOCHIMIE et 3e cycle chimie appliquée (chimie corps gras), cherche emploi laboratoire, province, Paris. Ecr. Tassel Marc Lann Blan, 29228 Plougasnou.

Secrét. sténo-dactylo tr. expér. 45 a., cherche secrétariat direc. préférence petite entreprise. Ecr. n° 1.968 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

J.F., 20 a., Bac G1, poste secr. sténo-dactylo, 1 an 1/2 d'expér. Ecr. n° 1.967 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

J.F., 40 a., Doct. Sciences Education, bil. esp. Et. ttes propos. Ecr. n° 1.959 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

J. H. Libr. O.M., B.T.S. Publicité, BAC G. 3, ch. empl. ou stage rémunéré agence, annonceur, etc. Ecrire n° 6.6... « le Monde » Pub., 5, rue des Italiens - 75427 PARIS (9e).

Documentaliste Bibliothécaire Anglais, Espagnol, licence Hist. Géo., dactylogr., étudie toutes propositions. Ecr. Yvette Fo... tes, 2 r. J.-M.-Jégo, 75013 Paris.

J. H. Lib. O.M., B.T.S. Publ. B.T.A.G., recherche emploi dans secteur para-agricole (région parisienne). Ecr. : M. Yvon L... MEN, 42, rue Danielle-Casanova, escalier 3, porte 127, 93300 AUBERVILLIERS.

COUPEUR - MODELISTE COUTURE cherche situation. Rolan Technoff. Tél. matin. 824-66-8...

J.F., 30 a., 10 a. expér. secrét. bilingue angl., cherche empl. 4 jours/sem. ou mi-temps. Tél. ph. H. B. 278-52-55 ou 824-84-6...

50 ans, ancien Chef d'agence technico-commercial, 1re force animation représentants, bien introd. auprès architectes et bureaux d'études ; connaiss. fond problème bâtiment matériaux second œuvre, ch. emploi stable, Déplacements acceptés. Ecr. n° 6.898, à P. Lichau S.A. B.P. 220, 75063 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

J.H., 25 a., D.E.C.S. complet Etudes cciales, angl., 1 a. dans impte sté, ch. stage expert compt. ds cabinet Paris ou banlieue S.-O. Ecr. Mizrachi, 9, rue Gauguin — 92160 ANTONY.

J.F., B.S.E.C. licence en droit. Bil. italien. Etud. ttes propos. Ecr. n° 78.394 M Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.H., 24 a., lic. Sc. Eco. + I.A.E., en cours thèse doctorat 3e cycle, bon angl., expér. 8 mois stage chargé d'étude éco. Dég. O.M. le 1-1-78. Etudie ttes proposit. Paris et R.P. Ec. M.B. BILLON, 2, av. Lénine, 92230 Gennevilliers ou tél. le soir 794-27-92.

Homme, 37 ans, licence en droit, 10 ans expérience dans le secteur administratif, recherche emploi. MARTIAL, 60, rue de Cléry - 75002 PARIS.

J.F., double nationalité allem.-fr., dipl. d'interprète anglais licence de biochimie. Etudie ttes propos. interprétariat, traduct., laborat. Ecr. à T 001.230 M Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, PARIS (2e)

J.F. B.T.S., chim. industr. 10 a. trait. eaux, ch. emploi simil. ou assist. ing. secrét. techn. lib. im. Ecr. ALLYN, 17, rue Clozel-9e.

Médecin français, 31 ans, diplo. parasito, parlant angl., persan, ch. poste Moyen-Orient. Expér. Afriq., Iran, Arabie Saoudite. Ecr. à 1.977, « le Monde » P., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

J.F., 17 a. 1/2, habitant Paris, possédant aptitudes dessin, diplôme : 2 ans Art et Publicité, recherche premier emploi. Ecr. à T 858 M REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

J.H., 25 ans, lib. O.M., licence droit, diplôme CIFFOP, cherche poste dans la fonction personnel. Ecrire M. DUGUET chez Mme DAMBREVILLE, 15, rue Bénard, 75014 PARIS.

CADRE BANQUE DE FRANCE 14 ans exp. bancaires, gestion personnelle, crédit, secrétariat, informatique, micrographie, recherche poste dynamique avec respons. dans secteur bancaire ou autres. Int. administration milieu artistique. Ecr. à 78.309 M Régie-Presse 85 bis, rue Réaumur. Paris-2e.

HME, 47 a., cadre administratif et comptable, 15 ans expérience rech. poste responsabil. Prétent. 100.000 F/an. Ecr. à 9.519 P.M.P. 69, rue de Provence, Paris (9e).

INGENIEUR A.M. 33 a. conseil d'entrep., exp. gestion production, organisat., formation entret. matér. T.P. sur chantier, imp., rech. poste responsabilité France ou Etranger. Ecr. à T 01.191 M Régie-Presse 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

CADRE IMMOBILIER 36 a., lic. sc. éco. + I.A.E. expér. montage conduite et gestion d'opérations importantes, expé. gestion sté d'économie mixte ch. poste à responsabilité dans société dynamique. - Ecr. n° T 001.187 M REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.H., 28 a., 3e CYCLE SCIENCES POLITIQ. DOCTORAT en cours ch. collaboration, édition, information, presse, publicité, communication, relations publiques, bureau d'études, consultants. Ecr. à T 01.213 M Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, Paris-2e.

Jeune cadre H. 30 a., 5 a. exp. gestion prévision et analyse marketing ds industrie pharmaceutique, habitué Direction service, cherche poste à haute responsabilité produits grand public. Ecr. à 78.352 M Régie-Presse 85 bis, r. Réaumur, Paris-2e.

J.F., 31 a., expér. comptable rech. collaboration à temps partiel dans cabinet expertise comptable Paris ou région parisienne, de préfér. Ouest. 12 a. expér., 6 ans dans cabin. expertise, 6 ans en entreprise de taille nationale. Ecr. à 78.351 M Régie-Presse 85 bis, r. Réaumur, Paris-2e.

CHEF DE DEPARTEMENT FRANCAIS D'UN CENTRE INTERNATIONAL DE RECHERCHES CULTURELLES en Allemagne, 33 ans, agrégé lettres classiques, chargé de contacts av. l'étranger, de l'organisation et de l'exploitation de travaux inter-disciplinaires ch. poste en France dans recherche, l'édition ou la formation. Ecr. M. CASTILL... 26, rue Brézin, 75014 Paris, ou tél. 541-03-68, le matin.

H., 32 a., préparateur travx. S... sur IRIS 78, prét. 4.500 F p. m. Tél. Régis LEBRUN, 975-...

مكبر من الأصل

	La ligne	La ligne T.C.
FFRES D'EMPLOI	43,00	49,19
EMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMOBILIER	30,00	34,32
UTOMOBILES	30,00	34,32
GENDA	30,00	34,32
ROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

	Le m/m col.	T.C.
ANNONCES ENCADREES	24,00	27,45
OFFRES D'EMPLOIS	5,00	5,72
DEMANDES D'EMPLOIS	20,00	22,88
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

l'immobilier

appartements vente

Paris Rive droite

m. 5 P., entrée, cuis., chff. individuel, tél., exposé sud, 420.000 F. MARDI, de 13 à 18 h., DE BRUXELLES (9e).

rudaine, splendide ate- ste, caractère, 2 ch. + rs, cft. Prix exceptionn. Téléphone : 878-41-65.

H, VUE SUR JARDIN récent, grand stand., soleil, 2/3 P., 105 m2 box. Tél. : 704-78-83, de et de 14 h. à 17 h. 30.

IQUE, 2, rue Gabriel- face square Temple : rdure, bel immeuble de s, 2 bains, cuisine + res de service. Prix : F. Visite mardi, 14 h. 30 0. COURTOIS, 265-49-85.

ENUE VICTOR-HUGO élevé, soleil, BALCON, NGLE, 270 m2, TRES AN, 5 chbr., 2 S. de B., le toil., cuisine, office, domestiques. — Visites mardi de 14 à 18 h.

INCENNES, vue parior., l., salon, entrée, 2 chbr., isine, wc, S. de B., bal- rking, ascenseur. Prix : F. Téléphone : 344-71-97.

TMARTE - CHARME t. à Part., dans petit articulier, double living nbre, cuisine, S. de B., tt cft, caractère, soleil, e, téléphone. — Prix : F. Téléphoner pour R.-V. M. MAIGNIER. au : 255-25-99.

CHE DES NOTAIRES pincourt, 1 Pièce, 10 m2, it possible par C.F.F. 226-94-20, Me Angenieux.

RCHE DES NOTAIRES WAGRAM, 5 P., 146 m2, dit possible par CFF. : 523-35-35, Mme Roche.

RCHE DES NOTAIRES ENUE VICTOR-HUGO èces, 106 m2 + garage. édit possible par CFF. 747-11-02, Mme Germain.

NATION studio, 37 m2 environ, S. confort, tél., immeuble e, 8e étg., ascens., park. 5.000 F. VIDAL, 758-12-40.

UTTES-CHAUMONT 3 METRES DU PARC ict, 2 P., 41 m2 + 10 m2 calme, soleil : 205.000 F, tre, possibilité parking. ONCIAL : 266-32-35.

SIDENTIEL, TRES BEL PARTICULIER, 3 nivx, environ, jardin 80 m2, itures, téléphone. Prix : F. Téléphone 704-88-18.

ROYAL. Dans très bel le P. de T. en rénovation ernier étage, ascenseur, SSE 80 m2, à aménager. F. Téléphone : 292-28-51.

S - 21, RUE DE POITOU s formant vaste studio calme, tout confort : F. URGT. Lundi 13-16 h.

S-CHAUMONT - S/RUE Pièces, cuis., tt cft, asc. nercr. 14-17 h. 233-62-46. E MANIN, au 5e étage.

ECES VICTOR-HUGO Récent, parf. état, asc. 490.000 F. 704-40-27.

Magnifique APPART. 120 m2 rez-de-jardin, ct. neuve. Prix 490.000 F. 57-52-74 - 805-57-41.

rand studio impeccable, kitchenette, salle de confort, 5e étage, ascens., vue splendide. Prix total F. - VIDAL : 758-12-40.

Grand 3 pièces moderne, 105 m2, 5e étage, tt cft, tat, possib. ch. service. L & REYL - 265-90-05.

TTE 4e étage, 165 m2, soleil et calme, 2 sanit. Matin : 578-93-93.

RNANO Coquet 2 pièces, cuis., wc, 40 m2, soleil. 97.000 F. 704-34-77.

NTHIEU - Elégant 3 P., confort, étage élevé, asc. 00 F. - ODE. 73-37.

5e BELLE EPOQUE LLAGE D'AUTEUIL Façade 1900 classée historique.

ATELIERS D'ARTISTE EN DUPLEX ET STUDIOS

ble entièrement rénové. COLLINES GUIMARD, enue de la Frillière, 16e le rue Claude-Lorrain). SOFER, 705-91-00.

UTTES-CHAUMONT du parc, grand studio ATELIER D'ARTISTE 10 m sous plafond. e vitrée, tout confort, F frais de notaire inclus

S/R.-VS : 766-13-14

STUDIO A RÉNOVER mm. chf cent., Tél., sur ce jour et demain de 14 , 6, rue des Marronniers.

PAUL-DOUMER ue, 4 p. + ch. à l'étage, n. gd cft, ascens. service, dans imm., 785 000 F. ARTHUR : 766-01-69.

PLACE DES VOSGES MEUBLE RESTAURE S DE 100 M2 A 235 M2. ace tous les jours, sauf anche, de 14 h. à 18 h. . : 227-91-45 et 755-98-57.

JE MICHEL-CHASLES fique 3 pièces tout con- bel - immeuble bourgeois. 350 000 F. T. : 340-30-02.

AV. MONTAIGNE e appartement de 86 m2. s prix, bon placement. ANJ. 32-50.

E L'AMIRAL-D'ESTAING vend ds HOTEL PART. nding 2 APPTS de 68 m2 in + 1 DUPLEX 130 m2. ntéressant. T. : 734-73-88.

Paris Rive gauche

MONGE - ODE. 95-10. Séjour + chbre 50 m2, ascens. SUR JARDINS.

LUXEMBOURG - ASSAS 65 m2, 3 Pièces, charmes. SOLEIL - ODE. 42-70.

76, RUE VANEAU Immeuble neuf, 1er étage : GRAND 4 PIECES, 110 M2 : belle réception, 43 m2 + 2 chambres sur jardin intérieur, S. de B. et S. d'Eau marbre, nombreux placards. Visite sur R.-V. : 266-36-36.

MARCHE DES NOTAIRES rue Monsieur-le-Prince 5 Pièces, 112 m2. Crédit possible par CFF. Tél. : 555-07-64, Me Mailley.

DIRECT. SUR LUXEMBOURG, bel appt de gde classe., imm. anc., 4e étg., galer. d'entr., sal., S. à M., 2 chbres, 2 bns, 2 wc, 2 chbres de personnel, parking. Mardi 22 novembre, 14 h. 30 à 17 h. 30, au 14, rue Guynemer, EUROPA, Téléphone : 705-24-10.

ASSAS. Elégant appt de 6 Pces, 185 m2, balcons, calme, 3e asc., 2 sanit., gar. Tél. : 742-02-44.

8, SQUARE DU CROISIC (12, bd du Montparnasse) récept. + 2 chbr., 2 bns, 120 m2, tél., calme. Mardi, 14 à 18 h.

PRES CHAMP-DE-MARS, imm. neuf, gd séjour, 2 chbres, balcon, soleil. — Tél. : 705-24-10.

13e, imm. récent, 4 Pces, 95 m2, 2 bains, 6e asc., verdure, park. ALGRAIN : 285-00-59 et 09-54.

MOTTE-PICQUET. Récent, standing, living, chambre, bains, cuisine, dressing, parking. Prix 371.000 F. — REGY : 577-29-29.

CARDINAL-LEMOINE, ét. élevé, imm. 16e S., duplex 55 m2, tout cft. Propr. 325-66-72, 14 à 18 h.

ALESIA RUE CALME IMM. RECENT FAÇADE EN TRAVERTIN 4 PIECES 85 m2 + loggia. STUDIO avec vraie cuisine, chauff. urbain. Poss. CREDIT, barème spécial 1 AN GRATUIT. VISITE SENEZE 65, AV. GENERAL-LECLERC, PARIS 14e - 331-68-80.

RASPAIL SEJOUR + 1 CHAMBRE confort. Bel imm. 235.000 F. PROMOTIC - 325-10-74.

Me LOURMEL - 533-96-65 Bel imm. pierre de taille ravalé 3 P. cuis., salle d'eau, w.-c. 220.000 F. A SAISIR.

GOBELINS SOLEIL VERDURE 6/7 PIECES tt confort, 152 m2, terrasse en duplex 250 m2, 2 boxes, 2 caves. - 331-89-46.

DIRECTEMENT SUR JARDIN LUXEMBOURG TRES BEAU 4 P. 127 m2 + Balcon. Réception sur 2 niveaux, chambres sur jardin intérieur, salle de bains marbre. Tél. : Mme DEMOLIS 266-36-36

DERNIER ETAGE SUR CHAMP DE MARS TROIS FAÇADES APPARTEMENT 120 m2 + TERRASSE 60 m2 Téléph. : 527-36-94 pour visiter.

CAMBRONNE sur rue calme et jardins. Immeuble neuf, grand standing. GRAND 4 PIÈCES 101 m2 + loggia : 650 000 F. VIS. S/R.-VS : 766-25-32

VILLAGE SUISSE Immeuble standing, grand 2 Pièces, tout confort. Prix 400.000 F. Jean FEUILLADE : 566-00-75.

INVALIDES Immeub. super stand., P. de T. 1974, séjour av. balcon-terrasse, 2 chbres, hall d'entrée, cuisine équip., 2 wc, S. de B. marbre, tél., penderies, gar., cave, surf. 100 m2 + 20 m2 balcon. Prix justifié. — Téléphone : 734-93-36.

Région parisienne

L'ORDINATEUR de la MAISON de L'IMMOBILIER sélectionne gratuitement l'aff. que vous recherchez parmi celles de 1000 professionnels F.N.A.I.M. agréés PARIS et 120 KM AUTOUR Consultation sur place ou tél. Par correspondance : questionnaire sur envoi de votre carte de visite. LA MAISON DE L'IMMOBILIER 27 bis, av. de Villiers, 75017 PARIS. 757-62-02.

APPT NEUF SAINT-GRATIEN IMM. 4e et dernier étage. 106 m2 + 16 m2 balc., 2 parkings, cave. 550.000 F T.T.C. — 989-31-74.

NEUILLY - S/rue ST-JAMES REFAIT NEUF Dble liv., 3 ch., 1 serv. 895.000. Ce jour et demain 14 h. à 17 h.

Me Issy. Particul. vend studio 1 entr., 1 cuis. amén., 1 débar., chauff. cent., w.-c., cave, Tél., 29 m2, impec. 85 000 F. 645-18-94.

Vitry-centre, 4 p., 80 m2, 2 balc. S.-O., tt cft, 10e étage, immeuble 1974, facilités de transport. Prix 120 000 F + 100 000 F de foncier en 15 ans. Prendre rendez-vous pour visite : 680-00-22 ap. 20 h.

MARCHE DES NOTAIRES NEUILLY-SUR-SEINE, 1 Pièce, 6 m2. Crédit possible par CFF. Tél. : 236-94-20, Me Angenieux.

SEVRES, récent, prox. forêt : 4 PCES, cuis., tt cft, 256.000 F avec facilités. Tél. : 027-57-40.

MARCHE DES NOTAIRES CHATENAY-MALABRY 3 Pièces, 95 m2 + balcon 25 m2. Crédit possible par CFF. Tel. : 755-97-72, Me Michelez.

MARCHE DES NOTAIRES MONTREUIL, 4 Pièces, 61 m2. Crédit possible par CFF. Tél. : 278-30-60, Me Lauriau.

BOULOGNE (près Mo) 4.000 F le m2. Récent living + 1 chambre, tout confort, calme, verdure. MARTIN, Dr en droit - 742-99-09.

Province

ANTIBES/JUAN-LES-PINS Résid. l'Esterel/Le Cap Rouge. Une situation exceptionnelle près du centre d'Antibes et des plages de Juan-les-Pins. Immeubles de luxe avec jardins intérieurs. Choix de studios, 2, 3, 4 et 5 pièces. Prix début construction fermes et définitifs. Sur place : 78, bd Wilson, 06160 Juan-les-Pins. Pour document. : Réalisations LAMY, 2, av. Georges-Clemenceau, 06000 NICE. TEL. : (93) 88-83-81.

NICE, luxueuse petite résidence « KER PATRICK », 22 appts ds un gd jdin, à 5' de la Promenade des Anglais 2, 3 et 4 p. av. profondes terrasses, pl. sud. Px déb. construct. fermes et déf. Réalisations LAMY, 2, av. G.-Clemenceau 06 Nice (93) 88-83-81.

appartem. achat

L'AGENCE LAGRANGE fondée en 1876 - Tél. : 265-53-94 RECH. POUR CLIENTELE province, étrang., STUDIOS, APPARTEMENTS. Paris, Neuilly.

DISPOSE PAIEMENT COMPT. chez notaire, achète, urgent, 1 à 3 p. Paris, préf. 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 12e - 873-23-55

Jean FEUILLADE, 54, av. de la Motte-Picquet (15e) - 566-00-75 rech., Paris 15e et 7e pour bons clients, Appts toutes surfaces et imm. PAIEMENT COMPTANT.

immeubles

MARCHE DES NOTAIRES Rue Mandar - 13e - Sept niveaux 2 boutiques, 8 appts, 8 chambres. Crédit possible par C.F.F. Tél. : 260-83-97, Me Selaudoux.

SORAIPA, 60, r. des Morillons, Paris-15e, 531-85-56, achète pour elle : imm. libre ou occupé, de bonne présentat. Paris et proche banlieue Sud. Même avec gros travaux. Intermédiaire accepté.

18e, av. CLICHY - Studios et 2 p. tt cft. Bel imm. Calme, soleil. LE PROPRIETAIRE, 531-85-56

15e. Pr investisseur, le vds murs de bout. aménagée en bureaux. Très gros rapport. Bel imm. Le propriétaire : 531-85-56

LA VARENNE - ST-HILAIRE Propr. vd directem. petit imm. compr. 2 commerces + 1 stud. Prix 280.000 F. Tél., M. ALAIN, heures de bureau : 371-78-32, et après 20 heures : 933-86-00.

locaux commerciaux — locaux commerciaux

OFFICE PUBLIC DES H.L.M. DE LA VILLE DE PARIS

LOCAUX COMMERCIAUX

à louer avec appartements dans importants ensembles immobiliers

1) LAHIRE - 27, place Jeanne-d'Arc, PARIS (13e)
2) GAMBETTA VAUGIRARD - 17, bd des Frères-Voisin, PARIS (15e)
3) PLACES DES FÊTES - 18, rue de Crimée, PARIS (19e)
4) REBEVAL - 42, rue Rebeval, PARIS (19e)
5) HAUTS DE BELLEVILLE - 44-72, rue des Rigoles, PARIS (20e)
6) SAINT-BLAISE - 35-39, rue Saint-Blaise, PARIS (20e)

LOCAUX ARTISANAUX, sans appartement

PLACE DES FÊTES - 18, rue de Crimée, PARIS (19e)

BUREAUX, sans appartement

9, rue du Docteur-Potain, PARIS (19e)

S'adresser le LUNDI et le MERCREDI, de 9 à 11 heures - Tél. : 329-12-40 ou écrire à :

l'OFFICE PUBLIC D'H.L.M. DE LA VILLE DE PARIS

49, rue du Cardinal-Lemoine, à PARIS (5e) - Services Locations Commerciales

bureaux — bureaux

BUREAUX PARIS 17e

A louer petit immeuble indépendant 650 m2

Quatre étages sur rez-de-chaussée et sous-sol. Bail 3-6-9 - 400 F du m2

Téléphoner pour visite à M. GUERIN, 293-33-10 (poste 36), de 8 h 30 à 12 heures.

DOMICILIATION. TEL. SECR. TELEX Frais 100 F par mois APEPAL - 228-56-58.

1 à 20 BURX tous quartiers. Locations sans pas-de-porte. AG. MAILLOT - 293-45-55

CHAMPS-ÉLYSÉES Dans imm. neuf, climatisé, gd stdg, locataire princip. sous-loue directement en précaire : BUREAUX NON CLOISONNES, lignes téléphoniques disponibles, possibilité parkings, immeuble 5e étage, sur rue, 92 M2 AVEC GRANDE TERRASSE. SUR RENDEZ-VOUS : 723-78-22.

hôtels-partic.

I.P.I. vend APPARTEMENT et HOTEL PARTICULIER de très grand standing, quartier 7e arrondissement. Renseignements : 306-98-27

Voie privée Neuilly Vue agréable, Hôtel particulier, récept., 6 chbres, jardin, gar., serv. - 577-60-10, matin

Immobilier (information)

Vous cherchez une maison?

nous savons où la trouver

Information Logement 525.25.25

Centre Etoile 49, avenue Kléber, 75116 Paris 525.25.25

Centre Nation 45, cours de Vincennes, 75020 Paris 371.11.74

Centre Maine 210, avenue du Maine, 75014 Paris 539.22.17

Un choix de 40.000 appartements et pavillons neufs à l'achat.

Information Logement, service gratuit créé par la Compagnie Bancaire et auquel la BNP, le Crédit Lyonnais, le Crédit du Nord, la Caisse Centrale des Banques Populaires, la FNPC, la Fédération Parisienne du Bâtiment, la Fédération Nationale des Mutuelles de Fonctionnaires et Agents de l'Etat, la MGEN, la Mutuelle Générale des PTT, l'Association pour la Participation des Employeurs à l'Effort de Construction, apportent leurs concours.

Publicope

LOCATIONS SANS AGENCE OFFICE des LOCATAIRES 18, r. la Michodière, Mo Opéra, 84, r. d'Alésia, Mo Alésia. Frais abonn. 310 F - 266-52-04

pavillons

SAINT-CYR-L'ÉCOLE 20 KM. DE OUEST-PARIS zone pavillonnaire RESIDENT., beau pav. 7 P. + 2 S. de B. + 2 wc, tt cft, 110 m2 × 2 + beau grenier aménag. + sous-sol + dépendances, 700.000 F. 603-70-92.

viagers

Pptaire, réalisez mieux votre viager, indexation, garanties. F. CRUZ 8, rue La Boétie 266-19-00 Estimation gratuite, discrète

NICE 100 mètres mer Dans bel imm. en pierre de t., beau STUDIO tt cft, 38 m2, occupé vendeur. Px 50.000 cpt + 450 mens. 1 tête 75 ans. - Tél. au 742-20-06.

Vendez rapidement en viager Conseil, Expertise, Indexation gratuit. Discrét. Etude LODEL, 35, bd Voltaire - 700-00-99

villégiatures

Recherche locations saison estivale, 78 appartements, villas, chalets. Ecr. no 78348 M. Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2e)

villas

GARE JUVISY 5' à pied gare, bel. VILLA pier. app., hall, séj., sal., dble expos., 5 ch., balc., cuis., bains, w.-c., chff. cl, combles amén., ss-sol, cave, buand., gar. indép., jard. fr. clos murs. 385.000, av. 77.000. AVIS 11, av. P.-Sémard (sortie gare centrale), JUVISY. Téléph. 921-53-55 et 39-40.

Partic. vend direct. très jolie maison, Val d'Herblay, quartier résidentiel, près gare (20' de Saint-Lazare), 6/7 pièces, sur 2 étages, jardin de 630 m2, cave, gar., 650.000 F. Tél. : 997-25-76

CHANTILLY PRES GARE - GRANDE VILLA petit jardin, 7 chbres, garage, pavillon gardien : 580.000 F. Téléphone : 723-38-74.

terrains

ST-GRATIEN - 1.327 m2 près centre, 14 m façade. 330.000 F - 989-31-74

KERJOUANNO Presqu'île de Rhuys (Morbihan) Part. vend TERRAIN à BATIR 704 m2, 100 mètres de la mer. 60.000 F, tous frais compris. Téléph. : 062-81-19

locations non meublées Offre

Paris

AVENUE GEORGE-V luxueux immeuble d'angle 9 fenêtres sur rue, plein soleil, 4 pièces, 110 m2, 5e étage. Loyer 3 400 F mens. + charges. Décoration très raffinée. Reprise élevée justifiée. Particulier : 720 - 39 - 61.

9e square Moncey. Part. à part. loue 4 pièces 100 m2 tt confort, très calme, poss. exercer prof. libérale. Tél. 14-18 h, 236-31-36.

50, AV. FOCH Dans immeuble grand luxe : reste quelques appartements 2 P., park. compris, 3.500 F ; 3 P., 4.200 F ; 4 P., 9.000 F. Sur place, 14 à 18 h., entrée au 128, AVENUE MALAKOFF.

Région parisienne

BECON (près de la gare). Réc. séj. + 2 chbres tt cft, parking, 950 F + charges. Mardi de 14 h. 30 à 15 h. 42, r. Louis-Ulbach, Courbevoie.

91 Brétigny - Par propriétaire villa récente, 4/5 p., tt cft, état nf, gar., tél., parc 4.000 m2, bord Orge. 3.500 F. - 874-37-10.

locations non meublées Demande

Paris

COLLABORATEUR du journal « le Monde » cherche, pour fin 77 début 78, local. appt 4-5 p., tt cft, Paris, maxi. 2 200 F TTC. Téléph. : 585-13-64, de 9 à 12 h.

Région parisienne

Pr société européenne cherche villas, pavillons pour CADRES. Durée 2 à 6 ans. T. : 283-57-02.

locations meublées Offre

Paris

SEMAINE - QUINZAINE OU MOIS - MACSON Loue du STUDIO au 5 PIECES, standing, 43, rue Saint-Charles, 75015 Paris. Téléphone 577-54-04.

maisons de campagne

L'ORDINATEUR de la MAISON de L'IMMOBILIER sélectionne gratuitement l'aff. que vous recherchez parmi celles de 1000 professionnels F.N.A.I.M. agréés PARIS et 120 KM AUTOUR Consultation sur place ou tél. Par correspondance : questionnaire sur envoi de votre carte de visite. LA MAISON DE L'IMMOBILIER 27 bis, av. de Villiers, 75017 PARIS. 757-62-02.

110 KM DE PARIS 15 KM MONTARGIS Ravissante maison de 1974 avec poutres et cheminée, grand séjour avec terrasse, cuisine, 3 chambres, wc, bains, chauffage intégré, garage, terrain boisé 2.200 m2 Absolument impeccable PRIX : 305.000 FRANCS Me voir sur place : 6, rue du Prés-des-Regains - Bois de Romaison - CHAILLY-EN-GATINAIS - Tél. : (38) 30-16-72

chalets

QUEYRAS - Part. vd Chalet en cours reconstruct. 18.000 F. Piathey, 22 bis, rue Pétrarque (16e)

manoirs

120 KM SUD - MANOIR XVIIe et XIXe - 10 p., annexes, 20 ha, rivière, étang, piscine. MICHEL et REYL 6, r. Greffulhe - 265-90-05

propriétés

5 KM SENS Cause départ MAISON RUSTIQUE living, 2 chambres, s.d.b., W.-C., cuisine aménagée, gar. 2 voit., buanderie, grenier aménageable, cave voûtée, chauff. centr., tél., + 2 ch. amis. Sur terr. 4 000 m2 clos en dur, arbr. fr., barbecue. Px : 550.000 F. Agences s'abst. Tél. : 65-30-09.

HAUTE - PROVENCE A LURS (04) 12 ha, BASTIDE 7 pces, site calme. 600.000 F. T. : 460-04-84.

100 km NORD-OUEST - Prox. forêt - Jolie ferme, colombages, réception 100 m2, 5 chbres, 2 bains, dépendances. Beau JARDIN 4.500 m2, ARBR. LARGIER ANJ. 02-49 ANJ. 18-83

LE CHESNAY. Maison moderne, gde réception, tt conft, terrasse, jardin anglais - 033-30-99

Vous avez une demeure, un château, une propriété à vendre

8 KM SENS Cause départ MAISON RUSTIQUE living, 2 chambres, s.d.b., salle d'eau, 2 W.-C., cuis. aménagée, garage, cellier voûté, grenier aménageable, chauff. centr., tél., barbecue. Sur terr. de 1 800 m2 clos, arbr. fruit. Px : 450.000 F. Agences s'abstenir. Tél. : 88-83-41.

PÉRIGORD GENTILHOMMIÈRE XVIIIe Authentique, bâtiments en L, avec tour, toiture à la Mansart, tr. b. vue, dépend., + de 3 ha, ombrages, source, à restaurer. Prix 350.000 F. Dossier complet avec plans et photos sur dem. PROPINTER S.A., B.P. 33, 24103 Bergerac - (53) 57-53-73.

fermettes

140 km Sud Paris. Magnifique CORPS DE FERME 200 m2 au sol, 4 pces, s. d'eau, wc, 2 granges atten., beau grenier aménag. s/terras., 5.000 m2. 250.000 F. CAB. BOUVRET, 27, av. GAMBETTA, JOIGNY. T. (86) 62-19-44 ou (86) 62-16-73.

les annonces classées du **Monde** sont reçues par téléphone **du lundi au vendredi de 9 heures à 12 h. 30 – de 13 h. 30 à 18 heures au 296-15-01**

Une annonce communiquée avant 15 heures peut paraître dès le lendemain.

régions

EN ILE-DE-FRANCE

Vivre dans les villes nouvelles

AGORA, MIROIR D'ÉVRY

De l'autoroute, on ne soupçonne presque rien. Cette géométrie pyramidale et rose posée sur les champs n'a même plus les attraits de l'insolite. Et qui pourrait encore se soucier du vieil Evry qu'elle a effacé ? Il se cache de plus en plus là-bas, vers la Seine, avec son église d'Ile-de-France, ce qui lui reste de places en plein vent et toutes ses nostalgies de petit bourg.

A ville nouvelle habitants nouveaux et finis les régionalismes. Cet Evry-là sort du même moule que la Villeneuve de Grenoble, le nouveau centre de la Part-Dieu de Lyon ou le quartier de la Bourse refait de Marseille. Cela ne l'empêche pas d'avoir été « rêvé » par ses promoteurs, et d'un rêve poursuivi comme une espérance à ne pas laisser fuir.

En 1965, on savait déjà, et de trop, que se perdaient partout les fleurs, les arbres, les forêts et même les rivières. Après eux couraient les urbanistes. Le rêve, c'était la cascade dans le centre commercial où la réalité n'a pu installer qu'une chute miniature sur et sous plexiglas dans l'autre miniature d'une jungle en vasque. Le rêve, c'était la lumière athénienne, mais, faute du marbre de Paros, l'Agora devient un carrefour de brique et de béton que n'éclaire ni ne chauffe le soleil, mais seulement l'électricité.

Cela empêche-t-il un art de vivre ? Regarder vivre l'Agora d'Evry, c'est regarder vivre Evry et le découvrir. On pousse la balle, et sans tristesse, aux trois tables de ping-pong qui, à toute heure, ont leurs joueurs et leurs spectateurs. La proximité des bureaux de l'Agence nationale pour l'emploi, pas plus que celle de ceux qui, hélas, s'y pressent, n'altère l'ardeur des coups droits. Il n'y a peut-être pas foule à la librairie, mais on entre à la bibliothèque comme chez soi, c'est-à-dire avec beaucoup de naturel. La crèche, la garderie, la piscine, le centre médico-pédagogique, sont autant de témoins et de baromètres sûrs d'une vie quotidienne qui prend le temps de la halte. Un samedi soir, un dimanche, c'est autre chose, parce que ce n'est plus seulement Evry la neuve qui « tient » l'Agora. L'Essonne s'y donne un peu rendez-vous. Alors Evry reçoit, assez fière d'elle.

Les yeux de la tête

C'était prévu, voulu même. Dès le berceau on donnait à la cité future un jouet d'adulte. Il convenait tout de suite de montrer qu'elle n'avait besoin d'aucun parrain, pas plus de Corbeil, que de Ris-Orangis. Evry, nouvelle Athènes ! Et un cœur gros comme ça !

En langage d'aujourd'hui, cela s'appelle un « centre intégré ». Il mêle le privé et le public, le marchand et l'artiste, l'athlète et le philosophe. Le cinéma jouxte, ou presque, le dispensaire, la boîte de nuit prolonge le débat d'idées.

Evry la neuve tient à son Agora qui pourtant lui coûte les yeux de la tête. On est guère plus de trente mille habitants pour payer la note d'un équipement conçu pour cinq cent mille. On a beau être jeune — vingt à trente ans pour la plupart, — un déficit de 8 500 000 F alourdit les charges.

C'est égal, un public est né, prêt à défendre son Agora. Il faut voir comment, lorsqu'on en demande le chemin, la prunelle s'allume. C'est peut-être que nulle part ailleurs que sur cette « Grand-Place », comme les soirs de cirque ou de basket aux « Arènes », de concert ou de débat au « Studio », de ballet ou de récital à l' « Hexagone », on se sent autant « Evryens », ne voulant être ni de Paris, qui n'est pourtant qu'à 25 kilomètres, ni de cette province tenue pour tout aussi lointaine.

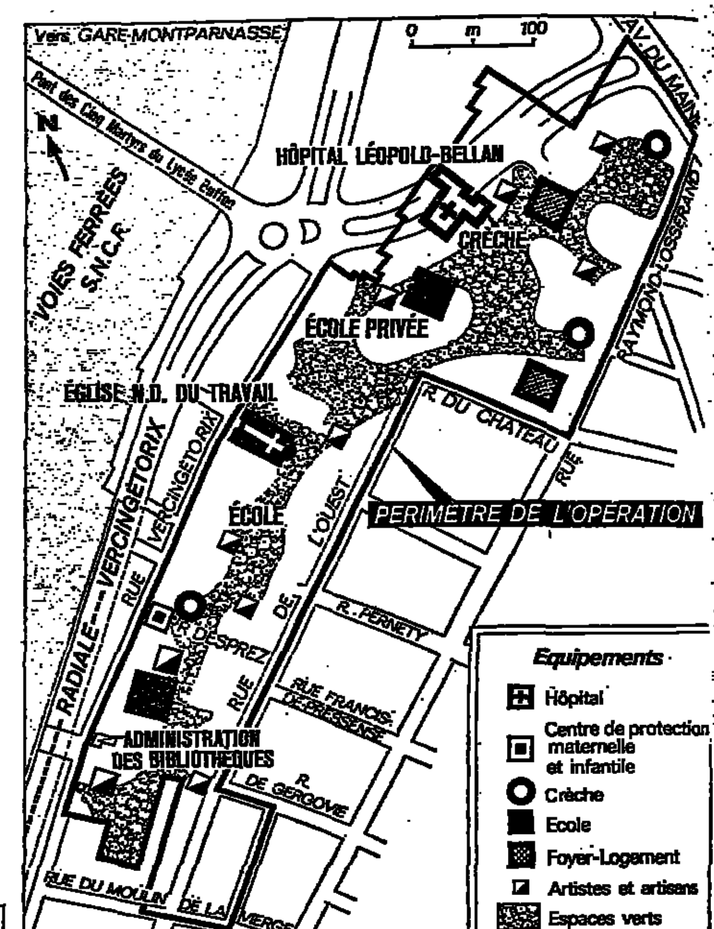
Dans ces moments-là, même avec la cascade sous plexiglas, même avec le souci de 40 000 mètres carrés de bureaux encore vides, même avec pour les travaux et les jours l'horizon SNECMA et I.B.M., il peut encore passer sur l'Agora, version Evry, un frémissement de suave humanité.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

Entre la porte de Vanves et la gare Montparnasse

Plus de radiale Vercingétorix, un peu plus d'air pour le quartier Guillemino

L'abandon du projet de construction de la radiale Vercingétorix par le maire de Paris, l'hostilité des associations locales à la rénovation engagée, les nouvelles règles de l'urbanisme parisien qui condamnent les immeubles trop élevés, ont conduit la municipalité de la capitale à remettre en cause l'aménagement du quartier Guilleminot dans le quatorzième arrondissement.



Ce quartier traditionnellement populaire, classé insalubre depuis trente ans, est aujourd'hui devenu un véritable chantier ponctué de grands carrés d'immeubles neufs à l'ombre de la tour Montparnasse, derrière la porte de Vanves. Le 29 juin 1973, le Conseil de Paris approuve le projet de création de la zone d'aménagement concerté (ZAC) « Guilleminot » ; le 25 février 1974, un arrêté du ministre de l'équipement confirme la délibération ; le 22 mars 1974, enfin, une convention signée entre la Ville et la Société d'économie mixte pour la rénovation du quartier Plaisance (SEMIREP) confie à cette dernière la responsabilité de la rénovation des îlots situés à l'intérieur de la ZAC.

Le plan d'aménagement prévoit la construction de 4 040 logements neufs, dont 2 000 H.L.M., 740 I.L.N., 300 logements primés et 1 000 logements non aidés. Les immeubles seront de hauteur variable, les plus élevés ne devant pas dépasser 50 mètres. Les équipements publics et sociaux comprennent notamment : une école maternelle, trois crèches, deux foyers, des haltes-garderies et 13 000 mètres carrés réservés aux commerces. Sont aussi prévus la création de 20 000 mètres carrés d'espaces verts (soit 20 % de la surface de la ZAC) et la reconstruction de l'hôpital Léopold-Bellan.

Dès le début, l'opération est contestée par plusieurs associations, qui critiquent d'un même mouvement et le projet de construction de la radiale Vercingétorix et les immeubles du quartier Guilleminot à construire le long de la voie. Les expulsions sont très mal acceptées. Les bulldozers bouleversent en quelques mois le quartier. LA SEMIREP assurait au début de l'année 1975 que tous ceux qui le désiraient étaient relogés sur place. « Vivre dans le XIV[e] » répliquait : *« Un véritable droit au logement, ce n'est pas seulement la possibilité d'habiter dans un appartement confortable, c'est aussi pouvoir être dans un quartier qui soit vivable et que l'on a contribué à créer. »*

Moins haut

Le 21 juin 1977, le nouveau maire de Paris décide de renoncer au projet de la radiale Vercingétorix. Contrecoup inévitable : le projet de rénovation du quartier Guilleminot doit être revu. *Ce sont ces nouveaux* plans qui, ce lundi, sont présentés au Conseil de Paris.

La voirie d'abord. Les rues du Château et Raymond-Losserand ne seront pas élargies. Une voie de 14 mètres de largeur réunira la place ronde à créer au sud de la rue du Commandant-Mouchotte à l'avenue du Maine. Le logement, ensuite. Vingt-trois immeubles, soit 400 logements, seront conservés ou réhabilités. Au total, du fait de la réduction des hauteurs et de la conservation de ces 23 immeubles, 3 300 logements neufs seront construits au lieu des 4 040 initialement prévus. La répartition des logements neufs sera la suivante : 1930 H.L.M., 350 I.L.N., 600 logements primés et 420 logements libres. Selon la mairie de Paris, la réduction proposée a essentiellement porté sur les logements libres, qui passent de 860 à 420. Les hauteurs des constructions nouvelles s'échelonneront de quatre à dix étages, les moins élevées se situant au centre de l'opération et en bordure des rues de l'Ouest, du Château et Raymond-Losserand. Seuls quelques immeubles situés le long de la rue Vercingétorix dépasseront dix étages « *afin*, dit-on, *d'assurer une transition avec la hauteur des constructions voisines des opérations Plaisance et Vandamme* ».

Les commerces, enfin, seront maintenus rue de l'Ouest, Raymond-Losserand et du Château grâce à la conservation des immeubles existants et à la présence de surfaces commerciales dans les constructions neuves.

Au centre, d'une extrémité à l'autre de l'opération, se développera sur 3,5 hectares un espace vert public.

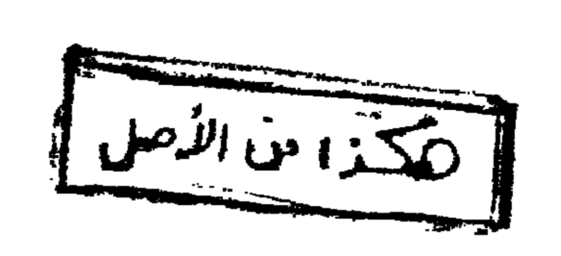
Pour ce qui concerne les équipements publics, la mairie précise que les seules modifications au projet concernent l'hôpital Léopold-Bellan et l'école privée de la rue Crocce-Spinelli. Ces deux équipements, qui devaient être reconstruits, seront conservés dans leur état actuel.

Quelques millions de plus

Le bilan financier est évidemment plus lourd. Le déficit prévu est nettement plus élevé : 52,4 millions de francs au lieu de 16,1 millions. « *C'est le prix que doit payer la Ville pour la renonciation à un certain nombre de logements non aidés qui contribuaient à l'équilibre de l'opération* », a déclaré M. Chirac.

Tout le monde n'est pas d'accord avec le nouveau projet. L'Atelier populaire d'urbanisme du quatorzième vient ainsi de déclarer : « *Ce nouveau projet ne correspond pas du tout à ce que nous attendions. On nous annonce vingt-trois immeubles conservés ou réhabilités. Nous en avons compté dans le quartier cent deux en très bon état et cent soixante-dix-huit où seule une légère réhabilitation serait nécessaire.* » L'association ajoute : « *C'est un projet désuet, dépassé, qui propose notamment de raser des ensembles qui ont une valeur artistique comme au 4 et au 6 de la rue Raymond-Losserand et rue Lebouis.* » Toujours le débat entre les partisans de la table rase et ceux qui souhaitent que, lorsqu'on le peut, on ne renonce pas dans les quartiers anciens à préserver les immeubles en bon état.

JEAN PERRIN.



Le Monde

économie

La crise des transports maritimes et l'avenir des compagnies aériennes européennes

A PROPOS DE...

LA VENTE DU «FRANCE» ET DU «RENAISSANCE»

Navires au rabais

La crise des transports maritimes s'accentue. Il ne se passe pas de semaine sans que l'on apprenne des faillites chez les plus grands noms de l'armement norvégien, grec, suédois, japonais. La France, jusqu'à maintenant, a réussi à échapper à ces secousses mais la situation est loin d'être rose. Les ventes récentes des paquebots « France » et « Renaissance » sont une illustration de cette crise. Au premier semestre de 1977, vingt-sept navires sont sortis de la flotte française (dont un livré à la ferraille) quand le nombre des entrées n'atteignait que seize.

Les courtiers s'inquiètent de la *détérioration croissante du niveau des frets maritimes* et de *la « baisse catastrophique »* des prix des navires sur le marché mondial de l'occasion et sur le *marché de la démolition*, très déprimé lui aussi.

La dernière note de conjoncture établie par la société de courtage maritime et d'études Socomet-Auvray *souligne que* cette détérioration s'est accentuée très sensiblement depuis un an.

● *Le marché des cargos de ligne.* — Il est très étroit et les *transactions concernant des navires* de plus de vingt ans d'âge s'effectuent à un prix légèrement supérieur à celui de la démolition. Les navires modernes trouvent *difficilement* preneur ou alors à des prix nettement orientés à la baisse depuis le ralentissement *des achats effectués par* la République populaire de Chine.

● *Les navires transporteurs de marchandises en vrac.* — Un très grand nombre de navires sont proposés à la vente, et les prix s'infléchissent de nouveau *à la baisse*. Seuls des acheteurs chinois et coréens manifestent de l'intérêt pour des navires *récents et bien équipés.*

Des bateaux de 50 000 tonnes construits en 1967-1968 sont *aujourd'hui vendus en-dessous* de 3 millions de dollars alors que des navires similaires *atteignaient environ* 10 *millions* de dollars en juillet 1975.

● *Les pétroliers.* — La plupart des transactions ayant abouti récemment émanent d'acheteurs *qui sont assurés de pouvoir* utiliser leurs navires grâce à un contrat d'affrètement précis pour deux ans ou trois ans.

Les grandes compagnies américaines *qui ont acheté des nombreux* navires en 1976 et 1977 semblent maintenant vouloir stabiliser leur flotte et vendre leurs unités les plus anciennes. A titre indicatif, Texaco cherche à disposer de six pétroliers à turbines de taille moyenne et Sven Salen, *un armement suédois*, est prêt à vendre deux pétroliers de 250 000 tonnes et quatre de 350 000 tonnes de construction récente.

● *Le marché de la démolition.* — Les démolisseurs pakistanais ont acheté de nombreux cargos de la Peninsular and Oriental, un grand armateur britannique, à un prix oscillant entre *90 et 95 dollars* par tonne de métal.

Les licences d'importation à Taiwan *sont encore difficilement* accordées et les prix pratiqués pour des pétroliers à turbines varient *entre* 90 et 95 dollars la tonne, contre 106 dollars en juillet dernier. Des démolisseurs espagnols recherchent des pétroliers à turbines et paieraient, pour *une livraison au chantier*, environ 58 à 60 dollars la tonne.

En définitive, deux marchés *sont encore relativement actifs* : celui des navires dits « Ro-Ro » (qui embarquent directement des *camions et des remorques* et qui sont nombreux en Méditerranée et au Proche-Orient) et celui des navires réfrigérés. — F. Gr.

LE PLAN DE DÉVELOPPEMENT DE M. MARCHAIS PROPOSE LA CRÉATION DE ONZE MILLE EMPLOIS

M. Georges Marchais, secrétaire du parti communiste, a présenté, samedi 19 novembre, à Saint-Nazaire, les propositions du P.C. pour le développement de la marine marchande et de la construction navale.

M. Marchais a rappelé que les échanges maritimes de la France représentaient 6 % des échanges mondiaux, et sa flotte seulement 3 %, soulignant qu'un quart des échanges maritimes nationaux étaient assurés par la flotte française. « *Les conséquences de cette politique sont catastrophiques.* »

« *Pour assurer l'indépendance politique, commerciale et monétaire de la France* », a dit M. Marchais, il faut « *tabler sur un taux de croissance annuel des échanges maritimes de 9 % avec la mise en œuvre du programme commun* », sur la construction d'une flotte conforme aux besoins, « *qui permettrait de renouveler de près d'un quart la flotte existante* », enfin, sur l'augmentation de l'emploi.

Les propositions du parti communiste permettraient, selon M. Georges Marchais, *la création* de onze mille postes de travail dans la marine marchande. M. Marchais a enfin précisé qu'« *un gouvernement d'union de la gauche, comprenant des ministres communistes, aiderait les pays en voie de développement à acquérir une flotte marchande indépendante, notamment en participant à la construction de leurs navires* ».

● *La S.N.C.F. en Chine.* — Une délégation de la S.N.C.F., conduite par M. Jean Dupuy, directeur général adjoint, séjourne à Pékin pour une mission officielle de deux semaines. Les responsables chinois seraient notamment intéressés par les questions d'augmentation de la capacité du réseau (matériel, signalisation, guidage, trains à grande vitesse) et par l'expérience de la S.N.C.F. en matière de gestion, en particulier d'*informatisation de la gestion ferroviaire*. La France a déjà vendu du matériel ferroviaire à *la* Chine. La société Alsthom lui a notamment fourni dans le passé quatre-vingt-dix locomotives Diesel, ainsi que des locomotives électriques.

AU TERME D'UNE BATAILLE DE VINGT-DEUX MOIS

Concorde enfin à New York

Concorde doit commencer, mardi 22 novembre, de desservir New-York au départ *de Londres et de Paris* à raison d'un vol quotidien sous les couleurs d'Air France et d'un service bi-hebdomadaire sous le pavillon de British Airways. Le Port de New-York, qui s'opposait depuis le 4 février 1976 à la décision du gouvernement fédéral américain d'autoriser l'avion *supersonique à fréquenter* les pistes de Kennedy Airport, s'est finalement incliné, le 17 octobre dernier, au terme d'une longue bataille *de procédure, devant* le jugement de la Cour suprême des Etats-Unis.

Les vols d'essais qui ont précédé *la mise en service commerciale* ont montré que Concorde respectait au décollage les normes de bruit — 112 décibels — en vigueur à Kennedy Airport. Le Port de New-York a *renoncé à publier une réglementation* plus sévère — et discriminatoire — qui eût encore retardé *l'atterrissage* de l'appareil franco-britannique sur les bords de l'Hudson. Toutefois, les autorités aéroportuaires préparent de nouveaux textes qui imposeront à tout avion de respecter, *à compter du 1er janvier* 1985, la limite de 108 décibels.

Air France exploite déjà Concorde *sur trois lignes : Paris-Rio-de-Janeiro* depuis le 21 janvier 1976, Paris-Caracas depuis le 9 avril 1976 et Paris-Washington depuis le 24 mai 1976. Elle a déjà transporté quelque soixante-quatre *mille passagers* ; le coefficient global d'occupation de ses appareils a été de 57,3 %. Les *deux tiers de sa clientèle supersonique* voyagent pour des motifs professionnels ; 48 % sont des cadres supérieurs. L'objectif de la compagnie nationale est maintenant de desservir Tokyo, mais pour le moment l'Union soviétique refuse le droit de passage à ses avions, et *le Japon, le droit d'atterrissage.*

La faible densité de ce réseau supersonique empêche Air France d'atteindre le *seuil* de rentabilité, qui s'établit à deux mille sept cent cinquante heures de vol par an et par appareil, avec un coefficient moyen de remplissage de 65 %. La *desserte quotidienne de New-York* devrait permettre de porter la « cadence de travail » des quatre Concorde de la compagnie nationale de *mille* cent à mille six cents heures. Pour les *années 1976-1977, le déficit d'exploitation* supersonique s'élèvera donc à environ 520 millions de francs, couvert à hauteur de 475 millions par des subventions de l'Etat.

De son côté, British Airways, qui possède cinq Concorde, *exploite une* liaison Londres-Washington. Elle s'apprête, le 9 décembre prochain, à prolonger sa ligne Londres-Bahrein vers Singapour en coopération avec *Singapore Airlines. Au-delà, elle* souhaiterait atteindre Melbourne, mais la compagnie australienne Quantas, hésite à lui prêter main forte, jugeant trop aléatoire la rentabilité *de cette opération.*

Malgré l'ouverture de New-York pour la desserte de laquelle Concorde avait été *conçu, il est désormais* acquis que la chaîne de production se limitera à seize exemplaires. Si l'on met à part les deux prototypes, cinq appareils *cherchent acquéreurs*. Vente ou location ? Aucun client — *même Iran Air*, — n'a pour l'instant fait d'offre claire.

Au départ, les calculs de rentabilité de la construction de Concorde avaient été faits sur la base d'une série de trois cent cinquante avions. *Au début de 1973, un peu plus de* soixante-dix options avaient été prises par des compagnies aériennes, américaines notamment. Pour des raisons essentiellement liées au coût *d'exploitation de l'appareil supersonique*, en particulier à sa consommation en carburant, elles y ont toutes renoncé.

En définitive, de 1962 à 1977, le total des crédits ouverts pour la *construction de l'avion supersonique* au budget de l'Etat aura été de 8 500 millions de francs, soit, au prix de 1977, *une dépense* de 14 milliards. Si souhaitable soit-il, l'atterrissage de Concorde à New-York ne transformera pas cet échec industriel en succès.

JACQUES DE BARRIN.

Les difficultés de la Sabena

Après la publication d'un article sur « La mauvaise santé de la Sabena », *paru dans* le Monde *du 2 novembre, M. Yvan G. Goossens, directeur des relations publiques de la compagnie belge, nous a adressé la lettre suivante :*

... M. Gaston Dieu, notre directeur *général*, n'a *jamais* déclaré que le départ de mille huit cents à deux *mille* personnes supprimerait d'un seul coup le déficit de la société. Nous ignorons où votre correspondant a puisé cette information, qui est d'autant moins plausible quand on connaît la politique suivie par la Sabena en matière de personnel et qui met au contraire l'accent sur le *maintien de l'emploi...*

Des réductions de personnel ont *été malgré tout réalisées*, mais uniquement par l'application d'une politique de non-remplacement des agents quittant la société, par l'introduction de la pré-retraite volontaire et grâce au recours systématique, dans certains secteurs, à du personnel temporaire ou saisonnier.

De la sorte, le personnel de la Sabena a *diminué* de 868 unités de 1970 à 1976, en passant de 10 625 à 9 757 personnes. Notons au passage qu'en 1976 le coût moyen d'un employé de la Sabena a été de 800 000 francs belges et non de 1 million, comme précisé dans votre article.

Autres points contestables, les affirmations selon lesquelles « pour un francophone, la Sabena doit aussi employer un Flamand » et « la compagnie a été obligée d'engager de nombreux Flamands dont elle n'avait aucun besoin ». La réduction de notre personnel *de 868 unités, déjà évoquée plus* haut, prouve clairement le manque de *sérieux* de cette information.

Si votre correspondant estime que le projet de fusion avec la K.L.M. et Luxair paraît politiquement exclu pour des raisons linguistiques, les spécialistes du transport aérien qui, *nous n'en* doutons pas, sont nombreux à lire *votre* journal, n'auront pas manqué d'être surpris de cette conclusion *simpliste*, car ils savent la complexité que comporte la réalisation éventuelle d'un tel projet dont les implications d'ordre économique et juridique, par exemple, sont à considérer en priorité... »

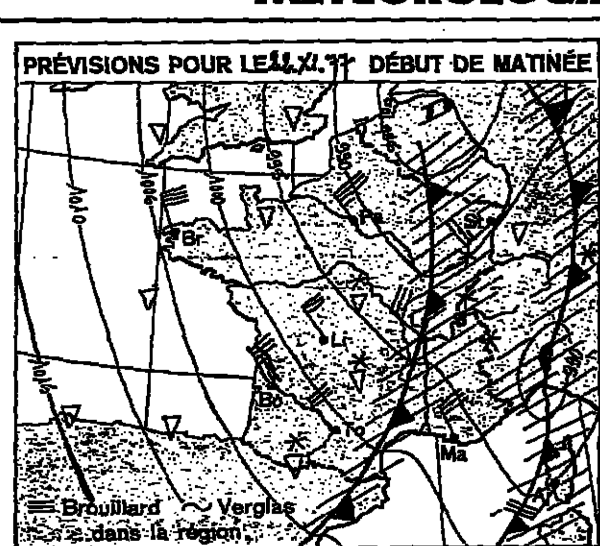
● *L'Airbus entre New-York et Miami.* — Avec trois semaines d'avance sur son programme, la compagnie américaine Eastern Airlines vient de mettre en service l'Airbus *A 300 entre* New-York et Miami. Elle doit exploiter *en location quatre appareils* de ce genre avant de décider de leur acquisition. — *(A.F.P.)*

● *Un général pour El Al.* — Le gouvernement israélien vient d'approuver la nomination du général de réserve Mordechai Hod au poste de directeur général de la compagnie El Al, en remplacement de M. Mordechai Ben Ari. Le général Hod avait commandé les forces de l'air d'Israël d'avril 1966 à mai 1973.

AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 21.NOV.77 A 0 h G.M.T.



Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ ¾ de mm)
Zone de pluie ou neige — averses — orages — Sens de la marche des fronts
Front chaud — Front froid — Front occlus

Evolution probable du temps en France entre le lundi 21 novembre à 0 heure et le mardi 22 novembre à 24 heures :

La profonde dépression centrée sur la Normandie, accompagnée de vents forts, se déplacera vers l'Allemagne, et la perturbation pluvio-neigeuse qui l'accompagne gagnera l'Europe centrale. Le flux froid et instable qui circule sur la face occidentale de ces basses pressions pénétrera sur la France.

Mardi, la zone pluvio-neigeuse, liée à la perturbation précitée, affectera encore le matin les régions *du Nord-Est et de l'Est*, puis s'éloignera vers l'est, mais dans la journée les nuages resteront abondants sur l'ensemble du relief (versants nord et ouest), avec des chutes de neige à plus basse altitude, souvent sous *forme* d'averses. Sur le reste de la France, le temps sera plus variable avec averses de pluie, de neige ou de grésil, qui seront séparées par des éclaircies passagères.

En général, les vents seront assez forts à forts, même dans *les régions* de l'intérieur. Ils s'orienteront entre nord-ouest et nord, atteignant par moment la tempête sur les côtes de la Manche et de l'Atlantique. *Le* mistral et la tramontane s'établiront dans le Midi.

Les températures marqueront une baisse assez sensible.

Lundi 21 novembre, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris-Le Bourget, de 983,6 millibars, soit 737,8 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 20 novembre ; le second, le minimum de la nuit du 20 au 21) : Ajaccio, 14 et 5 degrés ; Biarritz, *13 et 7* ; *Bordeaux, 12 et 6* ; Brest, 9 et 2 ; Caen, 8 et 3 ; Cherbourg, 7 et 1 ; *Clermont-Ferrand, 10* et 5 ; Dijon, 6 et 6 ; Grenoble, 12 et 7 ; Lille, 7 et 0 ; Lyon, 9 et 6 ; Marseille, 13 et 9 ; Nancy, 5 et 3 ; Nantes, 7 et 3 ; Nice, 13 et 5 ; Paris-Le Bourget, 7 et 6 ; Pau, 8 et 4 ; *Perpignan, 13 et 5* ; Rennes, 9 et 2 ; Strasbourg, 7 et 1 ; Tours, *6 et 3* ; Toulouse, *8 et 5*.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 20 et 14 degrés ; Amsterdam, 6 et 1 ; Athènes, 19 et 13 ; Berlin, 7 et 1 ; Bonn, 7 et 4 ; Bruxelles, 7 et 2 ; îles Canaries, 26 et 17 ; Copenhague, 7 et 4 ; *Genève, 7 et 3* ; Lisbonne, 18 et 12 ; Londres, 9 et 3 ; Madrid, 7 et 7 ; Moscou, 2 et 1 ; New-York, 10 et 4 ; Palma-de-Majorque, 16 et 15 ; Rome, 14 et 2 ; Stockholm, 0 et 0 ; Téhéran, 16 et 6.

Journal officiel

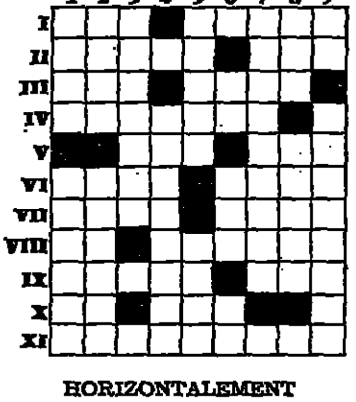
Est publié au *Journal officiel* du *20 novembre 1977.*

UN DECRET

● Instituant une indemnité de sujétions particulières en faveur du personnel administratif des services extérieurs de l'adminis*tration pénitentiaire* et arrêté du 9 novembre 1977 fixant le taux de cette indemnité.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1925



HORIZONTALEMENT

I. Livre de chevet de Gaudissart ; Largement suffisante pour mettre le feu aux poudres. — II. Fait le gros dos ; Grossissent en courant. — III. D'un auxiliaire ; Utilisas. — IV. On peut dire que les petites filles en avaient plein le dos. — V. Borde un pâté ; Pas flottant. — VI. Permet de manipuler des *sommes* importantes ; Rend mécontent. — VII. Se montrer indomptable ; Séduites. — VIII. Titres ; Localement élargis. — IX. Ses enfants restent fidèles au croissant ; Orientation. — X. Le mot pour rire ; Orientation. — XI. Retarde de peu une chute présumée définitive.

VERTICALEMENT

1. Vous tombe froidement sur le dos ; Ne garde pas. — 2. Tache sur un tissu ; Roulait. — 3. Etoile sans éclat. — 4. Adoucirai. — 5. Flot descendant ; Se montre désagréable. — 6. Pronom ; Prénom ; Sur les cartes d'un prélat. — 7. Qu'on aurait envie d'envoyer au bain. — 8. Réformateur ; Abîmées. — 9. Suit un titre ; Expriment.

Solution du problème n° 1924

Horizontalement

I. Mars ; Porc. — II. Avion ; Néo. — III. Retient. — IV. Inerte ; El. — V. Etoile. — VI. Criée ; Rau. — VII. Ste. — VIII. Isée ; Unir. — IX. Noémi ; Ere. — X. Gisent. — XI. Se ; Toubib.

Verticalement

1. Mari ; Coings. — 2. Avenir ; Soie. — 3. Rite ; Idées. — 4. Soirée ; *Emet.* — 5. *Nettes* ; Ino. — 6. Néo ; Tu ; Tu. — 7. Ont ; Irène. — 8. Ré ; *Ela* ; Iral. — 9. Couleuvre.

GUY BROUTY.

Visites, conférences

MARDI 22 NOVEMBRE

VISITES GUIDEES ET PROMENADES. — 14 h. 30, devant l'église, Mme *Allaz* : « L'église Saint-Germain-l'Auxerrois et la cour Carrée du *Louvre* ».

15 h., 12, rue Daru, Mme Oswald : « *L'église orthodoxe* Alexandre-Newsky ».

15 h., 42, rue de Sèvres, Mme Pennec : « Fondation de l'Hospice des incurables sous Louis XIII ».

15 h., 17, quai d'Anjou, Mme Vermeersch : « Hôtel de Lauzun » (Caisse nationale des monuments historiques).

15 h., sur le parvis de l'église Saint-Julien-le-Pauvre : « De la prison de l'église Saint-Julien-le-Pauvre aux celliers souterrains du collège des Bernardins » (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

14 h. 45, cour Carrée, entrée rue de Rivoli : « La cour Carrée du Louvre et la Saint-Barthélemy » (M. de La Roche).

14 h. 30, 16, rue Vivienne : « Exposition et atelier de tapisseries d'Aubusson et des Flandres » (Paris et *son histoire*).

10 h. 30, 21, rue Saint-Louis-en-l'Ile : « *L'île Saint-Louis* » (Mme Rouch-Gain).

CONFERENCES. — 13 h. et 20 h. 30, 13, rue de la Tour-des-Dames : « Etats *de conscience supérieurs et* méditation transcendantale » (entrée libre).

19 h. 30, 26, rue Bergère, Swami Shraddhananda *Giri* : « Le mantra dans la tradition hindoue » (*L'Homme et la Connaissance*).

18 h. 30, 9 bis, avenue d'Iéna : « Etrangetés de l'Inde du Nord et du Sud » (Autour du monde), projections.

20 h., librairie L'Harmattan, 16, rue des Quatre-Vents, MM. Francis Bebey, Maryse Condé, Paul Dakeyo, Dominique M'Foulou, C. Wautier : « La vie quotidienne en Afrique *noire* à travers la littérature africaine d'expression française ».

Circulation

● *La bretelle de sortie* vers l'avenue de la Porte-de-La Villette du boulevard périphérique extérieur de Paris sera fermée à la circulation du 21 novembre au 2 décembre pour la réalisation d'importants travaux.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.	115 F	210 F	305 F	400 F
TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE	205 F	390 F	575 F	760 F
ETRANGER (par messageries)				
I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS - SUISSE	143 F	265 F	388 F	510 F
II — TUNISIE	189 F	340 F	500 F	668 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux *semaines ou plus*) : *nos abonnés* sont invités à formuler leur *demande* une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

SOCIAL

LES FORCES DE L'ORDRE AYANT ÉVACUÉ LES LOCAUX

Le travail a repris à l'usine Montefibre de Saint-Nabord

De notre correspondant

Epinal. — A la suite de la décision de la direction, vendredi 18 novembre, d'arrêter l'ensemble des installations à l'usine Montefibre-France de Saint-Nabord (*le Monde* daté 20-21 novembre), la situation qu'on pensait explosive s'est brusquement détendue, dimanche 20 novembre. Les C.R.S. ont quitté l'usine en fin de journée. Peu après, l'intersyndicale (C.G.T., C.F.D.T., C.G.C.) a suspendu la grève déclenchée, le mercredi 16, lors de l'arrivée des forces de l'ordre.

Le travail a repris ce lundi *avec l'ensemble des salariés*, les deux cent quatre-vingt-trois personnes dont le licenciement a été accepté par l'inspection du travail effectuant à l'usine leur préavis de deux mois, qui s'achèvera le 1er décembre. La reprise de l'activité s'effectue cependant avec quelques difficultés, en raison de problèmes techniques non réglés.

La remise en route des installations s'échelonnera sur deux mois environ. Dans les tout prochains jours le polypropylène et la centrale thermique fonctionneront *normalement* : la première colonne de polymérisation (nylon textile) dans trois semaines environ, après le nettoyage ; les deux autres colonnes un mois plus tard.

Est-ce à dire que l'arrêt des colonnes de polymérisation et de la centrale retarde de quelque six semaines le redémarrage de l'usine ? Les syndicats répondent par l'affirmative. M. Formet, leur porte-parole, explique : « *Présents dans l'usine, nous n'aurions pas permis cet arrêt. La direction qui le savait, prétextant l'entrave à la liberté du travail, a obtenu, grâce à la complicité des pouvoirs publics, le concours des C.R.S. Dès lors, nous quittions les ateliers... Et la direction était libre de mettre en route son plan. La preuve : quand plus aucune machine n'a fonctionné, alors qu'aucun élément nouveau n'était intervenu, les C.R.S. s'en allaient...* » La direction conteste cette analyse : « *L'arrêt des installations*, affirme-t-elle, *a été décidé uniquement pour des impératifs de sécurité. Du fait de la grève, nous ne disposions plus d'équipe de sécurité.* »

Désormais, pour l'intersyndicale, la lutte pour le redémarrage de l'ensemble des installations avec la totalité du personnel se poursuit « *à l'intérieur de l'entreprise, et selon des formes originales et ponctuelles* », précise M. Ferry, secrétaire général de l'Union départementale C.G.T.

Car la plupart des «Montefibre» ne croient pas à la fiabilité du plan de la direction. Un dirigeant italien de Montefibre aurait déclaré récemment à Paris, au cours d'une réunion privée des producteurs européens de fibre textile synthétique et artificielle : « *C'est le gouvernement français qui nous a obligés à maintenir l'usine de Saint-Nabord en marche jusqu'en mars 1978, pour ne pas le gêner avant les élections législatives ; mais, après, quoi qu'il arrive, nous fermerons l'usine.* »

La direction vosgienne dément ces propos. Dimanche, alors que le personnel, massé sur le parking public autour des braseros, applaudissait au départ des C.R.S., M. Cusey, directeur du personnel, a déclaré : « *Si nous avions l'intention de fermer, nous le ferions aujourd'hui, alors que tout est arrêté. Vous voyez qu'il n'en est rien. Notre but est de travailler rapidement, selon un horaire hebdomadaire de quarante heures, et de réembaucher.* »

Les espoirs de solution industrielle restent bien minces. Le rachat de l'usine par C.d.F.-Chimie, proposé par la C.G.T. et le P.C.F., est rejeté à la fois par les pouvoirs publics et par Montefibre, qui entend rester maître de l'usine de Saint-Nabord. L'arrivée d'un partenaire n'est toutefois pas exclue : M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, président du conseil régional de Lorraine, a visité, dimanche 20 novembre, l'usine, en compagnie de M. Brenner, un industriel autrichien intéressé par la production de nylon-cord.

YVON COLIN.

PLUSIEURS MILLIERS DE TRAVAILLEURS ÉTRANGERS MANIFESTENT A PARIS

Plusieurs milliers de travailleurs immigrés, répondant à l'appel du comité de coordination des foyers SONACOTRA en grève, ont défilé samedi 19 novembre à Paris, de 14 heures à 16 h. 30, entre Barbès et Ménilmontant, accompagnés de militants de la Ligue communiste révolutionnaire (trotskistes), du parti communiste révolutionnaire marxiste-léniniste (maoïstes) et d'autres formations d'extrême gauche. Les manifestants, pour la plupart originaires du Maghreb ou de l'Afrique noire, entendaient protester, une fois de plus, contre les *hausses de loyer dans les foyers-hôtels* de la Société nationale de construction de logements pour les travailleurs (SONACOTRA), mais aussi et surtout contre les récentes mesures gouvernementales sur l'immigration. Les partis de gauche et les organisations syndicales traditionnelles n'ont pas pris part à cette manifestation (« le Monde » daté 20-21 novembre). Sur les calicots rouges ou verts on pouvait lire : « Non aux mesures racistes de Stoléru », « Français, immigrés, une seule classe ouvrière ».

Rarement, cependant, défilé aura *été plus calme. Le cœur n'y était* pas, peut-être à cause de l'absence trop visible des organisations de défense des immigrés, peu soucieuses, semble-t-il, de cautionner cette forme de protestation dans la période actuelle. Et c'est une foule triste et digne, long cortège transi de froid, qui se dispersa sans incident au carrefour de Ménilmontant. — J. B.

● *Grève à Air France.* — Les syndicats de navigants d'Air France vont déposer un préavis de grève de quarante-huit heures, pour les dimanche 27 et lundi 28 novembre prochains. Cet arrêt de travail, qui concernera tous les vols de la compagnie nationale, au départ ou à l'arrivée d'un aéroport parisien, a été décidé, indiquent-ils dans un communiqué, *« à la suite de l'insuffisance des négociations salariales de 1977 qui auraient pu permettre le respect des principes du contrat collectif, dans le cadre de l'application de la loi de finances »*.

LA C.S.L.-ex-C.F.T. SE PRONONCE POUR LA « COGESTION A LA FRANÇAISE »

« *Le syndicalisme indépendant s'est débarrassé de ses vieux démons de ses compromissions* », a déclaré M. Auguste Blanc, à la fin du congrès extraordinaire de l'ex-C.F.T., qui s'est déroulé à Marseille du 18 au 20 novembre. Après avoir modifié le sigle de l'organisation, qui, abandonnant le titre de Confédération française du travail (C.F.T.), s'intitule désormais Confédération des syndicats libres (C.S.L.), et réélu M. Blanc au poste de secrétaire général (*le Monde* daté 20-21 novembre), les congressistes ont adopté un manifeste sur le libéralisme, la participation et la cogestion.

Dans la motion de synthèse, qui insiste sur la défense de « *tous les intérêts professionnels dans le respect des libertés fondamentales* », la C.S.L. affirme « *la nécessité de créer d'urgence des conditions d'indépendance nationale en matière de production énergétique* (et) *réclame aux pouvoirs publics la mise en pratique des décisions assurant le plein emploi de la main-d'œuvre* ».

« *La C.S.L. va s'efforcer maintenant de créer des syndicats dans toutes les entreprises* », a déclaré son secrétaire général, qui a renouvelé, dimanche 20 novembre, ses *critiques contre* les autres centrales ouvrières et les hommes politiques. M. Blanc s'est notamment prononcé contre « les actions ouvrières professionnelles », sections que le R.P.R. cherche à implanter dans les entreprises.

Les travailleurs élus aux conseils de gestion des entreprises nationalisées devront abandonner leurs fonctions syndicales

déclarent les cadres C.G.T.

L'entreprise, sa gestion, les rapports humains en son sein, étaient cette année le thème des « *Trente-six heures d'options* », débat organisé par l'U.G.I.C.T. (Union générale des ingénieurs, cadres et techniciens C.G.T.) les 18 et 19 novembre à Paris-Bagnolet.

A quelques mois d'élections dont les résultats peuvent apporter de profondes réformes dans les rapports sociaux, ces discussions ont montré l'intérêt que porte le personnel d'encadrement aux conditions nouvelles dans lesquelles il pourrait être amené à exercer ses responsabilités. Beaucoup de cadres s'interrogent sur les modalités pratiques d'une éventuelle « *démocratisation de l'entreprise à tous les niveaux* », et dans leurs interventions *ils ont souvent* fait référence aux expériences des pays socialistes non sans les critiquer. M. Jean-Louis Moynot, secrétaire de la C.G.T., devait observer à ce sujet : « *Certains dénient toute valeur au mode de production socialiste. L'expérience montre qu'on n'est pas encore parvenu à une période de stabilisation, compte tenu des conditions historiques et parfois de déviations sérieuses. C'est encore le mode de production capitaliste qui est dominant.* »

Autre thème important, les responsabilités des travailleurs dans les conseils de gestion ou d'administration des entreprises nationalisées. Pour l'U.G.I.C.T., les représentants des salariés seront élus sur des listes syndicales, mais dès leur *élection ils abandonneront leurs responsabilités* dans le syndicat. « *Il est indispensable qu'il n'y ait pas la moindre confusion entre les activités de gestion et les activités de l'organisation syndicale* », devait commenter M. Moynot.

L'entreprise a dit encore M. Moynot, c'est pour beaucoup l'endroit *où l'on va travailler pour gagner* sa vie. C'est cela qu'il faut changer. Il n'y a pas de démocratie dans l'entreprise si on ne s'attaque pas à l'actuelle division du travail, ce qui implique la révision des rapports entre production et consommation, celles des conditions de travail, de sa durée, du temps passé en transports, etc.

La C.G.T., a conclu M. Moynot, a fait preuve de son efficacité dans les luttes sociales passées ; il faut maintenant que, confrontée à des problèmes nouveaux, elle montre sa capacité d'appréhender la réalité nouvelle et de la transformer.

« Les attributs du pouvoir patronal »

M. André Jaéglé, secrétaire de l'U.G.I.C.T., dans ses conclusions, a notamment souligné l'importance de l'information et de la formation (technique et générale) des salariés et du rôle des cadres dans ce domaine. « *Nous avons à répondre à l'ensemble des aspirations de tous les travailleurs. Les cadres actuellement n'ont pas de pouvoir. Mais, dans leurs fonctions, il exercent un certain nombre d'attributs du pouvoir patronal, alors que le personnel d'exécution en a été totalement tenu à l'écart (...). La promotion de l'encadrement ne se fera pas seulement en fonction des critères techniques, mais aussi de l'aptitude des cadres à favoriser l'épanouissement d'une vie démocratique.* » — J. R.

● *M. Marchelli (C.G.C.) qualifie de gadget les propositions de M. Barre à l'égard des cadres.* — « *Ce n'est pas au moment où les entreprises ferment, où des secteurs clés sont en péril grave, que nous allons nous taire, sous prétexte que l'on nous fait la cour* », a déclaré le 20 novembre à Limoges M. Marchelli, président national de la métallurgie C.G.C. Après avoir qualifié de gadget les propositions faites par M. Barre aux cadres, M. Marchelli a souligné que les liens entre le gouvernement et la Confédération générale des cadres n'étaient pas si étroits que le premier ministre l'avait dit. — *(Corresp.)*

LOGEMENT

DES PROPRIÉTAIRES DE MAISONS « CHALANDONNETTES » OCCUPENT LES STUDIOS DE FR 3 A MONTPELLIER.

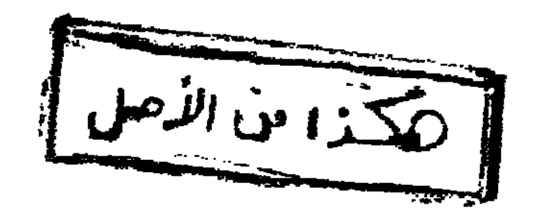
(De notre correspondant.)

Montpellier. — Une délégation de comité de coordination des propriétaires de maisons dites « chalandonnettes » en Languedoc-Roussillon qui s'était rendue à Paris, il y a quelques jours, est revenue à Montpellier déçue après ses entretiens au secrétariat d'Etat au logement et au ministère des finances.

Un nouvel entretien a été proposé à la délégation (qui proteste contre des malfaçons constatées dans les maisons) entre le 1er et le 5 décembre à Montpellier.

Réunis samedi 19 novembre à Montpellier, les accédants à la propriété des maisons « Chalandon » ont demandé aux parlementaires du Gard, de l'Hérault, de l'Aude et des Pyrénées-Orientales de participer à l'entretien prévu pour le 22 novembre avec M. Robert Boulin ministre délégué à l'économie et aux finances.

La veille, une centaine de propriétaires avaient occupé les studios de FR 3 de Montpellier, juste avant la diffusion du journal de 19 h. 20. Les manifestants se sont retirés sans incident, à la fin d'une émission qui n'a pas été perturbée, après que le présentateur a lu à l'antenne que « des manifestants venaient d'occuper les locaux » Le 10 novembre d'autres manifestants avaient organisé une action semblable à la direction de l'équipement (*le Monde* du 12 novembre).



SOCIAL

C.G.T. : la Fédération syndicale mondiale [...]it devenir un centre d'échanges ouvert à tous

[...] crise que traverse la Fédération syndicale [...]iale est de nouveau évoquée par la C.G.T. [...]*la F.S.M. n'évolue pas, nous ne pourrons* [...]nder à notre camarade Pierre Gensous [...]ster secrétaire général » vient de déclarer [...]ené Duhamel, secrétaire confédéral de [...]G.T.

[...] *centrale française, a-t-il rappelé, a pris* [...]part prépondérante dans la naissance de [...]*S.M., en 1945, et a formé beaucoup de ses* [...]ants responsables. L'un d'eux, M. Louis [...]nt, fut le premier secrétaire général, et [...] *encore un cégétiste, M. Pierre Gensous,* [...]ui succéda en 1969.

La C.G.T. n'est pas seule à penser qu'une transformation des orientations et des objectifs de la F.S.M. est devenue inéluctable, faute de quoi elle disparaîtrait dans l'indifférence quasi générale, comme l'a dit M. Séguy le mois dernier. Ce sentiment prévaut également chez les Italiens, les Hongrois, les Roumains, et de *façon moins marquée chez les Allemands de* l'Est ou chez les Malgaches et divers pays membres d'*Afrique.*

Le congrès de l'Internationale en avril 1978, *à Prague, devra donc se prononcer sans équivoque pour lui donner un second souffle.*

[...] vieillissement, la *sclérose,* [...]urdeur de l'appareil de la [...] *apparaissent de plus en* [...] Certes, avec 160 millions [...]*érents, elle est, de loin, la* [...] importante Internationale, [...] avant la *C.I.S.L.* (dominée [...] les syndicats des pays [...]trialisés occidentaux) et la [...] ex-chrétienne. Mais la [...] grande partie de ses effec[...] se trouvent dans les pays [...]istes, et, dans le reste de [...]ope, elle ne compte que les [...] française et italienne.

[...] direction de la F.S.M. reste [...]uée par l'idéologie de la [...]e froide : défense et supé[...]é des régimes de l'Est, [...]*ption léniniste des rapports* [...] les syndicat et le parti.

[...] *syndicalistes* qui viennent [...]ers-monde ou des pays occi[...]aux sont las, en arrivant à [...]ou, d'avoir devant eux des [...]locuteurs qui parlent plus au [...] du parti communiste que du [...]vement syndical. Après avoir [...]emps temporisé, la C.G.T., [...]n tour, reconnaît le bien[...]é de ces critiques et en [...]te d'autres.

[...]*rs de la dernière réunion du* [...]au de la F.S.M., les 26 et [...]ctobre, à Budapest, les délé[...]ons de France, d'Italie, de [...]grie, de Roumanie, d'Allema[...] de l'Est (cette dernière de [...]n plus nuancée), celles de [...]ains pays africains et celle [...] Madagascar ont rejeté [...] *des rapports fondamentaux* [...]nés au congrès de l'Inter[...]nale. *Les textes ont été ren*[...] à la commission prépara[...] composée des représentants [...]ente pays membres, mais où [...]mine l'influence des Sovié[...]s. L'un analysait la situa[...] des travailleurs dans le [...]de, en présentant d'une façon [...]que le sort des salariés des [...] socialistes, *ceux des pays* [...]alistes étant partout misé[...]s. L'autre *texte constituait* [...] sorte de « charte » reven[...]ive des droits politiques et [...]ux dans les seuls pays capi[...]tes, comme si aucune ques[...] ne se posait dans les pays [...]listes. Ce n'est pas la convic[...] de la C.G.T., pour ne citer [...]le. M. Séguy n'avait pas [...]t de le montrer lorsque, le [...]ars dernier, s'est tenue à [...]ve, en marge des travaux [...]I.T., une conférence rassem[...] *quarante-deux syndicats* [...]naux venus de vingt-huit [...] de l'Europe de l'Est et de [...]st, affiliés tant à la F.S.M., [...] la C.I.S.L. et à la C.M.T. [...] leader cégétiste et M. Edmond [...]e (C.F.D.T.) avaient alors *demandé qu'à la prochaine* rencontre, en mars 1979, soient inscrites *à l'ordre du jour la défense* et l'extention des droits syndicaux des travailleurs et des libertés syndicales. « *Il se peut,* avait dit *M.* Séguy, *que, dans un certain nombre de pays de l'Est, toutes les libertés syndicales ne soient pas respectées...* »

La C.G.T. ne marque pas seulement son désaccord devant les schémas cultivés par la F.S.M. Selon les indications données par M. René Duhamel et M. Joannes Galland (également secrétaire confédéral), elle lui reproche aussi *d'avoir éliminé* les discussions internes, qui existaient plus ou moins autrefois. D'autre part, les structures sont inadaptées. *Par exemple, elles* ne permettent pas l'admission des commissions ouvrières d'Espagne et d'autres syndicats qui se réfèrent pourtant à la lutte des classes.

Encourager les initiatives unitaires

Sans doute quelques efforts ont-ils été réalisés. Alors que les statuts, à l'origine, devaient être rigoureusement respectés par toute organisation membre, il est maintenant admis que l'Internationale ne doit pas intervenir dans les affaires internes de ses syndicats *adhérents. A présent, toutes* les organisations membres siègent à égalité au conseil général, où, naguère, les pays socialistes avaient la prépondérance.

Il faut aller beaucoup plus loin, disent les contestataires. « *Nous pensons,* déclare M. Duhamel, *que la F.S.M. doit être moins structurée et devenir une organisation très ouverte, un lieu de rassemblement, de rencontre, de recherche.* » Ce « *centre d'échanges* » *pourrait* encourager certaines initiatives « unitaires », qui émaneraient d'organisations n'appartenant pas toutes à la F.S.M. Par exemple, une action visant *les* multinationales serait plus efficace si elle associait les syndicats de la C.I.S.L., de la C.M.T., du Japon, etc., et ceux de la F.S.M., car les premiers sont implantés dans les pays industrialisés où la fédération est peu présente, alors qu'elle l'est dans le tiers-monde où se développe l'exploitation de ces multinationales.

« Nous avons fait des propositions dans ce sens, conclut M. Duhamel, *mais sans déposer de textes précis. Il faut d'abord que le prochain congrès se livre à une analyse approfondie, dégage une volonté de changement et définisse les remèdes à apporter, acceptables par tous.* » Ce qui *implique, ajoute M. Séguy, que les* autres membres de la F.S.M. prennent *largement en considération* les suggestions cégétistes.

Pour l'instant, la C.G.T. n'envisage donc pas de quitter la F.S.M., alors que la C.G.I.L. a laissé entendre, à Budapest, qu'elle pourrait partir. Déjà, les Italiens ont *pris* leurs distances depuis trois ans, avec l'Internationale de Prague, en adoptant la position d'« *associé* », ce qui a *facilité* leur entrée à la C.E.S. (Confédération européenne syndicale).

« *On dit que nous sommes un peu réformistes, et cela fait songer aux reproches que l'on adresse à l'eurocommunisme* », disent encore les porte-parole de la C.G.T. Mais il semble bien que cette *étiquette ne les choque nullement.* Elle les aiderait plutôt à franchir *le seuil de la C.E.S., devant lequel* M. Séguy et ses amis piétinent depuis *longtemps.* Cependant, le leader prend soin de spécifier que son comportement vis-à-vis de la F.S.M. ne saurait être interprété comme un gage offert à la C.E.S. De toute façon, la porte de cette dernière est maintenue fermée par certains syndicats, surtout F.O. et la D.G.B. allemande, profondément allergique — même par organisation syndicale interposée — *au communisme.*

JOANINE ROY.

AGRICULTURE

Un bourgogne 1977 qui revient de loin

De notre envoyé spécial

Beaune. — Premier lot de la cuvée *Corton-docteurPeste*, adjugé à 33 900 F à la maison Patriarche père et fils ! Les applaudissements crépitent, car ladite maison y a mis le prix : 169 % de plus que les 12 500 F de l'an dernier. Son P.-D. G., M. André Boisseaux, petit homme au regard vif dans un visage tout plissé vient de l'emporter au bout de quarante-cinq minutes d'enchères ardentes sur M. Henri Maire, négociant d'Arboic(le vin fou), qui, tout récemment installé à Beaune, avait osé enlever en 1976 à Patriarche, pour la première fois depuis trente ans, le privilège d'acquérir le premier lot de la vente des hospices de Beaune.

Ainsi vient de commencer, pour la cent dix-septième fois, ce que les esprits forts appellent irrévérencieusement « la grand-messe annuelle du vin de Bourgogne », avec le commissaire-priseur-archiprêtre, les bougies du premier feu et second feu, et le prélat de l'année, à savoir son Altesse Royale, le prince Bertil de Suède. Ces esprits forts ont bien tort.

Tout d'abord, c'est une vente de charité, la plus grande du monde, paraît-il. Cette année encore, haut et puissant seigneur Nicolas Rolin, chancelier du duc de Philippe de Bourgogne, qui, pour vous faire pardonner votre fortune et vous constituer un petit capital dans l'autre monde, avez fondé en 1443 l'Hôtel-Dieu de Beaune pour re*cueillir les malades* et les pauvres, et vous aussi son épouse, Guigone de Salins, vous pouvez dormir en paix : le produit des enchères est convenable, 6,6 millions de francs, contre 5,5 millions de francs en 1976 et près de 2 millions de francs en 1975, mauvais millésime, il est vrai. Cette fondation, bien vivante, est l'une des rares qui ait échappé aux guerres de religion, à la révolution de 1789 et au « petit père Combes ». Les malades ont bien été transférés dans un hôpital plus moderne, mais les vieillards y sont restés et les dépendances de l'Hôtel-Dieu, ce bijou de l'art bourguignon, ont été modernisées. Les donations se sont succédées régulièrement depuis cinq siècles, la dernière (un hectare de Chambertin) ayant été effectuée l'an dernier, les cuvées portant le nom de leurs donateurs : manière d'acquérir l'immortalité qui en vaut bien une autre.

Ensuite, si les adjudications s'établissent à des prix deux ou trois fois supérieurs à ceux du marché, elles sont attendues avec impatience par tout le vignoble, qui en déduira les tendances... et les prix pour l'année qui vient. Cette fois-ci, à la veille de la vente, on s'attendait à une hausse. Les négociants, dont les stocks sont tombés assez bas, la redoutaient, se rappelant trop bien les dégâts de la folle hausse de 1972-1973 et la chute qui s'ensuivit, ce qui ne les a pas empêché de procéder à des achats de précaution. Les vignerons la souhaitaient fort bas et, depuis quelques semaines, avaient ralenti ou stoppé le rythme de leurs expéditions. Le résultat de la vente a répondu à l'attente, aux espoirs ouaux craintes (on ne sait jamais, en Bourgogne). La hausse moyenne est de 11,24 % (23 % pour les vins blancs). De l'avis de nombreux experts, c'est beaucoup pour un millésimé qualifié de « bon » par le jury officiel, mais qui, même compte tenu de l'inflation, n'est pas supérieur, tant s'en faut, au millésimé 1976, mûri au soleil brûlant de la sécheresse.

Il est vrai qu'on revient de loin ! Fin août, il avait tellement plu que l'acidité était extrême avec un degré alcoolique faible, et que la pourriture grise menaçait. Le désespoir régnait, et la direction des Hospices envisageait même de ne pas procéder à la vente annuelle. Mais saint Vincent, patron des vignerons, fut clément, et un grand soleil fit baisser l'acidité, ce qui a favorisé la Bourgogne par rapport au Bordelais et à la Loire, très éprouvés successivement par les gelées et par les pluies.

Les Bourguignons sauront-ils néanmoins rester sages et éviter une envolée des prix qui leur a coûté cher dans le passé ? A Bordeaux, en s'en préoccupe. Ici, fort de la rareté des crus et du bas niveau des stocks, on attend l'acheteur de pied ferme. Heureusement que le vin fin ne figure pas dans l'indice des prix ! — F. R.

ÉCONOMIES ÉTRANGÈRES

DANS LES PAYS INDUSTRIALISÉS LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE RISQUE DE STAGNER EN 1978

La croissance économique dans les vingt-quatre pays occidentaux membres de l'O.C.D.E. risque de connaître un nouveau ralentissement en 1978, alors même que les objectifs de relance n'ont pas été atteints en 1977. Tel est le bilan que devraient dresser ce lundi 21 novembre et mardi 22 à Paris, les experts du comité de politique économique de l'Organisation de coopération et de développement économiques (O.C.D.E.).

Globalement, la croissance, en 1978, ne devrait guère dépasser 3,5 %, soit le même taux qu'en 1977.

● *Les Etats-Unis* connaîtraient une croissance de 4,5 % l'année prochaine, contre les 4,7 % prévus jusqu'à maintenant.

● *L'Allemagne* ne réaliserait guère plus de 3,5 % de croissance en 1978, contre 4,5 % prévus.

● *Le Japon* réaliserait un taux d'expansion de 5,2 % environ l'année prochaine, ce qui — là encore, - est inférieur aux prévisions qui avaient été faites (6 %).

La principale conséquence de ce ralentissement serait une nouvelle aggravation du chômage, qui est déjà passé de 15,7 millions à la fin de 1976 à 16,3 millions fin septembre 1977.

LES ÉTATS-UNIS ADMONESTENT UNE NOUVELLE FOIS LE JAPON

Les Etats-Unis viennent, une *nouvelle fois*, d'avertir le Japon que les pressions pour un retour au protectionnisme seraient bientôt incontrôlables, si Tokyo ne prenait pas des mesures rapides pour réduire l'excédent de sa balance commerciale. Une mission américaine conduite par M. Richard Rivers, conseiller du représentant spécial du président Carter pour les affaires commerciales — M. Robert Strauss. — a eu, à la fin de la semaine dernière, une série d'entretiens avec les dirigeants de plusieurs ministères. D'autres discussions devaient avoir lieu lundi 21 novembre. *« Tokyo ne semble pas avoir encore compris »*, souligne-t-on du côté américain.

La mission américaine a suggéré diverses mesures aux responsables japonais. A court terme, les Etats-Unis souhaitent voir le Japon supprimer les restrictions quantitatives encore imposées sur l'importation de vingt-sept produits, procédure contraire au règlement du GATT. Le Japon devrait également adopter une attitude plus active dans les négociations commerciales multilatérales ed Genève (Tokyo round).

Ils ont également expliqué à leurs interlocuteurs qu'il était anormal qu'un grand pays industriel importe aussi peu de produits manufacturés. Les importations japonaises sont composées pour 80 % de matières premières et 20 % seulement de produits manufacturés, alors que les importations allemandes, par exemple, comprennent environ 55% de produits industriels.

A plus long terme, les Américains ont souligné que seul un taux d'expansion d'au moins 7 % l'an permettrait au Japon de stimuler la demande intérieure et d'accroître ses importations. — *(A.F.P.)*

● *L'indice de la production industrielle* n'a progressé que de 0,3 % en octobre. Il s'est établi à 139,1 (base 100 en 1967), en hausse de 6,8 % par rapport à octobre 1976. *Le résultat d'octobre* représente une des plus faibles augmentations mensuelles depuis le début de 1977. La meilleure performance avait été enregistrée en mars avec une augmentation de 1,6 %. L'indice avait progressé de 0,7 % en février, avril, mai,

Le chômage continue à augmenter en Belgiq

Des mesures vont être prises qui toucheront 70 000 personne

De notre correspondant

Bruxelles. — La Belgique franchira sans doute cette année le cap des 300 000 chômeurs, un bilan plus lourd encore qu'au cours des années 30. C'est le ministre de l'emploi et du travail qui l'a annoncé ce week-end à ses compatriotes.

M. Guy Spitaels n'a pas caché la vérité. Au 15 novembre, a-t-il expliqué, le nombre de chômeurs complets indemnisés était de 286 362 (115 889 hommes et 170 473 femmes).

Dans son allocution radiotélévisée, le ministre a rappelé que la législation sociale belge, *« l'une des plus généreuses du monde »*, permet d'éviter les conséquences les plus dramatiques du chômage. Devant la situation actuelle, le ministre estime qu'il vaut mieux donner du travail aux chômeurs plutôt que de se contenter de les indemniser. C'est pourquoi le gouvernement a décidé d'appliquer un plan de résorption du chômage, qui vise 70 00[illegible] sonnes et entrera en vigu[illegible] partir du 1er janvier 1978. [illegible] tres mesures sont également [illegible] vues : la pré-retraite des hom[illegible] de plus de soixante ans e[illegible] femmes ayant atteint cinqu[illegible] cinq ans et qui sont au chô[illegible] depuis plus d'un an. La sec[illegible] mesure vise le stage de je[illegible] diplômés sortant des écoles [illegible] 1978. 27 000 jeunes qui n'ont [illegible] mais travaillé pourront bénéf[illegible] d'un stage de six mois ou d'un [illegible] dans la fonction publique. [illegible] *rémunération sera de 90 % du* [illegible] laire normal.

Le chômage a quadruplé en [illegible] *ans. En* 1971, il *n'y* avait [illegible] 70 900 chômeurs. En 1953 et [illegible] années de crise, il y avait 183 000 et 102 700 chômeurs. C[illegible] en 1964 que le chiffre des c[illegible] meurs a été le plus faible : 5[illegible] Actuellement, près de 10 % d[illegible] population active est en chôm[illegible] — P. de V.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVIS[ES]

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ Bas	+ Haut	Rep. + ou Dép. —		Rep. + ou Dép —		Rep. + ou Dé[p. —]	
$ E.-U. ..	4,8470	4,8500	+ 80	+ 100	+ 180	+ 210	+ 600	+ [illegible]
$ can. ..	4,3700	4,3750	+ 50	+ 75	+ 120	+ 155	+ 430	+ [illegible]
Yen (100)	1,9960	1,9995	+ 110	+ 150	+ 220	+ 280	+ 640	+ [illegible]
D.M.	2,1660	2,1690	+ 90	+ 110	+ 180	+ 200	+ 600	+ [illegible]
Florin ..	2,0090	2,0120	+ 50	+ 70	+ 100	+ 190	+ 340	+ [illegible]
F.B. (100)	13,7810	13,8060	+ 200	+ 350	+ 470	+ 640	+1350	+1[illegible]
F.S.	2,2070	2,2095	+ 130	+ 145	+ 235	+ 260	+ 790	+ [illegible]
L. (1 000)	5,5230	5,5300	— 200	— 100	— 400	— 300	—1100	— [illegible]
£	8,8670	8,8770	+ 320	+ 380	+ 600	+ 670	+1580	+1[illegible]

TAUX DES EURO-MONNAIES

D.M.	3 1/2	4	3 1/2	4	4	4 1/2	4	4 1[illegible]
$ U.S.	12 3/4	13 1/4	7	7 1/2	6 3/4	7 1/4	7	7 1[illegible]
Florin	4 1/2	5 1/4	5	5 1/2	5 3/4	6 1/4	6	6 1[illegible]
F. B.	2 1/2	3 1/2	6	6 3/4	6 3/4	7 1/4	7 1/2	8 1[illegible]
F. S.	3	3 1/2	1 1/2	2 1/4	2 1/2	3	2	2 3[illegible]
L. (1 000)	10	12	12	14	12	14	13	15
£	3 1/2	4 1/2	4 1/2	5	5	5 1/2	6	6 1[illegible]
Fr. franç.	9	10	10 3/4	11 1/4	11 1/2	12	12	12 1[illegible]

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbanc[aire] des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une gra[nde] banque de la place.

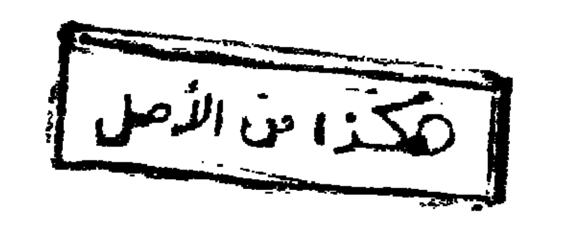
LES MARCHÉS FINAN[CIERS]

LONDRES

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

[BOURSE] DE PARIS - 18 NOVEMBRE - CO[MPTANT]

MARC[HÉ]



هكذا في الأصل

LES MARCHÉS FINANCIERS

EURO-OBLIGATIONS

Meilleure perspective pour les emprunts en euro-dollars

Agefi. — L'annonce du lancement d'un emprunt libellé en livres sterling pour le compte de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) a monopolisé l'attention des investisseurs, tous ces derniers jours, sur le marché international des capitaux, mais en cette fin de semaine — malgré la faiblesse persistante du dollar, — il semble que les emprunts en eurodollars soient sur le point de connaître un meilleur sort, des signes de reprise apparaissent sur le marché obligataire américain, où l'on suppute la possibilité d'une stabilisation, tout au moins provisoire, des taux d'intérêt. Cette reprise de fin d'année s'appuierait sur la conviction que la Réserve fédérale ne sera pas amenée à durcir sa politique monétaire dans les procaines semaines, voire les prochains mois, en raison d'une modération probable de l'expansion de la masse monétaire. Pourtant, les dernières statistiques publiées jeudi à New-York montrent, qu'après sa récente contraction, la masse monétaire a connu à nouveau une expansion relativement forte pour la semaine du 3 au 9 novembre. Mais l'on apprend à présent qu'au cours de la dernière réunion, à la mi-octobre, du comité de l'Open market, il avait été décidé de maintenir les conditions « actuelles » dans les prochaines semaines si l'expansion de la masse monétaire, dans sa définition M 1, reste dans la fourchette de 3 à 8 %, contre 2 à 7 % à la réunion précédente, un mois auparavant, et de 5,5 à 9,5 % pour M 2, contre 4 à 8 %. Ces indications datent du 18 octobre et, le 9 novembre, le président du « FED », M. Arthur Burns, avait cependant signalé lors d'auditions de la commission bancaire du Sénat que les objectifs de croissance de la masse monétaire demeuraient inchangés pour le long terme, en ce qui concerne M 1, soit 4 à 6,5 % et 6,5 à 9 % pour M 2, en légère baisse.

Dans ces conditions, il apparaît que les perspectives se sont améliorées quelque peu pour le marché des émissions euro-obligataires en dollars, dont la baisse des dernières semaines fait ressortir des rendements qui supportent aisément la comparaison avec les autres placements à court terme, surtout si le dollar commençait à s'apprécier maintenant.

Si le dollar remonte, il est probable que le marché euro-obligataire — pour le secteur des emprunts en dollars — bénéficiera d'une nouvelle vague de demandes de la part d'investisseurs disposant de devises fortes.

LONDRES

Nouveau repli

Les revendications de salaires dans l'électricité et les résultats décevants des entreprises pèsent sur les cours. Lundi, peu après l'ouverture, l'indice des industrielles accusait une baisse de 2,5 points, à 418. Recul des pétroles. Les mines d'or sont un peu mieux orientées. Tassement des fonds d'État.

OR (ouverture) (dollars) 152 50 contre 150 85

VALEURS	CLOTURE 18/11	COURS 21/11
Beecham	625 ...	622 ...
British Petroleum	906 ...	904 ...
Courtaulds	111 ...	118 ...
De Beers	298 ...	301 ...
Imperial Chemical	365 ...	362 ...
Rio Tinto Zinc Corp.	186 ...	1 5 ...
Shell	565 ...	562 ...
Vickers	182 ...	181 ...
War Loan 3 1/2 %	35 1 2	35 3 8
*West Driefontein	24 1/8	24 7/8
*Western Holdings	17 1/2	18 1/4

(*) En dollars U. S., net de prime sur le dollar investissement.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

COMPAGNIE LYONNAISE IMMOBILIÈRE. — Les recettes locatives, hors primes à la construction, devraient atteindre 41,7 millions de francs cette année et 45 millions en 1978. En 1976, leur montant s'élevait à 37,8 millions de francs. Une nouvelle majoration de la distribution est également attendue.

LA PROVIDENCE S. A. — Les comptes de l'exercice 1976-1977 ont fait ressortir un bénéfice net de 13,8 millions de francs contre 10,4 millions de francs un an plus tôt. Le dividende global a été fixé à 22,50 F contre 20,70 F.

COMPAGNIE GÉNÉRALE MARITIME. — Le capital est porté de 130,61 millions de francs à 417,97 millions de francs par émission de 1 473 615 actions B au nominal de 195 F (onze actions nouvelle B pour cinq anciennes A ou B).

TENNECO. — Le groupe américain cherche à obtenir l'inscription de ses actions à la Bourse de Paris. Vingt-deuxième groupe américain, Tenneco a des activités très diversifiées (pétrole, chimie, bâtiment, etc., etc.).

RATIER-FOREST G.S.P. — Les comptes du premier semestre de l'exercice 1977 se sont soldés par une perte consolidée de 13 millions de francs ; ils devraient être équilibrés pour le second semestre.

Vers une hausse du rendement des actions allemandes

La réforme de l'impôt sur les sociétés devrait favoriser une augmentation du rendement moyen des dividendes versés par les sociétés allemandes dont les actions sont cotées en Bourse et par contrecoup stimuler la demande de ces actions. Tel est l'avis formulé par M. Niedersté-Ostholt, membre du directoire de la Commerzbank. Selon lui, ce rendement pourrait atteindre 5 %, voire même 6 %, l'an prochain.

M. Niedersté-Ostholt s'est d'autre part inquiété de la raréfaction de la clientèle des actionnaires, au nombre de deux à trois millions seulement, si l'on exclut la masse des propriétaires de fonds d'investissement, d'actions « populaires » et d'actions réservées au personnel (environ deux millions au total). Pour lui, l'État a un rôle à jouer, qui consisterait à améliorer les conditions de placement et les perspectives de rentabilité, tout en permettant aux entreprises de se financer au moyen de leurs fonds propres. Il préconise de supprimer la patente et la double imposition sur les patrimoines, enfin d'étendre les possibilités ouvertes par le système de capitalisation ouvrière en vulgarisant les émissions d'actions réservées au personnel.

DROITS DE SOUSCRIPTION

VALEURS (Actions et parts)	Modalités	Derniers cours
Arthur Martin, c. 28	7 p. 5	.. ..
Union entr. élec., c. 57	2 p. 5	1 30
Rollaco, dr. ou c. 18	1 p. 28	.. ..

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	18/11	21/11
1 dollar (en yens)	243 35	243 80

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE. Base 100 : 31 déc. 1976.)

	17 nov.	18 nov.
Valeurs françaises	94,7	95,1
Valeurs étrangères	98,3	98,6

Cie DES AGENTS DE CHANGE (Base 100 : 29 déc. 1961.)

Indice général	62,8	63,3

Taux du marché monétaire

Effets privés .... 9 ... %

BOURSE DE PARIS - 18 NOVEMBRE - COMPTANT

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Fosaca	.. ..	13 50
Gevaert	167 40	167 50
Glaxo	53 50	52 50
Grace and Co.	138	135
Pfizer Inc.	128	127 40
Procter Gamble	411 50	410 50
Courtaulds	.. ..	9 80
Est-Asiatique	95 90	96 80
Canadien-Pacif.	78	77 80
Wagons-Lits	.. ..	93
Barlow-Rand	11 20	11 50
Suéd. Allumettes	89 50	86 40

HORS COTE

Alser	425	425
Cellulose Pin	37	36 90
Coparex	214 10	214
Ecco	445	440
Eurafrep	465	461
Intertechnique	159	160
Métall. Minière	63	62
Prouoptic	.	.
Sab. Mor. Corv.	...	
Sofibus	... ...	
S.P.R.	...	230
Ufimex	.. ..	125 10
Oce v. Grinten	...	280
Borento NV	255 20	258 20

SICAV

Plac. Institut.	12961 82	12523 59
1re catégorie	10177 79	9978 23

21/11	Emission frais inclus	Rachat net
Actions Sélect.	143 11	136 62
Aedificandi	161 88	154 52
Agfime	174 93	167 ..
A.L.T.O.	155 12	148 09
America-Valor	290 04	276 89
Assurances Plac.	125 82	120 11
Bourse-Invest.	131 66	125 69
B.T.P. Valeurs	126 88	122 50
C.I.P.	281 95	.69 17
Convertibles	120 12	114 67
Convertimmo	122 34	116 79
Drouot Invest.	176 12	168 13
Elysées-Valeurs	163 02	155 63
Epargne-Croiss.	613 66	490 37
Epargne-Inter	265 87	253 81
Epargne-Mobil.	157 87	150 71
Epargne-Oblig.	137 49	131 26
Epargne Revenu	291 18	277 98
Epargne-Unie	284 98	272 06
Epargne Valeur	173 34	165 48
Foncier Investiss.	286 18	273 20
Fortune 1	120 60	186 49
France-Croissance	165 97	159 40
France-Epargne	158 25	151 07
France-Garantie	222 ..	217 65
France-Invest.	142 70	136 23
Laffitte-Rend.	107 49	102 62
Laffitte-Tokyo	196 65	187 73
Nouv. France-Obl.	285 52	272 58
France Placement	168 36	160 73
Gestion Rendem.	244 43	233 35
Gest. Sél. France	*149 93	143 13
I.M.S.I.	145 91	139 29
Indo-Valeurs	187 82	179 30
Intercroissance	141 83	136 21
Intersélection	142 07	135 63
Livret portef.	198 01	189 04
Oblig. ttes catég.	1128 58	1083 06
Paribas Gestion	161 30	153 99
Pierre Investiss.	191 52	182 84
Rothschild-Exp.	276 63	264 09
Sécur. Mobilière	296 10	281 72
Sélec. Croissance	553 55	528 45
Sélect. Mondiale	119 81	114 47
Sélection-Rend.	133 51	127 46
S.F.I. FR. et ETR.	167 48	159 99
S.I.G.	253 07	241 31
Silvafrance	150 10	143 29
Silvam	114 58	109 38
Silvarente	147 25	140 57
Silvinter	131 86	125 87
Sogepargne	265 77	253 72
Sogevar	339 76	324 35
Soleil-Investiss.	175 09	167 08
U.A.P.-Investiss.	134 42	128 32
Unifoncier	290 13	276 97
Unijapon	204 91	195 62
Uni Obligations	1562 20	1502 10
Unipremière	1600 58	1538 97
Unisic	132 38	126 38
Worms Investiss.	230 65	220 19
21/11		
Actigest-Etoile	105 78	100 98
Creditor	139 60	133 27
Croissance-Imm.	141 23	134 83
Euro-Croissance	141 68	135 20
Financière Privée	340 67	325 23
Fructidor	146 61	139 97
Gestion Mobilière	201 61	192 47
Mondiale Invest.	173 82	165 94
Oblisem	130 96	125 02
Optima	146 98	140 22
Planinter	281 19	268 44
Sicavimmo	196 01	187 12
S. I. Est.	392 98	376 16
Soginco	124 39	118 75
Sogintor	428 57	409 14
Univaler	156 98	149 86
Valorem	159 73	152 49

*Cours précédent

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, *des erreurs peuvent parfois figurer* dans les cours. Elles sont corrigées dès le lendemain dans la première édition.

MARCHÉ A TERME

La Chambre syndicale a décidé, à titre expérimental, de prolonger, après la clôture, la *cotation des valeurs ayant fait l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour* cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
335	Gen. Motors	332	331 20	334 ..	337 80
215	Ford Motor	222	228	219 ..	216
86	Free State	73 20	72 10	75 20	74
245	Gen. Electric	253	250 90	250 50	251
108	West Hold.	83 60	86 40	86	86 40
245	Xerox Corp.	241 ..	240 ..	248	248 10
	Zambia Cop.	0 88	0 87	0 87	0 87

VALEURS DONNANT LIEU A DES OPÉRATIONS FERMES SEULEMENT

o : offert ; c : coupon détaché ; d : demandé ; * droit détaché. — Lorsqu'un « premier cours » n'est pas indiqué, il y a eu cotation portée dans la colonne « dernier cours ».

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 18 11	COURS DES BILLETS échange de gré à gré entre banques
Etats-Unis ($ 1)	4 879	4 854	4 850
Allemagne (100 DM)	216 150	216 350	215 ..
Belgique (100 F.)	13 777	13 753	13 725
Pays-Bas (100 fl.)	200 350	200 500	199 ..
Danemark (100 krd)	79 360	79 190	79 000
Suède (100 krs)	101 400	101 030	101
Norvège (100 k.)	88 720	88 880	88 250
Grande-Bretagne (£ 1)	8 849	8 824	8 850
Italie (1 000 lires)	5 544	5 528	5 550
Suisse (100 fr.)	220 060	219 930	219
Autriche (100 sch.)	30 345	30 350	30 050
Espagne (100 pes.)	5 867	5 847	5 700
Portugal (100 esc.)	11 965	11 945	11 500
Canada ($ can. 1)	4 387	4 371	4 345

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 18 11
Or fin (kilo en barre)	25200	25230
Or fin (kilo en lingot)	25240	25260
Pièce française (20 fr.)	246 50	247 10
Pièce française (10 fr.)	221	221 40
Pièce suisse (20 fr.)	224	222 10
Union latine (20 fr.)	218 10	220 20
Souverain	233	233 50
Pièce de 20 dollars	1110	1120
Pièce de 10 dollars	593	593
Pièce de 5 dollars	340	...
Pièce de 50 pesos	1051	1052
Pièce de 10 florins	225	224 50

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

LES ÉLECTIONS EN GRÈCE

M. Caramanlis conserve la majorité absolue des sièges mais perd du terrain

Forte poussée du parti socialiste de M. Papandréou

Athènes. — Les élections du 20 novembre ont donné des résultats conformes aux pronostics et aux espoirs des différents vainqueurs. M. Caramanlis, avec 42,37 % des voix, enlève 178 sièges sur 300. M. Papandréou, leader du Pasok (parti socialiste), obtient 25,30 % des voix (contre 13,59 % en 1974) et 90 sièges. L'Union du centre démocratique de M. Mavros a 12,07 % des voix et 13 sièges. L'alliance des cinq petits partis de gauche, 2,50 % des voix et 2 sièges. Le parti communistue de Grèce (dit « de l'extérieur »), 8,71 % des suffrages et 11 sièges. L'extrême droite du Rassemblement national » obtient 7,06 % des voix et 4 sièges. Les néo-libéraux, avec 1,05 % des suffrages, ont 2 sièges. Les abstentions s'élèvent à 21 %.

De notre correspondant

Il s'agit là de résultats provisoires mais les résultats définitifs, qui devaient être connus mardi matin, ne devraient guère être différents. Le Parlement élu est convoqué pour le 12 décembre.

La Nouvelle Démocratie de M. Caramanlis s'attendait à obtenir au moins 50 % des suffrages (contre 54 % en 1974). Son recul (à *42,47 %*) est donc sensible. Une partie de l'électorat classique du président du conseil a été déroutée par son souci de se démarquer de la droite traditionnelle et de laisser ses principaux collaborateurs afficher des idées socialisantes.

Les stratèges de la Nouvelle Démocratie ne se sont pas méfiés de ceux qu'ils oubliaient, ceux-là même qui ont permis au Rassemblement national de M. Stefanopoulos de dépasser les 7 % et de contribuer largement au recul de M. Caramanlis dans des circonscriptions qui traditionnellement votaient à droite.

Enfin, même dans des fiefs de la droite, le Pasok a mordu et a commencé à s'implanter dans plusieurs circonscriptions agricoles, en premier lieu dans le Péloponnèse.

La dynamique de la gauche

L'Union démocratique du centre tombe de 20 à 12 % environ. Ce recul était attendu ; au début du mois, les principaux quotidiens centristes donnaient eux-mêmes ce chiffre. Les amis de M. Mavros ont perdu sur leur droite comme sur leur gauche pour avoir heurté les modérés sans convaincre les autres, par leur projet de social-démocratie à la grecque. Les palinodies et les faux calculs de certains dirigeants de son parti n'ont pas facilité la tâche de M. Mavros.

Mais c'est la forte poussée du Pasok qui modifie le profil politique de la Grèce. Dès le début de la campagne, il était visible que ce parti avait le vent en poupe (*le Monde* du 19 octobre). Bien qu'ils n'aient pas encore eu l'âge de voter, nombre de jeunes militants ont déployé un dynamisme qui a permis de placer le Pasok en tête du mouvement d'unité d'une nouvelle gauche en formation.

Il est dès maintenant possible d'avancer que le courant unitaire pousse si fortement à la base qu'il devrait entraîner de nouveaux regroupements de ceux qui songent à une voie socialiste.

La mosaïque étrange de l'« alliance » des forces de gauche conduite par M. Ilias Iliou, et encadrées par le P.C. dit « de l'intérieur » (eurocommuniste), a été déçue dans ses pronostics : on lui donnait 4 % des voix, elle n'en a que 2,5. Mais le parti communiste de Grèce dit « de l'extérieur » voit confirmer ses attentes et atteint son objectif majeur, celui de recenser ses effectifs et mesurer son influence : à lui seul, il obtient le même score — 8 % — que celui réalisé en 1974 par le bloc qu'il formait avec les communistes de l'intérieur et l'EDA.

Dans l'immédiat, M. Caramanlis dispose d'une majorité largement suffisante pour gouverner et poursuivre la politique amorcée il y a trois ans. Mais la dynamique du Pasok, devenu premier parti de l'opposition et fer de lance de la gauche, incite déjà certains Grecs à se demander s'ils ne devront pas retourner aux urnes bien avant la fin de la nouvelle législature.

MARC MARCEAU.

NOUVELLES BRÈVES

● *Mme Leclerc de Hauteclocque* a participé, dimanche 20 novembre, aux cérémonies célébrant le trente-troisième anniversaire de la libération de Strasbourg. Au cours de la messe solennelle célébrée à la cathédrale de Strasbourg, Mgr Léon Arthur Elchinger a appelé à une « *vaste résistance Spirituelle* » pour écarter du monde divisé l'« *esprit du mal* ».

● *Des égoutiers manifestent à l'Hôtel de Ville de Paris.* — Alors que plusieurs dizaines d'égoutiers grévistes étaient massés devant l'Hôtel de Ville de Paris, quelques-uns d'entre eux ont vainement tenté ce lundi matin d'interrompre la séance du Conseil de Paris, au cours de laquelle M. Jean Tibéri, deuxième adjoint au maire, devait faire une communication relative à la grève de cette catégorie de personnel. Les grévistes ont déployé depuis la tribune du public une banderole sur laquelle on pouvait lire : « *Chirac : négociations !* ».

La banderole ayant été enlevée par les huissiers, M. Tibéri a précisé : « *Sur le fond il n'y a aucun refus de la part de la municipalité face aux revendications des égoutiers. Il n'existe aucune divergence de fond entre les deux parties. Je souhaite que cette grève, qui a été déclenchée sans préavis, cesse, afin que les contacts que nous avons avec les syndicats conduisent rapidement à une amélioration des conditions de travail de ce personnel.* »

PRÈS DE DEUX MILLE CHINOIS AURAIENT TROUVÉ ASILE AU VIETNAM ENTRE AVRIL ET JUILLET

Selon des renseignements concordants et dignes de foi, les autorités vietnamiennes ont commencé au printemps dernier à accueillir sur leur territoire des réfugiés chinois qui franchissaient clandestinement la frontière. D'avril à juillet, le nombre des passages se serait élevé à près de deux mille. Les réfugiés sont, en majorité, des jeunes gens.

Les tentatives de passage clandestins de la Chine au Vietnam ne sont pas un fait nouveau mais, jusqu'au mois de mars 1977, les réfugiés étaient, en règle générale, refoulés. Le changement d'attitude des autorités vietnamiennes, désormais disposées à les accueillir, a naturellement contribué à accroître le nombre des candidats à l'exil.

Du côté chinois, des mesures de sécurité nouvelles ont été prises, notamment pour limiter l'accès aux régions de la province du Kouangsi, limitrophes du Vietnam.

● *Le parti social-démocrate* de M. Sa Carneiro a rejeté samedi 19 novembre la plate-forme de négociation proposée par M. Mario Soares. Le P.S.D. réclame la démission du gouvernement et préconise une politique différente de celle qui est recommandée par le F.M.I. — *(A.F.P.)*

En visite en Touraine

M. BARRE S'EFFORCE D'APAISER LE MÉCONTENTEMENT DES COMMERÇANTS

De notre envoyé spécial

Tours. — M. Raymond Barre s'est rendu, lundi 21 novembre, en Touraine, à l'invitation des trois députés de la majorité du département d'Indre-et-Loire, MM. Jean Royer (non-inscrit), ancien ministre, maire de Tours, Jean Delaneau (P.R.), maire de Château-Renault, et André-Georges Voisin (app. R.P.R.), président du conseil général, maire de L'Ile-Bouchard. Après avoir inauguré un C.E.S. à L'Ile-Bouchard en fin de matinée, le premier ministre a présidé, à l'hôtel de ville de Tours, une séance de travail consacrée aux problèmes locaux.

La chambre des métiers et la c[hambre] de commerce et d'ind[ustrie] avaient organisé, l'après-mid[i] [à] l'hôtel de ville, une réunion pub[lique] au cours de laquelle le chef du [gou]vernement se proposait notam[ment] d'apaiser le mécontentement [des] commerçants irrités par les réc[entes] mesures de taxation des pro[duits] alimentaires. (Lire page 13 les d[écla]rations faites à ce sujet pa[r le] premier ministre, dimanche soi[r au] Club de la presse d'Europe 1.)

M. Barre devait regagner Par[is en] fin de journée, après une ha[lte à] Château-Renault. — A. R.

LA HAUSSE DES PRIX DU PÉTROLE SERA COMPRISE ENTRE 5 ET 8 % déclare le président du Venezuela

« Une augmentation des prix du pétrole brut comprise entre 5 et 8 % pourrait être décidée », lors de la prochaine réunion de Caracas (Venezuela), de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, a déclaré le 19 décembre M. Carlos Andres Perez, président du Venezuela. Pour lui, une telle augmentation est nécessaire pour compenser l'inflation mondiale.

Les membres de l'OPEP qui prônent une augmentation ne « peuvent faire cavalier seul », a déclaré de son côté le chah d'Iran, le 20 décembre, au cours d'une interview à la télévision américaine. Le souverain iranien estime que l'Arabie Saoudite refusera toute augmentation des prix, ne fût-elle que de 5 %. — (A. F. P.)

● *Le Club de Dakar* tient sa quatrième assemblée plénière à Luxembourg les 21, 22 et 23 novembre. Instance informelle où se rencontrent des personnalités des pays du tiers-monde et des pays industrialisés pour réfléchir en commun aux problèmes que pose la nouvelle division internationale du travail, le Club de Dakar devait débattre des quatre thèmes suivants : la montée du protectionnisme dans le monde ; le début d'une réflexion sur une nouvelle division internationale du travail agricole ; les transferts de connaissances et de technologies propres à une industrialisation des pays du tiers-monde ; les conditions et modalités d'institution d'un impôt mondial de solidarité.

La grève du 1[er] décem[bre]

COUPURES DE COURAN[T] INTERMITTENTES PENDANT UNE SEMAINE

Les fédérations C.G.T. et C.F[.D.T.] de l'E.D.F.-G.D.F. ont décidé, [dans] le cadre de la journée interp[rofes]sionnelle d'action, organisée [le] 1[er] décembre, par la C.G.T., [la] C.F.D.T. et la FEN, de procéder [à des] arrêts de travail, avec des cou[pures] de courant intermittentes dan[s le] milieu de la journée, pendant [toute] la semaine de 28 novembre [au] 3 décembre.

D'autre part, le Syndicat gé[néral] des impôts F.O. indique, dans [un] communiqué, qu'il a « décidé [de] lancer un appel à la grève le 1[er] [dé]cembre prochain, malgré l'absenc[e de] consigne des autres instances F[orce] ouvrière, pour que puisse se trad[uire] publiquement le profond mécon[ten]tement des agents des impôts fa[ce à] une détérioration croissante de [leur] situation matérielle et morale ».

BAISSE DU DOLLAR ET DU FRANC

Le dollar a baissé en déb[ut de] semaine sur les marchés des [chan]ges, revenant de 2,2425 DM à [...] deutschemarks sur la place de Fr[anc]fort, au voisinage de son plus [bas] niveau historique. Le franc l'a s[uivi] de sorte que le cours de la mon[naie] américaine n'a guère varié à P[aris] et que celui du deutschemark [est] monté à 2,1690 F (contre 2,16[..] vendredi après-midi).

● *L'Arabie Saoudite et Bah[reïn]* viennent de conclure un con[trat] d'une valeur de 417 millions [de] dollars avec la firme japon[aise] Ishikawajima-Harima pour [la] construction d'une cimenterie [à] Abquiq (est du royaume).

Le numéro du « Monde » daté 20-21 novembre 1977 a été tiré à 504 770 exemplaires.

